

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA DOCTRINE SOCIALE DE DUGUIT

— ses idées sur le syndicalisme et la représentation professionnelle —

Thèse pour le Doctorat présentée et soutenue

le 6 Décembre 1933

PAR

Milan P. MARKOVITCH

MM. GILBERT GIDEL, *Président*

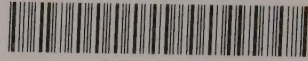
J. LAFERRIÈRE
G. SCELLE

| *Suffragants*

ÉDITIONS PIERRE BOSSUET
8, RUE N.-D.-DES-CHAMPS, PARIS (VI^e)

1933

Universiteit Leiden



2 820 645 1

LA DOCTRINE SOCIALE DE DUGUIT

— ses idées sur le syndicalisme et la représentation professionnelle —

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA DOCTRINE SOCIALE DE DUGUIT

— ses idées sur le syndicalisme et la représentation professionnelle —

Thèse pour le Doctorat présentée et soutenue

le 6 Décembre 1933

PAR

Milan P. MARKOVITCH

MM. GILBERT GIDEL, *Président*

J. LAFERRIÈRE

G. SCELLE

| *Suffragants*

ÉDITIONS PIERRE BOSSUET
8, RUE N.-D.-DES-CHAMPS, PARIS (VI.)

1933

*33596



**A ma mère, à mon père et
à ma sœur en toute affection**

**La faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propre
à leurs auteurs.**

INTRODUCTION

Chaque action, soit matérielle, soit intellectuelle, produit nécessairement une réaction. Conditionnée par un état antérieur, cette réaction se poursuit dans son sens opposé en vue d'extraire de la racine l'état de choses primaire, voire d'étouffer à jamais les données et les résultats de l'action première. Les doctrines existantes se plient à l'état de choses nouveau ou les nouvelles doctrines se constituent d'elles-mêmes. Le règne de la réaction, considéré par ses promoteurs comme éternel, s'impose aux hommes et aux sociétés et préside à leurs destinées, évidemment jusqu'à ce qu'une troisième réaction ne se produise pas. Et ainsi de suite, réactions après réactions s'enchaînent et s'ensuivent. Des revisions totales ou partielles de toutes les valeurs s'opèrent à la lumière de la raison ou de la science et les nouvelles valeurs sociales, matérielles et intellectuelles, s'affirment comme les seules vérités humaines. Les demi-synthèses, les synthèses d'une valeur relative, fruits et couronnements des actions et des réactions des tendances et des forces divergentes, se présentent comme des parties constitutives des vraies réalités matérielles et des seules vérités scientifiques, étant donné qu'elles servent de base à l'acquisition des meilleurs résultats matériels et des véritables connaissances scientifiques qui doivent être le but et la fin de tous les efforts humains.

Dans le domaine des idées, la succession des théories et des doctrines se produit quotidiennement. La révision des connaissances acquises est le sens et la condition de tout progrès intellectuel. Sans cela, la vie et matériellement et spirituellement sera impossible.

Le droit et la sociologie comme toutes les disciplines scientifiques connaissent cet enchaînement des idées consécutives. Force motrice et partie constitutive de leur ensemble, cette suite des doctrines et des idées se manifestant dans les différents sens, est par là la base de la vie et son reflet, étant donné que la sociologie, le droit et la vie s'identifient et ne doivent que s'identifier. Ainsi apparaît l'importance sociale particulière de toute doctrine sociologique et juridique et la nécessité impérieuse de leur interprétation et de leur éclaircissement scientifique. Ni immortelles, ni divines, les doctrines sociologiques et juridiques sont en conséquence et doivent rester l'objet des nouveaux travaux scientifiques. Chaque affirmation juridique ou sociologique et leurs critiques respectives de telle sorte sont dignes de toute attention et de toutes les préoccupations humaines.

Duguit, juriste et sociologue, par ses doctrines et ses nombreux travaux, en s'opposant dans la plupart des cas aux conceptions antérieures aux siennes, aux théories régnantes, comme il les appelle, a, incontestablement, frayé la voie et s'est fait le champion d'une nouvelle réaction intellectuelle, suite et conséquence des réactions précédentes, point de départ de nombreuses nouvelles réactions. Positiviste comme il se dit, Duguit considère par suite de ses enquêtes et de ses observations, que les faits et le droit ne correspondent plus les uns à l'autre. La conception régaliennne de la puissance publique, transplantée par la révolution du droit romain et du droit de l'ancien régime en droit moderne et fortifiée par elle, est incompatible avec l'état de choses actuel, les besoins des hommes et leurs aspirations.

Démentie sur presque toutes ses affirmations principales par les faits, la doctrine régnante est infirmée et quotidiennement minée par eux. Les transformations du droit public et du droit privé s'affirment tous les jours, en constituant de nouvelles conceptions juridiques dont Duguit est le révélateur et l'annonciateur. Ses théories sur la distinction des gouvernants et des gouvernés, le problème du droit et la norme sociale, le droit objectif, le droit subjectif et la souveraineté étatique

III

ses conceptions propres sur les services publics, le droit international public, les syndicats et la représentation professionnelle, suite des faits et résultats de ses efforts personnels, se présentent ainsi comme éléments constitutifs d'une nouvelle réaction intellectuelle, juridique et sociologique.

Socialement importantes en tant que négations d'ancien, les conceptions de Duguit n'en sont pas moins scientifiquement utiles par suite de leurs valeurs propres incontestables.

« La partie philosophique de la doctrine de Duguit, écrit M. Bonnard (1), finira avec le temps par exercer l'influence la plus profonde sur les esprits. C'est qu'en effet, il y a en elle et par elle une véritable révolution accomplie dans la pensée juridique. Je suis persuadé qu'un jour viendra où on considérera deux grandes périodes dans la science du droit : l'une avant lui, l'autre après. » M. Waline ne diffère pas de son collègue de Bordeaux. Consacrant un article remarquable à Duguit et à Hauriou, M. Waline (2) constate que l'on « peut ne pas partager leurs conceptions, ne pas les goûter, mais qu'après eux, il n'est pas possible d'écrire comme auparavant; inéluctablement, on doit subir leur ascendant extraordinaire ». M. Gidel, enfin, souligne l'importance de Duguit, en considérant que la théorie de Duguit a été, en tant qu'une théorie générale de la technique juridique, « le point de départ d'un grand nombre de conceptions nouvelles sur beaucoup de problèmes juridiques » (3).

Sans aucun doute d'une importance particulière, la doctrine sociologique et juridique de Duguit étant comme toute œuvre d'un artiste un morceau de lui-même, goutte de son sang et trait de sa figure est un « monument important de la pensée juridique contemporaine ». Négative et constructive, elle sera seulement par le temps et les faits reconnue comme exacte ou non. Mais une chose est certaine et hors de doute aujourd'hui : le rôle historique de la doctrine de Duguit,

(1) Bonnard : Léon Duguit, ses œuvres, sa doctrine.

(2) Waline, Duguit et Hauriou.

(3) Gidel : Cours de droit constitutionnel, 1928-29, p. 18.

— IV —

dans la marche de la science juridique, est incontestable. Duguit a réagi et sa réaction a donné un coup mortel aux principes consacrés de la doctrine régnante. Il a démontré toute son insuffisance et a obligé ses partisans à la fortifier et à la présenter sous un nouvel aspect. Michoud, par un effort suprême a en conséquence des critiques de Duguit essayé de sauver la notion de la personnalité juridique dans la science du droit. Ses conceptions du droit international sont partagées ou mêmes adoptées par la plupart des juristes modernes.

Seul l'avenir prononcera un jugement définitif sur la valeur réelle des propositions et des critiques de Duguit. Les faits toujours plus forts que les hommes les confirmeront ou les rejeteront et par là imposeront le jugement définitif de leurs valeurs scientifique, sociale et humaine.

Nous, pour notre part, nous voulons, dans la mesure de nos facultés, tâcher d'interpréter certains points de vue de la pensée duguiste, désirant par là contribuer à sa connaissance meilleure. L'exposé de ses doctrines et des doctrines des autres d'abord et la critique de ces doctrines ensuite, espérons, permettra que le véritable portrait de doyen de Bordeaux soit bien mis en relief.

Les questions sociales sont aujourd'hui particulièrement intéressantes. Du syndicalisme et de la représentation professionnelle, on parle beaucoup de nos jours. Certains les considèrent comme des moyens révolutionnaires, comme une étape vers l'emprise définitive de l'économique sur le politique. Certain, au contraire, sont d'avis qu'ils sont le couronnement de toutes les aspirations fondées sur les faits et vraiment humaines pour tuer définitivement les germes de la lutte entre les hommes, sous telle et telle forme, et pour inaugurer le règne de l'harmonie sociale dont la réalisation est la représentation professionnelle.

Connaissant et n'oubliant jamais cette divergence d'opinions dans les doctrines sociales modernes quant aux questions et problèmes sociaux, nous désirons étudier Duguit qui a traité à plusieurs reprises, mais malgré cela bien brièvement, les questions du Syndicalisme et de la représentation profession-

neille.

En cherchant à présenter les idées du doyen et à exposer les nôtres dans les cadres de la pensée duguiste, conscient de leur valeur et de leur intérêt scientifique, persuadé de leur importance pratique, nous avons résolu de consacrer nos efforts à Duguit et à sa doctrine sociale, étant donné que nous nous sommes toujours intéressés aux questions politico-sociales.

(1) Léon Duguit, né à Libourne (Gironde), le 4 février 1859, décédé à Bordeaux le 18 décembre 1928, a été docteur en droit de la Faculté de Droit de Bordeaux le 19 juin 1882; agrégé des Facultés de droit au concours d'agrégation d'octobre 1882, agrégé à la Faculté de Droit de Caen le 1^{er} janvier 1883; agrégé de la Faculté de Droit de Bordeaux le 23 octobre 1886; professeur de droit constitutionnel et administratif à la Faculté de droit de Bordeaux le 4 avril 1892; assesseur du doyen de la Faculté de Droit de Bordeaux le 9 février 1901 et enfin Doyen de la Faculté de Droit de Bordeaux le 23 avril 1919. —(Cf. Roger Bonnard : *Léon Duguit, ses œuvres, sa doctrine*, p. 5.)

CHAPITRE PREMIER

LA DOCTRINE DE DUGUIT EN GENERAL

Par l'observation des faits, Duguit a constaté que, dans tous les groupements sociaux d'une certaine importance, une différenciation politique a lieu. Les plus forts en fait s'imposent aux plus faibles en assurant leur gouvernement, grâce à la plus grande force dont ils disposent et qui est d'ordre matériel, ou moral, ou économique, ou religieux, ou intellectuel, ou simplement numérique. Duguit espère que les groupements sociaux organisés en syndicats constitueront un jour cette plus grande force et participeront, voire détermineront par là les gouvernants (1). L'histoire en lui révélant que dans le passé, dans la horde aussi bien que dans la cité, la distinction entre les gouvernants et les gouvernés s'est toujours produite, il en a fait une loi en lui donnant une valeur générale. Générale, en tant qu'elle possède sa force transcendante, parce qu'elle se rencontre « dans tous les pays et dans tous les temps » (2), chez les groupements les plus humbles et les plus barbares, comme chez les plus puissants et les plus civilisés (3), cette loi de la différenciation est primordiale également, parce que cette différenciation politique constitue l'autorité politique et lui confère son caractère irréductible. Il l'attache à l'Etat et la considère comme étant à l'origine de la

(1) Duguit : *Traité*, t. I, p. 663.

(2) Duguit : *Traité*, t. I, p. 656.

(3) Duguit : *Manuel de Droit constitutionnel*, p. 14.

formation étatique en qualifiant cette formation de naturelle. Duguit affirme en somme que « l'Etat désigne toute société humaine dans laquelle existe une différenciation politique, une différenciation entre gouvernants et gouvernés (1), ce qui le conduit à voir dans la formation de l'autorité l'élément constitutif de l'Etat, sa base à côté de la communauté, voire aujourd'hui la nation, qui permettent la limitation de la puissance publique et par là contribuent à l'existence étatique. Reconnaissant dans l'Etat la plus grande force, qui n'est qu'une puissance de fait dont disposent les gouvernants en assurant leur action, donc la vie de la société étatique, Duguit a bien vu que cette action peut conduire à la barbarie et à la force brutale si elle n'est pas limitée. Juriste épris de justice, mais en même temps positiviste, Duguit a constitué et a trouvé par son fondement du droit la base de sa limitation de l'action des gouvernants. Disciple de Comte et de Spencer, il la cherche dans les faits, persuadé que par l'expérience des faits, on arrive à des résultats et aux thèses vraiment scientifiques. C'est pourquoi il rejette les doctrines individualistes en adoptant la base sociale de ses recherches qui le conduisent à sa conception de la vie, du droit et de son fondement.

Il voit dans la société un fait primaire et naturel qui n'est pas le produit du vouloir humain (2). Formée des hommes, la société les oblige à faire toujours partie d'elle-même, parce que c'est uniquement la vie commune qui peut satisfaire leurs aspirations et leurs tendances. Par là, dépendant les uns des autres et par suite de leurs rapports, la solidarité entre tous les membres de la collectivité s'esquisse et s'impose. Elle tend à devenir universelle, à embrasser tous les membres de la société. Bien que localisée aujourd'hui, elle est arrivée au stade national, après avoir passé par la horde, la famille et la cité. Nationale, cette solidarité englobe la solidarité par similitude et la solidarité par division du travail et se manifeste par elles. Tandis que la première assure aux membres de la société

(1) Duguit : Manuel, p. 15.

(2) Duguit : Souveraineté et Liberté, p. 17, 142.

par la vie commune les besoins communs, la seconde, par suite, des aptitudes différentes entre les hommes, satisfait leurs besoins différents, grâce à l'échange des services réciproques. Duguit y suit Durkheim, non seulement par ses références, mais adopte presque dans l'ensemble sa façon de voir, en considérant « qu'il a épuisé le sujet » et que « ses conclusions générales nous paraissent hors de toute contestation » . (1).

Par cette solidarité, Duguit arrive au fondement du droit, à la règle de conduite qui, par là, devient la base de limitation de l'action des gouvernants. Il attache sa norme à la solidarité et la fait dériver d'elle, en considérant que « la société et la norme sociale sont deux faits inséparables » (2). Nécessaire pour assurer la coordination des individus d'un groupement social, sa norme n'est pas une loi de cause, mais une loi de but, ayant un caractère général, parce qu'elle s'impose à tous, aussi bien aux gouvernants qu'aux gouvernés. Règle de conduite, règlement de l'activité individuelle qui détermine les actes que l'homme est obligé de faire ou de ne pas faire, elle ordonne de ne « rien faire qui porte atteinte à la solidarité sociale sous une de ses deux formes » et oblige à faire tout ce qui est de nature à réaliser et à développer la solidarité sociale mécanique et organique. Ainsi par elle, il saisit le tout de l'homme et lui trace le chemin d'action et les cas d'abstention, sans toutefois qu'il ait pu proposer un autre mode de constatation que « la réaction sociale qu'entraîne sa violation ». Ce moyen de révélation de l'existence de la norme sociale la conduit à son tour à distinguer les degrés différents de cette réaction sociale et par suite, de cela, la différenciation de la norme sociale en normes économiques, morales et juridiques qui sont les formes de la réalisation de cette norme sociale. La norme juridique étant soit une norme morale, soit une norme économique, devient une règle juridique, à la condition d'une intervention sociale, quand la masse des esprits, (soit par suite du sentiment de sociabilité, soit du sentiment de justice), a

(1) Duguit : Manuel, p. 10; Souveraineté et Liberté, p. 147; Traité p. 85, t. I.

(2) Duguit : Traité, t. I, p. 70.

conscience qu' « une réaction contre les violateurs de la règle peut être socialement organisée » (1), sans qu'on soit obligé de la formuler dans une loi positive ou sans que les gouvernants doivent l'accepter ou l'approuver. Donc, c'est sur les sentiments de la solidarité et de la justice qu'il fonde sa norme juridique, qui consacre non seulement le statut social, mais qui est la condition même de la vie sociale et de son maintien. Elle impose, comme toute norme sociale, à tout homme vivant en société, soit une certaine abstention, soit une certaine action. De l'existence de sa norme juridique et par suite d'elle, Duguit distingue des règles nominatives, c'est-à-dire la norme elle-même, des règles constructives qui doivent les respecter et les appliquer, mieux les mettre en œuvre et qui, en tant que voies du droit, impliquent l'existence étatique, mais ne reçoivent d'elle leur caractère impératif.

Désirant faire de son droit un droit supérieur, il rejette l'idée que le droit est une technique. Par la solidarité sociale, Duguit arrive à la norme sociale et par elle, à la norme juridique, soit sous forme de règles normatives, soit constructives et en même temps, il forme son fondement du droit, qui n'est ainsi que sa norme juridique, que son droit supérieur. Son droit supérieur est non seulement supérieur et antérieur à la loi positive, mais il est préexistant sans être toutefois le droit naturel. D'où sa force. Ce droit supérieur limite l'action des gouvernants et des gouvernés en les obligeant à se soumettre à lui ainsi qu'il assure la réalisation de l'unité du droit, car le droit supérieur ne connaît ni la distinction entre le droit public et le droit privé, ni la différence entre les gouvernants et les gouvernés.

C'est par suite de cette croyance que par une règle supérieure qui s'impose à l'Etat en lui interdisant certaines choses, en l'obligeant à en accomplir d'autres donc que les gouvernants et les gouvernés seront soumis au droit, que Duguit a rejeté et a combattu les doctrines juridiques allemandes, ainsi que celles de leurs précurseurs, Rousseau, Kant et Hegel. Rous-

(1) Traité, t. I p. 94.

seau (1), considérant que l'individu en sa qualité d'homme, possède certains droits dans la société, mais toutefois et en tant que citoyen, soumis à la toute-puissance étatique, fraye le chemin aux juristes allemands qui affirment que l'individu trouve la réalisation et la plénitude de son être uniquement dans l'Etat. Par là, il arrive à l'apologie de l'Etat, ainsi que Kant qui soutient aussi l'idée de la toute-puissance sans limite de l'Etat en la traitant de divine en tant qu'elle est irrépréhensible, malgré que M. Ripert voit en Kant le défenseur imprescriptible de l'individu contre l'omnipotence de l'Etat. Hegel ne fait pas exception. Il trouve que par l'Etat et dans l'Etat seulement, l'individu arrive au plus haut degré de la liberté, parce que l'Etat est la synthèse suprême du particulier et du général, dont la personnalité se réalise surtout dans la personne du monarque. Dans l'apologie de l'Etat de Rousseau, de Kant et de Hegel, ainsi que dans l'affirmation de la souveraineté illimitée de l'Etat, la doctrine métaphysique allemande de Ihering et de Jellinek (2), va trouver sa meilleure source. Excepté Greber qui, dominé par des conceptions individualistes, admet les bornes à la toute-puissance de l'Etat, Ihering pense que l'Etat est seul créateur du droit. Il voit dans les règles de droit d'aujourd'hui les règles uniquement créées par l'Etat et à sa suite, Jellinek affirme que le droit est la création exclusive de l'Etat, donc ce que veut l'Etat c'est le droit. Duguît rejette de toute sa force ces doctrines absolutises ainsi qu'il combat le principe de l'autolimitation, que la doctrine allemande avait imaginé pour faire de l'Etat un Etat de droit, un *Rechtsstaat*. Le principe de l'autolimitation devait conserver intacte la notion de la souveraineté en admettant que l'Etat en tant que souverain, consente à se limiter et par là restreint sa toute-puissance. Ingénieux, ce principe est illusoire parce que la limitation étant volontaire, l'Etat peut et est soumis au droit tant qu'il maintient ses lois et tant qu'il lui convient de conserver en vigueur les traités qu'il a signés. Cela conduit à justifier

(1) Duguît : Rousseau, Kant et Hegel. *Revue du Droit public* - 1918, p. 173 et 325.

(2) Duguît : La doctrine allemande de l'autolimitation.

d'avance, en leur donnant une apparence de valeur juridique tous les actes arbitraires et tyranniques à l'intérieur et toutes les usurpations internationales (1). C'est pourquoi Duguit en l'ultrant condamne toutes les doctrines « abominables » en fortifiant également sa foi en la nécessité d'une notion de droit, supérieur et antérieur à tout, même à l'Etat.

2° Duguit rejette, en les exécutant, la doctrine française ordinaire de la souveraineté, aussi bien que la doctrine allemande sur la souveraineté. La seconde a la différence de la thèse française qui, en premier lieu, considère la nation (2), part de l'Etat en traitant ce dernier de titulaire originaire et unique de la souveraineté (3).

Formulée par les déclarations des droits et les lois révolutionnaires, la doctrine française de la souveraineté, même d'après Duguit, est toujours la conception juridique fondamentale de la France (4). « Construite conformément à la loi de la plus rigoureuse logique » elle englobe en soit deux notions : la nation et la souveraineté qui dépendent réciproquement l'une de l'autre. Elle suppose, dès qu'il y a une collectivité, que celle-ci est investie naturellement et nécessairement de la souveraineté qui s'impose de plein droit aux membres de cette collectivité (5). Cette collectivité se présentant de notre temps sous la forme nationale est donc la nation, qui est originairement titulaire de la souveraineté. Mais la nation à son tour l'organise en Etat et se personnifie dans l'Etat, qui est sa juxtaposition, sa forme juridique. « La nation ne se distingue pas de l'Etat, qui est la nation organisée, fixée sur un territoire » (6). Donc l'Etat et la nation ne font qu'un. Par là, l'Etat est investi de la souveraineté qui appartient et reste dans sa substance à la nation. La qualité du titulaire impliquant la personnalité et l'exercice de la souveraineté, qui demande la volonté, la doctrine française, en conséquence, a investi l'Etat-nation et d'une

(1) Duguit : La doctrine allemande de l'autolimitation, p. 10.

(2) Duguit : Traité, t. I, p. 603.

(3) Duguit : Traité, t. I, p. 612.

(4) Duguit : Manuel, p. 49.

(5) Duguit : Souveraineté, p. 91.

(6) Duguit : Manuel, p. 82.

volonté et d'une personnalité distinctes des volontés et des **personnalités individuelles** (1). Ainsi, l'Etat-nation est une personne collective ayant une volonté et une conscience investie de la souveraineté qui n'est que la puissance de formuler des ordres inconditionnés. Cela veut dire que l'Etat-nation, premièrement, a un pouvoir de vouloir et que cette volonté s'appelle la souveraineté, qui n'est qu'un pouvoir de commander en tant que supérieur à toute autre volonté individuelle ou collective se trouvant sur le territoire étatique, enfin que ce pouvoir de commander est indépendant, non illimité, donc qu'il n'est jamais commandé par une autre volonté et qu'il se détermine exclusivement par sa propre volonté.

En étudiant cette doctrine, Duguit la repousse. Premièrement, par l'observation des faits, il constate qu'ils la démentent. L'idée de la souveraineté nationale implique quatre conséquences, c'est-à-dire qu'elle conditionne son unité, son indivisibilité, son inaliénabilité et son imprescriptibilité. Chacune de ces conséquences ne tient plus et est contredite par les faits (2). La loi étant la manifestation par excellence de la souveraineté, ne possède pas les caractères de celle-ci. Une et indivisible, elle est une décision du peuple ou de ses représentants. Emanation de la volonté souveraine, un commandement, elle est soustraite à la critique contentieuse ainsi que de sa responsabilité (3). Mais aujourd'hui, les faits témoignent tout à fait du contraire. La loi n'émane plus uniquement du peuple (4). Depuis le Directoire par la législation réglementaire le gouvernement prend des dispositions par voie générale, qui s'imposent aux juges, aux administrateurs et aux particuliers, parce que, d'après Duguit, la distinction entre un règlement et une loi est formelle et pas du tout matérielle. La loi peut être critiquée contentieusement et engager la responsabilité. Bien qu'en

(1) Duguit : *Souveraineté et Liberté*, p. 91.

(2) Duguit : *Manuel*, p. 85.

(3) Duguit : *Transformation du Droit public*, p. 86.

(4) Duguit : *Transformation du Droit public*, p. 88; *Traité*, t. II, p. 209

France, la critique ni par voie d'action, ni par voie d'exception, ne soit possible, Duguit en croit la réalisation prochaine et l'affirme comme un fait parce que la doctrine est presque unanime et les pays comme la Roumanie, ayant les bases de système juridique semblables au système français, l'ont déjà adoptée (1). Ainsi la responsabilité de l'Etat s'affirme de plus en plus. Elle n'est pas seulement subjective pour faute, mais elle est aussi objective pour risque. Bien que la responsabilité diffère suivant qu'il s'agit de l'administration du judiciaire ou du législatif, « toutefois elle révèle mieux que toute autre chose la transformation profonde de l'Etat moderne », c'est-à-dire la disparition de la science juridique de la notion de souveraineté (2). La loi n'est plus une et indivisible, parce qu'à côté d'elle apparaissent les lois régionales, les lois des associations et des corporations. Ce ne sont plus les Etats fédéraux qui connaissent les deux sortes de lois : la loi fédérale et les lois des Etats-membres. Le droit objectif communal, les lois des services publics décentralisés et patrimonialisés déterminant leur fonctionnement et leur organisation, les statuts des grandes associations fournissent incontestablement la preuve du morcellement de la loi et sont le démenti formel de son unité et de son indivisibilité (3). Enfin la loi ne se présente pas exclusivement sous la forme unilatérale. Les lois-conventions qui s'excluent avec la notion de souveraineté sont en honneur à notre époque, soit comme conventions collectives du travail, soit comme concessions des services publics (4). Tout cela montre donc que les faits démentent la conception régaliennne de la loi, démentent et infirment en même temps la doctrine de la souveraineté nationale dont la loi est la manifestation directe, en la réduisant à néant.

Egalement, en positiviste, Duguit combat la doctrine de la souveraineté parce qu'elle est fondée sur des conceptions métaphysiques « sans aucune valeur ». La méthode et la science

(1) Duguit : Transformation du Droit public, p. 92; Traité, t. II, p. 690

(2) Duguit : Traité, t. III, p. 459.

(3) Duguit : Transformation du Droit public, p. 105.

(4) Duguit : Transformation du Droit public, p. 131.

réalistes ne connaissent ni la personnalité de la collectivité, ni sa conscience, ni sa volonté. Toute conception fondée sur l'artificiel est atiscientifique, ordinairement contradictoire en soi, dont une solution sans des controverses à l'intni, n'est pas possible.

L'affirmation que la souveraineté est une, mais se divise en trois pouvoirs, étant une imitation de la trinité divine chrétienne, est une affirmation métaphysique tout à fait en dehors de la science, et c'est la raison pour laquelle le doyen de Bordeaux la bannit de la science juridique aussi bien que la personnalité, la conscience et la volonté de l'Etat.

Il est hostile ensuite à la doctrine de la souveraineté nationale par suite de son opposition à la formation du droit international, car tant qu'elle existe, le droit international n'est pas possible.

Enfin, il condamne la souveraineté nationale parce qu'il désire l'existence d'une autre souveraineté, de la souveraineté de sa norme juridique. Persuadé de sa valeur transcendante, il veut ramener toute la vie et subordonner toutes les activités à sa norme fondée sur la solidarité sociale. Permettre la souveraineté nationale, c'est-à-dire l'existence d'une volonté qui ne se déterminera jamais que par elle-même, ce serait nier tous ses efforts vers l'inauguration et la découverte du règne de la **règle du droit**. Ainsi, il la rejette et est obligé de la repousser non seulement en tant que méthodologiste et observateur des faits qui constate son écroulement, mais aussi en tant que **juriste qui souhaite la formation d'un droit nouveau** et qu'apologiste du règne du droit et de sa règle du droit dont l'existence sera incompatible avec une autre souveraineté, même s'il s'agit de la souveraineté nationale.

Vient le droit subjectif qu'il pourchasse également de la science vraiment juridique.

Duguit a non seulement nié la doctrine de la souveraineté nationale qui n'est que le droit subjectif de l'Etat et de la collectivité, mais a également combattu le droit subjectif des individus, la notion métaphysique du droit qui appartient à l'homme parce qu'il est un homme.

Le doyen de Bordeaux ne se fait aucune illusion sur la différence qui existe entre Windscheid, Ihering, Jellinek et Michoud, dans leurs conceptions respectives du droit subjectif. Il sait que pour Windscheid, le droit subjectif est un pouvoir de volonté, que pour Ihering, il est un intérêt protégé et pour Jellinek et Michoud, une combinaison entre l'élément volonté et l'élément-intérêt (1). Il les connaît, les cite et malgré cela, présente sa propre interprétation du droit subjectif et du droit régalien. Duguit considère que le droit subjectif est le pouvoir appartenant à une puissance d'imposer à une autre sa propre personnalité, peu importe s'il s'agit d'une personne collective ou individuelle. N'étant pas une règle de conduite, le droit subjectif est un pouvoir d'une volonté de s'imposer à une autre et d'opérer par là la subordination de cette dernière. « Le droit subjectif est, dit clairement Duguit, un pouvoir de volonté qui implique la subordination d'une volonté humaine à la volonté humaine titulaire de ce pouvoir. Le droit subjectif est cela et ne peut être que cela. Il est cela ou il n'est rien. » (2).

Ainsi comme le pouvoir de volonté uniquement logique avec ses prétentions, le droit subjectif est en tant que notion du droit complètement inexact. D'abord, Duguit considère qu'il est impossible scientifiquement de démontrer que sur la terre, il existe certaines volontés qui possèdent des qualités propres et qui leur donnent le pouvoir de s'imposer aux autres. Le droit subjectif a un sens si une volonté existe ayant une qualité supérieure par rapport à une autre et si cette volonté supra-humaine relève d'une personnalité supra-terrestre. D'où en tant qu'expression de la volonté humaine, le droit subjectif est un pouvoir qui appartient à certaines volontés et qui n'appartient pas aux autres. Emanation d'une volonté supérieure, il est inconcevable pour cela scientifiquement, parce que « l'existence d'une telle puissance est du domaine de la foi religieuse ou métaphysique », donc « en dehors du do-

(1) Duguit : Traité, t. I p. 275.

(2) Duguit : Traité, t. I, p. 217; Droit Social et Individuel, p. 3, 14.

maine scientifique » (1). Indémontrable, le droit subjectif est inacceptable, par suite de son fondement et de sa nature comme le pouvoir est une qualité de la volonté humaine, et comme pour découvrir en quoi consiste cette qualité, il faut connaître la nature intime de la volonté humaine Duguit conclut qu'étant donné que cela se produira en dehors de toute observation positive le droit subjectif encore pour cette raison, sera insoutenable 2). Troisièmement, la doctrine du droit subjectif n'est pas exacte non plus parce que personne n'a démontré le passage du droit objectif au droit subjectif, aussi bien que l'antériorité du droit subjectif au droit objectif n'est nullement prouvée (3). Enfin, la quatrième raison que Duguit invoque contre le droit subjectif est son attachement aux conceptions objectivistes et à la règle du droit. Admettre le droit objectif et affirmer en même temps le droit subjectif n'est pas possible considère le *doyen*. Le droit public de nos jours cesse d'être un droit subjectif; il se transforme en devenant de plus en plus un droit objectif. La conception de la norme qui en résulte infirme la doctrine individualiste et par là prouve l'impossibilité de fonder le droit objectif sur des « prétendus droits subjectifs » (4).

De telle sorte inexacte, la notion du droit subjectif doit être bannie une fois pour toutes de la science juridique. Et pourtant elle subsiste. Cela, Duguit ne le nie pas. Il s'efforce seulement d'expliquer cette contradiction par son explication propre. Le droit romain d'un côté, la tendance de l'esprit humain vers le mysticisme de l'autre, ont arrêté, même à notre époque, la disparition du droit subjectif. Puissamment armé par le droit romain, le droit subjectif, soit en tant que droit de commander — l'imperium — soit en tant que droit de disposer — le dominium — se présente, grâce à l'armature des juristes romains, comme une forteresse inattaquable (5). Ensuite, c'est l'esprit humain qui a une « tendance constante d'expliquer les

(1) Duguit : *Traité*, t. I, p. 144.

(2) Duguit : *Traité*, t. I, p. 15.

(3) Duguit : *Traité*, t. I, p. 221.

(4) Duguit : *Traité*, t. I, p. 212.

(5) Duguit : *Droit Social et Droit Individuel*, p. 19.

choses qu'il voit par des entités métaphysiques qu'il ne pas » (1), qui, également pour une large part, a contribué au maintien du droit subjectif. Il a pu servir à une époque, admet le doyen. En répondant à certains besoins, il a rendu même des services. Mais aujourd'hui, le droit subjectif est inutile et dangereux (2).

Le droit subjectif ne doit donc pas exister. L'homme ne sera plus le titulaire d'un droit. Se trouvant dans une situation d'ordre juridique, il serait dans une situation objective prévue par la loi. Par là, la notion de la personnalité juridique disparaîtra. Le concept de la personne juridique est un grand obstacle à la limitation juridique de l'État. Disparues et scientifiquement détruites, toutes les théories qui l'admettent en premier lieu, les théories allemandes, par là ne peuvent plus tenir. C'est pour cette raison que Duguit a recueilli l'approbation de nombreux juristes. « Peut-être Duguit est-il allé trop loin dans la guerre qu'il a faite à l'idée de la personnalité juridique » se demande M. Gidel (3). « En effet, la personnalité juridique peut être, même en droit public, considérée comme un moyen d'explication, comme un procédé technique qui permet d'éviter des circonlocutions assez longues. » Certainement Duguit a exagéré. Mais également il est arrivé à des résultats certains dans son exécution du droit subjectif. « Tous les écrivains du droit public s'inspirent en effet actuellement de la technique juridique de Duguit à propos de l'acte juridique » constate M. Gidel (4).

3. — En rejetant les doctrines du droit subjectif et de la souveraineté nationale ainsi que les doctrines allemandes et chevistes, en un mot tout le système régalien, Duguit, pour ne pas nier la souveraineté de sa règle du droit, a sur elle construit son système du droit objectif. Ayant pour base la règle du droit, identifiée avec le droit objectif, qui n'est qu'une conception purement objective du droit public, le système

(1) Duguit : *Traité*, t. I, p. 297.

(2) Duguit : *Droit Social et Droit Individuel*, p. 22.

(3) Gidel : *Cours de Droit constitutionnel*, 1928-29, p. 7.

(4) Gidel : *op. cit.*, p. 32.

Duguit n'est ainsi qu'un système objectif, compatible avec les faits et échafaudés en conséquence de sa doctrine sur les problèmes du droit. Conditionnés et élaborés par l'observation des faits et par la nécessité de la vie sociale, sa doctrine et par là son système coïncident avec les transformations du droit public, en sont même les produits. D'où le doyen de Bordeaux espère par ce système et dans ces cadres réaliser également les transformations ultérieures, là où les vestiges du système régalien se font sentir encore.

Par son système, Duguit désire combiner la vie et le droit, en soumettant tout au droit. Ce système fondé sur le droit, adéquat aux faits sera seul capable de capter et de canaliser la vie. Etant la synthèse du réel et de l'objectif, son système la trouve dans les services publics et la voit se manifester en eux. Ainsi, concrétisant les faits et le droit, son système a pour base les services publics (en dernière ligne) : « L'Etat n'est que l'ensemble des services publics fonctionnant sous l'impulsion et le contrôle des gouvernants dans l'intérêt collectif », a dit Duguit dans ses *Transformations du droit public* (1). L'Etat, c'est le système. Il parle de l'Etat, mais en vérité, il s'agit du système. Duguit considère qu'à notre époque, la solidarité universelle n'existe pas, on en est au stade des collectivités nationales. Dans ces collectivités, dans la majorité des cas, le fait d'Etat se produit, c'est-à-dire la différenciation des gouvernants et des gouvernés. D'où l'Etat coïncide avec la nation, est coloré de l'empreinte nationale. Servant de limite à la formation du système, l'Etat-nation est sa base, son système lui-même. Possible uniquement si l'autorité publique existe, et qui seulement se réalise, grâce à la différenciation entre les plus faibles et les plus forts, son Etat n'est que la manifestation de cette différenciation, et l'expression de cette organisation. D'où le système duguiste, son Etat réaliste n'est à la fin des fins que l'ensemble des gouvernants soumis à la norme sociale et particulièrement juridique, et obligés de créer et de faire marcher les services publics pour assurer

(1) Duguit : *Transformation du Droit public*, p. 225.

ainsi la vie de la collectivité. Donc, cette synthèse du droit et des faits, son système réaliste est simplement la corporation des services publics, créés, organisés, gérés par les lois constructives des gouvernants en vertu de l'obligation de la règle du droit qui, sans cela, ne sera rien ou sera réduite à rien (1).

Traduction de la règle du droit, les services publics d'après Duguit, sont les activités dont l'accomplissement est indispensable à la réalisation et au développement de l'interdépendance sociale. Par là, leur caractère est tracé. Ils doivent renforcer la solidarité sociale et écarter tout ce qui peut lui porter atteinte sous deux de ses formes : la solidarité par similitudes et la solidarité par division du travail.

Deuxièmement, ces services sont constitués par les gouvernants. Ceux-ci peuvent uniquement organiser les activités en services publics grâce à leur plus grande force, à la force gouvernante, à la force de la contrainte matérielle dont ils disposent. C'est pour cette raison que Duguit voit en ses gouvernants des hommes qui ne « sont pas les organes d'une puissance qui commande, mais des gérants d'affaires de la collectivité », des hommes qui, par ces services publics, assurent la vie dans la collectivité.

Troisièmement, en limitant par les services publics l'activité des gouvernants, Duguit en conséquence avoue la nécessité d'une puissance gouvernante. L'observation des faits l'a conduit à la trouver dans les plus forts. Il les a admis et les a soumis à la règle du droit en les obligeant à organiser et à gérer les services publics. En leur empruntant sa norme et ainsi en les acceptant aussi bien que l'existence de l'autorité publique, Duguit a démontré qu'il n'est pas anarchiste, bien qu'il nie la personnalité et la volonté de la nation. La puissance gouvernante existe « elle ne peut pas ne pas exister ». Mais seulement à la différence des régaliens qui la traitent comme une puissance de droit, elle est pour Duguit, de fait. D'où les gouvernants doivent interjeter les ordres. Mais une différence existe avec les ordres des gouvernants du système subjecti-

(1) Duguit : Manuel, p. 72.

viste. Au lieu d'avoir la valeur en soi en tant que les ordres d'une puissance supérieure, les ordres de ces gouvernants s'imposent « seulement dans la mesure » où ils sont conformes à la règle du droit, au droit objectif. La puissance publique est une fonction, un devoir et pas du tout un droit dont l'activité se manifeste par et à l'occasion des services publics. Quelles seront ces activités organisées en services publics ? Duguit en positiviste ne prophétise point. Il constate qu'au lieu de trois, notre époque en connaît des centaines. Mais il est persuadé que toutes les activités sont susceptibles d'être organisées en services publics. Peut-être un jour la thèse interventionniste triomphera et toutes les activités seront organisées en services publics. Duguit n'en doute point, en relevant chaque jour leur accroissement continu.

Quatrièmement, par son système, Duguit fait des services publics des éléments constitutifs d'Etat, à côté du territoire, des plus forts et de la règle du droit. Les services publics limitent l'action des gouvernants, quant à leur objet, tandis que la nation, la limite au point de vue territorial, sauf pour certains cas rares comme, par exemple, l'Autriche-Hongrie avant la guerre où il y avait une autorité gouvernante étendue sur plusieurs nations. De telle sorte qu'en somme tout le système de Duguit se caractérise pleinement par ces quatre considérations résumées dans une puissante phase : « Dans l'intérieur de la nation, dans la limite du territoire occupé par cette nation, les gouvernants différenciés des gouvernés et monopolisant la force doivent employer cette force pour organiser et contrôler le fonctionnement des services publics » (1), ajoutons, pour compléter Duguit, soumis à la règle du droit. Ainsi, construisant son Etat réaliste, son système objectif et par suite de la formation de celui-ci, la loi et le règlement investis d'autres rôles, se présentent sous un autre aspect et se qualifient autrement que dans le système où le droit subjectif et la souveraineté règnent pleinement. Egalement, le contentieux administratif n'est plus subjectif, il est objectif. Enfin, la responsabi-

(1) Duguit : Manuel, p. 71.

lité, sous presque toutes ses formes, est pleinement admise. Parce que la « conception purement réaliste de l'Etat conduit nécessairement à une conception purement réaliste de la loi » (1), la loi n'est plus un commandement provenant d'une volonté supérieure, que la science positive ne connaît pas, mais se présente sous une forme nouvelle, se conçoit comme l'expression des volontés individuelles. Identifiée avec le règlement au sens matériel, elle ne se rattache pas à la notion de souveraineté. Elle est une règle de l'organisation et du fonctionnement des services publics ainsi qu'une disposition par voie générale que les crée. Provenant de la norme juridique, les lois sont l'expression ou la mise en œuvre d'une règle de droit et par là, sont soit normatives, soit constructives. Les lois normatives traduisant les règles normatives de la norme juridique ont le même fondement que la coutume, mais se distinguent d'elle par le degré de l'expression du droit objectif (2). Les lois constructives organisent les services publics. Elles ont pour fondement le service public lui-même. Elles sont même quelquefois organiques comme les lois constitutionnelles et les lois d'administration générale, qui ont « pour but de donner à l'Etat l'organisation d'ensemble la plus propre à lui permettre de mettre en œuvre les divers services » (3). De même Duguit voit dans certains principes généraux des constitutions et des lois constitutionnelles l'obligation de la formation des services publics protégeant ces principes, par exemple : la liberté et la propriété. D'où l'importance particulière que tiennent les lois constructives dans le système duguiste, parce que les gouvernants, en organisant les services publics acquittent la tâche qui leur est confiée, en raison de leur situation.

Pour les mêmes raisons, par suite de la substitution de l'élément but à la notion de puissance publique, l'acte administratif change. Il n'est plus la manifestation individuelle d'un agent du pouvoir exécutif, conforme à la règle du droit. L'acte

(1) Duguit : Transformations, p. 75.

(2) Duguit : Transformations, p. 79.

(3) Duguit : Transformations du Droit public, p. 82.

individuel est un acte fait en vue du fonctionnement d'un service public. Parce qu'il trouve sa force et sa nature dans son but, Duguit a en conséquence rejeté la doctrine de Berthélemy sur la distinction des actes administratifs en actes d'autorité et de gestion et a passé outre également à la distinction faite en doctrine entre les actes unilatéraux et les conventions, en n'admettant que des opérations matérielles administratives, à côté des actes administratifs seulement qui diffèrent par leur caractère juridique des premiers. D'où, pour savoir si un procès administratif existe, il faudrait savoir s'il est conforme ou non à la loi du fonctionnement des services publics si le fonctionnement est contraire au but des services publics, il y a un procès administratif, justiciable des tribunaux administratifs. Donc, dans le système objectif, le contentieux administratif est objectif, grâce au recours pour l'excès du pouvoir qui, en accord parfait avec la notion du service public, a une place exceptionnelle dans le droit public. Subjectif, le contentieux administratif aboutissant à une condamnation ou à une reconnaissance d'un droit subjectif, n'est plus. Le contentieux objectif s'est substitué à lui en prononçant l'annulation de l'acte, si celui-ci est contraire au bon fonctionnement des services publics et protégeant ainsi non l'intérêt, mais le service public, son fonctionnement, le droit objectif, la légalité (1).

Le système duguiste enfin admet la responsabilité étatique, que la doctrine régaliennne excluait par suite de son incompatibilité avec la notion de la souveraineté. Disparue, la doctrine impérialiste étant morte, les faits en témoignent, la responsabilité s'affirme, bien qu'elle ne soit pas assurée de la même façon pour tous les services publics. Ceux-ci étant organisés et gérés au profit de toute la collectivité, les charges et les avantages doivent être également les mêmes pour tous ses membres. D'où si les services publics fonctionnent mal, parce qu'une assurance sur le patrimoine affecte au service, outre le risque existe, la responsabilité objective pour risque a lieu. Par là,

(1) Duguit : Transformations du Droit public, p. 181-205; Traité, t. II, p. 495-513.

Duguit espère, en poussant son idée jusqu'au bout, qu'un jour la responsabilité fondée sur la solidarité nationale et l'égalité de tous devant les charges publiques, fonctionnera même si les services publics fonctionnent bien (1).

4. — C'est donc par sa règle du droit et les questions de la souveraineté et du droit subjectif aussi bien que par son système du droit objectif que Duguit a été amené à reconnaître certaines conséquences que sa doctrine générale impliqua non seulement au point de vue du droit interne, mais au point de vue du droit international.

1. — Premièrement, au point de vue externe, ses idées conductrices l'ont conduit à sa conception solidariste du droit international public. Duguit est catégorique en affirmant l'existence du droit international, non seulement dans les groupements sociaux réduits à l'état simple, mais aussi dans les collectivités avec une différenciation politique déjà accomplie (2). Trouvant son fondement et sa base dans la norme intersociale que la solidarité esquisse, Duguit le présente comme son dérivé logique, sa traduction dans le monde des concrétisations vivantes. La solidarité existe non seulement entre les membres d'une collectivité, mais aussi entre les ressortissants des Etats différents. Comme dans les collectivités nationales, sur cette solidarité se forment dans le domaine international des règles économiques et morales qui deviennent les règles juridiques d'ordre international au moment où la masse des esprits juge qu'il est nécessaire, en raison de la solidarité internationale et du besoin pressant de justice, de réprimer toutes les violations qui peuvent se produire. D'où comme la norme sociale, sa norme intersociale se fonde sur la solidarité et le sentiment de justice. En niant qu'elle, en tant que norme, et que le droit international, en tant que sa traduction, s'appliquent au Etats, à des « entités imaginaires », Duguit les considère uniquement applicables aux individus et pense par là, en même temps, se soustraire aux objections qu'on adresse au droit international

(1) Duguit : Transformation du Droit public, p. 223-277; Traité, t. III, p. 459 et s.

(2) Duguit : Traité, t. I, p. 184, et s. 713 et s.

qu'il n'existe pas parce qu'il n'y a aucune puissance commandante qui s'impose aux Etats. Il considère que la contrainte ne se fait pas au moyen d'une décision du pouvoir législatif, mais qu'elle résulte de la conscience de tous les membres que l'emploi de la contrainte est nécessaire. Ainsi, aucune puissance supérieure commandante n'est nécessaire, parce que le droit international trouve son expression dans la conscience juridique internationale. Comme sa norme sociale nationale, la norme internationale devra normalement englober les lois normatives et les lois constructives. Mais ces dernières en droit international n'existent pas. Une morale internationale s'affirme donc, mais les lois constructives organisant les voies de droit internationales ne se constituent pas.

Ainsi, réalisant l'unité du sujet (seulement avoir en vue les individus) et de la fin (renforcer l'interdépendance sociale ou l'interdépendance internationale) aussi bien que l'unité de son fondement du droit, Duguit en conséquence, a dû nécessairement combattre en les niant par suit de leur empreinte subjectiviste, la doctrine française des droits fondamentaux et la doctrine allemande de l'autolimitation. A l'image des droits subjectifs, fondée sur les droits intangibles des individus, les Français ont connu les droits fondamentaux des Etats souverains, formant le droit objectif international. Les Allemands expliquaient la création du droit par la volonté de l'Etat souverain, consentant à se limiter par lui-même. D'où ils trouvaient la base du droit international dans les unions, dans les conventions *Vereinbarungen* intervenues entre plusieurs Etats qui s'imposent volontairement des restrictions. Duguit les trouve insuffisantes et « indéfendables » par suite de leur composition et des conséquences pratiques auxquelles elles aboutissent. Le fondement étant la personnalité et la souveraineté étatiques, des notions indémontrables expérimentalement et scientifiquement, les droits subjectifs n'ont aucune valeur, car dès que l'Etat ne possède pas la personnalité, son attribut ordinaire, les droits subjectifs, à plus forte raison, n'existent pas. Les deux doctrines aboutissaient à consacrer et à propager

l'absolutisme étatique complet, qui est la négation, l'oppose au désir de Duguit, de tout soumettre au droit.

Cette doctrine de Duguit n'est pas restée isolée. Après M. Politis (1), M. Reglade (2) un des disciples de Duguit, a déduit de la doctrine du maître quelques conséquences qui, nécessairement, en résultaient en droit international. La doctrine objectiviste ne voit pas dans les sources du droit (soit dans les traités, soit dans la coutume) les créateurs des règles du droit, mais les modes de constatation du droit supérieur, qui leur est antérieure. D'un autre côté, Duguit, en chassant la personnalité des Etats, a mis en relief l'individu lui-même (3). D'après la doctrine objective, le droit ne s'applique aux « entités » qui sont les Etats. Uniquement il s'impose aux gouvernants et aux gouvernés, qui ainsi deviennent sujets du droit international. Ce sont M. Politis, ainsi que M. Schucking et Wehberg en Allemagne, Kelsen et Verdross en Autriche, Sallandra en Espagne, Basdevant, de Lapradelle et Scelle en France, Krabbe aux Pays-Bas et Alvarez, Garner et Kalston en Amérique qui, à sa suite, ou indépendamment de Duguit, souligneront l'importance des individus en les mettant au premier plan des sujets du droit international (4). La doctrine classique du droit international impliquait les règles de l'égalité de l'interdépendance, de la non-intervention. La doctrine, une fois transformée, ses règles se maintiennent seulement dans le domaine des intérêts nationaux. Ses principes de l'intervention et de la collaboration, compatibles avec la nouvelle doctrine et grâce à elle sont aujourd'hui réalisés à l'occasion de l'approbation des minorités, de la répression de l'esclavage, de la traite des femmes, de la liberté du commerce et du transit. Cela montre clairement qu'une nouvelle conception se rapportant aux pouvoirs et aux devoirs des sujets du droit international s'est frayée le chemin. La conception duguiste du

(1) Politis : Les nouvelles tendances du D.I.P.; Le problème de limitation de la souveraineté.

(2) M. Reglade : Le doyen Duguit et l'Etude du D.I.P.

(3) N. Politis : Les nouvelles tendances, dans le même sens, p. 49.

(4) N. Politis : Les nouvelles tendances, dans le même sens, p. 69.

droit international facilite, par sa façon de traiter l'acte juridique (1), l'explication de la déclaration unilatérale de la guerre, la nationalité, le blocus. Elle seule également conduit à la reconnaissance de la responsabilité internationale des Etats. Les théories subjectivistes l'excluent aussi bien que les sanctions. Toutes les doctrines de la guerre en droit international en expliquaient la procédure, mais ne s'occupaient pas des sanctions de la guerre. C'est seulement la norme sociale et un droit international objectif qui peuvent arriver à imposer des sanctions. La preuve, M. Reglade la voit dans l'organisation des procédures pacifiques et violentes, instituées par le droit international positif en vue de sanctions.

2. — Secondo, c'est également par suite de ses idées générales fondamentales sur la norme sociale aussi bien que sur le droit subjectif et la souveraineté que Duguit a élaboré comme leur suite logique sa doctrine sociale. Ici aussi, la division du travail est le point central, comme il est le centre de gravitation de toute sa doctrine. C'est sur elle que Duguit d'un côté, a élaboré ses idées juridiques fondamentales, en fondant sur la solidarité sociale sa norme juridique et par là, a rejeté tout système régalien. C'est sur elle et ses conséquences immédiates, la différence des hommes d'après leurs affinités professionnelles, qu'il va fonder de l'autre côté sa doctrine sociale sur le mouvement et la doctrine syndicale et leur couronnement nécessaire, la représentation professionnelle. Donc, de la clef de voûte de toute sa pensée, de la division du travail social, Duguit a fait dépendre et ses théories juridiques et ses théories sociales. Base de ses théories, la division du travail ainsi a été présentée par Duguit comme ayant deux aspects : une face et un revers. Ses idées générales représentent la face, sa doctrine sociale le revers de la grande source de la pensée duguiste qu'est la division du travail social. D'où leur dépendance réciproque.

L'observation des faits et l'étude de la division du travail

(1) L'acte juridique d'après Duguit n'est pas une déclaration de volonté, mais une condition qui implique que l'effet du droit se produit.

lui ont montré que la première conséquence immédiate, le corollaire incontestable de cette division du travail est la différenciation des hommes selon leurs affinités professionnelles. Groupés ainsi d'après leurs liens professionnels, les hommes, en conséquence de la division du travail et de leur différenciation, forment incontestablement des classes sociales professionnelles qui tendent à leur tour à acquérir « une structure juridique définie », uniquement possible et réalisable par et dans l'organisation syndicale. D'où le syndicalisme d'après Duguit n'est que l'organisation des classes sociales produites et conditionnée par la division du travail social.

Egalement la division du travail, par suite de cette différenciation, implique comme seconde conséquence la solidarité sociale entre les hommes et entre les classes. Différenciés, les hommes sont socialement utiles par le travail qu'ils exercent dans leur branche professionnelle déterminée. Produisant ainsi une seule sorte de valeurs sociales, ils sont obligés d'échanger les résultats de leurs efforts contre les produits des travaux des autres. D'où l'interdépendance par l'échange entre les hommes et la solidarité entre les classes sociales, groupements des personnes de mêmes affinités professionnelles. C'est là aussi, dans la solidarité sociale que le credo social de Duguit : la collaboration des classes organisées juridiquement en syndicats, trouve la source. Donc, c'est à cause de cette interdépendance sociale que Duguit va échafauder ses doctrines sur le syndicalisme et la représentation professionnelle et par elle les colorer. Son syndicalisme n'est que l'acquisition de la structure juridique de ces classes déterminées par la division du travail social. Sa représentation professionnelle n'est que la réalisation pratique, la forme suprême de ces rapports de l'interdépendance entre ces classes mieux entre les syndicats. C'est par là que la dépendance du syndicalisme et de la représentation professionnelle apparaît, parce que d'après le doyen de Bordeaux, le syndicalisme conditionne la représentation professionnelle et sans elle le syndicalisme n'obtiendrait nullement sa forme logique.

Ainsi, par sa représentation professionnelle, Duguit espère premièrement intégrer dans l'Etat le mouvement actuel syn-

dical, le faire étatiser pour ne pas le laisser se diriger contre la collectivité et la puissance étatique. Par elle, Duguit va tâcher de résoudre certaines questions de technique parlementaire comme la question du bicaméralisme. Egalement par l'introduction des syndicats à la participation de la puissance publique, Duguit va réaliser pratiquement la soumission des gouvernants au droit. Comme les gouvernants et le droit proviennent d'après lui de la division du travail social et de ses conséquences, évidemment leur liaison et le règne complet du droit seront plus facilement établis. Enfin la représentation professionnelle assurera une représentation plus juste et plus adéquate aux faits aussi bien qu'elle traduira en œuvre le principe tant désiré à être réalisé de collaboration des classes et de la paix sociale.

N'oublions pas ensuite que Duguit a, en élaborant sa doctrine sociale introduit dans une certaine mesure sa doctrine et son mouvement syndical dans le mouvement et la doctrine associationniste, suite et réaction nécessaire de la logique du droit public élaborée sur et par les faits que Duguit a été révolutionnaire. D'où pour avoir l'image complète de sa doctrine sociale, il faut incontestablement connaître sa doctrine et ses observations sur le mouvement associationniste, aussi bien que sa doctrine et ses constatations sur le mouvement syndicaliste et ses théories sur la représentation professionnelle. De telle sorte que sa doctrine sociale est d'un côté la consécration et la conséquence de sa doctrine sur la division du travail social et de l'autre la suite et le prolongement de ses idées et du mouvement associationniste. Mais ainsi, l'étude de la doctrine sociale de Duguit sera-t-elle achevée ? Nous ne le croyons pas. La vérité est que pour bien juger la valeur d'un mouvement et d'une doctrine, il faut les comparer avec les doctrines et les mouvements correspondants chez les autres. D'où nous pensons de notre devoir de comparer avec le syndicalisme de Duguit la doctrine et le mouvement syndical tels qu'ils se présentent à notre époque aussi bien que la représentation professionnelle telle qu'elle est consacrée en pratique et prévue en théorie.

5. C'est pourquoi notre étude de la doctrine sociale de Duguit va comprendre 7 chapitres. Dans le premier, nous allons traiter

de ses idées sur l'associationnisme et sur le syndicalisme; dans le second, sur la représentation professionnelle. Dans le troisième et le quatrième, nous exposerons le syndicalisme tel qu'il est et la représentation professionnelle telle qu'elle est élaborée par les publicistes et réalisée en pratique. Enfin dans le cinquième, sixième et septième, nous nous proposons d'illustrer les critiques des autres publicistes et sociologues de la doctrine sociale de Duguït et de donner les nôtres aussi bien quant à son syndicalisme que quant à sa représentation professionnelle.

CHAPITRE SECOND

LE SYNDICALISME DE DUGUIT

A) LA DOCTRINE ASSOCIATIONNISTE DE DUGUIT ET LE MOUVEMENT ASSOCIATIONNISTE.

1) C'est par la connaissance des faits et par l'observation de l'infrastructure sociale aussi bien que par sa doctrine générale du droit public élaborée sur et par les faits que Duguit a été amené au mouvement et a élaboré sa doctrine associationniste. En tant que sociologue, il a relevé entre les individus et la collectivité, premièrement l'existence d'une multitude de groupements dont l'importance grandit de plus en plus. Sa doctrine générale sur l'interdépendance sociale, conditionnée par la division du travail social et la différenciation des hommes en classes d'après leurs affinités professionnelles, a grandement contribué à la cristallisation et à la création de ses conceptions sur le fait associationniste. Base de la vie sociale et des mutuels rapports des hommes, la division du travail les a, d'après Duguit, nécessairement conduits à se réunir et a déterminé la formation des groupements de défense des individus de même profession. Obtenant par ces groupements « la structure juridique définie » des classes sociales humaines, Duguit les qualifie de groupements syndicaux, les considère comme formations associationnistes d'une nature particulière. D'une importance considérable, ces syndicats qui sont le cœur de sa doctrine sociale l'ont nécessairement amené

à l'associationnisme qu'il présente et conçoit comme une doctrine et un mouvement plus large que le syndicalisme qui est cependant sa branche la plus importante.

Ainsi amené à connaître le fait associationniste, Duguit l'a étudié non seulement en tant que mouvement, mais aussi en tant que doctrine. Il l'a élaboré et a présenté sa doctrine associationniste peut-être un peu sommairement à côté et parallèlement et en liaison avec ses observations sur le mouvement, qu'il considère comme une force sociale réelle d'aujourd'hui;

2° C'est par une forte phrase que Duguit résume dans une certaine mesure son point de vue sur le mouvement associationniste. Il dit : « Ces trente dernières années ont été marquées dans toute l'Europe et particulièrement en France, par un mouvement associationniste d'une intensité singulière, qui s'est étendu à toutes les manifestations de l'activité humaine. » (1) Ainsi, le trouvant de date récente, Duguit traite ce mouvement de « général », non seulement parce qu'il n'est pas spécifiquement réservé à la France, bien qu'il y ait atteint son point culminant, mais aussi parce qu'il s'est étendu à toutes les branches de l'activité humaine. Il ne faut qu'examiner la structure sociale actuelle pour constater qu'aujourd'hui une nation se compose non seulement d'individus « mais encore des groupes communaux, familiaux des associations ouvrières, agricoles, industrielles, commerciales, scientifiques, et même religieuses » (2).

Force importante en soi, le mouvement associationniste est apparu à notre époque d'après le doyen de Bordeaux, au moment où la désagrégation et la désorganisation des familles ont laissé les hommes tout seuls tête à tête avec l'Etat omnipotent. Il s'est également manifesté par suite de l'impuissance des communes à grouper et à protéger leurs ressortissants en face de la puissance étatique trop forte. Contraints de se grouper pour se défendre, les individus ont, en conséquence, cher-

(1) Duguit : Manuel de Droit constitutionnel, p. 283.

(2) Duguit : Traité de Droit constitutionnel, t. II, p. 710.

ché et trouvé leur abri dans d'autres groupements, surtout dans des organisations professionnelles. Ce sont les groupements professionnels qui ont comblé les lacunes produites par le déclin des associations naturelles en assurant l'organisation des individus sur les bases professionnelles et par là leur protection efficace (1).

Enfin, spécialement en France, le mouvement associationniste se présente et porte en soi le germe de la réaction contre la législation révolutionnaire. Il est même né comme la réaction naturelle contre l'individualisme de la Révolution (2). C'est pourquoi il est récent. Les hommes de 1789 se sont opposés à toute sorte d'association. Ils n'ont pas voulu d'intermédiaires entre l'Etat et les individus croyant qu'ainsi seulement la liberté complète de l'individu sera assuré. Mais la réaction et contre les conceptions et contre la législation de la grande Révolution, n'a pas tardé à se manifester. Les transformations du droit public en sont la preuve. Le mouvement associationniste est apparu malgré le législateur. Ce dernier n'en est donc ni l'auteur, ni le créateur. Il est apparu tout seul, indépendamment de la volonté du législateur. D'où « les lois de 1884 et de 1920 sur les syndicats professionnels, de 1898 sur les sociétés de secours mutuel, de 1901 sur les associations en général ont été le produit et non pas les causes du vaste mouvement associationniste » (3). Mais cela ne signifie pas que par la suite, ces lois n'ont pas favorisé le mouvement « par un effet en retour », « le dirigeant et lui donnant un relief particulièrement frappant » (4).

C'est ainsi que Duguit présente le mouvement associationniste comme une réaction naturelle des faits contre les systèmes du droit en vigueur, venue canaliser les besoins des hommes pour se défendre contre la toute-puissance de l'Etat. Par sa doctrine, il l'expliquera théoriquement et indiquera les ob-

(1) Duguit : *Traité*, t. I, p. 665.

(2) Duguit : *Souveraineté et liberté*, p. 178.

(3) Duguit : *Traité*, t. II, p. 9, Manuel, p. 53.

(4) Duguit : *Traité*, t. II, p. 665.

jectifs qu'il croit que le mouvement se propose de réaliser en pratique.

3° Fondant sa doctrine sur les données pratiques et les résultats du mouvement associationniste, présentant en même temps ce mouvement comme la traduction de sa doctrine, Duguit a, malgré cela, élaboré cette dernière au point de vue théorique assez brièvement. Quelques affirmations sur le fond de l'associationnisme, sur sa façon de présentation, sur les conséquences qui en résultent aussi bien qu'un court aperçu sur son importance et sa valeur en général, c'est tout. Mais elles sont toutefois suffisantes pour nous divulguer le sens et la véritable portée des ses théories.

Duguit trouve le fait générateur de l'associationnisme dans la nature de l'homme. D'après lui, les hommes sont par leur nature des êtres sociables qui ne peuvent vivre qu'en société avec les autres humains. Ainsi, la vie sociale est la condition de la vie individuelle qui, à notre époque, se produit dans les cadres d'une nation, forme actuelle de la solidarité sociale. D'où pour pouvoir vivre, les hommes sont obligés de ne pas s'isoler d'une nation. En dehors d'elle, ils seront impuissants à faire quoi que ce soit et seront en marge de la vie. Légalement isolés dans les cadres d'une nation, ils seront réduits à rien en face de l'Etat tout-puissant. La réunion des forces et le groupement des « énergies individuelles » est le seul moyen pour les individus dans le premier cas de pouvoir vivre et dans le second de pouvoir se défendre. C'est pourquoi la cause déterminante de l'associationnisme, Duguit la trouve aussi dans le besoin des hommes de vivre et de se défendre, ce qui n'est possible que dans le groupe et par lui. Seulement ainsi, les individus arriveront à se soustraire à la « tutelle tyrannique de l'Etat » et les « énergies individuelles » deviendront « maîtresses d'elles-mêmes » parce qu'elles seront « éclairées, dirigées et protégées par les associations fondées sur la communauté des besoins et des intérêts » (1).

Duguit est aussi préoccupé de la forme et de l'étendue de l'associationnisme. Il lui a donné la portée générale et l'a théo-

(1) Duguit : *De l'Election des Sénateurs*, p. 474.

riquement prévu comme pouvant se présenter sous toutes les formes possibles. On le voit et on le rencontre dans toutes les manifestations de l'activité humaine. Les associations se relèvent et dans le domaine des idées et dans celui des intérêts, où elles se présentent sous différentes formes. Il y en a des groupes communaux, familiaux, des associations ouvrières, agricoles, industrielles, scientifiques et religieuses (1). Pour lui, la nation est aussi une association. Quelquefois, les groupements associationnistes se forment en vue de réaliser un bénéfice pécuniaire en se présentant comme des Sociétés civiles et commerciales ayant pour but de répartir les bénéfices entre leurs membres.

Cela prouve bien que Duguit ne nie pas l'existence des familles et des communes comme groupements sociaux. Il les considère comme des associations, mais il constate seulement leur décroissance et leur effacement progressif. D'où il croit que « l'homme du vingtième siècle ne peut trouver cette vie sociale intensifiée que dans les syndicats professionnels » (2). En 1895, dans son article sur « l'élection des Sénateurs », Duguit croyait à la force des communes, prévoyait et même demandait leur représentation politique (3). Depuis, dans ses œuvres postérieures, il n'en parle plus. Il ne souligne l'importance et l'activité que des groupements professionnels pour la représentation desquels il lutte. Il s'y attache, et c'est bien compréhensible. Bien que pour lui, l'associationnisme soit et doive être un mouvement large qui réunisse « toutes les personnes associées dans un but commun », « dont elles ont la conscience » et que se « rendent des services mutuels pour atteindre par là plus sûrement des buts communs » (4), les faits prouvent incontestablement l'importance croissante de certains de ces groupements associationnistes, de ceux surtout qui sont fondés et déterminés sur et par la division du travail social. D'où ces groupements s'imposent à Duguit, positiviste

(1) Duguit : Manuel, p. 169, de l'élection des Sénateurs, p. 474.

(2) Duguit : de l'élection des Sénateurs, p. 466.

(3) Duguit : Traité, t. I, p. 665.

(4) Duguit : Traité, t. V, p. 618.

et centrent son attention. C'est enfin la raison, parce qu'ils s'affirment en fait, pour laquelle Duguit réclame leur représentation comme couronnement de leurs tendances et comme consécration de leur force et non celle de tous les autres groupements associationnistes.

4. Sa façon de voir en mouvement associationniste « le fait social le plus saillant de ces trente dernières années » et en sa doctrine un moyen d'assurer la vie des individus, de vivifier la vie sociale en la transformant, l'a conduit incontestablement enfin à prévoir certaines conséquences qui se détachent comme résultantes du mouvement et de sa doctrine.

Premièrement, par l'association, l'unité nationale se renforce. Constitués sous différentes formes, les groupes d'ordres divers et particulièrement les groupes professionnels « bien loin de compromettre le lien naturel, viennent le renforcer en donnant à la solidarité une structure plus complexe » (1).

Deuxièmement, par l'associationnisme, Duguit espère régulariser la vie en assurant aux individus un meilleur sort. C'est dans les associations et par elles que Duguit croit pouvoir permettre aux individus de réaliser leur pleine individualité et d'obtenir leur réelle valeur. Il partage par là en la citant, l'opinion de Charles Maurras, qui croit qu'il « n'y a qu'un moyen de liberté, vieux comme le monde, c'est l'association » (2). Comme la liberté implique le progrès et comme l'association c'est la liberté, le progrès et l'association s'interpénètrent en se confondant en vue de faire le bien de l'humanité. Ainsi, affirmant cela, Duguit s'oppose à la thèse révolutionnaire que la liberté de l'homme est d'autant plus grande qu'entre l'homme et l'Etat, il n'y a pas de personne interposée. Cette manière de concevoir la liberté, Duguit qualifie de la « plus grande erreur de l'école libérale et individualiste pure » (3). Il cite et nie J.-J. Rousseau qui, au Livre VI, ch. III, dit : « Il importe pour avoir l'énoncé de la volonté générale, qu'il n'y ait pas de sociétés particulières dans l'Etat, et que

(1) Duguit : *Traité*, t. II, p. 10.

(2) Duguit : *Traité*, t. V, p. 618.

(3) Duguit : *Manuel*, p. 283.

chaque citoyen n'opine que par lui-même » (1). Duguît croit fermement que « la formation chaque jour plus intense des associations ne tend point à diminuer ou à absorber la personnalité individuelle », bien qu'elle favorise, au contraire, son plus large développement (2). Mais il ne s'arrête pas à cela; il poursuit son idée logiquement jusqu'au bout, en considérant que « l'homme deviendra plus l'homme en devenant plus sociale » (3). Par là, il affirme la supériorité de l'homme dans la mesure de son inféodation à un plus grand nombre d'associations. « L'individualité de l'homme devient d'autant plus complexe et compréhensive qu'il fait partie d'un plus grand nombre de groupes sociaux » (4). Son activité également augmentera en raison du nombre des associations dont il fait partie. En conséquence, l'homme sera en même temps l'individu-citoyen, en tant que membre de la nation, l'individu-travailleur en tant qu'il appartient à une corporation professionnelle (5). Il peut être aussi l'individu artiste et savant s'il est membre d'une association artistique ou scientifique. Donc l'importance sociale de l'homme augmentera par rapport au nombre d'associations dont il est membre; affirmant cela, Duguît esquisse en somme sa théorie sur la valeur de l'homme et arrive à sa conception de surhomme, de l'homme supérieur.

Troisièmement l'association donne naissance au mouvement syndical qui est une de ses branches, « sa principale manifestation », et qui conduit à la représentation des forces syndicales. « La formation au sein de la nation moderne des groupements fondés sur la communauté des intérêts professionnels, industriels, commerciaux, de travaux scientifiques, des œuvres artistiques, littéraires ou autres et sur les promesses d'assistance mutuelle est un fait des plus importants de ces trente dernières années » (6). Les lois qui sont venues les régir ont été « le produit du mouvement associationniste ». Comme

(1) Duguît : Traité, t. V, p. 618.

(2) Duguît : Manuel, p. 283, Traité, t. V, p. 618.

(3) Duguît : Traité, t. II, p. 10.

(4) Duguît : La Souveraineté et la Liberté, p. 176.

(5) Duguît : Manuel, p. 283.

(6) Duguît : Traité, t. II, p. 9.

tous les groupements, dont la naissance est conditionnée par la division du travail, d'après Duguit ne sont que les forces syndicales, les syndicats, il en résulte qu'eux aussi et en premier lieu, font partie du mouvement associationniste, en sont le « produit ». Ainsi, quelquefois, le syndicalisme et le mouvement associationniste ne font qu'un. Mais cela n'est pas toujours. Le mouvement associationniste est plus étendu. Toutes les associations syndicales y sont nécessairement comprises, tandis que beaucoup d'associations sont tout à fait différentes des associations syndicales. D'où quand elles font un ensemble, c'est que l'associationnisme a conditionné la naissance et l'apparition du syndicalisme.

5° C'est de cette manière que Duguit envisage le mouvement et la doctrine associationnistes. Ainsi, parlant de la doctrine, il ne pense qu'au mouvement et en étudiant le mouvement, il ne fait qu'élaborer sa doctrine. Dans le domaine associationniste, le mouvement et la doctrine constituent presque un ensemble indivisible, ce qui n'est pas de même entre le mouvement syndical actuel et la doctrine syndicale de Duguit, aussi bien qu'entre les tentatives de la représentation professionnelle et la façon dont Duguit la conçoit.

B. — LA DOCTRINE PROPREMENT SYNDICALISTE DE DUGUIT

Amené par ses théories associationnistes, ainsi que par l'observation de la force et de l'étendue de ces mouvements associationniste et syndicaliste à l'étude du syndicalisme et à l'élaboration de sa doctrine, Duguit ne s'en est pas moins récusé à les examiner et à les présenter théoriquement au cours de ses nombreux travaux. Mais comme toujours, il n'a pas présenté un ensemble d'observations et d'idées. Des affirmations seulement clairsemées dans ses nombreuses pages. Pas plus. Malgré tout, cela peut nous renseigner et nous servir à extraire ses observations et ses idées théoriques sur le mouvement et la doctrine syndicalistes. Il les envisage dans les cadres du

mouvement et de sa doctrine associationniste, tâchant de tout mettre d'accord ce qui a contribué largement à leur bonne présentation et à leur netteté ainsi qu'à la conformité avec ses idées autres. Duguit a également traité le syndicalisme des fonctionnaires. Mais le présentant séparément, Duguit a toutefois considéré que « le syndicalisme fonctionnariste n'est qu'un aspect de ce vaste mouvement syndicaliste » (1). D'où nous respecterons dans notre étude cette division et nous présenterons le syndicalisme des fonctionnaires indépendamment du syndicalisme en général. Enfin, Duguit s'est occupé de la question des grèves, mais en la considérant comme tout à fait étrangère au syndicalisme. Nous concevons la thèse de Duguit, mais nous ne la partageons pas. Il nous semble qu'à notre époque tant dans la théorie que dans la pratique, les questions de grève sont sinon directement, du moins indirectement liées au syndicalisme. C'est la raison pour laquelle nous exposerons côte à côte les questions du syndicalisme et de la grève.

§ I — LE SYNDICALISME EN GENERAL

Branche du mouvement associationniste, sa « principale manifestation », le syndicalisme a été présenté par Duguit et comme doctrine et comme mouvement. Bien qu'il les traite en même temps et que dans sa pensée tous les deux soient très étroitement liés, Duguit fait la distinction notable entre sa doctrine et le mouvement syndical actuel. Dans sa doctrine, il s'occupe du fonds du syndicalisme et de son fait générateur. Il traite sa façon de présentation, son contenu, ses caractères, aussi bien qu'il esquisse son but et prévoit les conséquences qu'il peut impliquer. Quant à son mouvement, il s'en occupe tel qu'il est et précise ses points de vue au sujet de ce qu'il doit être.

I, 1. — Le fait générateur de sa doctrine syndicale, Duguit le trouve dans l'interdépendance sociale résultant de la division du travail social (2). Il voit en syndicalisme la consécra-

(1) Duguit : *Traité*, t. II, p. 9.

(2) Duguit : *La Représentation syndicale au Parlement*, p. 30.

tion juridique de la différenciation entre les hommes qui a lieu d'après leurs dépendances professionnelles ainsi que l'aboutissement logique de sa théorie sur cette différenciation. Ainsi, l'interdépendance sociale est le fond de sa doctrine, sa base fondamentale. A l'instar de Durkheim et par sa propre observation, Duguit trouve qu'en société la division du travail social existe. C'est cette division du travail qui implique en même temps la différenciation entre les hommes aussi bien que leur interdépendance. C'est cette division des hommes qui va les conduire aux classes sociales par suite et à raison de leur dépendance sociale et professionnelle. Mais elle n'est pas tout. L'organisation de ces classes est nécessaire. Et elle est possible seulement quand on lui donne une « structure juridique définie » (1). C'est par le syndicalisme qu'elles vont l'acquérir, c'est par elle enfin que le syndicalisme se constituera. Donc dans la pensée de Duguit, l'acquisition de la « structure juridique définie » des classes sociales n'est pas seulement conditionnée par le syndicalisme, identifiée avec lui, mais elle est également constitutive du syndicalisme, sa base et son fond. D'où son syndicalisme est la traduction de l'état de fait basé et conditionné uniquement par la division du travail social et pas du tout un mouvement qui se fonde sur l'opposition de deux classes comme le prétend le syndicalisme révolutionnaire. En réalité, d'après lui, il est le mouvement composé de toutes les classes qui ont par lui revêtu une « structure juridique définie » et qui est en même temps le produit et le résultat de cette organisation juridique des classes sociales.

2° Fondé sur la division des classes sociales, sur leur différenciation et leur interdépendance, le syndicalisme de Duguit ne se limite pas exclusivement à la classe ouvrière, « n'est pas restreint à la classe des travailleurs manuels » (2). Pour lui, le syndicalisme est un mouvement plus large, beaucoup plus

(1) Duguit : La Représentation syndicale au Parlement, p. 30; Traité t. II, p. 32.

(2) Duguit : Traité, t. II, p. 9.

profond. Corporatif, son syndicalisme s'étend en dehors de la classe des travailleurs « sur toutes les classes sociales », déterminées et conditionnées par la division du travail social. S'étendant sur tous les éléments de force économique et sociale, le syndicalisme, d'après le doyen de Bordeaux, prend la forme de tous les éléments qu'il représente. Ainsi on rencontre organisées en syndicats certaines classes dont la participation à la vie sociale est nécessaire comme celles des travailleurs manuels, intellectuels, des petits propriétaires. Même « les capitalistes purs qui ont une mission sociale importante à remplir : fournir les capitaux aux entreprises qu'on n'a pas encore trouvé le moyen de réaliser sans capitaux » (1) constitueront une classe à part et s'organiseront en syndicats. Enfin, comme le mouvement syndical forcément s'étendra « progressivement à tous les travailleurs sociaux, je veux dire à tous ceux qui apportent une part quelconque dans la division du travail social » (2), les syndicats de Duguit engloberont tous ces travailleurs de la société et deviendront ainsi les seules organisations réelles de la société future. Les hommes et les femmes ne se distingueront pas. Les femmes seront groupées en organisations syndicales aussi bien que les hommes (3). Et la société ne sera que l'image et l'ensemble des différents syndicats professionnels.

3° C'est ainsi que Duguit présente sa propre conception des classes. Il ne nie pas l'existence de classes sociales. Mais il n'admet pas comme Marx qu'il y a uniquement deux classes. Duguit affirme qu'il y a plusieurs classes, autant que de manifestations différentes de l'activité humaine. Donc, en rejetant la doctrine marxiste, Duguit précise en même temps les dessous de son syndicalisme et propose ses conceptions syndicales fondées sur la solidarité sociale et la division du travail. Premièrement, il considère qu'entre les classes sociales l'opposition n'existe pas, qu'il y a une solidarité qui conduit à l'entraide et à la collaboration. Secundo qu'il n'y a pas seulement

(1) Duguit : La Représentation syndicale au Parlement, p. 31.

(2) Duguit : La Représentation syndicale au Parlement, p. 33.

(3) Duguit : Traité, t. II, p. 591.

deux classes. L'observation des faits, le seul moyen scientifique lui a relevé qu'il y a « une série très nombreuse de classes aussi nombreuse qu'il y a d'ordres de travaux participant au développement de la vie sociale » (1). Par là ainsi, Duguït nie catégoriquement les prétentions marxistes à savoir qu'il y a seulement deux classes et qu'il y a également une opposition entre elles, en affirmant au contraire sa doctrine sur l'existence de plusieurs classes réciproquement liées l'une à l'autre et qui collaborent et qui doivent collaborer. Mais le duguïsme et le marxisme ont aussi un point commun incontestablement. C'est quand chacun d'eux affirme, en se plaçant à son point de vue, l'existence des classes sociales non seulement aujourd'hui, mais même dans le passé. D'après Marx, jusqu'à nos jours « toute l'histoire de la société humaine est l'histoire des luttes de classes » (2) entre les oppresseurs et les opprimés, ce qui veut dire que depuis que l'histoire a connu les faits qui constituent ses premières pages, les classes sociales existent. Duguït croit également que les classes sociales ont toujours existé et qu'elles ne peuvent pas ne pas exister. Il dit : « L'existence des classes est un fait d'ordre naturel qui se rencontre à des degrés divers dans toutes les sociétés » (3). Donc, ce n'est pas notre époque qui se caractérise par la division des hommes en classes, toutes les sociétés l'ont connue. Ainsi, ils arrivent à une même conclusion extérieure, mais profondément divisés dans les motifs et dans les voies de leur arrivée. Marx croit qu'il y avait toujours de l'antagonisme entre les hommes par suite de l'exploitation d'un homme par un autre, ce qui les avait poussés à se grouper en deux classes opposées. C'est la lutte pour le prophète socialiste qui détermine les classes. Duguït arrive, au contraire, à la notion des classes par la division du travail social, qui par suite de la différenciation, implique la collaboration entre les hommes. Donc, c'est la division du travail qui amène le doyen de Bordeaux à l'affirmation de l'existence des classes sociales. D'où leur différence quant au substratum de leurs affirmations

(1) Duguït : La Représentation syndicale au Parlement, p. 30.

(2) Manifeste communiste, p. 20.

(3) Duguït : Le Représentation syndicale au Parlement, p. 31.

et leur ressemblance quant à la conclusion finale extérieure à laquelle ils arrivent.

4° Sa doctrine syndicaliste se caractérise ensuite par les buts qu'il pense réaliser par son syndicalisme, par les ambitions qu'il croit que le syndicalisme possède et par un ensemble assez cohérent qu'il se propose de mettre en œuvre par son syndicalisme. D'après lui, le syndicalisme tend en premier lieu à défendre les intérêts des classes des professions organisées en syndicats (1). En positiviste, Duguit voit bien que la défense des intérêts de classe d'une catégorie professionnelle donnée s'impose aux travailleurs sociaux de celle-ci. Il ne nie pas la nécessité de cette défense, il l'admet, mais ne sépare pas la défense des intérêts des classes de la collaboration de ces classes. Leur défense n'est guère possible d'après lui que dans les cadres de cette collaboration professionnelle. « La conciliation des intérêts divergents » (2) étant son second but, c'est à elle qu'il subordonne la défense des intérêts de classe, espérant par là, bien qu'il ne le dise pas, concilier le général et le particulier. Le moyen pratique, il le trouve en contrats collectifs du travail qui doivent être « librement consentis » (3) pour que l'indépendance des classes soit sauvegardée et pratiquement réconciliée. Ainsi donc, Duguit croit par cette conciliation des intérêts divergents, réaliser son troisième but : la coordination « en faisceau harmonique de toutes les classes sociales » (4). Harmoniquement organisée, cette société enfin fera naître : l'égard de ces classes sociales « une série de pouvoirs et des devoirs réciproques » (5). Tout étant bien organisé dans cette société future de Duguit, chacun saura ce qu'il faut et ce qu'il doit faire et de quoi il faut s'abstenir. Evidemment, et par là, et ainsi la norme sociale de Duguit apparaît entrant en jeu.

5° C'est l'étude de la doctrine de Duguit qui nous a conduit à connaître certains caractères déterminants de ses conceptions

(1) Duguit : Traité, t. II, p. 32.

(2) Duguit : Traité, t. II, p. 32.

(3) Duguit : Traité, t. II, p. 32.

(4) Duguit : Traité, t. II, p. 9.

(5) Duguit : Traité, t. I, p. 667.

théoriques qui se sont détachés visiblement de ses idées générales et qui, pour une large part, contribuent à la formation de l'image complète de ses conceptions syndicales. Notons que Duguit lui-même a souligné quelques-uns de ces caractères désirant ainsi achever sa doctrine, en lui donnant son véritable sens.

Premièrement, en doctrine même il présente et considère son syndicalisme comme un mouvement d'action, qui s'impose par sa propre force. Ne voulant pas esquisser une théorie qui doit rester sans aucun effet pratique, uniquement connue de ceux qui feuilletent ses nombreuses pages, Duguit a au contraire conçu son syndicalisme comme une force vive, un mouvement d'action, qui porte en soi les plus hautes ambitions et se propose de les réaliser. La représentation professionnelle est pour lui une des principales conquêtes à faire. En la donnant comme but final à son syndicalisme, Duguit montre que le syndicalisme pour lui est un mouvement qui a la valeur d'une doctrine d'action même dans ses théories. D'où son syndicalisme est un mouvement qui en réalisant ses ambitions assurera par là même les transformations dans la société actuelle.

Secundo, Duguit continue le développement de son idée touchant les relations du groupe et de l'individu par rapport à la liberté de ce dernier qu'il avait déjà présentée en créant sa doctrine associationniste (1). Il a conclu que bien que le syndicalisme opère l'absorption de l'individu par le groupe, il renforce en somme par là la liberté individuelle des hommes. D'après lui, là où « chacun appartiendra à un groupe qui protégera sa personnalité sans l'absorber » (2), la liberté individuelle ne sera nullement annihilée, mais au contraire bien développée. C'est par et dans les groupements que la vraie liberté individuelle sera uniquement réalisée et ainsi la vie sociale intensifiée, car d'après le doyen de Bordeaux, la vie sociale supérieure est conditionnée par l'harmonie des individus et des unions.

(1) Duguit : *Traité*, t. I, p. 665.

(2) Duguit : *De l'élection des Sénateurs*, p. 473.

Troisièmement, le syndicalisme de Duguit est un mouvement de non lutte opposé aux doctrines qui ont pour genèse : classe contre classe. N'étant pas « un moyen de guerre et de divisions sociales », son syndicalisme est « un moyen puissant de pacification et d'union » (1). Fondé sur la division du travail qui n'implique pas la lutte, mais la collaboration et l'interdépendance, le syndicalisme duguiste est tout coloré de cette idée de collaboration des classes. Ses syndicats qui naissent par suite de cette division du travail n'ont qu'un seul objectif : assurer l'entente et la collaboration des classes. N'étant pas révolutionnaire, son syndicalisme est nettement réformiste, un syndicalisme de collaboration des classes.

Quatrièmement, son syndicalisme est un mouvement d'organisation. Il organise juridiquement toutes les différentes classes sociales, en vue de la défense de leurs intérêts professionnels. De la masse amorphe faisant des organisations juridiques, le syndicalisme duguiste ne se borne pas seulement à s'organiser en vue de se défendre. Il s'organise parce que par le groupement il veut assurer « l'intégration sociale » des divers éléments sociaux. Par lui il désire transformer la puissance politique en organisant la représentation professionnelle. Enfin, en syndicalisme, Duguit voit un effort vers l'organisation de la production. Comment, pourquoi, il n'en dit rien.

La cinquième constatation que l'on relève chez Duguit est que son mouvement syndical, en tant que branche de l'associationnisme comme celui-ci naît de lui-même et doit ainsi nécessairement naître. Le législateur français s'est toujours opposé au mouvement associationniste en général, et syndical surtout en particulier. Mais malgré cela, contrairement à la volonté du législateur, les groupements syndicaux ont apparu portés par la force d'en bas. Premièrement hostile et les interdisant, le législateur s'est borné ensuite à les canaliser pour pouvoir enfin par là les renforcer. Affirmant cela, Duguit arrive à deux conclusions : d'abord que tout dans le monde est

(1) Duguit : *Traité*, t. II, p. 9.

déterminé d'avance par les faits. Tout se produit de telle sorte parce qu'il faut que ce soit ainsi. Par là, il se présente comme un déterministe résolu. « Qu'on le regrette ou qu'on l'admire », « forcément » le mouvement syndical se produira (1). D'où, poussant son idée jusqu'au bout, on pourrait dire que les classes se forment d'elles-mêmes, qu'elles sont en train de se donner une structure juridique définie par elles-mêmes, c'est-à-dire de se coordonner d'elles-mêmes. Mais Duguit va-t-il jusque-là ? On dirait que non et que Duguit deuxièmement, en étudiant les rapports entre les faits et la doctrine, entre la loi qui constate et la loi qui crée a pour beaucoup atténué le rôle de la force du déterminisme. En principe par sa doctrine fondamentale, Duguit considère la loi comme une constatation juridique de la règle sociale qui s'impose et voit en elle la traduction des règles que les faits ordonnent. Donc ce sont les faits qui déterminent la doctrine. Mais en soutenant cela, Duguit n'est pas catégorique. Il admet les atténuations même les exceptions. D'après lui, les syndicats professionnels, bien qu'ils soient le produit des faits et du mouvement associationniste en sont renforcés par le législateur et par ses lois qui « favorisent » son syndicalisme par « un effet en retour le dirige et lui donne un relief particulièrement frappant » (2). Ainsi Duguit témoigne qu'il admet que le législateur, par ses mesures juridiques, influence l'orientation des faits. Peu importe sous quelle forme. Admettre que le législateur favorise ou dirige le syndicalisme, qu'il le crée ensuite, n'est-ce pas, en réalité nier la conception fondamentale du déterminisme, que tout se fait par les faits et que tout se produit par les faits parce qu'ils s'imposent ainsi. Assurément oui. Une fois admettant le rôle actif du législateur et de la doctrine dans la formation des syndicats Duguit par là, cesse d'être un déterministe pur, ne pouvant plus faire dépendre uniquement la doctrine et la réalité de la marche des faits.

Sixièmement enfin, son syndicalisme est corporatif, évolutif

(1) Duguit : La Représentation syndicale au Parlement, p. 33; Duguit : *Traité*, t. II, p. 9.

(2) Duguit : *Manuel*, p. 54 .

et général. Corporatif, premièrement en tant qu'il doit s'occuper de la défense des intérêts professionnels et de la profession en général, il est évolutif parce qu'il n'est pas arrivé à son complet développement, mais est « en train » de s'élargir pour devenir général en s'étendant à toutes les classes sociales. Duguit croit fermement et espère voir un jour que le syndicalisme sera partout dans toutes les manifestations de l'activité sociale. « Forcément, il s'étendra progressivement à tous les travailleurs sociaux, je veux dire à tous ceux qui apportent une part quelconque dans la division du travail social », dit nettement Duguit. Ainsi espérant que son syndicalisme deviendra un jour général, Duguit n'admet-il pas, par là même, qu'il est obligatoire. Duguit ne fuit pas les mots. Il sait et croit fermement que par la force des choses, la division du travail conduira toutes les branches de l'activité humaine à leur syndicalisation. Donc, que peut-être malgré eux, les hommes seront obligés « un peu plus tôt ou un peu plus tard » à devenir les adhérents de leurs syndicats respectifs. Partout dans toutes les manifestations de la vie sociale, le syndicalisme deviendra ainsi obligatoire. On ne peut pas s'en passer si on ne veut pas aller à l'encontre de soi. Mais notre époque étant « transitoire » et « de transformation » n'implique pas une syndicalisation à outrance. Duguit ne la demande pas. Il faut que les faits la forment. Tous ceux qui « ne veulent pas entrer dans les syndicats ils le peuvent assurément, mais alors ils se mettent en marge de leur classe volontairement », dit clairement Duguit. Le syndicat obligatoire s'imposera tout seul par la force des choses. C'est sa pensée. Aujourd'hui on pourrait parler de la liberté des individus par rapport aux associations syndicales, mais un temps viendra où les individus, pour ne pas commettre leur propre suicide, seront obligés de ne pas rester en dehors des syndicats. D'où Duguit conçoit le syndicalisme moderne comme un mouvement général qui, par la puissance des faits deviendra sûrement obligatoire, en tant qu'il sera vraiment général.

6° De ses conceptions syndicalistes, certaines conséquences enfin résultent. Elles sont en même temps les caractéristiques

visibles de l'ensemble de sa doctrine sociale. Constituant pour une large part son Etat syndical futur sur les conséquences pratiques de ses idées sociales-guides, Duguit leur confère une valeur réelle en tant qu'elles forment les étages supérieurs de son palais social de l'avenir. Conscient de leur importance, Duguit est malgré cela très bref dans ses explications. Positiviste, il est loin d'être un prophète, parce que le positivisme et les prédications ne vont pas de pair.

Comme nous avons vu plus haut, Duguit affirme que la liberté de l'homme est d'autant plus grande, que ce dernier appartient à un nombre plus élevé de groupes sociaux. En conséquence, la vie sociale sera seulement « intensifiée » par et dans ces groupes. D'où les hommes désirant intensifier la vie se groupent, et c'est pourquoi les syndicats naissent et les associations se constituent. Donc la première conséquence de ses idées est que la vie s'intensifie grâce aux groupes et que les hommes s'associent en se syndicalisant pour permettre à cette intensification de se produire.

C'est par le syndicalisme, par les corporations professionnelles, que Duguit voudrait encadrer les hommes dans une nouvelle « hiérarchie sociale ». Comment va-t-elle être, comment est-elle, Duguit n'en dit rien. Peut-être, il s'agit de la hiérarchie entre les professions différentes que la division du travail détermine, ou, au contraire, il veut, en prévoyant cette hiérarchie, élever des professions au-dessus des autres associations. Nous n'en savons rien, Duguit s'est abstenu de tout commentaire. Mais ce qui nous semble bien possible, c'est que par la « hiérarchie sociale », Duguit a sous-entendu une situation sociale objectivement considérée, un « état social » « où tous les individus qui accomplissent une même besogne ou des besognes similaires seront unis entre eux » (1); donc une société où tout sera bien réglé et où l'ordre et l'entente règneront souverainement.

Hiérarchisés socialement et unis entre eux par suite de « la communauté d'intérêts professionnels et de besogne sociale »,

(1) Duguit : *Traité*, p. 69.

grâce à la constitution « des groupes forts et cohérents à structure juridique définie » (1), les hommes par là organisent la société d'après Duguit. Donc, cette société sera une communauté où toutes les classes auront une structure juridique définie.

Comment ça va se faire, quels seront les détails de cette organisation, le doyen de Bordeaux garde le silence, ne précise pas son point de vue. Il souligne seulement les avantages d'une telle organisation. Les luttes des classes seront moins vives. « Je crois, écrit Duguit, pouvoir affirmer qu'une société est d'autant plus fortement intégrée et jouit d'une paix sociale d'autant mieux assurée que les classes qui la composent, sont juridiquement plus définies, plus nettement différenciées et surtout plus étroitement coordonnées et même plus rigoureusement hiérarchisées. » (2). Ainsi, grâce à la différenciation et à la délimitation juridique des classes, s'établira dans la société une collaboration de ces diverses classes qui réduira toutes les luttes et protégera en même temps fortement l'individu « contre les revendications des autres classes et contre l'arbitraire du pouvoir central ».

Quatrièmement, comme les groupes sociaux sont (3) « en train d'acquérir » une situation juridique privilégiée dans les sociétés nationales, et en France surtout, par suite de la force croissante du mouvement syndical, Duguit espère, par ces associations, enfin « organiser une forte et pacifique résistance à l'application des lois oppressives » (4). Par là, il va pratiquement résoudre le problème brûlant de sa doctrine juridique générale : que faire quand une loi en vigueur est contraire à la norme juridique, comment l'abolir et par quel moyen la rendre inapplicable. Voyant au juste la nécessité de tourner ces difficultés, Duguit a lié sa doctrine sur la règle du droit avec ses théories sur les groupements syndicaux en résolvant ainsi la question de la résistance aux lois oppressives.

(1) Duguit : *La Représentation syndicale au Parlement*, p. 33.

(2) Duguit : *La Représentation syndicale au Parlement*, p. 31.

(3) Duguit : *Traité*, t. I, p. 664.

(4) Duguit : *Manuel*, p. 100.

2° Duguit également s'est occupé du mouvement syndical actuel. Par ses observations brèves, il s'est efforcé de démontrer sa force, d'indiquer ses caractères, c'est-à-dire ses avantages et ses défauts. Il a même en même temps exposé ses remarques sur les tendances du mouvement syndical de nos jours en esquissant la façon suivant laquelle ce mouvement devrait en réalité se présenter par rapport à ses théories syndicales. Ainsi il l'étudie tel qu'il est pour pouvoir le qualifier ensuite comme un mouvement qui provient de sa doctrine théorique du syndicalisme et cadre bien avec elle.

Voyant en syndicalisme moderne « l'organisation juridique des classes sociales », Duguit conçoit le mouvement existant comme « un fait social d'une importance primordiale » (1), comme une « force sociale considérable qui est en train de prendre conscience d'elle-même » (2). Conscient de sa force réelle, Duguit n'en connaît pas moins ses tendances, surtout l'orientation politique et sociale aussi bien que la tactique du syndicalisme rouge. Mais malgré cela, et à l'encontre de son credo positiviste, Duguit qualifie le syndicalisme d'aujourd'hui, de mouvement corporatif, qui est un effort d'organisation des différents éléments sociaux, des classes sociales en vue de leur coordination et de leur collaboration (3).

Secondo, Duguit considère le syndicalisme comme un mouvement qui tend et qui veut par lui-même réaliser la représentation professionnelle. Il affirme notamment que le « grand mouvement syndicaliste » « prépare pour un avenir prochain, qu'on le veuille ou non, la représentation professionnelle qui sera essentiellement une représentation syndicale » (4). Cela cadre bien premièrement avec sa pensée fondamentale que la division du travail conditionne les groupements des hommes en associations qui deviennent des syndicats et qui, à leur tour, ont pour but d'assurer leur représentation politique au moyen d'une représentation syndicale. De l'autre côté, c'est

(1) Duguit : *Traité*, t. I, p. 666.

(2) Duguit : *Traité*, t. II, p. 755.

(3) Duguit : *Traité*, t. I, p. 666.

(4) Duguit : *Traité*, t. II, p. 755.

sa théorie sur les rapports de l'économie et de la politique qui l'a déterminé à présenter le mouvement syndical comme une force sociale qui demande sa participation active dans la force gouvernante. Duguit, justement, considère qu'il « n'y a pas », qu'il ne peut y avoir de « l'opposition entre les forces économiques et la force politique » (1). La raison qu'il donne pour expliquer cette affirmation, Duguit la trouve dans le fait que toute force économique est constitutive de la force politique. « La puissance économique n'est pas le seul élément de la puissance politique, mais elle est un des principaux. » (2). D'où, d'après le doyen de Bordeaux, l'organisation politique doit nécessairement correspondre aux forces économiques. Si, au contraire, le système politique n'englobe pas les puissances économiques, il serait « précaire » et « caduc » parce que toute l'opposition entre l'économie et la politique est « anormale et transitoire ».

Comme nous l'avons déjà dit, c'est en application de cette théorie que Duguit imposera au mouvement syndicaliste la tendance et l'ambition de s'ériger en une représentation politique. Comme le syndicalisme est une force économique, peu importe s'il est patronal ou ouvrier, il tend, d'après Duguit, en tant que puissance économique, à devenir force politique, donc à former la représentation syndicale au Parlement. L'observation du syndicalisme moderne montre au doyen Duguit que les syndicats ont dépassé le stade où une force politique devient une puissance politique (3) et que, par conséquent, ils sont aujourd'hui en train de devenir incontestablement des forces gouvernantes. Importants qu'ils sont, étant mûrs pour assurer la conduite des affaires publiques, les syndicats doivent le plus tôt possible être introduits à participer à la direction de la puissance publique, sinon ils seront amenés à la conquérir par la force.

Traçant ainsi le chemin que le mouvement syndicaliste doit

(1) Duguit : *Traité*, t. I, p. 663.

(2) Duguit : *Traité*, t. I, p. 663.

(3) Duguit : *Traité*, t. II, p. 758.

parcourir pour arriver à réaliser ses deux principaux buts : la collaboration des classes et la représentation professionnelle, Duguit, par là, rejette tout son caractère révolutionnaire et le présente comme un mouvement réformiste. Donc, il conçoit les syndicats, non comme des groupements qui se constituent en vue d'assurer la grève générale et qui sont dans une lutte constante avec l'autorité étatique, mais comme un mouvement qui tend au parlementarisme et à la représentation au Parlement politique des forces syndicales économiques. Toute tentative à présenter le syndicalisme comme « antiparlementaire, anti-étatiste et antimilitariste », Duguit le traite d' « erreur sociologique » (1).

Les raisons d'une telle qualification du mouvement syndical, nous les trouvons premièrement dans son désir d'être et de rester jusqu'au bout un positiviste. A ses théories sur les groupements associationnistes et le syndicalisme en général, il donne une base positive, le fait de la division du travail. Sur ces bases, il a esquissé les ambitions du syndicalisme, l'a présenté comme un mouvement de transformation qui a son idéologie, ses fins, sa technique. D'un autre côté, en positiviste, il relève un mouvement social qui constitue incontestablement le « fait le plus important, le plus caractéristique de notre époque » (2). Connaître cela et ne pas faire concorder les faits avec sa théorie serait d'avance condamner sa doctrine théorique par ses propres lacunes. En tant que positivistes, ses théories sont seulement scientifiques dans la mesure où elles sont conformes aux faits. Sinon, c'est de la métaphysique. Duguit a bien compris cela et c'est la raison pour laquelle il a voulu concilier les faits avec ses propres théories en donnant au mouvement syndical actuel ses qualifications personnelles.

Ensuite, Duguit est un opportuniste social. Au lieu de combattre le syndicalisme et de l'extraire en se plaçant au point de vue révolutionnaire qu'entre la collectivité et les individus,

(1) Duguit : *Traité*, t. II, p. 758.

(2) Duguit : *Traité*, t. I, p. 663.

il ne doit pas avoir des intermédiaires, Duguit a jugé plus prudent de le canaliser en l'étatisant (1).

C'est par suite de sa théorie sur les rapports de l'économie et de la politique que Duguit a ainsi qualifié le mouvement existant. Voyant dans la division du travail la clef de voûte de toute la vie sociale, Duguit a tâché par elle d'expliquer et de construire sa théorie sur les rapports de l'économie et du politique. Il reconnaît à la division du travail sa force déterminante pour tout ce qui a lieu dans la société. D'elle naissent toutes les classes qui sont les véritables puissances économiques et sociales de notre époque. Donc, il ne faut pas n'en pas tenir compte. Mais Duguit sait également qu'à côté et au-dessus d'elles, il y a la politique qui synthétise et couronne tout. Autrefois, la politique primait tout; il se passait et de l'économie et du social. Mais avec l'intensification de la division du travail et parallèlement à elle, les forces économiques et sociales reprennent leur place. La politique tâche de les englober et de les admettre comme ses composantes nécessaires. Cela donc premièrement par suite de la nécessité de ne pas avoir contre soi les vraies forces en raison de la division du travail qui, en tant que base de la vie sociale, ne pourrait dans ses résultats immédiats se voir en opposition avec la politique qui doit incontestablement aussi diriger et créer la vie sociale. Donc, Duguit veut concilier la politique avec les données de la division du travail. D'où le politique comme couronnement de tout doit nécessairement englober les forces économiques et sociales résultant de la division du travail social et compter avec elles. Mais Duguit également, en mettant en relief la dépendance de la politique et de l'économie ne demande pas par là la priorité des forces économiques et sociales comme Marx l'avait fait. Il considère cela comme la grande erreur du marxisme, car, d'après lui, à côté des puissances économiques et sociales, il y a d'autres forces qui ne doivent pas non plus être négligées.

(1) Duguit : *Traité*, t. I, p. 668.

§ 2. — LE SYNDICALISME DES FONCTIONNAIRES

I — *Le syndicalisme des fonctionnaires au point de vue théorique*

Le syndicalisme fonctionnariste est, d'après Duguit, « une des manifestations du grand mouvement syndicaliste qui restera la marque caractéristique de l'évolution sociale au vingtième siècle » (1) ; il aura le même fait générateur que le syndicalisme en général.

Sans l'interdépendance sociale, la société n'existerait pas. Elle est la loi *sine qua non* de la société comme nous l'avons vu précédemment, et se réalise par la division du travail social. Cette dernière implique l'accomplissement de certaines besognes indispensables à la vie même du groupe social. Toutes ces besognes ne sont pas les mêmes. Mais les gens chargés de leur accomplissement ont certainement des caractères communs et des intérêts professionnels similaires, parfois identiques. La réalisation de certaines de ces besognes est assurée par le fonctionnement des services publics. D'elle dépend l'existence de la collectivité d'où l'importance sociale des services publics et des fonctionnaires qui les mettent en marche. Ayant des caractères communs les fonctionnaires « forment par eux-mêmes certainement une classe sociale distincte » qui tend elle aussi à « acquérir une structure juridique définie » (2). La différenciation de la classe des fonctionnaires une fois réalisée, le syndicalisme fonctionnariste est né, comme aussi le syndicalisme en général parce que le syndicalisme est possible seulement quand les classes sociales sont formées.

Le syndicalisme des fonctionnaires n'est pas seulement déterminé par les mêmes conditions naturelles que le syndicalisme en général, mais aussi ses caractères sont les mêmes que ceux

Revue de Synthèse

(1) Duguit : *Traité*, t. III, p. 266.

(2) Duguit : *Traité*, t. III, p. 267.

du syndicalisme tout entier. Le syndicalisme fonctionnariste tend à défendre les intérêts professionnels et à se présenter comme le porte-parole des revendications corporatives. Son ambition est également de contribuer à la réalisation de l'harmonie dans la société, comme c'est la tâche de tout syndicalisme duguiste et d'assurer aussi la représentation de toute la vie sociale au moyen de la représentation professionnelle.

Par le mouvement et par le syndicalisme fonctionnariste, Duguit résout la question de la décentralisation des services publics (1). Il souligne que cette décentralisation par service et que le syndicalisme des fonctionnaires, « se rattachent intimement » et qu'ils « marchent de pair », en les traitant tous les deux comme la conséquence de la disparition de la notion de la puissance publique (2). La décentralisation par services publics, d'après Duguit, est l'organisation de la direction de ces services assurés par les fonctionnaires qui y sont attachés. Pour certains services publics d'ordre technique, les gouvernants et leurs agents n'ont pas les connaissances nécessaires. Leur compétence conduit à l'organisation de la participation des fonctionnaires à la direction de ces services. Les modes de cette participation sont différents. Elle se réalise, soit par l'élection, soit par la nomination. Pour soustraire dans l'accomplissement de leurs fonctions, les fonctionnaires à l'arbitrage gouvernemental, Duguit croit qu'ils doivent être protégés par un statut légal fortement garant, mais en même temps soumis à une large discipline. Enfin, il admet la responsabilité des fonctionnaires pour la mauvaise gestion des services envers les particuliers parce qu'on les leur donne en gestion dans l'intérêt des administrés. Cette responsabilité est effective, pécuniaire et directe et le syndicat doit l'assurer. Par la décentralisation réalisée par les services publics, Duguit affirme de nouveau l'infirmité de la doctrine régnante. Il reste conséquent avec sa doctrine objectiviste et l'importance prépondérante qu'il donne à la notion du service public, et résout enfin, en la liant, la

(1) Duguit : *Traité*, t. III, p. 90-236.

(2) Duguit : *Traité* : t. III, p. 96.

question de la décentralisation de ces services par le syndicalisme des fonctionnaires.

Quant à la forme des syndicats des fonctionnaires, Duguit considère qu'elle varie suivant les divers services publics. Autant de services publics, autant de syndicats différents à forme particulière.

A cette assimilation presque complète du syndicalisme des fonctionnaires au syndicalisme en général, Duguit apporte des limitations. Le devoir impose « au législateur, au gouvernement et à des juristes de diriger et de limiter le mouvement qui pousse les fonctionnaires à s'associer et à se fédérer » (1). La question se pose d'où et pourquoi Duguit apporte ces restrictions pour le syndicalisme des fonctionnaires. L'explication se trouve et il faut la chercher dans le désir de Duguit de ne pas se démentir, ensuite de rester logique avec soi-même. Duguit a rejeté la doctrine de Berthelemy sur la distinction des fonctionnaires d'autorité et des fonctionnaires de gestion, car elle assimile ces derniers aux ouvriers de l'industrie privée, ce qui conduit à des « conséquences inadmissibles », parce que la presque totalité des fonctionnaires se syndiquera d'après une loi faite pour les syndicats ouvriers. Secondo, Duguit ne veut pas que le syndicalisme fonctionnariste entre en collaboration sur le terrain syndical avec et dans les fédérations syndicales qui poursuivent une politique de lutte des classes, ce qui conduit à la grève qui n'est qu'un « crime ». Ensuite le doyen de Bordeaux désire aussi rester logique avec soi-même dans ses considérations d'ordre théorique. Il considère l'Etat comme la fédération, comme la confédération des services publics (2) et souligne par là l'importance du rôle des fonctionnaires. Ces derniers ne peuvent abandonner leur poste, donc ne doivent ni faire la grève, ni se dresser contre l'Etat, parce qu'ils sont l'Etat, parce que l'Etat repose sur les fonctionnaires, sur le fonctionnement des services publics et se caractérise par eux. D'où la nécessité de limiter et de restreindre

(1) Duguit : *Traité*, t. 3, p. 266.

(2) Duguit : *Traité*, t. II, p. 59.

dre le mouvement syndical et le syndicalisme en général des fonctionnaires. Ces constatations et ces restrictions, ainsi que la direction du mouvement se réaliseront si on réserve aux syndicats des fonctionnaires un « domaine propre » (1). Quel est ce « domaine propre » et qu'est-ce qu'il entend par là, Duguit n'en parle point. Par cette réserve en ligne finale, il ne fait que la distinction entre le syndicalisme fonctionnariste et le mouvement syndical et le syndicalisme en général. Mais il ajoute, et c'est un espoir que « le syndicalisme fonctionnariste suivra la route que lui tracent les conditions naturelles de la formation et de son dévouement » (2). Cet espoir veut dire qu'il croit que le syndicalisme existe et qu'il existera, qu'il désire que les groupements des fonctionnaires se forment, mais il espère qu'ils ne détruiront pas l'Etat par l'arrêt du fonctionnement des services publics et qu'ils ne paralyseront pas la collectivité elle-même.

Enfin Duguit s'oppose à la fédération et aux confédérations sur le plan horizontal des fonctionnaires. Il considère que « c'est permettre la formation d'une sorte de gouvernement des fonctionnaires se constituant en face du gouvernement central constitutionnellement établi », donc créer un Etat dans l'Etat. Il admet toutefois les associations et les concentrations de fonctionnaires appartenant aux mêmes services parce qu'il n'y aura pas substitution des intérêts de classes aux intérêts généraux.

II. — *Le syndicalisme des fonctionnaires au point de vue de la législation positive en France.*

La loi de 1884 sur les syndicats professionnels donne le droit syndical au commerce, à l'industrie et à l'agriculture. Elle ne fait aucune allusion aux syndicats des fonctionnaires. D'où la question se pose quant à l'existence et au fonctionnement

(1) Duguit : *Traité*, t. III, p. 267.

(2) Duguit : *Traité*, t. III, p. 267.

de ces syndicats. La doctrine même est divisée. Certains auteurs comme Berthelemy avec sa distinction des fonctionnaires d'autorité et de gestion, s'efforcent de prouver que le syndicalisme fonctionnariste est légal d'après la loi de 1884 et 1901, et par là pensent concilier le droit et les faits. Hauriou, Esmen, Fernand Faure, Larnaude prétendent le contraire (1).

Duguit fait partie des seconds. Il considère que les fonctionnaires ne peuvent pas se syndiquer, d'après la loi de 1884 en vue de la défense de leurs intérêts professionnels. L'Etat n'est pas un patron (2). Les fonctionnaires étant chargés d'assurer le fonctionnement sans interruption des services publics « se trouvent dans une situation légale » (3). Par là, ils diffèrent des autres. La loi de 1884 régit seulement des rapports d'ouvriers et de patrons, d'employés et d'employeurs. Les fonctionnaires n'étant pas ouvriers par suite de leur situation spéciale ne peuvent pas se syndiquer aux termes de la loi de 1884 (4). C'est à tort que le gouvernement, dans son projet de loi sur le statut des fonctionnaires du 1er juin 1920 en exclut le « personnel ouvrier », en considérant que ce dernier peut se syndiquer d'après les règles de la loi de 1884. Que le Parlement et le Gouvernement admettent en fait la constitution et l'existence des syndicats des fonctionnaires-ouvriers comme par exemple pour les ouvriers des arsenaux maritimes, c'est une faute. Duguit rejette la doctrine de Berthelemy où celui-ci distingue les agents publics d'après la nature des actes, en la traitant d'inadmissible parce qu'elle donne le droit syndical aux fonctionnaires de gestion. Il lui oppose sa distinction en agents-fonctionnaires et en agents-employés, déterminée selon la participation ou non au fonctionnement des services publics. Le personnel ouvrier à cet égard ne diffère en rien des autres fonctionnaires et contribue donc, peu importe sous quelle forme, au fonctionnement des services publics. C'est pourquoi il faut lui interdire la possibilité de se syndiquer. La jurisprudence

(1) Duguit : *Traité*, t. 2, p. 243-5.

(2) Duguit : *Traité*, t. II, p. 97.

(3) Duguit : *Traité*, t. 2, p. 251.

(4) Dans le même sens, Clémenseau dans sa lettre du 7 avril 1907.

également par les arrêts de la Cour de Bordeaux du 7 décembre 1921, du Tribunal de la Seine du 10 mars 1920 et du Conseil d'Etat du 13 janvier 1922 se place au même point de vue que Duguit, en interdisant les syndicats des fonctionnaires formés d'après la loi de 1884.

Les fonctionnaires ne peuvent pas se syndiquer aux termes de la loi de 1884, mais ils peuvent s'associer pour défendre leurs intérêts, d'après celle du 1er juillet 1901. C'est le point de vue de la jurisprudence française et du gouvernement; c'est aussi l'opinion de Duguit. La loi de 1901 interdit les associations ayant pour but de « porter atteinte à l'intégrité du territoire et à la forme républicaine du gouvernement » et aussi celles qui ont un objet illicite. La défense des intérêts professionnels n'a rien de commun avec ces interdictions et par là n'y a aucune raison de priver les fonctionnaires des bénéfices des dispositions de la grande loi de liberté, qui est celle de 1901. Donc, Duguit considère que la loi du 1er juillet 1901 permet aux fonctionnaires de faire partie des associations qui ont des buts politiques, philosophiques, économiques et religieux. Par les associations, les fonctionnaires obtiennent tous les moyens légaux pour la défense de leurs intérêts professionnels, comme la faculté de présenter les pétitions aux chefs de service, de former des recours pour excès de pouvoir contre les décisions, les nominations et les révocations contraires aux lois des services, ainsi que de défendre les intérêts matériels et moraux des fonctionnaires et des services publics. Mais toutes ces facultés ne sont-elles pas identiques avec les droits qui appartiennent aux syndiqués d'après la loi de 1884? Evidemment oui. Il ne faut que voir aujourd'hui les groupements de fonctionnaires pour s'en rendre compte. Esmein a défendu la thèse contraire, mais après sa mort, son continuateur M. Nézard avoue que « la condamnation des associations de fonctionnaires a été cassée par la pratique » (1).

Duguit traite également la question de l'entrée des syndicats des fonctionnaires dans les unions des syndicats, formés

(1) Esmein : *Traité de droit constitutionnel*, t. II, p. 121.

d'après les règles de la loi de 1884 (1). Il se déclare résolument opposé à cette adhésion. Premièrement, les fonctionnaires peuvent se grouper seulement sous l'empire de la loi de 1901 et non de la loi de 1884, donc, ils ne peuvent pas entrer dans les formations prévues par la loi de 1884. Secondo, en France, les unions, la C.G.T. et la C.G.T.U. ont des buts illégaux. Le rôle du syndicalisme fonctionnariste est d'assurer la défense des intérêts professionnels, mais aussi le fonctionnement des services publics. D'où Duguit s'oppose à l'adhésion des groupements professionnels fonctionnaristes, aux unions et confédérations ouvrières. Mais il admet, comme l'a fait M. Barthou, Garde des Sceaux à la Chambre des Députés, le 17 décembre 1909, et le règlement d'administration publique du 16 août 1901, les unions et la concentration des associations des fonctionnaires. La loi de 1901 n'a rien dit. Elle n'a non plus rien interdit. Comme tout ce qui n'est pas défendu est permis, il semble qu'en fait et en droit, ces unions sont possibles et permises.

§ 3. — LA GREVE

Duguit trouve que les questions de grève n'ont aucun lien avec le syndicalisme. Il les traite parce qu'elles sont des faits sociaux incontestables, mais les nie en tant qu'elles sont le contraire de ses théories. Il ne les rattache nullement à sa doctrine syndicale, ce qui nous semble tout à fait autre chose que ce qui doit être. Les questions de grève sont à notre époque liées intimement avec la doctrine et l'action syndicale. Le courant de beaucoup le plus important du syndicalisme moderne, le syndicalisme rouge, a inscrit dans son programme comme premier principe de son action : la grève et la grève générale ensuite et qui, d'après Sorel, doit être un moyen de transformation morale de la société. En pratique aujourd'hui, le déclenchement et la nécessité d'une grève ne sont guère possibles que par les syndicats et grâce à eux. Les grèves condi-

(1) Duguit : *Traité*, t. 2, p. 261.

tionnent l'existence des syndicats qui sont leurs noyaux et sans lesquels il n'y a pas de grèves. D'où nous jugeons qu'il est bien nécessaire, pour tracer l'image complète de l'œuvre syndicale et sociale de Duguit, d'associer à ses considérations théoriques et pratiques sur le syndicalisme et surtout sur le syndicalisme des fonctionnaires, ses observations théoriques et juridiques sur les grèves en général et la grève des fonctionnaires en particulier.

1° Duguit est hostile à toute grève. Il nie la grève générale et aussi le prétendu droit de grève, non seulement pour les fonctionnaires, mais aussi pour les ouvriers de l'industrie privée (1).

En affirmant que la division du travail est la clef de la vie sociale, il ne pouvait faire autrement (2). L'interdépendance sociale qui résulte de la différenciation des hommes en professions est la base fondamentale de toute vie individuelle et collective. Sans elle, sans l'échange des produits et sans la différenciation des tâches, toute activité sociale sera arrêtée. D'un côté, les services publics, de l'autre les catégories sociales professionnelles doivent à tout prix produire, agir et fonctionner, pour que cette solidarité sociale soit assurée: donc, aller à l'encontre de la solidarité sociale, en coupant le fonctionnement des services publics ou en compromettant l'activité professionnelle d'une classe sociale, ce serait condamner et arrêter la vie de la société. La règle du droit de Duguit, de son côté, punit tout ce qui porte atteinte à l'interdépendance sociale. Comme faire la grève, c'est arrêter le fonctionnement des services publics ou des autres branches de l'activité sociale, donc compromettre la solidarité et la vie sociale, aussi bien que provoquer la réaction de la norme sociale, Duguit rejette catégoriquement la grève en demandant qu'on la combatte et qu'on la punisse. D'où il affirme qu'il n'y a pas de prétendu droit de grève. Tout le monde est obligé d'exécuter sa tâche. Si les ou-

(1) Duguit : *Traité*, t. II, p. 222.

(2) Duguit : *Traité*, t. III, p. 233 : « On peut dire des services publics que leur fonctionnement intéresse directement la solidarité sociale par similitudes. Or, il paraît établi que constituer une infraction pénale toute atteinte directe aux conditions de la solidarité par similitudes. »

vriers refusent d'exécuter leur besogne, les tribunaux peuvent les condamner, eux ou leurs syndicats. La loi du 25 mai 1864 en France n'a pas proclamé le droit de grève. Elle a seulement rendu légales les coalitions des ouvriers et des patrons qui tombaient jusqu'à cette date sous le coup de la loi pénale (1).

2° Duguit combat résolument aussi la grève des fonctionnaires. Etant nommés exclusivement en vue du fonctionnement des services publics, les fonctionnaires sont obligés d'accomplir tous les travaux que leurs fonctions leur imposent. Par la grève, ils refusent de faire marcher les services publics, donc se mettent « en contradiction absolue avec la notion fondamentale de service public qui, à raison de sa nature même, doit fonctionner sans interruption ». D'où toute grève est une attaque contre l'Etat parce que celui-ci est « une fédération des services publics » (2).

La grève des fonctionnaires n'est également pas possible par suite de la situation objective dans laquelle les fonctionnaires se trouvent (3). L'Etat-personne, d'après Duguit, n'existe pas, donc à plus forte raison l'Etat ne peut pas être un patron. Comme l'Etat n'est pas l'employeur, il est faux de comparer les contrats conclus entre les ouvriers et les patrons et ceux intervenus entre l'Etat et ses fonctionnaires. Le fonctionnaire n'est pas dans une situation juridique subjective née d'un contrat, mais dans une situation objective résultant de la loi de service. D'où, par suite de cette loi, le fonctionnaire doit toujours exécuter sa tâche, faire marcher son service. Sinon, ce serait un fait illicite, une « faute grave disciplinaire », « un fait pénal », « un acte insurrectionnel » (4). C'est même un « crime » parce que par la grève des fonctionnaires, on commet un véritable attentat à la vie normale de la société.

Par suite de cette conception du fonctionnement des services publics et à raison de sa condamnation des grèves, Du-

(1) Duguit : *Traité*, t. 3, p. 233.

(2) Duguit : *Traité*, t. 3, p. 172.

(3) Duguit : *Traité*, p. 227; Duguit : *Les syndicats des fonctionnaires*.

(4) Duguit : *Traité*, t. 3, p. 171.

guit combat les théories du doyen Berthelemy sur la distinction des fonctionnaires en fonctionnaires d'autorité et de gestion, laquelle admet la possibilité de la grève pour les fonctionnaires de gestion (1). C'est également pour cette raison que Duguit va interpréter les articles 123 et suivants du C. P. français comme des articles qui font de la grève des fonctionnaires une infraction pénale, malgré une incertitude générale théorique.

(1) Duguit : *Traité*, t. 3, p. 11 et s.; Berthélémy, *Traité*, p. 58.

CHAPITRE TROISIEME

LA DOCTRINE DE LA REPRESENTATION PROFESSIONNELLE DE DUGUIT

« Un pays où la double représentation des individus et des groupes n'est pas assurée n'a point de constitution. » (1).

Par deux motifs différents, Duguit arrive à l'idée de la représentation professionnelle. L'une appartient au domaine de la théorie; l'autre au domaine de la pratique et des réalités existantes. Le premier motif résulte du développement logique que sa notion fondamentale sur la division du travail nécessairement lui impose. Le second, dérive de deux considérations : l'appréciation du mouvement syndical et la nécessité de la révision de la constitution française de 1875.

Comme nous l'avons déjà vu, à la suite de Durkheim. Duguit arrive à la notion de la division du travail, qui devient le centre de gravitation de toute la pensée de Duguit. Sur elle, sur sa conséquence première : la solidarité sociale, il va fonder sa règle du droit, sa négation des conceptions subjectives et sa doctrine objective. D'un autre côté, la division du travail implique d'autres conséquences, en premier lieu, l'existence des classes. Ces classes s'organisent juridiquement en syndicats

(1) Duguit : de l'élection des Sénateurs, p. 463.

qui, à leur tour, tendent à participer à la direction des affaires publiques en envoyant leurs représentants dans une chambre syndicale. Et c'est ainsi que Duguit, par l'interprétation des faits, de la structure sociale de la collectivité, et de sa loi fondamentale de la division du travail, donc par ses considérations d'ordre théorique, a été amené à l'idée et à la notion de la représentation professionnelle.

Le mouvement syndical depuis le dernier quart du dix-neuvième siècle s'affirme partout. Il porte en soi le caractère de la généralité : il n'est pas seulement limité à la France, mais toute l'Europe le connaît. Il est général, en tant qu'il se rencontre dans toutes les manifestations de l'activité humaine. Objectivement regardé, ce mouvement présente une force sociale. Peu importe sous l'impulsion de quels faits et de quelles idées il s'est formé. Les syndicalistes révolutionnaires considèrent le syndicalisme comme la conscience de la classe des exploités qui s'organisent en syndicats pour faire face à la bourgeoisie exploitante et comme les organisations capables de lutter contre elle jusqu'à la prise définitive du pouvoir. Les réformistes, Duguit aussi, prétendent au contraire, que le mouvement syndicaliste a un rôle social de transformation de la société actuelle et de réalisation d'harmonie sociale. Mais tous les doctrineurs sont d'accord à souligner l'importance sociale que présente le mouvement. Il faut en tenir compte. Le laisser seul s'élargir constamment, c'est permettre la création d'un Etat dans l'Etat. Ce qui était auparavant l'Eglise et les corporations devient le syndicat. L'idée de sagesse, que l'on définit ordinairement l'opportunité pratique, demande qu'on concilie le syndicalisme et l'Etat, qu'on fasse entrer le syndicalisme dans l'Etat, qu'on l'intègre dans l'organisation pratique existante. Duguit l'a bien compris et l'a voulu réaliser par sa représentation professionnelle. Enfin, la constitution républicaine de 1875 a été votée par la majorité monarchiste. A défaut de la restauration monarchique, la majorité de Bordeaux a faussé l'esprit démocratique de la constitution en dotant la république naissante d'un Sénat à tendances conservatrices, incompatible avec la république démocratique. Il faudrait ou

le supprimer ou le démocratiser. C'est pourquoi on peut dire que la question de la revision de la constitution française est à l'ordre du jour depuis le vote des lois constitutionnelles. Les partis et les hommes politiques, les publicistes et les hommes de droit se sont occupés de cette révision en faisant des propositions différentes dont l'une seulement, la suppression des sénateurs inamovibles, a été réalisée en 1884. Duguît s'est également préoccupé de la question. Après quelques travaux importants sur le droit constitutionnel et la sociologie, la séparation des pouvoirs et l'assemblée nationale de 1789, les fonctions de l'Etat moderne et le conflit de la souveraineté fédérale et de la souveraineté locale aux Etats-Unis, dans la Revue politique et parlementaire de 1895, il consacre un article intitulé : « De l'élection des Sénateurs » à la question de la révision de la constitution française, particulièrement à celle du Sénat. Il n'est pas partisan de la suppression du Sénat ; il considère que le régime parlementaire n'est pas possible sans la dualité des Chambres. Mais il pense qu'il faut le réformer. Le Sénat ne doit plus représenter des individus, mais assurer la représentation syndicale, la représentation des groupes syndicaux, la représentation professionnelle. Par là, le syndicalisme sera dans l'Etat. Les exigences de la révision de la constitution française et de la conservation du système bicaméral seront conciliées avec la nécessité d'introduire le mouvement syndical dans l'organisation de l'Etat.

Donc, d'un côté, la réforme du Sénat, de l'autre, l'appréciation du mouvement syndicaliste, ont amené aussi Duguît à l'idée de la représentation professionnelle.

Prolongement de son syndicalisme théorique, sa représentation professionnelle est premièrement parlementariste, ensuite évolutionniste et enfin syndicaliste. Elle est conforme non seulement à sa doctrine objectiviste, mais aussi à la théorie de la souveraineté nationale. Cette représentation assure également l'équilibre entre le législatif et l'exécutif. En outre, elle a son organisation propre.

1° *La représentation professionnelle de Duguît est parlementariste.* — La représentation professionnelle de Duguît est

doublement parlementariste, d'abord en tant qu'elle résout les questions de la technique du parlementarisme et ensuite, en tant qu'elle seule porte en soi les caractères et la forme parlementaires, et qu'elle s'identifie dans sa pensée avec le parlementarisme.

I. — Les problèmes de la dualité des chambres et de la révision de la constitution française — qui sont incontestablement malgré leur fond politique, des questions techniques du parlementarisme — Duguît les résout par la représentation professionnelle.

1° Partisans de la démocratie parlementaire qui est « le régime le moins mauvais qui existe », Duguît n'en est pas moins persuadé que ce parlement doit se composer de deux Chambres. La dualité des Chambres est une nécessité : elle réalise l'équilibre et assure le bon fonctionnement du législatif. Les deux Chambres doivent être différentes, sinon « c'est faire une répétition inutile » (1). Leur différence dans un pays démocratique se trouve dans le mode d'élection des représentants nationaux. L'une est élue au suffrage direct et universel, l'autre au suffrage à deux degrés, ou l'une d'elles, ordinairement la Chambre haute, se renouvelle partiellement ou la durée de son mandat est plus longue, ce qui amène son infériorité. Elles se distinguent aussi par des catégories d'éligibles et de non éligibles dans l'une ou l'autre Chambre. Quelquefois cette différence se réalise au moyen de la limite d'âge ou de la différence du mode du scrutin appliqué. Pour l'une, c'est le scrutin uninominal; pour l'autre, c'est celui des listes. Mais les différences ainsi réalisées par le mode d'élection ne sont pas satisfaisantes : ordinairement, l'une est absorbée par l'autre. D'où tous les avantages de la dualité des Chambres seront et sont compromis. C'est pourquoi il voit qu'il faut qu'il cherche cette différence, non dans le mode d'élection, mais dans la base de la représentation, dans l'origine électorale. Seule une différence, fondée sur la base de la représentation permettra la

(1) Duguît : De l'élection des Sénateurs, p. 460, Traité, t. II, p. 709.

vraie dualité des Chambres et par là, la véritable démocratie parlementaire.

Jusqu'ici, la base de la représentation d'après la doctrine individualiste était les individus qui, seuls, pouvaient participer à la nomination des représentés. Mais d'après Duguit cette idée ne cadre plus avec les faits. Dans la société, il y a des individus, mais il y a aussi des groupes sociaux. Comme « le Parlement doit représenter aussi exactement que possible les divers éléments sociaux » (1), les groupes sociaux ont le droit d'être représentés. Donc, d'un côté, il faut assurer l'organisation de la représentation des individus, de l'autre, l'organisation des groupes sociaux. Donc, les individus et les groupes serviront de base à la représentation. Par là, on arrivera à la véritable dualité des Chambres. La différence nécessaire au bon fonctionnement du Parlement, le système bicaméral a sa source dans la structure sociale, qui doit être le seul critérium de cette dualité, qui connaît les individus et les groupes et qui est son unique explication.

2° Secundo, comme nous avons vu précédemment par la question de la révision du Sénat, Duguit a été amené à la représentation professionnelle et c'est aussi par elle qu'il résout la question purement française de la révision du Sénat de 1875. Il donne à sa solution une portée bien générale. Il en fait un précepte applicable à toutes les révisions de constitution pouvant se produire dans les autres pays. Pour Duguit et pour beaucoup d'autres, que le Sénat doive être réformé, cela ne fait aucun doute. Mais il a seulement sa façon de voir. Il rejette toutes les propositions tendant à réformer le mode d'élection, comme il l'a fait en résolvant la question du bicaméralisme, parce qu'il ne trouve qu'une seule solution scientifique et rationnelle : introduire au Sénat les représentants des groupements professionnels. Donc, c'est en tant qu'organiciste et adepte fervent de la division du travail, que Duguit va demander la révision de la constitution française, conformément aux données de cette division du travail. C'est par elle, par la repré-

(1) Duguit : De l'élection des Sénateurs, p. 463.

sensation des groupements sociaux et professionnels au Sénat français qu'il propose la transformation du Sénat en une Chambre professionnelle et qu'il esquisse son organisation nouvelle. Cette dernière n'est que l'organisation théoriquement prévue par Duguit de sa Chambre syndicale, aboutissement logique et nécessaire du syndicalisme pratique et théorique. Ainsi en résolvant uniquement par la représentation professionnelle ces questions techniques et pratiques du parlementarisme aussi bien qu'en traçant le plan d'organisation de sa Chambre syndicale, Duguit indique encore une fois que dans sa pensée, la représentation professionnelle est bien parlementariste.

II. — La représentation professionnelle de Duguit est également parlementaire, non seulement parce qu'elle possédera la forme parlementaire et sera introduite au Parlement mais parce qu'elle aura les mêmes pouvoirs que la Chambre élue au suffrage universel et qui fait partie du système parlementaire ordinaire où les individus exclusivement sont représentés.

1° Duguit écrit : « On n'aura rien fait pour l'organisation de la représentation politique tant qu'on n'aura pas assuré au Parlement la représentation de ces groupes corporatifs ou syndicaux. » Cela prouve qu'il est persuadé que la représentation professionnelle peut se réaliser seulement dans la forme parlementaire. Sa phrase est catégorique; elle a une portée générale n'étant pas limitée exclusivement à son pays, comme du reste toute une grande partie de sa doctrine sociale, notamment sur la division du travail, les différenciations des classes leur organisation en syndicats et la représentation de ces syndicats au moyen d'une chambre professionnelle. Le parlementarisme étant le système le moins mauvais qui existe, logiquement la forme parlementaire est celle qui conviendra le mieux à la représentation professionnelle. Ensuite son second témoignage que la représentation professionnelle est *parlementariste dans sa forme*, Duguit nous l'apporte par sa lutte en faveur de la révision de la constitution française.

Troisièmement, il se déclare partisan de la forme parlementaire de la représentation professionnelle en rejetant les idées et les propositions du syndicalisme révolutionnaire et du syn-

dicalisme néo-monarchiste de l'Action Française (1). Le syndicalisme néo-monarchiste prétend qu'il y a incompatibilité entre le syndicalisme et la république (2). La république et la nation seront minées par le syndicalisme. Seul un roi sera capable de concilier le syndicalisme et la nation. Le syndicalisme révolutionnaire, de son côté, est dans son essence et par ses principes adversaire déclaré du parlement. Duguit combat ces prétentions en soulignant que c'est une erreur sociologique incontestable que le mouvement (il y comprend le syndicalisme tout entier) est exclusivement un mouvement antiétatiste et antiparlmentariste. Pour lui, le Parlement n'est que la dernière étape du grand mouvement d'intégration du syndicalisme et des autres groupements sociaux dans l'Etat qui pratiquement se réalise par la représentation professionnelle, leur point d'arrivée incontestable. D'où aussi la forme parlementaire et la représentation professionnelle ne sont pas inconciliables, mais adéquates l'une à l'autre.

2° Sa chambre professionnelle est incontestablement parlementariste en tant qu'elle sera investie des mêmes pouvoirs que l'autre chambre élue au suffrage universel. Il le dit clairement : « Les deux Chambres doivent avoir les mêmes pouvoirs et la même autorité. » (3). L'une de ces Chambres sera élue par les individus, l'autre par les groupements professionnels. D'où il nous semble que la chambre professionnelle, ayant les mêmes pouvoirs que l'autre, elle sera investie des mêmes attributions que la Chambre élue au suffrage universel direct. D'après Duguit, les attributions dont une Chambre est investie sont : des attributions de contrôle, des attributions législatives et administratives et ensuite financières (4). Le privilège en matière financière ne se conçoit que là où l'autre Chambre n'est pas élective. Comme les deux Chambres de Duguit seront électives, par là elles auront les mêmes pouvoirs en matière financière. Donc, la Chambre professionnelle aura non seulement

(1) Duguit : La Représentation syndicale au Parlement, p. 41-42.

(2) Voir n. p. sur G. Sorel.

(3) Duguit : Les élections des Sénateurs, p. 460.

(4) Traité, t. IV, p. 376 et s.

des moyens de contrôle, mais elle possédera la sanction de celui-ci. Cela veut dire que l'invitation du Gouvernement par une Chambre à lui communiquer les pièces, les questions, les interpellations, la nomination des commissions d'enquêtes parlementaires peuvent être mises en jeu par la Chambre professionnelle, ainsi que la sanction de ce contrôle réalisée par la responsabilité politique civile et pénale du Gouvernement ou des ministres. Par attributions législatives et administratives, Duguit entend : « Tous les actes, soit de la fonction législative, soit de la fonction administrative comprises au point de vue matériel, faits par les Chambres en la forme législative et l'établissement d'un dispositif identique voté séparément dans chaque Chambre. » (1) La Chambre des Députés et la Chambre représentant les groupements syndicaux, feront également ces actes et établiront les dispositifs nécessaires, ainsi qu'elles auront les mêmes pouvoirs et seront soumises aux mêmes règles en matière financière, par exemple la possibilité de la vérification des comptes, la règle d'annalité du budget joueront dans les deux Chambres. Bien entendu, comme la représentation professionnelle a pour but d'assurer l'harmonie et la coordination des classes, la Chambre syndicale pour le plus grand progrès de la société, devra être investie d'autres attributions spéciales pour les réaliser. Mais Duguit n'en parle point. Il a aussi gardé un silence complet sur la constitution de la Chambre haute en Haute Cour de Justice. Spécialement en France, le Sénat se constitue en Haute Cour de Justice pour juger le président de la république, les ministres ou les simples particuliers qui agissent contre la sûreté de l'Etat. Le Sénat — la Chambre professionnelle de Duguit se constituera-t-elle en Haute Cour de Justice et serait-ce compatible avec le but et la tendance de la représentation professionnelle ?

Duguit n'en dit rien, ni pour, ni contre; toute l'explication reste possible. Quant à nous, il nous semble, en allant au bout de la pensée du doyen, qu'il admette la constitution de sa chambre syndicale en Haute Cour de Justice comme un de ses

(1) Duguit : *Traité*, t. IV, p. 410.

nombreux pouvoirs, ce qui, dans ce cas, n'est qu'une de ses plus importantes prérogatives. Croyant que la Chambre professionnelle doit posséder en principe, sans aucune exception, tous les pouvoirs dont le Sénat actuel est possesseur, par là, incontestablement, d'une façon indirecte, Duguít ne s'est pas opposé à ce que le Sénat professionnel se constitue en Haute Cour politique. Mais ce qui prouve encore que nous sommes dans le vrai en considérant que la Chambre professionnelle de Duguít aura les mêmes attributions que l'autre, c'est qu'il a traité la question de la révision de la constitution française et l'introduction de la Chambre syndicale au Parlement exclusivement comme une réforme électorale et comme une solution adéquate aux faits, sans mentionner une seule fois qu'en réformant la composition du Sénat actuel, il faille réviser les pouvoirs et les attributions de celui-ci. Donc, quand il n'a rien proposé et quand il n'a pas critiqué, tacitement il a consenti à ce que sa chambre professionnelle soit investie des pouvoirs et des attributions du Sénat de 1875, c'est-à-dire des pouvoirs et des attributions d'une chambre issue du suffrage des individus, et cela pour ne pas fausser le principe et la valeur du système bicaméral.

Tout cela montre clairement que la représentation professionnelle de Duguít est doublement parlementariste, non seulement parce qu'elle résout les questions de la technique du parlementarisme, mais encore parce qu'elle possède la forme et les pouvoirs d'une chambre parlementaire, que l'on rencontre dans tous les systèmes du parlementarisme classique.

2° *La représentation professionnelle de Duguít est évolutionniste.* — Duguít est évolutionniste. A la suite de Darwin et de Spencer, il croit en l'évolution. Sa préoccupation de montrer les transformations qui se sont produites dans le droit public et dans le droit privé, comme conséquences et preuves de cette évolution, témoignent bien de son point de vue évolutionniste. Dans le domaine social, il croit plus qu'ailleurs à l'évolution qui doit se produire. Il parle de la réforme, de la transforma-

tion, des étapes, ce qui démontre indirectement et tacitement sa croyance et son point de vue évolutionnistes.

En premier lieu, sa représentation sociale est évolutionniste en tant qu'il parle d'elle comme d'une « vraie réforme » (1) nécessaire et d'une réforme de la représentation politique qui s'impose au législateur. Chaque réforme est un changement. Le changement étant l'attribut de l'évolution, sa conséquence et sa preuve, la réforme du parlement par l'introduction de la représentation professionnelle est aussi un témoignage important de cette évolution.

Secundo, la représentation professionnelle, telle qu'il la conçoit, n'existe pas. Elle doit se réaliser. Il le croit. Il en est persuadé et cette certitude, il la trouve dans l'idée de l'évolution, à laquelle il est pleinement attaché.

rToisièmement, le caractère évolutionniste de la représentation professionnelle se voit dans la croyance de Duguit en la nécessité de la réalisation pratique de cette représentation. Pour pouvoir réaliser une représentation syndicale intégrale, il admet des étapes et même propose des solutions transitoires, jusqu'à ce que l'évolution complète des faits ne se réalise pas. Sa pensée varie dans les deux articles de 1895 et de 1911, où il a exposé sa doctrine sociale. Dans son premier article sur « Election des sénateurs », il demande : « Le mouvement associationniste... est-il parvenu à un point qui permette dès aujourd'hui d'organiser sur ces bases la représentation politique » (2). La réponse qu'il donne est négative. Il considère donc que les classes sont nécessaires. Il faut que le mouvement soit complètement réalisé pour que la représentation professionnelle puisse s'établir; tant qu'il ne l'est pas, il faut attendre. Mais cela ne veut pas dire qu'il ne faille rien faire. Des mesures urgentes et non un système définitif s'imposent. Aussi longtemps que le Sénat ne peut être la représentation des groupements syndicaux, il doit représenter les communes. Elles sont les groupements les plus anciens, elles existent. Le mode d'élection ne peut plus rester le même ni pour les communes.

(1) Duguit : De l'élection des sénateurs, p. 460.

(2) Duguit : De l'élection des sénateurs, p. 474.

ni pour les villes commerçantes et industrielles, ni pour les cités ouvrières. Chacune doit différemment participer à cette représentation communale qui n'est qu'une étape intermédiaire « en attendant que le moment soit venu d'organiser vraiment à côté de la représentation des individus, la représentation des forces sociales » (2). Dans son second article sur la « *représentation syndicale au parlement*, Duguit a changé d'avis. Ses étapes sont franchies. Le mouvement syndical est capable, « dès immédiatement », d'organiser la représentation professionnelle. L'unique exception est la classe rurale. Son évolution n'est pas achevée. Tous les groupements doivent être représentés en une chambre syndicale. Seule, la classe rurale, en attendant qu'elle obtienne la structure définie, doit s'organiser en une représentation temporaire spéciale dans tous les départements, ayant une part dans la représentation politique. Ce serait encore une étape transitoire jusqu'à l'acquisition définitive de la structure juridique de la population rurale et aussi bien un témoignage en plus de la notion d'évolution dans la réalisation pratique de l'idée de la représentation professionnelle chez Duguit (2).

Mais la représentation professionnelle n'est pas seulement évolutionniste quant à sa réalisation pratique; elle l'est aussi en théorie, parce qu'il la présente comme l'étape dernière, l'aboutissement final, de l'évolution du mouvement syndical. Dans la société, il y a à côté des individus des groupements d'unions organiques. La différenciation des individus et leur formation en classes s'opère par suite de la division du travail et d'après la communauté des intérêts. « Les syndicats, compris comme les différentes classes sociales juridiquement définies », se forment. Enfin, ces syndicats et les groupes tendent à la représentation et se groupent en représentation professionnelle. Tout cela est cause à effet, continuité et dépendance l'un de l'autre. La différenciation des hommes en classes conduit au syndicalisme et à l'organisation de ces classes. Le mouvement syndical, à son tour, conditionne la représentation professionnelle qui, sans ses étapes antérieures, ne serait pas pos-

(1) Duguit : De l'élection des sénateurs, p. 475.

(2) Duguit : La Représentation syndicale au Parlement, p. 35-36.

sible. D'où elle est le couronnement de ce processus d'ordre naturel et évolutif qui s'opère par étapes dans la société.

Sa représentation professionnelle, enfin, est évolutionniste par son but et par son ambition intime. Elle régénérera la société en assurant le progrès par l'harmonie et la coordination des classes qui ne se réaliseront que par la participation de tous les éléments constitutifs du pays à sa direction. Les transformations qui en résulteront assureront le progrès de la société tout entière et du parlementarisme en tant que système. La paix sociale ne sera pas un vain mot. La crise du parlementarisme n'existera pas, car l'entente régnera dans la vie de la collectivité dont le parlement n'est que le miroir et le reflet. Et ainsi, la phrase de Gide, confirmée par les faits que « le syndicalisme ne sera pas parlementariste, mais le parlementarisme sera syndicaliste » recevra sa pleine valeur (1).

3° *Sa représentation professionnelle est syndicaliste.* — La représentation professionnelle de Duguît est syndicaliste non seulement en tant qu'elle sera l'aboutissement logique de sa doctrine syndicale, mais aussi en tant qu'elle sera le prolongement et le couronnement du mouvement syndical actuel. Composée des syndicats, sa chambre syndicale représentera les classes sociales juridiquement organisées en syndicats, donc, elle sera la réunion des représentants des syndicats qui participeront à la direction des affaires publiques. Ainsi, ayant l'empreinte syndicale, la représentation professionnelle duguïste toute entière sera syndicaliste.

Premièrement donc, elle est et sera syndicaliste parce qu'elle sera conquise et réalisée par le mouvement syndical existant qui est une des forces les plus importantes de notre époque et le fait général commun à tous les pays. D'après Duguît, ce mouvement, parce qu'il est général, porte en soi le germe de la représentation professionnelle qui est son but final. Il va la

(1) Duguît : La Représentation syndicale au Parlement, p. 43.

réaliser en tout cas; peu importe si ses promoteurs le qualifient de mouvement résultant de la lutte des classes ou de la division du travail social et n'ayant rien à voir avec la représentation professionnelle. Il la réalisera parce que c'est un mouvement qui existe et qui est fondé sur l'idée de l'intérêt de la profession, qui nécessairement, tendent à la représentation. C'est sur ces caractères du syndicalisme et du mouvement que Duguit va attribuer au syndicalisme de nos jours l'ambition de s'intégrer dans la représentation professionnelle et de faire d'elle une chambre syndicale. C'est ainsi qu'il espère étatiser le syndicalisme et c'est par suite de cette ambition que sa représentation professionnelle devient syndicaliste.

Deuxièmement, c'est par l'aboutissement logique de toute sa doctrine sociale, indépendamment de l'appréciation du mouvement syndical existant, que sa représentation professionnelle acquiert son caractère syndicaliste. Toute sa doctrine sociale est en somme syndicaliste. Produit de la division du travail, qui place dans toutes ses théories nombreuses comme son point de gravitation les syndicats. Se fondant sur les données de cette division, c'est-à-dire sur la différenciation des hommes en classes sociales et leur interdépendance, la doctrine sociale de Duguit prévoit d'abord la formation et l'existence des classes sociales, des syndicats ensuite, et enfin de la représentation professionnelle. Ces classes sociales naissant par suite des affinités professionnelles entre les hommes tendent à s'organiser « juridiquement », et ainsi par cette organisation juridique, les classes se transforment en syndicats comme l'interdépendance entre ces classes sociales et les syndicats comme leur stade supérieur est la seconde règle de la division du travail, par là les hommes doivent s'entr'aider et les syndicats collaborer. Ainsi, la collaboration entre les classes et leur solidarité deviennent le sens et l'esprit de tous les syndicats. Par suite de cela, dans la pensée de Duguit, l'harmonie sociale ne peut se réaliser qu'uniquement par les syndicats et grâce à leur réunion dans une chambre syndicale. C'est ainsi que les chambres syndicales, c'est-à-dire les représentations professionnelles,

deviennent les moyens suprêmes de la réalisation de l'harmonie et de la collaboration des classes et des syndicats sociaux. D'où la Chambre syndicale assure la représentation de tous les syndicats, de toutes les classes sociales et, par ce moyen, réalise la paix et la solidarité sociales. D'où sa représentation politique devient professionnelle et syndicale.

4° *Sa représentation professionnelle est conforme à l'idée de la souveraineté nationale.* — Bien que Duguitt ait nié avec tant de force l'exactitude et le bien-fondé de la théorie française sur la souveraineté nationale, il a tout de même tâché de démontrer dans la croisade qu'il a entreprise, à travers ses nombreux ouvrages en faveur d'une représentation syndicale, la conformité de sa théorie sur la représentation professionnelle avec les conceptions régnantes de la souveraineté nationale. En concevant ainsi la représentation professionnelle et en la présentant comme le dérivé logique de la souveraineté nationale, Duguitt a dû se heurter et s'est heurté par une pareille interprétation de la souveraineté à Esmein, son plus ferme et plus convaincu défenseur. Interprète et soutien des principes révolutionnaires de 1789, Esmein s'est toujours opposé, en tant que partisan de la notion de la souveraineté nationale, à lier cette souveraineté à la représentation des intérêts. D'abord, Esmein traite cet accouplage d'« inconciliable avec le principe de la souveraineté nationale » parce qu'il croit fermement que la représentation des professions assurera la prépondérance des intérêts particuliers sur l'intérêt général. Pour Esmein, la souveraineté nationale n'a qu'un seul objectif. faire primer l'intérêt général sur les intérêts particuliers. Comme par l'introduction des représentants des professions dans la direction des affaires publiques, la primauté de l'intérêt général est compromise, Esmein la condamne au nom même de ce principe de la souveraineté nationale, par lequel Duguitt espère lui donner droit de cité, aussi, dans le système du droit public actuel (1). Deuxièmement, Esmein considère

(1) Esmein : *Traité de droit constitutionnel*, t. I, p. 69, 70, 139, 332.

que la souveraineté nationale n'a rien de commun avec la représentation professionnelle en raison de son unité et de son indivisibilité. Parce qu'elle est une et indivisible, les groupes et les classes ne peuvent posséder « en eux-mêmes aucune fraction déterminée de la souveraineté » n'étant pas investie de la souveraineté, les représentants de ces groupes et de ces classes ne peuvent nullement exercer cette souveraineté nationale. L'exception faite dans le système d'aujourd'hui par la participation des conseils municipaux et par celle des conseils généraux à l'autorité publique, Esmein l'explique par une concession de la souveraineté nationale à ces conseils, au moyen de la loi (1).

Duguit connaît et cite l'opinion d'Esmein que le principe de la souveraineté nationale exclut ordinairement ce qu'on appelle « la représentation des intérêts » (2). Il sait qu'elle a été faite à l'occasion de ses théories. Mais il reste invincible, ferme sur ses positions, malgré tous les arguments convainquants du prêtre des principes révolutionnaires. Il persiste dans ses affirmations en élaborant par son interprétation personnelle et sa façon de voir la théorie nouvelle de la souveraineté nationale. Le doyen de Bordeaux considère que la théorie française de la souveraineté nationale conçoit l'existence d'une volonté générale, d'une volonté de la nation distincte des volontés individuelles et supérieure à elles. Il trouve également que cette volonté générale indépendante des autres volontés, est la seule souveraine, et qu'en tant que souveraine, elle impose son expression autant que possible plus exacte. De telle sorte, la trouvant générale et supérieure, la théorie française voit dans cette volonté « le moyen d'assurer le maintien de tous les éléments constitutifs de la nation » (3). Ainsi, suivant et interprétant fidèlement la théorie classique française de la souveraineté nationale, Duguit s'arrête ici. En sociologue, il introduit ses observations sur l'existence des individus et des groupes. Il affirme que dans la société, il n'y a pas seulement

(1) Esmein : *Traité de droit constitutionnel*, t. I, p. 391.

(2) Duguit : *La Représentation syndicale au Parlement*, p. 40.

(3) Duguit : *Traité*, t. II, p. 754.

des individus, mais aussi des groupes. Comme la volonté nationale existera si tous les éléments constitutifs de la nation (les individus et les groupes) existent, comme leur expression complète sera seulement possible si leur représentation est assurée (qui ne peut se réaliser que par la représentation professionnelle), Duguît conclut que l'idée de la représentation professionnelle n'est pas contradictoire avec les conceptions de la souveraineté nationale, mais bien au contraire, logique avec elle, qu'elle est sa conséquence directe. D'où la représentation professionnelle aussi bien que la représentation proportionnelle ne sont nullement en opposition avec l'idée de la souveraineté nationale (1).

5° *La représentation professionnelle assure l'équilibre entre le législatif et l'exécutif.* — A deux reprises (2), en termes identiques, Duguît a souligné que le pouvoir exécutif, mis en échec par l'accroissement de la puissance en fait de la chambre élue au suffrage universel, peut de nouveau être restauré si la représentation professionnelle se réalise. Il s'en est préoccupé, parce qu'il avait sous les yeux la France et l'impuissance du Président de la République à conduire les affaires du pays, par suite de l'empiétement du Parlement et surtout de la Chambre des Députés, sur les pouvoirs de l'exécutif. Duguît est bref. Trois phrases seulement. Il parle de l'équilibre et du contrepois. Mais ce n'est pas seulement de l'équilibre entre deux éléments du pouvoir législatif, nécessaire pour faire les bonnes lois (ce qui, du reste, est la seule raison d'être de la dualité des chambres) dont il nous entretient. Il veut surtout réaliser l'équilibre entre le chef du pouvoir exécutif élu et la Chambre nommée au suffrage universel. Il trouve que cet équilibre n'existe pas en général, qu'il faut le restaurer et il considère que c'est nécessaire pour le bon accomplissement des fonctions étatiques. Il admet donc en cela la doctrine de séparation des pouvoirs. Et

(1) Duguît : *op. cit.*

(2) Duguît : *La Représentation syndicale au Parlement*, p. 45; *Traité de droit constitutionnel*, t. II, p. 759.

il trouve qu'elle sera mieux réalisée si on introduit au Parlement la représentation professionnelle. Fondée sur la grande puissance des groupes sociaux, elle sera seule capable de neutraliser la puissance omnipotente du nombre. La neutralisation de la force résultant du suffrage universel une fois assurée, parallèlement les pouvoirs du chef d'Etat seront renforcés. Ainsi, l'équilibre tant désiré entre le législatif et l'exécutif sera une réalité pratique et non plus un desiderata théorique.

6° *Le Sénat de 1875 n'assure pas la représentation professionnelle.* — Dans son article de 1895, sur *l'Election des Sénateurs*, Duguit s'est efforcé de démontrer que le Sénat français de 1875 n'a rien de commun avec les représentations professionnelles, ni par ses fondements théoriques, ni dans la réalisation pratique (1). Prenant pour prétexte les affirmations de Schaeffle et de certains promoteurs de la constitution de l'assemblée nationale que le Sénat de la Troisième République n'est qu'une chambre professionnelle assurant la représentation des groupements sociaux que sont les communes, Duguit a combattu ces prétentions, en donnant les raisons théoriques, pratiques et historiques pour lesquelles ces considérations ne lui semblent nullement fondées et pour lesquelles elles sont tout fait en dehors de la vérité.

D'abord, Duguit, en tant que sociologue et théoricien, s'oppose à voir dans les communes administratives les seuls groupements sociaux de notre époque moderne. Il ne nie pas leur vigilance et leur résistance contre l'esprit individualiste de la Révolution. Il admet également que leur création n'était nullement artificielle, mais au contraire bien conditionnée par la communauté des besoins et des intérêts de leurs habitants. Donc à ce titre, il leur confère le droit d'être représentées. Mais Duguit, positiviste, ajoute que les temps ont radicalement changé et que les communes ne sont plus les seuls groupements sociaux qui protègent les intérêts individuels et collectifs. L'observation de la structure sociale lui a révélé

(1) Duguit : de l'élection des sénateurs, p. 465 et s.; Manuel, p. 395 et s.

qu'à côté des communes, il y a des « unions ouvrières, industrielles, agricoles, commerciales et scientifiques » (1), qui sont incontestablement des groupements sociaux et qui aussi à ce titre peuvent demander à être représentées. D'après le doyen de Bordeaux, notre époque marque la désagrégation des communes. A leur place naissent les nouveaux organismes sociaux qui sont les groupements professionnels. Aujourd'hui ils canalisent la vie sociale et assument les fonctions qu'auparavant les communes et les familles exerçaient (2). D'où le Sénat actuel n'assure pas la représentation de tous les groupements sociaux et surtout de ceux qui sont de beaucoup plus importants : les groupements professionnels. Sa composition ne correspond pas théoriquement à une bonne représentation professionnelle ni à une représentation organique complète. Les unités administratives n'étant pas tous les groupements, les institutions qui assurent leur représentation ne sont que de demi-représentations professionnelles qui n'assurent pas du tout une vraie représentation organique et professionnelle.

Ce sont également des raisons pratiques qui ont déterminé le doyen Duguît à ne pas voir dans « le grand conseil des communes françaises » (Gambetta) une chambre professionnelle qui correspond aux premières chambres de Hollande et de Suède, comme l'a affirmé Schœfle. La constitution conférant aux députés, aux conseillers généraux et d'arrondissement le droit d'élire le Sénat n'a pas, par là, réalisé exclusivement la représentation des groupes. Ces grands électeurs représentent en somme les personnes et les « divisions artificielles » de la Révolution et pas du tout des groupes sociaux organiques. La constitution ne fait également aucune distinction entre les communes rurales et les communes urbaines. Duguît considère avec raison que leur différenciation est nécessaire et que même dans les communes rurales, il a fallu opérer les subdivisions, selon les différences des moyens de culture. Les intérêts d'une commune où on cultive les vignes sont certainement distincts de

(1) Duguît : De l'élection des sénateurs, p. 466.

(2) Duguît : Traité, t. II. p. 8.

ceux où les céréales tiennent la première place. D'où Duguit considère que si l'on a voulu organiser la vraie représentation des communes françaises, il a fallu opérer premièrement la distinction entre les villes et les campagnes, et dans ces dernières, arriver aux zones, aux « régions communales distinctes », suivant les moyens de culture.

Enfin les raisons d'ordre historique ont amené Duguit à refuser au Sénat républicain la valeur d'une chambre professionnelle. L'étude de l'histoire constitutionnelle après Sedan nous a montré que le Sénat de la Troisième République n'était pas créé pour « organiser vraiment la représentation des communes », mais qu'au contraire, sa formation a été conditionnée par les circonstances politiques et par l'intransigeance de la majorité monarchiste de Bordeaux. Les monarchistes ont voulu arrêter par une chambre haute les progrès démocratiques, et par elle éventuellement assurer la restauration de la monarchie. Les paysans constituaient leur force. Assurer la prépondérance aux communes rurales, c'était assurer la force des éléments conservateurs. D'où la dictature de la campagne. En 1884, avec la révision constitutionnelle, la nouvelle majorité la transfère aux éléments « républicains modérés », donc aux villes d'importance moyenne, bases incontestables de la majorité victorieuse. C'est pourquoi, grâce à ces faits historiques, Duguit conclut que le Sénat de 1875 était le produit des circonstances politiques et ne pouvait en aucun cas être un organe de représentation professionnelle.

7° *L'organisation de sa représentation professionnelle, son contenu.* — Duguit ne donne presque pas de détails touchant la composition et l'organisation pratique de la représentation professionnelle. Toujours des affirmations d'ordre général et rien de plus. C'est surtout dans son article de 1911 sur la représentation syndicale au Parlement qu'il donne quelques idées générales. Il est réaliste; il ne veut pas se démentir. « Il faut se garder de faire le prophète. Il n'y a pas de plus sot et de plus dangereux métier. » (1) D'où sa réserve et sa prudence.

(1) Duguit : *Traité*, t. II, p. 12.

Sa représentation professionnelle sera organisée par une chambre représentant les groupements syndicaux. Cette dernière sera juxtaposée à une chambre élue au suffrage universel direct. En France, le Sénat doit être cette chambre.

D'après le doyen de Bordeaux, cette chambre professionnelle doit être immédiatement composée des délégués des différents groupements syndicaux. Il y a des représentants, c'est tout ce que dit Duguit. Il ne s'explique pas sur la situation de ces délégués qui deviennent les membres du Parlement, ni sur les pouvoirs qui leur appartiennent. Resterait à savoir si ces délégués auraient ou non la même situation et les mêmes pouvoirs que les sénateurs actuels en France. Si Duguit n'a pas résolu cette question, il nous semble qu'elle le soit d'une manière indirecte. En traitant le problème de la dualité des Chambres, il prétend que « ces deux Chambres doivent avoir les mêmes pouvoirs et la même autorité » (1). Comme d'après Duguit, « le Sénat représentera plus particulièrement les groupes sociaux » (2). Nous en déduisons que les délégués des groupements syndicaux qui constituent cette chambre auront les mêmes pouvoirs et la même autorité que les représentants du suffrage universel direct. Quand ils ont les mêmes pouvoirs et la même autorité, il est logique qu'ils aient la même situation. Donc, la situation de ces représentants des groupements professionnels sera identique à celle des autres membres du Parlement, c'est-à-dire qu'ils auront la même indemnité parlementaire, qu'ils bénéficieront de l'inviolabilité et de l'irresponsabilité parlementaire, qu'ils seront soumis au point de vue militaire aux mêmes règles que les autres membres du Parlement, ainsi qu'à l'incapacité d'être nommé à une fonction publique. Quant aux pouvoirs, Duguit est catégorique. Les deux Chambres ayant les mêmes pouvoir, il en résulte que leurs membres doivent avoir à eux seuls des pouvoirs identiques, quant au droit d'initiative, quant au droit de vote, quant au droit de contrôle.

(1) Duguit : De l'élection des sénateurs, p. 460.

(2) Duguit : Traité, t. II, p. 710.

La Chambre professionnelle de Duguit doit être « exclusivement nommée par les groupements syndicaux » (1). Par là, il rejette toute idée de nomination d'en haut, par le chef d'Etat ou par le Gouvernement, ou par l'élection de la Chambre basse ou par la cooptation. La nomination par les groupements syndicaux, c'est l'élection par ces groupes. Ensuite, il n'admet pas que dans la Chambre où les groupements corporatifs seront représentés, il y ait à côté d'eux d'autres représentants qui y viendraient par d'autres voies. Enfin, dans la même phrase, Duguit signale qu'elle doit être nommée « par tous les groupements syndicaux » (2). Il est logique avec lui-même. Dans la société, les individus se groupent en classes d'après leurs intérêts professionnels. Chaque classe représente un intérêt social. Elles ont la même valeur pour la collectivité parce que la règle de l'interdépendance sociale les détermine et leur donne cette valeur. Donc, toutes les classes ont le droit d'être représentées, si elles sont formées. Elles le sont, excepté les populations rurales qu'il faut mettre à part : « Seule, une classe la classe rurale, à l'heure actuelle, ne me paraît pas encore suffisamment syndicaliste pour qu'on puisse songer à organiser la représentation professionnelle. » (3). Mais cela ne veut pas dire que si un jour la syndicalisation des populations rurales devient une réalité, ces dernières ne doivent pas déléguer leurs représentants. Au contraire. Alors la Chambre professionnelle en France, le Sénat, représenteront toutes les classes existantes et leurs groupements. Par population rurale, classe rurale, Duguit comprend les ouvriers des champs, les petits propriétaires cultivant eux-mêmes et les propriétaires capitalistes ne cultivant pas eux-mêmes. « Leurs intérêts à tous sont communs : ils doivent avoir tous une même représentation. » (4). Mais tant que la représentation syndicale des ruraux ne se réalise pas, il faut les faire participer à la représentation politique, d'une façon temporaire, en assurant dans tous les départements

(1) Duguit : La Représentation syndicale au Parlement, p. 34.

(2) Duguit : La Représentation syndicale au Parlement, p. 34.

(3) Duguit : La Représentation syndicale au Parlement, p. 35.

(4) Duguit : La Représentation syndicale au Parlement, p. 36.

« une représentation spéciale variant avec leur importance » (1). Mais quelles sera cette représentation, sous quelle forme se réalisera-t-elle pratiquement, quel sera le rapport entre le nombre des ruraux, leurs élus et les élus du suffrage universel ? Duguit n'en parle point. Toutes les combinaisons et toutes les prévisions sont possibles.

Duguit s'occupe également du mode de nomination des délégués des groupements professionnels.

Premièrement, quant aux circonscriptions électorales, il substitue à la division territoriale une circonscription unique, la circonscription nationale. Les représentants des individus sont élus ordinairement dans les circonscriptions électorales territoriales, en France, par le scrutin uninominal dans l'arrondissement. Ces circonscriptions territoriales serviront-elles à la nomination des délégués des groupements syndicaux ? Duguit s'y oppose résolument. Avec le système des circonscriptions territoriales professionnelles, les divers syndicats obtiendront un certain nombre de représentants, mais la vraie représentation des classes qui tend à leur harmonie ne sera pas organisée. Les rivalités locales apparaissent, ce qui est tout à fait contraire à l'ambition de la représentation professionnelle. Donc, il faut rejeter ce système. Au lieu des diverses circonscriptions territoriales, il faut admettre ce qui logiquement s'impose, à savoir une seule unité électorale, la nation. Les syndicats similaires s'organiseront en fédérations nationales. Entre eux, sera réparti le nombre des délégués à élire et en elles s'opérera leur nomination. Par là, le doyen de Bordeaux croit que les rivalités locales seront écartées et le bon fonctionnement de la représentation professionnelle assuré. Mais est-ce en même temps écarter les rivalités entre les diverses professions ? Sûrement non. C'est une autre question.

Deuxièmement, en organisant l'élection des délégués des groupements professionnels, il faut exclure l'opposition entre les syndicats patronaux et ceux des salariés, des ouvriers et des employés. Une confédération générale ouvrière en face

(1) Duguit : la Représentation syndicale au Parlement, p. 36.

d'une confédération générale patronale mettrait face à face « deux éléments rivaux et toujours en guerre ». La lutte des classes en résulterait et le véritable but de la représentation professionnelle d'après Duguit : l'union, la pacification, l'harmonie et la coordination des classes seraient mis en échec. Les faits le démontrent : dans les conseils des prudhommes, les prudhommes ouvriers défendent toujours les intérêts des ouvriers et les délégués des patrons ceux du patronat. Pour ne pas permettre la même chose dans la Chambre syndicale du Parlement, il faut organiser l'élection dans « les fédérations, c'est-à-dire les unions des syndicats de patrons, d'ouvriers, d'employés appartenant à des professions similaires » (1), et non par les confédérations des représentants des syndicats.

Troisièmement, les syndicats des fonctionnaires doivent être représentés dans la Chambre syndicale. L'élection des représentants des groupements syndicaux des fonctionnaires pourrait se faire uniquement par des fédérations de syndicats de fonctionnaires appartenant aux mêmes services publics et non par une confédération générale des fonctionnaires qui représente un Etat dans l'Etat. Les fonctionnaires de tous les services publics, même des professions dites libérales, participeraient à la nomination des représentants par la Chambre syndicale (2).

Quatrièmement, Duguit place dans cette représentation syndicale, « les femmes et les hommes sur le même pied ». Cela veut dire dans son système, qu'elles auront les mêmes facultés d'élire et d'être élues que les hommes. La raison de cette opinion n'est pas d'ordre sentimental et idéologique; elle trouve sa justification dans les faits. « Depuis vingt ans, les femmes sont associées plus activement à la vie économique de la nation. » Donc, elles deviennent égales aux hommes. Leur entrée dans les syndicats étant une conquête depuis longtemps réalisée, il n'y a aucun inconvénient à ce que les femmes aient les mêmes pouvoirs d'élire et d'être élues, et c'est tout à fait lo-

(1) Duguit : La Représentation syndicale au Parlement, p. 37

(2) Duguit : op. cit. p. 38.

gique avec le caractère et l'esprit de la représentation professionnelle.

En poussant jusqu'au bout son idée sur la division du travail, l'existence des classes, leur collaboration et la valeur sociale de l'homme, Duguit est nécessairement amené au vote plural et ne recule pas devant lui (1). Les individus seront englobés dans les classes. Ces classes se pénétreront souvent les unes les autres et « souvent le même individu appartiendra à deux classes différentes, à deux fédérations syndicales distinctes en même temps » (2). C'est un fait. Et c'est bien. La valeur sociale de l'homme grandit au fur et à mesure de son rôle social, qu'il a dans la collectivité. « Sa vie sociale est d'autant plus intense qu'il fait partie d'un plus grand nombre de groupes sociaux. » (3). Comme la représentation doit être calculée et comme elle doit traduire l'importance soit des éléments sociaux, s'il s'agit de l'organisation de la représentation sociale; soit celle du nombre s'il s'agit de la représentation politique, la raison est que tous ces éléments sociaux ayant une importance soient représentés. Donc, si une personne est socialement utile dans deux ou plusieurs professions distinctes, il n'y a aucun inconvénient à ce qu'elle participe à la nomination des représentants de toutes leurs catégories, sans qu'on se préoccupe de savoir si c'est là « une violation du dogme intangible du suffrage universel égalitaire » (4). Pour Duguit, ce qui compte, c'est la conformité ou non de ses conclusions avec les faits. Il ne connaît pas de dogmes, mais ce qui est rationnel, juste et vrai. Le vote à plusieurs reprises, de personnes appartenant à plusieurs classes sociales et à plusieurs fédérations, sera non seulement conforme aux faits, mais aussi une solution plus juste et plus rationnelle que « le prétendu dogme du suffrage universel aveuglément égalitaire » (5).

(1, 2, 3, 4, 5) Duguit : La Représentation syndicale au Parlement, p. 39-40.

CHAPITRE QUATRIEME

LE SYNDICALISME TEL QU'IL EST DANS LA DOCTRINE ET DANS LES FAITS

Bien que l'histoire connaisse depuis des temps lointains la division du travail entre les hommes, même dans les sociétés primitives (1), le syndicalisme, tel qu'il se présente de nos jours, en tant que mouvement et doctrine, ne date que de la seconde moitié du dix-neuvième siècle. Ainsi l'histoire dément la valeur absolue des doctrines qui considèrent que par suite de la division du travail, le syndicalisme doit apparaître obligatoirement et nécessairement. Mais elle confirme leur valeur relative en tant qu'après l'introduction du machinisme dans l'économie d'Occident, la division des tâches et la spécialisation des fonctions s'étant accentuées de plus en plus, le syndicalisme est apparu, s'est développé avec le progrès de la division du travail et parallèlement à lui. Répandu dans tout l'Occident européen, le syndicalisme a trouvé en France toutes ses formes possibles. Etant divisés et ainsi présentant ses variantes possibles, le mouvement et la doctrine syndicales françaises offrent un ensemble satisfaisant pour se faire une opinion juste et nécessaire du syndicalisme en général. Persuadé que par la méthode comparative, on saisit mieux la valeur réelle d'une doctrine, nous considérons que le moyen le plus sûr pour arriver à éclairer les idées syndicales de Duguit, est de les confronter avec le mouvement, les tendances, les doctrines et le

(1) Bouglé : De la division du travail.

philosophie du syndicalisme français, qui peut incontestablement présenter à lui seul le critérium suffisant de cette confrontation. D'où nous sommes amenés à exposer le syndicalisme ouvrier, patronal et agricole en France.

§ 1. — LE SYNDICALISME OUVRIER FRANÇAIS

1° *Le syndicalisme ouvrier français* se caractérise par sa division profonde, parce qu'en France il y a un syndicalisme *révolutionnaire* qui s'est donné pour mot d'ordre la révolution sociale et la transformation complète de la société actuelle et un syndicalisme modéré, *antirévolutionnaire*, qui admet le statu quo social actuel et ne demande qu'à assurer la collaboration entre les classes et la paix sociale.

I. — LE SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE

1) *Révolutionnaires*, les syndicats ouvriers se développent surtout depuis la loi Waldeck-Rousseau. La Révolution, expression et couronnement de l'individualisme n'a voulu admettre aucun « tampon » entre l'individu et l'Etat. La loi Le Chapelier a inauguré le nouveau régime qui a conduit avec la législation napoléonienne, au système de tête-à-tête forcé. L'art. 1781 du C. C. surtout a provoqué la réaction ouvrière, les associations ouvrières de défense se forment. Sous Louis-Philippe, l'action est révolutionnaire. En 1848, la révolution est à la fois politique et sociale. Les associations se forment, Louis Blanc préside la commission du Luxembourg. L'année 1864 rend la grève légale. Les syndicats patronaux et ouvriers se forment et la loi de 1884 leur donne l'existence légale (1). En 1895, ils forment la Confédération générale du Travail qui se partagera la direction du mouvement syndical révolutionnaire avec la fédération des bourses du travail fondée et dirigée par Pelloutier jusqu'à 1902, quand la fusion sera consommée. Dorénavant, tout le mouvement révolutionnaire syndical est concentré dans la Confédération générale du Travail qui, à son tour, se compose des syndicats organisés sur le double plan vertical

(1) Jouhaux, Séverac, Martin Saint-Léon.

et horizontal en bourses du travail et en unions des syndicats de même métier et de métiers connexes. Le nombre de ces adhérents ayant de plus en plus augmenté, à la veille de la guerre (1), la C.G.T. est une force avec laquelle le Gouvernement doit compter (2). Durant les quatre années de la guerre, la C.G.T. apporte son concours à la défense du pays, malgré son antipatriotisme et son antimilitarisme (3). C'est après la cessation des hostilités que la C.G.T. arrivera à l'apogée de sa force avec ses 2.400.000 adhérents (4). Synthétisant ainsi toute la force révolutionnaire du syndicalisme français, la C.G.T. est déjà en proie à une lutte acharnée entre les majoritaires et les minoritaires. Celle-ci, après les échecs des grèves de 1919-1920 conduira la C.G.T. à de sensibles pertes matérielles, à une diminution considérable de son prestige moral et enfin à la scission définitive qui s'est produite entre les deux tendances au Congrès de Lille, en 1922, et qui donna naissance à la C.G.T. unitaire. Cette division du mouvement syndical ouvrier dure encore de nos jours, malgré les tentatives d'union et de réconciliation qui ont été faites (5).

Révolutionnaire, le syndicalisme n'a jamais présenté une doctrine commune d'ensemble, une philosophie intangible qui n'a pas été contredite. Il a été divisé de tout temps sur le plan doctrinal en plusieurs tendances. Depuis la constitution de la C.G.T.U., cette division a passé de la doctrine aux faits. La

(1) M. Picard, dans son « mouvement syndical durant la guerre », constate que le gouvernement français avait préparé le « carnet de mobilisation » en vue de placer les principaux militants syndicaux dans les camps de concentration en cas d'une déclaration des hostilités.

(2) Martin Saint-Léon : Les deux C.G.T., p. 17.

(3) Les raisons de la nouvelle orientation de la C.G.T. furent données par Merheim au Congrès de Lyon. « Nous étions complètement désemparés, affolés. Pourquoi ? Parce que, à ce moment, la classe ouvrière de Paris, soulevée par une crise formidable de nationalisme, n'aurait pas laissé aux agents de la force publique, le soin de nous fusiller, elle nous aurait fusillés elle-même ». p. 20. — E. Martin Saint-Léon : les deux C.G.T.

(4) Picard : p. 266, Martin Saint-Léon, p. 41.

(5) Les causes déterminantes de la scission, il faut les chercher dans l'attitude des dirigeants de la C.G.T. pendant la guerre, dans son orientation patriotique dans la révolution russe aussi bien que dans la composition du syndicalisme français où les éléments contradictoires se sont trouvés ensemble. — Cf. Scheng-Wu-Wu, p. 146.

nouvelle C.G.T. continue la doctrine et le programme révolutionnaire de la C.G.T. d'avant-guerre (1), tandis que la C.G.T. ancienne s'oriente nettement vers le réformisme qu'avant la guerre propageait la Fédération du Livre et son secrétaire Keuffer. D'où le syndicalisme révolutionnaire a connu et connaît à côté de la doctrine et du mouvement nettement révolutionnaires, le courant et la philosophie du réformisme révolutionnaire. Cette division entre les révolutionnaires et les réformistes existe non seulement quant aux moyens et à la méthode qu'il fallait appliquer dans l'action, mais aussi par rapport à la doctrine fondamentale et au rôle qu'ils attribuaient au syndicalisme.

1) *Le syndicalisme révolutionnaire* considère que l'apparition du syndicalisme n'a pas été conditionnée par la division du travail, mais par l'avènement du capitalisme industriel, agricole et financier (2). C'est la disparition de la petite industrie et de la petite propriété qui avait accentué la différenciation des vivants en deux classes et par là, la syndicalisation de la classe ouvrière s'est produite. Le divorce entre le capital et le travail étant définitif, les ouvriers laissés à eux-mêmes se sont vus obligés de « se grouper sur le terrain économique afin d'opposer aux exigences patronales la résistance supérieure d'une action cohérente et concentrée » (3). Le syndicalisme ainsi prenant naissance s'est donné pour objectif la défense des intérêts moraux, matériels et professionnels des syndiqués de la classe ouvrière. Mais il ne s'arrêtera pas aux limites de la défense corporative qu'il s'est primitivement fixées. A l'instar de Marx, voyant dans la société une contradiction entre la production et la distribution de la richesse, entre le capital

(1) La C.G.T.U. a pour but de grouper sur le terrain spécialement économique tous les salariés pour la défense de leurs intérêts matériels et moraux de poursuivre par la lutte des classes la libération des travailleurs qui ne sera réalisée que par la transformation de la société actuelle au moyen de la suppression du salariat et du patronat.» — Cité par Martin Saint-Léon : Les deux C.G.T., j. 105.

(2) Compère Morel, préface à Séverac, op. cit. p. II.

(3) Séverac : Le mouvement syndical, p. 32.

et le travail, le syndicalisme révolutionnaire va s'efforcer de transformer en conflit voulu cette opposition réelle des classes. Au lieu de se laisser exploiter, le syndicalisme doit organiser le prolétariat en vue de la lutte à mener pour la suppression du salariat et l'abolition du patronat. D'où la lutte des classes s'impose au syndicalisme révolutionnaire et devient sa règle fondamentale. L'action continue contre le patronat, ces syndicalistes veulent la mener jusqu'à l'expropriation complète des expropriateurs. L'art. 2 des statuts de la C.G.T. dit notamment : « La C.G.T. groupe en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du prolétariat » (1). Ainsi recevant de Marx comme point de départ la lutte des classes, le syndicalisme révolutionnaire se déclare tout à fait « hostile à toute entente entre le capital et le travail », d'autant plus que d'après les rouges des rouges, tous les efforts tentés pour le rapprochement des classes n'ont causé que des préjudices au prolétariat en lui faisant perdre sa combativité et sa force d'action. Le syndicalisme ouvrier également se méfie de l'Etat, est antiétatiste. Trouvant dans l'Etat une institution bourgeoise, un moyen de défaite de la classe capitaliste dans sa lutte contre la classe ouvrière, le syndicalisme révolutionnaire s'est déclaré ennemi de l'Etat. L'Etat se fondant sur la propriété privée et la maintenant, est l'ennemi de la classe ouvrière qui s'insurge aussi bien contre la propriété que contre ses possesseurs. Jouhaux dit même que cette « lutte des travailleurs contre l'Etat est de tous les temps » parce que, d'après Marx, l'exploitation des exploités ne date pas d'hier (2). Adversaire de l'Etat, le syndicalisme révolutionnaire l'est aussi de la force armée; il est antimilitariste, parce que dans tous les conflits entre le capital et le travail, l'armée intervient au profit du patronat. De l'inspiration marxiste le syndicalisme révolutionnaire est antipatriote. Les travailleurs n'ont pas de patrie, car par-dessus même les frontières, partout ils sont exploités. C'est

(1) Séverac : op. cit. p. 212 et Jouhaux : le syndicalisme français, p. 10.

(2) Jouhaux : op. cit. p 4

pourquoi, au lieu d'aller faire la guerre, les syndiqués doivent s'y opposer en assurant la réussite de la grève générale.

Le troisième principe du syndicalisme révolutionnaire est son hostilité à la législation ouvrière. L'histoire du mouvement ouvrier montre bien que toutes les réformes faites au profit des travailleurs ne se sont jamais réalisées. La législation ouvrière et non seulement inutile, parce qu'elle diminue la force combattive ouvrière, mais aussi inappliquée en raison de l'intransigeance des capitalistes. Elle ne peut avoir de valeur pour les syndiqués que si elle est réalisée par des efforts proprement ouvriers et si elle contribue à l'émancipation des travailleurs pour les luttes nouvelles et décisives qui attendent les salariés.

Enfin, le syndicalisme ouvrier révolutionnaire, depuis le Congrès d'Amiens, s'oppose à toute liaison avec les partis politiques. Les partis, groupant les éléments hétérogènes ont de autres tendances (par ex. l'action parlementaire) que celles que poursuit le syndicalisme, le groupement des producteurs qui ne veut ni de l'action indirecte, ni du parlementarisme, qui est un système de concessions. Antiparlementaire, le syndicalisme révolutionnaire opte pour l'action directe, qui est l'action, la pression de la classe ouvrière sur les pouvoirs publics et sur le patronat et qui constitue sa quatrième règle.

Ainsi trouvé par les règles constitutives de sa doctrine (1) en lutte ouverte avec la société actuelle et son système de Gouvernement, le syndicalisme révolutionnaire incarné à la C. G. T. a préconisé également l'emploi des moyens de défense et de lutte qui constituant son programme technique de l'action directe, devait le conduire à la transformation sociale complète de notre société actuelle. L'action directe étant la règle, la pression immédiate des producteurs devait se manifester par la chasse aux renards, le boycottage, le sabotage, la grève et la grève générale (2). La chasse au renard est l'imitation du pic-

(1) Cf. Jouhaux, Séverac, Cazals, Martin-Saint-Léon, Challay, Roger Picard, la C.G.T. et le mouvement syndical.

(2) Jouhaux : op. cit. p.39.

ketting anglais. C'est l'empêchement par les syndiqués grévistes du travail des ouvriers qui ne veulent pas participer à la grève. Produite par la cessation du travail, la grève est un des moyens les plus usuels de la lutte syndicale. Offensive ou défensive, la grève est aussi quelquefois une manifestation de la solidarité et de la dignité de la classe ouvrière (1). Elle invoque l'idée de solidarité de tous les exploités, montre bien l'opposition entre les classes, témoigne par son efficacité qu'elle est capable d'arriver à s'opposer à l'exploitation patronale (2). Preuve visible de la puissance du travail, elle est la répétition générale de la grève générale qui doit détruire le système d'aujourd'hui et la lutte de tous les jours, en réalisant la société de demain. Introduite pour la première fois dans l'idéologie syndicaliste en 1894 au Congrès de Nantes, la grève générale devient le credo du syndicalisme révolutionnaire et son idée dominante Griffuelhes la considère comme « l'explosion consciente des efforts ouvriers en vue de la transformation sociale ». Briand la présente comme un fusil nécessaire pour abattre la société capitaliste, donc un moyen de lutte et de défense, « l'expression des travailleurs en tant que travailleurs » (3), tandis que Sorel et son école y voient un principe éducatif contenant une vertu morale. C'est au Congrès d'Amiens en 1906 (4), que le syndicalisme révolutionnaire a précisé le rôle et la valeur tactique de la grève générale en préconisant son exécution technique en quatre opérations successives : premièrement, les grèves générales auront lieu par corporations, en même temps que les manœuvres des garnisons. Après viennent les grandes manœuvres, c'est-à-dire la cessation du travail partout à une date fixée. Au troisième stade de la grève générale, l'arrêt général et complet se produira, mettant le prolétariat en une guerre ouverte avec la société capitaliste, ce qui conduira enfin à la transformation définitive du régime

(1) Scheng-Wu-Wu : op. cit. p. 19.

(2) Jouhaux : Le Syndicalisme et la C.G.T., p. 162.

(3) Cazalis : Les Positions sociales, p. 69.

(4) Séverac : op. cit. p. 96.

d'aujourd'hui. Ainsi, elle n'est pas seulement un refus du prolétariat de continuer à subir l'exploitation capitaliste, mais la rupture totale entre le prolétaire et la classe bourgeoise (1), c'est-à-dire un moyen d'expropriation des expropriateurs, voire une méthode de transformation sociale. Le sabotage est aussi un des modes d'action de la C.G.T., à côté du label et du boycottage, Jouhaux trouve leur justification, en dépit de leur caractère destructif dans le fait de la subordination actuelle des travailleurs dans leur guerre contre le patronat. Toutes les forces étant coalisées contre les travailleurs, ceux-ci ont parfaitement le droit de se servir de tous les moyens pour lutter à force égale et pour pouvoir compter réaliser un jour leur pleine victoire.

Parce que ces moyens d'action forment la seconde partie de sa doctrine, le syndicalisme révolutionnaire se présente non seulement comme une idéologie et un mouvement antiétatiste, antimilitariste, antipatriotique et anticapitaliste, mais aussi comme une force réelle qui fait l'apologie de la violence et de l'antidémocratie et tend à la concentration et à la tyrannie des syndicats et désire par suite de sa croyance dans la vertu et dans la force des travailleurs, opérer le changement total du régime d'aujourd'hui et procéder sur le plan économique à la nouvelle organisation sociale.

2° *Le réformisme révolutionnaire* (2) étant une « manière respective de concevoir le syndicalisme » (3) est une des tendances du syndicalisme révolutionnaire dans le mouvement

(1) Jouhaux : op. cit. p. 42.

(2) Le réformisme révolutionnaire n'est pas le réformisme. M. Picard a très bien dit : « Un syndicalisme réellement réformiste quant au but, c'est celui qui s'accommodant de la division actuelle de la société en classes sociales, prétendrait n'y conquérir que des avantages particuliers et une situation plus confortable pour les ouvriers. A cet égard, on a pu dire que le seul syndicalisme vraiment réformiste était celui des jaunes. Mais le syndicalisme qui vise à la suppression des classes, au changement radical du régime de la propriété, à la résorption de l'Etat dans l'organisme corporatif, celui-là est nettement révolutionnaire par son but et dans son essence ». — p. 38, op. cit : Le mouvement syndical durant la guerre.

(3) Keufer : Le syndicalisme réformiste, p. 18.

syndicaliste rouge français. Bien que simple tendance soutenue par les plus grandes fédérations de la C.G.T., le réformisme révolutionnaire était une force réelle dans le mouvement syndical d'avant-guerre. M. Picard dit à cette occasion : « Bien que les personnalités dirigeantes de la C.G.T. fussent notoirement connues par leurs attaches et leurs préférences révolutionnaires, le réformisme dominait dans les masses syndicales » (1). Mais il était, malgré cela, dans une position inférieure. La doctrine du syndicalisme révolutionnaire était la doctrine officielle de la C.G.T. Réduite au rôle de simple tendance, le réformisme révolutionnaire pratique dans ses fédérations sa doctrine syndicale qui se distinguait du syndicalisme révolutionnaire par ses conceptions, sa philosophie et les moyens qu'il employait dans son action.

L'idée centrale de sa doctrine (2), l'idée de l'évolution conduisait le syndicalisme réformiste à croire à la marche progressive des choses et à lui attribuer un rôle différent de celui que lui prêtait le syndicalisme révolutionnaire. Au lieu de concevoir le syndicalisme comme un moyen de démolition sociale et une organisation temporaire qui doit exister jusqu'à la réalisation de l'abolition du salariat, le réformisme veut voir dans le syndicalisme et dans son organisation « une institution organique qui doit se perpétuer » (3) et devenir la base de la société future. Voyant en lui un mouvement qui doit par l'action de tous les jours « acheminer d'une manière continue vers un état social meilleur et définitif » (4) la classe ouvrière, le syndicalisme veut, par ce mouvement, abolir l'exploitation de l'homme par l'homme en se servant des moyens propres qui tendent aux améliorations et à la conquête d'une situation sociale meilleure des travailleurs.

Un des premiers moyens que la doctrine réformiste fait sien, est le contrat collectif du travail par lequel à l'action individuelle, on substitue l'action générale fortement organisée.

(1) Picard : op. cit., p. 45.

(2) Keufer, Albert Thomas.

(3) et (4) Keufer, op. cit., pp. 21-22-23.

Grâce à lui, le syndicalisme réformiste pense pratiquement supprimer les bureaux de placement. Les réformistes ne répudient pas non plus le principe de la grève. Mais ils préconisent « une réglementation de la grève ». Chacune doit être précédée d'une discussion avec le patronat. Avant tout, il faut intervenir par des démarches, ensuite par des délégations et enfin par des voies conciliatrices, parce que « toutes les conquêtes réalisées par la violence sont peu durables » (1). Si, après toutes les tentatives de conciliation, les patrons se refusent à toute entente, la grève est légitime. Le réformisme, à l'instar des syndicats anglais et allemands oblige ses syndiqués à posséder d'importantes sommes d'argent dans leurs caisses de grèves, afin de secourir moralement et matériellement les grévistes.

Troisièmement, le syndicalisme réformiste ne se désintéresse, ni de l'apprentissage, ni de l'éducation des travailleurs. Il lutte pour leur instruction et leur éducation générale par l'étude des questions professionnelles et sociales, parce que seulement si la valeur personnelle, la culture intellectuelle et morale de la classe ouvrière sont élevées, les travailleurs pourront accomplir cette rénovation sociale que le syndicalisme s'est donné pour objectif.

Partisan de la législation et croyant en son efficacité, le syndicalisme réformiste considère que les ouvriers ne doivent pas s'opposer à elle, mais au contraire par leur lutte quotidienne, veiller à son application et à son extension.

Distinct ainsi du syndicalisme majoritaire par sa philosophie aussi bien que par ses méthodes, le syndicalisme révolutionnaire réformiste se présente comme un mouvement de lutte réfléchi pour la conquête du mieux-être par l'organisation sociale qui conduit à l'inauguration d'un système de reconstruction de la société.

C'est surtout depuis la guerre que le réformisme révolutionnaire semble s'introduire de plus en plus dans la doctrine officielle de la C.G.T. Depuis la scission de 1922, il s'impose en maître. La C.G.T. d'aujourd'hui est incontestablement réformiste, malgré que ses statuts n'aient pas changé. Même aujourd'hui, la C.G.T. dans ses congrès affirme les principes de la

(1) Krüfer, op. cit.

nécessité de disparition du patronat et du salariat ainsi que la lutte des classes reste la règle fondamentale de son programme, affirmée dans ses résolutions (1). Mais cela ne veut rien dire. La C.G.T. reste fidèle à son programme en conservant ses statuts avec le programme traditionnel. Mais en les interprétant dans le sens du réformisme, M. Jouhaux, son secrétaire général, dans son livre : *Le Syndicalisme et la C.G.T.* (2), trace la voie de ce néo-réformisme, que définissent ainsi le programme minimum de 1918 et après la résolution du Congrès de Lyon, que M. Leroy qualifie de « nouvelles tendances » du syndicalisme ouvrier (3).

Le néo-réformisme considère que le syndicalisme n'a aucunement à s'occuper du politique, mais uniquement de l'organisation de l'économique. Voyant dans le syndicalisme une institution non de lutte, mais d'organisation sociale, le réformisme nouveau pose comme principe suprême de son action la traduction en faits de l'idée de Proudhon : L'atelier remplacera le gouvernement; en assurant ainsi un régime où l'administration des choses se substituera au gouvernement des personnes. Désirant par le syndicalisme, non seulement assurer la représentation des producteurs, mais organiser la production, le néo-réformisme met en conséquence en premier lieu, l'élément technique. Parce que le syndicalisme doit « donner aux forces de la production la direction et le contrôle de l'économie collective » comme a résolu le Congrès de Lyon, le réformisme nouveau impose à la C.G.T. l'étude du travail, la représentation et l'organisation de ce travail, ainsi que la préparation des cadres nouveaux et l'élaboration des institutions et des fonctions nouvelles (4).

Les néo-réformistes ne trouvent nullement cette nouvelle orientation syndicale contraire à l'idéal et à la doctrine révolutionnaire de la C.G.T. Leurs desiderata est de transformer la société par l'organisation syndicale et son extension. Le syn-

(1) La C.G.T. et le mouvement syndical - Paris, 1925.

(2) Jouhaux : *Le syndicalisme et la C.G.T.* Paris, 1920.

(3) Leroy : *Les nouvelles tendances du syndicalisme.*

(4) Jouhaux : *op. cit.*, p. 241.

dicat est pour eux un groupe de production, de répartition, de réorganisation sociale, qui dans le régime nouveau, assurera l'ordre nouveau, « basé non sur l'autorité, mais sur les échanges, non sur la domination, mais sur la réciprocité, non sur la souveraineté, mais sur le contrat social (Congrès de Lyon — Résolutions) (1). Révolutionnaire d'une part, parce que les néo-réformistes veulent briser les cadres de la société actuelle, le mouvement syndical de la C.G.T. d'aujourd'hui est réformiste, de l'autre, par suite surtout des méthodes d'action précitées qui doivent révolutionner les rapports économiques de la société moderne. En invoquant la charte d'Amiens, pour justifier la nouvelle orientation du syndicalisme, le néo-réformisme est pleinement dans le vrai quand il affirme sa conformité avec la nouvelle doctrine. La charte d'Amiens a proclamé que le syndicalisme se suffit à lui-même et par là, en séparant le politique du professionnel, a incontestablement frayé la voie à la doctrine nouvelle de la C.G.T. (2).

La C.G.T. a consacré sa nouvelle idéologie premièrement par ses revendications de 1918 qu'elle appela le programme minimum (3). Elle demanda les réalisations de la paix juste et la participation des ouvriers à la conférence de la paix, la formation de la S.D.N. et l'introduction de la journée de huit heures. Egalement elle réclama la reconnaissance du droit syndical aux ouvriers de l'Etat, la collaboration des ouvriers à la réorganisation économique du pays, la lutte contre les fléaux sociaux, l'extension des assurances sociales, la suppression des droits de douane et d'octroi sur les denrées alimentaires, l'impôt sur les successions, le contrôle ouvrier des entreprises et surtout l'institution d'un conseil économique national aidé par les conseils économiques régionaux qui contribueront à former et à diriger la nouvelle organisation sociale.

C'est surtout au Congrès de Lyon que la C.G.T. a obtenu mandat de réaliser un C.N.E. du travail dont le rôle sera d'étu-

(1) Jouhaux : op. cit. p. 236.

(2) Jouhaux : op. cit. p. 150.

(3) La C.G.T. et le mouvement syndical, p. 165 et s. Jouhaux : op. cit. p. 205 et s. Léon Saint-Martin : Les deux C.G.T., p. 32.

dier les solutions » (1), et par là même de préparer l'organisation sociale en esquissant les moyens d'action. Ce conseil économique du travail, la C.G.T. l'a réalisé en le formant de ses délégués et de ceux de la Fédération nationale des coopératives, de la Fédération générale des fonctionnaires et de l'Union syndicale des techniciens de l'industrie, du commerce et de l'agriculture. Il avait pour rôle de s'occuper de l'étude des rouages « qui devaient assurer le fonctionnement et la direction générale de l'économie nationale » (2). Divisé en neuf sections : l'outillage national, l'organisation économique, la production industrielle et matières premières, la production agricole, l'organisation agraire, finances et crédit, cadres de la vie sociale, l'enseignement général et technique, commerce et répartition de richesses, régions dévastées, le Conseil devait par eux, préparer des avis et des rapports pour « la nationalisation des grandes branches de l'activité économique » et donner « aux entreprises ainsi socialisées une gestion industrielle sous le contrôle de l'Etat » (3). Mais en réalité, excepté des rapports sur la nationalisation des chemins de fer, des mines, des P.T.T. et de l'énergie électrique, il n'a rien fait d'important.

Enfin, en 1924, après la victoire du cartel des gauches où la C.G.T. a indirectement pris part, elle a influencé beaucoup la constitution du C.N. Economique, au fonctionnement duquel elle a contribué pour une large part.

3. En esquissant la doctrine du syndicalisme révolutionnaire, nous ne pouvons passer sous silence un petit groupe de théoriciens groupé autour de *M. Georges Sorel* et qui, en tant que doctrinaires du syndicalisme révolutionnaire, ont dans une large mesure participé au mouvement syndical en contribuant à la précision de la doctrine des militants par l'opposition de leurs doctrines respectives. Intellectuels, ils prétendaient former la philosophie et la morale de notre époque. « Interprètes passifs du mouvement ouvrier » (4), les théoriciens ont offert un code

(1) Jouhaux : op. cit, p. 240.

(2) La C.G.T. et le mouvement syndical, pp. 184-190.

(3) Scelle : Précis de Législation industrielle, p. 39.

(4) Piron : A propos du syndicalisme révolutionnaire, p. 142.

des préceptes et des conseils. Les militants, au contraire, ont élaboré leur doctrine par l'action et aussi grâce aux influences du marxisme et de l'anarchisme (1). G. Sorel et E. Berth sont des moralistes. Ils prêchent l'idée de la moralité (2) et c'est dans le désir de moraliser la société qu'ils sont venus au syndicalisme. Voyant dans la classe ouvrière la seule classe sociale capable d'élever la moralité de la société, grâce à sa supériorité morale sur les autres classes, les théoriciens espèrent par elle transformer le monde et la société. Syndicats groupements des producteurs de la classe seront « non seulement les organes essentiels de la lutte des classes, mais les futurs organes de la Société productrice » (3). C'est dans son *Avenir socialiste des syndicats* que Georges Sorel prévoit l'absorption par les syndicats de toute la machine gouvernementale, de tout son appareil étatique (4). Et les militants, au contraire, ne voient que les intérêts professionnels des syndiqués et de la classe tout entière. D'où leur différence.

M. Pirou (5) considère que leur différence se résume notamment dans les questions du néo-malthusianisme et du sabotage. Les théoriciens réprouvent la grève des ventres et le sabotage au nom de l'idée morale, les militants, au contraire, la considèrent comme des moyens d'action efficaces et les inscrivent dans leur credo syndical. Les théoriciens et les militants admettent la grève générale. Mais tandis que pour Sorel et les siens la grève générale a la valeur d'un mythe, pour les militants, elle est un moyen pratique de défense des intérêts matériels et de la conquête d'améliorations pour la classe ouvrière. Leur distinction est aussi nette quant aux questions du patriotisme, de la violence et des tendances politiques du syndicalisme. Enfin, le syndicalisme des militants est un mouvement, c'est l'action. Le syndicalisme des théoriciens est un livre de

(1) Ed. Berth : Le syndicalisme révolutionnaire est la synthèse de Proudhon et de Marx, c'est-à-dire des plus grands génies socialistes de l'Europe occidentale. Les derniers aspects du socialisme, p. 33.

(2) Pirou : Georges Sorel.

(3) Berth : op. cit., pp. 10-71.

(4) Georges Sorel : *Avenir socialiste des syndicats*, p. 36.

(5) Pirou : op. cit. pp. 131-4, 137, 140.

conseils que ses écrivains désirent voir appliqués au sein du mouvement existant, c'est la théorie.

II. — LE SYNDICALISME ANTIREVOLUTIONNAIRE

Terre classique de toutes les nuances syndicales, la France a connu aussi, à côté du syndicalisme révolutionnaire, le syndicalisme modéré, le syndicalisme de collaboration des classes. Hostile à toute idée de révolution sociale, le syndicalisme antirévolutionnaire se caractérise nettement par sa doctrine de réforme et de conciliation entre les diverses forces sociales aussi bien que par ses méthodes d'entente et de collaboration entre les divers éléments sociaux. Avant la guerre, ce syndicalisme antirévolutionnaire a été connu comme le syndicalisme jaune. Depuis 1918, les syndicats chrétiens à base confessionnelle et la Confédération nationale du travail et l'Union générale des syndicats réformistes ont constitué le syndicalisme français de collaboration des classes.

1) Le syndicalisme jaune est venu comme la réaction nécessaire, indispensable aux « exagérations utopiques » du syndicalisme révolutionnaire. Désirant s'en tenir à des revendications plus pratiques et immédiates, « le syndicalisme jaune a combattu les idées libertaires, les théories négatives du marxisme et les chimères du collectivisme » (1). D'origine double : patronale et catholique (2) ou catholique et ouvrier (3), le syndicalisme jaune est né à Paris sous le patronage des églises et au Creusot dans les usines après les désastreuses grèves révolutionnaires. Progressant continuellement au début de notre siècle, victime de scissions, le mouvement jaune a connu trois congrès et 375.000 adhérents en 1907 (4). La seconde scission, survenue après l'élection de Bretry à la députation, a cruellement atteint ce mouvement donc l'action et l'existence à la veille de la guerre, disparurent.

(1) Auguste Pawlowski : Les syndicats jaunes, p. 2.

(2) Séverac : op. cit. p. 288.

(3) Pawlowski : p. 10 et s.

(4) Pawlowski : p. 42.

Ennemi né du syndicalisme révolutionnaire, le syndicalisme jaune était par sa doctrine (1) et son action en opposition constante avec les principes des syndicats de la lutte des classes. D'où la première règle de la doctrine des jaunes est la lutte avec le socialisme. Combattre le collectivisme et l'étatisme par l'accession des ouvriers à la propriété est une des méthodes des réformistes et en même temps un moyen de lutte contre les rouges. Le second principe est la « réglementation de la grève ». Les jaunes, en principe, hostiles à la grève, ne la répudient pas complètement. La grève est le dernier moyen d'action légitime, Pour être légitime, elle doit se déclarer quinze jours après la présentation des revendications corporatives. Dans l'intervalle, tous les moyens de conciliation doivent être tentés pour résoudre le conflit. Une fois la grève déclarée, pour la solution du différend, les jaunes demandent l'arbitrage dont l'institution est une des règles de leur programme depuis le Congrès de 1906 (2). Le syndicalisme jaune se déclare favorable à la décentralisation au moyen des parlements provinciaux à base professionnelle. Ces chambres de capacité devaient s'occuper des lois du travail et des tarifs douaniers. Les jaunes rêvaient également de la conquête pacifique de la propriété individuelle. Ainsi ils veulent « modifier le salariat, non dans le sens du collectivisme, mais dans le sens de la propriété individuelle ». Concrètement, les jaunes peuvent assurer cette accession des ouvriers par des actions du travail et des actions de jouissance du travail. D'où, ils sont adversaires des monopoles de l'Etat et partisans des habitations à bon marché.

Cette doctrine du syndicalisme jaune a été condensée dans les statuts de la Fédération nationale des jaunes en 1902 où se rencontrent parmi les autres questions traitées, celles de la participation aux bénéfices, de la répudiation des grèves politiques et non nécessaires, de la fixation des heures du travail, d'accord avec les patrons, de la mutualité, de l'assistance, des retraites ouvrières ainsi que les principes de l'éducation et d

(1) Pawlowski : op. cit. pp. 66, 80, 105, 160; Séverac, p. 294; Cazals, p. 167; et résolutions du syndicalisme jaune de 1904-8, Séverac, p. 289.

(2) Séverac : op. cit. p. 289.

l'instruction (1). Ajoutons enfin que le syndicalisme jaune croit aussi qu'il porte en soi le progrès, qu'il le réalise, non par la révolution, mais par « une action méthodique et bien équilibrée » (2).

2. Après la guerre, le syndicalisme antirévolutionnaire est apparu groupé en Confédération nationale du travail et en Union générale des syndicats réformistes (3). La C.N.T. se forme par les éléments ouvriers nationaux qui, par leur groupement, réagissent contre la tyrannie de la C.G.T. et sa politique internationale. Hostile à toute liaison avec l'étranger, le syndicalisme national s'oppose à toute affiliation des ouvriers nationaux à une organisation internationale. Son désir est que les questions intéressant le capital et le travail soient résolues exclusivement dans les cadres nationaux. S'organisant pour sauvegarder l'indépendance ouvrière la Confédération nationale du travail se déclare adversaire résolu des grèves du syndicalisme révolutionnaire. Ayant pour principe la collaboration des classes, le C.N.T. admet en dernier recours la grève après les opérations de conciliation et d'arbitrage. Réformiste, le syndicalisme national prévoit encore par sa doctrine la réglementation du minimum des salaires, des délais-congés, des vacances payées, de l'apprentissage, des assurances. National, il lutte enfin pour la protection et la priorité de la main-d'œuvre nationale. L'Union générale des syndicats réformistes qui a groupé 45.000 adhérents a également inscrit dans son programme le principe de la collaboration des classes. Son point de départ idéologique est l'affirmation que « la preuve est faite que les travailleurs peuvent obtenir leur complète émancipation par les voies légales » (4). La doctrine se résume dans la croyance en la nécessité de l'entente entre les classes par la participation des ouvriers aux bénéfices et par l'accession des ouvriers à la propriété industrielle et commerciale. En outre,

(1) Pawlowski : op. cit. p. 32.

(2) Pawlowski : op. cit. p. 5.

(3) Cazals : Les positions sociales du syndicalisme ouvrier, p. 178 et s.
Picard : op. cit. p. 261-2.

(4) Picard, op. cit., p. 261.

il lutte dans son action pour l'arbitrage obligatoire, pour les sursalaires familiaux et l'extension de la capacité syndicale.

D'une ampleur importante, surtout après les échecs des grèves de la C.G.T. en 1920, le syndicalisme réformiste a sévi depuis. La Confédération nationale a cessé depuis 1923 de tenir ses congrès, tandis que depuis 1925, on n'entend plus parler de l'Union réformiste.

3) En France, le syndicalisme modéré trouve dans une large mesure l'expression de sa force dans les syndicats chrétiens. Trouvant que le syndicalisme révolutionnaire et la C.G.T. exercent une véritable oppression sur les forces syndicales par leur doctrine de lutte et par leurs moyens d'action destructifs, les chrétiens s'organisent dans leurs syndicats confessionnels en groupements parallèles. Surtout depuis l'encyclique du Pape sur les conditions des ouvriers. En 1919, les syndicats chrétiens forment la Confédération nationale des travailleurs chrétiens qui groupe les fédérations nationales de métiers ou d'industries et les unions interprofessionnelles (1). Au Congrès de l'Internationale Syndicale chrétienne de Munich en 1928, la C.F.T. a groupé 100.000 membres (2). Très répandu parmi les employés, les syndicats chrétiens ont formé la Fédération française des employés catholiques qui est dans son genre l'organisation la plus importante. Le syndicalisme chrétien englobe dans son sein un grand nombre de syndicats féminins, groupés en unions centrales des syndicats professionnels féminins de l'Abbaye, en fédération française des unions de syndicats professionnels et en groupe des syndicats féminins libres de l'Isère (3).

Inspirée de l'Encyclique *Rerum novarum*, la doctrine du syn-

(1) Turmann : op. cit., p. 66 et suiv.

(2) Les raisons de l'internationalisation du mouvement syndical chrétien, il faut les chercher dans le principe de l'universalité de l'église et dans la caractéristique de notre époque qui forme les organisations syndicales internationales pour « défendre les intérêts des salariés vis-à-vis des ententes internationales d'employeurs ». Turmann, p. 73.

(3) Turmann : op. cit. p. 66 et s. La Charte du syndicalisme chrétien, p. 59.

dicalisme chrétien (1) ayant pour base la devise « en avant et toujours mieux » envisage d'abord « le but et la cause de la production » D'où pour elle, le but est l'organisation professionnelle dans le syndicat libre et la paix sociale qui se réalise par les deux moyens d'action du syndicalisme chrétien : l'éducation et la collaboration. Son action doit « assurer le développement normal de la personnalité humaine par la juste satisfaction de ses besoins matériels, intellectuels et moraux dans l'ordre individuel, familial et social » (2). Comme ce développement fondé sur les principes chrétiens de la justice et de la charité pour être réalisé, implique l'organisation des meilleures conditions du travail, le syndicalisme chrétien s'en occupe en s'imposant la syndicalisation de toutes les forces respectives, qui à leur tour vont être reliées par des organismes mixtes. La doctrine syndicale espère, voit dans les commissions mixtes non seulement des moyens de résoudre les conflits présents, mais encore une institution de la société où la collaboration et l'entente seront les seules règles. Comme l'entente et la collaboration sont les premiers moyens d'action, l'instruction doit les doubler en assurant l'éducation corporative et la formation des élites professionnelles et sociales. Le syndicalisme chrétien enfin demande, à l'instar du comte de Mun, la représentation des intérêts professionnels et économiques, sans vouloir qu'elle assume en même temps des responsabilités d'ordre politique.

Descendant sur le terrain des faits, le syndicalisme chrétien demande dans son programme (3), la réalisation et l'organisation des services de placement, des caisses de chômage, des grèves et de résistances, des caisses dotales et de retraites, des aides aux sans-travail et s'occupe de leur réalisation pratique. Il assure également les services d'escompte, établit les coopératives d'achat, la mutualité et les assurances sociales, le crédit ouvrier, les coopératives de production et les caisses

(1) Turmann : pp. 65 et 66; Cazalis : op. cit, p. 179; Picard : p. 260; la Charte du syndicalisme chrétien.

(2) Turmann : Statuts de la Confédération, p. 65.

(3) Turmann : pp. 96-117; Cazalis : p. 174.

de prêts gratuits. Ses autres revendications sont la lutte pour la journée de huit heures, les conventions collectives du travail, la restriction de l'impôt sur les salaires, la conciliation et l'arbitrage, la participation aux bénéfices.

Ainsi, étant une doctrine et un mouvement, fort sur le plan doctrinal et important dans ses réalisations, le syndicalisme chrétien est incontestablement une force réelle du syndicalisme français qui, combattant la lutte et l'antagonisme, croit que la « condition fondamentale de l'existence et de la vie sociale est l'entente, la concorde et la fraternité » (1).

§ 2. — LE SYNDICALISME PATRONAL

Institué pour se défendre contre la concurrence étrangère et les menées révolutionnaires, le syndicalisme patronal français, dès son premier jour, a acquis le caractère défensif. Admettant les choses telles qu'elles sont, dans la société présente, le patronat en s'organisant, ne s'est pas donné pour objectif la transformation sociale de haut en bas, mais la défense de ses intérêts professionnels et de ses positions sociales. Par la concentration et la coordination des forces, par la mise en commun des activités de tous, le patronat espère en se groupant, mieux se défendre. Notre temps se caractérise par les besoins modernes de l'union. C'est surtout après la loi de 1884 que la syndicalisation des employeurs se produisit. Les chambres syndicales et les fédérations se forment en donnant naissance aux organisations interprofessionnelles. L'alliance syndicale du commerce et de l'industrie, fondée en 1896, la Fédération des Industriels et des Commerçants français, qui date de 1903, le Comité central des chambres syndicales, le Syndicat général du commerce et de l'industrie, sont ces institutions interprofessionnelles. Au-dessus de toutes ces organisations syndicales, la Confédération générale de la Production française a réalisé enfin la concentration du syndicalisme français patronal, pour être le pendant de la force réunie du syndicalisme ouvrier (2).

(1) Tissier : La charte du syndicalisme chrétien, p. 62.

(2) Villey : L'organisation professionnelle des employeurs, pp. 53-7.

Organisé pour protéger sa situation sociale présente, le syndicalisme des patrons, par l'art. 4 des statuts de sa Confédération, ne s'est pas moins donné pour but la contribution au développement de la richesse nationale et de la puissance de production et d'exportation de la France (1). Pratiquement : pour réaliser ses objectifs, le patronat a organisé des services de documentation et des études professionnelles, aussi bien qu'il s'est préoccupé du régime douanier, de l'organisation générale de la production par l'institution des comptoirs, par l'amélioration des techniques de la production, par des réalisations collectives des questions fiscales et par l'expansion commerciale. Le syndicalisme patronal n'a pas non plus négligé les questions ouvrières. Pour lutter contre les grèves, il a organisé les caisses d'assurances, contre les conséquences de grèves. Il a poursuivi sa politique des salaires, a pris part à la discussion des charges du patronat ainsi qu'à l'élaboration de la législation ouvrière à savoir de la conciliation et de l'arbitrage. Le patronat s'est intéressé à l'orientation professionnelle, par l'organisation du pré-apprentissage, de l'apprentissage et du fonctionnement technique, ainsi qu'il a institué des œuvres de patronages en matière de logement, d'alimentation, d'hygiène, de distraction et de prévoyance (les charges de famille et les primes de la vie chère) (2).

Désirant être indépendant, le syndicalisme patronal s'oppose à la forme mixte. En 1892, il y avait en France 147 syndicats mixtes avec 38.005 adhérents. Les conventions collectives du travail qui sont un moyen excellent de collaboration entre les patrons et les ouvriers, ne sont pas bien vues par les patrons français. Sous la pression directe du Gouvernement pendant la guerre, le nombre des conventions collectives du travail est assez élevé. En 1919, il y en avait 557. Depuis, le nombre est en régression. Seulement 38 conventions étaient conclues en 1922. L'hostilité patronale à leur égard est incontestable. Le syndicalisme patronal veut tout primer, tout dominer. M. Vil-

(1) Villey : L'organisation professionnelle des employeurs, p. 59.

(2) Villey : op. cit., pp. 30, 121 et s. 147 et s. 173, 124, 235, 244, 260, 276, 278; Martin Saint-Léon, p. 19 et s.

ley est dans le vrai quand il dit que les « organisations patronales, après un essai très réel et très sincère sont revenues à la répugnance pour le système de collaboration avec les organisations ouvrières » (1), bien que M. Peyermhoff croie en la nécessité de l'entente et prévoit qu'elle est possible, quant aux problèmes généraux de la production et aux grandes orientations de la politique sociale (2). Le fait est certain : le syndicalisme patronal désire être indépendant et tout soumettre à lui. D'où son intervention dans la vie économique et sociale du pays. Mais y a-t-il des limites ? Le patronat ne veut-il pas ériger ses organisations en rouages constitutionnels de la vie nationale ? On dirait que non. M. Peyermhoff plaide contre la direction de l'Etat par l'économie. « A chacun son métier », c'est sa devise. Mais il admet que « les gens de l'économie, qu'ils soient patrons, qu'ils soient ouvriers, pourront éclairer le personnel de la politique, le prémunir contre ses défauts en quelque sorte professionnels » (3). M. Villey aussi s'oppose à toute tentative du patronat d'obtenir une « compétence exclusive », en limitant son ambition à sa participation sous certaines conditions à la direction des affaires économiques et sociales.

Ainsi par son caractère individualiste, le patronat est devenu syndicaliste, par suite des besoins impératifs de notre temps. Conservateur, il ne demande qu'à garder l'état de choses actuel. Sa doctrine est le recueil des principes de l'auto-défense qui considère encore que son intérêt principal est son indépendance et sa force. S'accommodant du présent système politique, le syndicalisme patronal opte pour des réformes limitées en vue de la « conservation des valeurs et des compétences », au moyen d'une timide participation à la vie juridique nationale, par des conseils.

(1) Villers : op. cit., p. 331.

(2) Peyermhoff : Les formules modernes de l'organisation économique, p. 448.

(3) Peyermhoff : op. cit., p. 456.

§ 3 — LE SYNDICALISME AGRICOLE

Enfin, la troisième sorte du syndicalisme français, le syndicalisme agricole (1), se distingue nettement des syndicalismes ouvrier et patronal. L'esprit et les mobiles, la doctrine et les méthodes sont tout à fait autres. L'agriculture ne connaît ni la vie collectivement condensée dans un quartier, ni la concentration des masses, ni la soumission de toute activité à la machine. D'où son syndicalisme est nettement corporatif et n'a qu'un seul but : la prospérité professionnelle. Les circonstances matérielles de sa vie et le milieu ne l'ont pas jeté dans la voie révolutionnaire, ni ne l'ont déterminé à transformer du haut en bas la société présente. Hostile à toute tentative de s'ériger en Etat dans l'Etat, le syndicalisme agricole poursuit sa tâche économique et sociale. Sa doctrine (2) prévoit en premier lieu la rationalisation de la culture par l'emploi d'instruments perfectionnés qui faciliteront le travail en augmentant la production par la diminution du prix de revient et du coût de la vie dans les campagnes. Le syndicalisme agricole s'occupe de l'enseignement agricole et de l'acquisition par ses adhérents des instruments agricoles et des engrais nécessaires pour augmenter la production. L'organisation de la vente des produits agricoles, des offices de renseignements et de placement de l'assistance, de la prévoyance et de la coopération ainsi qu'un concours agricoles, fait partie également de son programme. Ce dernier se réalise par la mise en œuvre des coopératives d'achat, d'outillage de production et de ventes, du crédit agricole et des assurances agricoles contre l'incendie, la mortalité du bétail, la grêle, les accidents, ainsi qu'il assure et organise le placement et les retraites agricoles (3).

(1) Prévu par la loi de 1884, le syndicalisme agricole s'est développé surtout après l'entrée en vigueur de cette loi. En 1890, il avait 648 syndicats et 234.234 syndiqués. En 1918, 1.667 syndicats et 1.029.727 syndiqués. — Martin Saint-Léon : *Syndicalisme ouvrier et syndicalisme agricole*, p. 81.

(2) Elle est contenue en statuts modèles de l'union du Sud-Est agricole. — Voir Martin Saint-Léon, *op. cit.*, pp. 87-9.

(3) Martin Saint-Léon : *op. cit.*, pp 120, 135, 191, 105.

Le syndicalisme agricole au point de vue social réclame l'amélioration du sort des travailleurs agricoles par leur accession à la petite propriété. La lutte de ces syndicats en faveur des habitations à bon marché les montre en action pour l'application de leur doctrine. Ils ont également combattu pour la représentation professionnelle de l'agriculture. L'institution des chambres d'agriculture obligatoirement consultées dans certains cas, a dans une certaine mesure, satisfait leur demande d'organisation et de représentation de l'agriculture.

Ainsi nettement corporatif et antirévolutionnaire (1), le syndicalisme agricole portant en soit tous les caractères du milieu qu'il représente est une des forces importantes du syndicalisme modéré et de la France d'aujourd'hui.

(1) Il y a un nombre très restreint de syndicats agricoles rouges qui propagent la lutte des classes et sont hostiles aux œuvres de mutualité et de prévoyance.

CHAPITRE CINQUIEME

LA REPRESENTATION PROFESSIONNELLE TELLE QU'ELLE EST ENVISAGEE PAR LES PUBLICISTES ET PRATIQUEMENT REALISEE

A) Théories de la représentation professionnelle formulées par les publicistes.

1° Déjà en 1820, l'avocat Albert Fritot considère dans sa « Science du publiciste » que les hommes sont destinés à vivre en société pour pouvoir se défendre et travailler. Les institutions sociales doivent religieusement respecter tout ce qui tend au maintien de la société et éviter tout ce qui pourrait le faire haïr (1). Elles ne sont pas éternelles. Leur amélioration est désirable, surtout le perfectionnement de l'organisation intérieure des gouvernements (2). La nécessité est de réaliser la représentation des classes principales qui sont au nombre de deux : les propriétaires et les industriels. La représentation sera donc assurée par la chambre des propriétaires terriennes et foncières, et par la chambre des industriels où seront représentés le commerce, les sciences et les arts, par des représentants qui posséderont une volonté libre, indépendante et personnelle (3). Par là, Fritot se déclare partisan du système bicaméral qu'il explique par une forte phrase : « il n'est réellement pas dans la nature de distinction plus réelle et plus propre à servir de base à la séparation de la représentation en deux branches que celle de la propriété et de l'industrie » (4). Chaque chambre aura cent cinquante représentants pour l'élection desquels il demande qu'on tienne compte non seulement de l'étendue du territoire et de l'importance de la population, mais encore de la nature des productions du sol, de l'agriculture, du commerce et de l'industrie.

(1) Fritot : Science du publiciste, t. II, p. 52.

(2) Fritot : op. cit., t. II, p. 320.

(3) Fritot : op. cit., t. VI, p. 12.

(4) Fritot : op. cit., t. VI, p. 25.

2° Saint-Simon est son contemporain. Précurseur et partisan d'une S.D.N. qui réalisera la réorganisation européenne, il propose l'institution d'un « conseil de Neuweton » qui gouvernera ce super-Etat. Il l'appelle le Parlement Européen et lui donne le caractère professionnel, parce qu'il le compose seulement de négociants, des savants, des magistrats et des administrateurs qui représentent leurs corporations respectives (1). Saint-Simon réclame également une organisation sociale qui sera proportionnée « à l'état des lumières et de la civilisation » (2). Chacun doit avoir sa tâche dans la société. Les artistes passionneront; les industriels feront de la législation; les banquiers auront la direction exécutive. Pour assurer une bonne organisation sociale, il faut tenir compte des capacités et des classes existantes. Au lieu et place des militaires, des rentiers, des nobles et des légistes, il faut donner aux industriels « l'administration de la fortune publique » qui, à côté des travailleurs, représentent seuls la nation. « La politique est la science de la production ». Et c'est pourquoi la science et l'industrie transformeront la société dès qu'elles seront investies du pouvoir gouvernemental. Ces transformations réalisées par des substitutions des classes productives au clergé et aux féodaux se feront par des moyens pacifiques et grâce à elles, les luttes et les révolutions seront terminées et la nation sera « à l'abri de toute nouvelle secousse ».

Pratiquement, son parlement se compose de trois chambres (3) : la chambre d'invention, la chambre d'examen et celle des communes. La chambre d'invention comptera trois sections et trois cents membres : la première section sera composée de deux cents ingénieurs civils, la seconde de cinquante poètes ou autres inventeurs en littérature et la troisième de vingt-cinq peintres, de quinze sculpteurs ou architectes et de dix musiciens. Son rôle sera d'élaborer des plans pour les travaux publics et des projets pour les fêtes publiques. La seconde, la chambre d'examen, comprendra trois cents membres, dont deux cents physiiciens et cent mathématiciens. Elle exa-

(1) Leroy : Henri de Saint-Simon, p. 124129.

(2) Œuvres, p. 143, dans la brochure : Des Bourbons et des Stuarts 1822

(3) Œuvres par Enfantin - XX^e vol., pp. 51-58 et Charley : Histoire du Saint-Simonisme, p. 16.

minera les projets de la chambre d'invention et préparera des projets d'éducation politique générale et des fêtes publiques. Enfin, la Chambre des Députés se composera des chefs de toutes les branches de l'industrie et sera une chambre d'exécution.

Il est clair que Saint-Simon demande un état professionnel avec l'administration professionnelle, qui se réalisera par la mainmise des producteurs sur l'Etat.

3° Fourier préconise l'organisation de la société par les associations qu'il appelle les phalanges où seront représentées les trois forces sociales : le capital, le travail et la capacité et où tous les grades seront conféré par l'élection » (2).

4° Moraliste, philosophe, théoricien politique, Proudhon lutte contre la religion et la propriété pour enfin arriver à la défendre (1). Il lutte aussi pour l'égalité des salaires et ensuite pour leur proportionnalité, ainsi que pour le crédit gratuit et la banque d'échange. Il revendique au point de vue économique une fédération agricole et industrielle; au point de vue politique une fédération politique qui est la décentralisation, qui seule conduira au progrès. Au point de vue social, apologiste de la liberté, partisan des régnes des contrats individuellement consentis, il nie l'autorité de l'Etat pour affirmer celle des masses. Adversaire de la grève, partisan de la fusion des classes et des réformes pacifiques, il est aussi considéré comme le père spirituel de la CGT et du syndicalisme révolutionnaire. Persuadé que les fonctions économiques sont de beaucoup plus importantes que les autres, il réclame que l'atelier remplace le gouvernement pour pouvoir libérer le travail, lui donner sa véritable place et assurer le règne de la justice. Par lui, l'enseignement et l'organisation professionnelle seront réalisés ; cette organisation doit se façonner suivant le principe de la graduation maçonnique. Cela le conduit à se prononcer en adversaire de la démocratie contre le suffrage universel qui est « le moyen le plus sûr de faire mentir le peuple » car il donne la prépondérance à l'Eglise, à la justice, à l'armée, aux douanes, à la police et à l'administration. C'est pourquoi il faut l'organiser et par là on arrivera à connaître la véritable pen-

(1) Totomiantz : Histoire des doctrines économiques, p. 103 et s.

(2) Proudhon et notre temps; Aimé Berthod, Proudhon, Bouglé : La sociologie de Proudhon; Gide et Rist.

sée collective, la raison publique qui est identique avec la justice même. D'où la théorie de la force collective se présente comme son idée fondamentale qui, avec la notion de série, le conduit à l'idée de la solidarité et bien qu'il ne le dise pas, expressément, à la représentation professionnelle. Il ne l'a pas formulé malgré que tous ses travaux l'y ont conduit et c'est la tâche que ses successeurs idéologiques, M. Paul Boncour et la C.G.T. ont remplie en soulignant par là son importance pour la pénétration et l'affirmation de l'idée de la représentation professionnelle.

5° Sismondi (1) et Le Play (2) s'occupent de la représentation des intérêts. James Lorimer demande que le système électoral corresponde à la structure sociale et la photographie (3). Bluntschli est partisan des élections par les classes ainsi que de la prise en considération de la culture intellectuelle, des forces et des besoins de la société (4). De Mohl propose l'organisation de trois groupes d'intérêts : matériels, spirituels et locaux (5). Il suit Ahrens (6) qui considère que le but d'un Etat est d'assurer l'équilibre et l'harmonie dans la société par les rapports de conformité entre toutes les personnes et toutes les choses. La représentation de tous les ordres, la vie humaine saisie sous toutes ses faces réalisent pratiquement cet équilibre. Presque partout, le système abstrait individualiste est en honneur. Ne connaissant que la qualité formelle, la démocratie représentative part de la notion abstraite du citoyen et l'appelle à voter en tant qu'il est un citoyen, sans s'occuper ni de ses autres qualités, ni des rapports réels et personnels qu'il a et qu'il subit dans l'ordre social. Mécontent de cela, Ahrens demande le changement et la substitution d'un autre système qui sera « un reflet, et en quelque sorte un extrait de l'organisme social ». Persuadé que dans la société, il y a deux espèces de groupes, il considère que dans le premier les hommes sont embrassés « sous toutes les faces principales de la vie » et que dans le second, « ils se groupent d'après les buts

(1) Benoist : Crise de l'Etat moderne, p. 168.

(2) De la Grasserie : De la représentation professionnelle, p. 253.

(3, 4 et 5) : Prins : p. 201-202.

(6) Ahrens : Traité du droit naturel, t. I, p. 77, et t. II, p. 200 et II, p. 421.

principaux de la vie ». En conséquence le droit d'élire appartiendra à tous les majeurs, mais il s'exercera dans deux circonscriptions; territoriale et sociale. De ce double système d'élection résultera le système bicaméral. Le première chambre représentera les grands corps politiques, en dernier lieu, les provinces d'un Etat unitaire ou les états membres d'un état fédéral, comme aux Etats-Unis, tandis que la seconde assurera la représentation des divers ordres de culture ou, comme on dit, des intérêts sociaux. Par là, des avantages certains se réaliseront d'après l'auteur du Traité de droit naturel ; les projets seront examinés à un double point de vue : à celui des parties et à celui du tout. Ensuite, par une meilleure connaissance des personnes et des choses, le choix des électeurs satisfera mieux les besoins publics. Enfin, au lieu d'un suffrage inorganisé on établira la représentation des grands organes de la vie et de la culture, comme on a fait au Hanovre de 1849 à 1855. C'est la raison pour laquelle Ahrens attache son nom à la représentation professionnelle.

6° Le sociologue, de La Grasserie et le socialiste Benoît-Mallon préconisent aussi la représentation professionnelle. D'après de La Grasserie (1), il faut substituer la représentation organique à la représentation amorphe, la représentation de ceux qui se groupent par leurs affinités et par leurs intérêts à la représentation unique des opinions et des convictions. Dans la société, il y a des rapports fréquents entre les hommes de même métier ; un « esprit de corps » se forme, ce qui montre clairement qu'« à côté de ses opinions, le citoyen possède des intérêts qui en sont bien distincts ». Leur représentation s'impose; la presse, l'instruction, les constructeurs, les agriculteurs, les commerçants, les industriels doivent notamment prendre part à la représentation. La nation sera représentée d'une façon complète, non seulement quant aux opinions, mais aussi quant aux intérêts, soit professionnels, soit territoriaux. De La Grasserie, en conséquence, a proposé un système de représentation qu'il juge nécessaire d'être triple : quant aux opi-

(1) De la Grasserie : Structure politique de la Société.
De la Grasserie : De la Représentation professionnelle.

nions politiques et sociales, quant à l'intérêt territorial et quant à l'intérêt professionnel. Les conditions de l'éligibilité, le vote, le dépouillement, la composition du collège doivent être distincts dans les trois cas. Pratiquement, il propose, en la fondant sur des éléments existants, la réalisation de la représentation, qui s'organisera en utilisant les syndicats existants. Il y aura les syndicats des agriculteurs, des industriels, des fonctionnaires, des diverses branches du commerce et des professions libérales. D'après de La Grasserie, la chambre professionnelle ne possèdera pas la puissance législative; elle sera dotée de l'initiative et de la préparation des lois provenant de la chambre des députés, représentant les opinions, et assumera la défense de ces lois devant elle-même. Egalement le droit de prendre part à l'élection du président de la République et à la revision de la constitution ne lui manquera pas. Par là, la représentation professionnelle ne sera ni en dehors du gouvernement ni contre lui, mais elle deviendra « partie intégrante » et agira « utilement et sans violence pour l'avantage commun ».

Benoit-Malon (1) a préconisé un système de deux chambres: La première, politique représentant la politique, devait s'occuper de la politique étrangère, de l'éducation, du culte, des beaux-arts, des fêtes publiques, de la poésie et de la justice. La seconde chambre, pour assurer la représentation de l'économique, se composerait de trois sections où seraient respectivement représentés les intérêts spéciaux et les intérêts communs, ainsi que les applications sociales.

7° Egalement le doyen Larnaude (2), dans son cours, trace la structure de la société et constate qu'il y a des groupements économiques et politiques qui tendent à être représentés. Emile Faguet s'élève contre la méconnaissance, l'oubli et le mépris de toute compétence en demandant sa part légitime. Voyant dans les compétences intellectuelles techniques et morales des nécessités sociales, il demande leur représentation. Le peuple a besoin de la participation des compétences à la direction des

(1) Cité par André Labrousse : La Représentation politique des intérêts professionnels, thèse, p. 95.

(2) Boncour P. : Fédéralisme économique, p. 1 et Francis de Benoist, thèse, pp. 30-34 sur la représentation politique des intérêts professionnels.

affaires publiques, à côté des représentants des individus qui, seuls, peuvent savoir ce que le peuple « pense, ce qu'il veut, ce qu'il désire, ce qu'il croit, ce qu'il espère » (1).

8° C'est surtout avec Adolphe Prins et Charles Benoît que la doctrine sur la représentation professionnelle s'enrichit. Professeur de l'Université de Bruxelles, Adolphe Prins s'est livré à la critique du régime parlementaire et de la démocratie, dans son livre « La démocratie et le régime parlementaire » dont la seconde édition date de 1887. Depuis dans « l'esprit du gouvernement démocratique », il précise et confirme ses idées. Son influence sur le développement de l'idée professionnelle est énorme parce que c'est Charles Benoît, le plus connu des militants de la représentation professionnelle en France qui, dans un article de l'« Echo de Paris », déclare que c'est à lui qu'il doit ses théories et son action sur la représentation professionnelle.

Prins trouve que notre société se caractérise par un goût marqué vers l'abstrait, par un individualisme poussé à l'extrême, ainsi que par la médiocrité des parlementaires et des ministères, ce qui révèle bien l'impuissance de la démocratie (2). La démocratie, c'est la corruption, l'entraînement, le hasard, l'écrasement de la minorité par la majorité en vertu de sa loi unique : la moitié plus un. Au lieu des plus capables, la démocratie a à sa tête les plus influents, d'où la stérilité parlementaire qui conduit aux résultats fâcheux pour la collectivité. La démocratie parlementaire ne date que de la révolution « qui a rompu avec le passé » et à la représentation des forces sociales a succédé la représentation du nombre, qui se fait par le suffrage universel, qui est « un mirage » (3). Le suffrage universel n'est ni utile, ni nécessaire, ni fécond, parce qu'il donne le pouvoir aux « médiocres et faiseurs » et n'arrive jamais à une représentation sincère du corps social. D'où, après cette faillite de l'œuvre révolutionnaire, il lui semble logique que, « pour représenter le peuple, il n'est pas indispensable de faire voter tout le monde » et qu'il est utile de se

(1) Faguet : Le culte de l'incompétance, p. 233.

(2) Prins : La démocratie et le régime parlementaire, p. 15.

(3) Prins : op. cit., pp. 174 et 181.

tourner vers le passé et de connaître l'expérience et le fonctionnement des institutions anciennes. C'est pourquoi il étudie la démocratie primitive des campagnes où il constate que le foyer est le centre de gravitation, que la propriété n'est pas seulement individuelle, mais aussi collective, que la justice et l'administration sont assurées par leurs propres forces, toujours dans l'esprit de la fraternité et de la solidarité. Il s'occupe également de la démocratie des villes, où il constate qu'entre les villageois de ce temps, il y avait une communauté d'origine, de croyances, de position, de profession, qui amène des rapprochements et crée des distractions sans aucune analogie avec les divisions administratives (1). La société urbaine prend la forme corporative, qui donne aux classes inférieures le sentiment de la légalité et de la modération. Il y a des guildes bourgeoises et des corps de métiers. Ils ont des avantages réels, des assemblées corporatives, des règlements professionnels et ont en vue l'intérêt de la majorité. Ils représentent l'intérêt politique, judiciaire, professionnel et militaire dont il faut aujourd'hui tenir compte. Il ne s'agit pas de reconstituer le moyen-âge, mais des réformes s'imposent. « Les seules fondations résistantes qu'on puisse donner au parlementarisme, ce sont les intérêts sociaux » (2). L'intérêt social est l'élément régulier, permanent de l'ordre pratique. La société n'est pas seulement artificiellement divisée en circonscriptions administratives, elle a au contraire, « une membrure organique », « des assises naturelles », c'est-à-dire des collectivités d'intérêts, des groupes agricoles, urbains, industriels, économiques, artistiques, scientifiques. En conséquence, il est logique que les groupes revivent, les chambres syndicales de patrons et d'ouvriers, les trade unions, les corps universitaires aussi. Il ne faut pas l'oublier en organisant une nouvelle représentation pour parer aux défauts de la démocratie. Celle-ci « doit s'organiser non à raison du nombre des votants, mais de l'importance sociale de l'intérêt représenté (3). Cet intérêt doit s'évaluer. Prins propose trois divisions principales : premièrement, districts agricoles et industriels. Dans chaque can-

(1) Prins : op. cit. p. 47 et s.

(2) Prins : op. cit. p. 216 .

(3) Prins : op. cit. p. 212.

ton industriel ou rural, il y aura deux collèges : collège de la propriété rurale ou industrielle, collège du travail agricole ou industriel. Secondo, pour les villes moyennes, il y aura trois collèges, capacitaires, censitaires et tous les autres citoyens; enfin troisièmement, pour les grandes villes, il y aurait neuf collèges représentant la propriété urbaine, la science, l'art, les belles-lettres et l'enseignement; le droit, l'industrie et le commerce, les travailleurs urbains ; l'hygiène et les travaux publics; la défense nationale; l'administration et enfin le culte. Si un électeur appartient aux différents groupes, il n'a qu'à choisir celui qu'il préfère. Pratiquement, Prins prévoit une Chambre et un Sénat. La Chambre représentera les groupes sociaux; le Sénat, les catégories sociales et les capacités véritables. Lui, le Sénat est utile quand il réunit les personnalités du premier ordre. L'élection même n'est pas nécessaire. La fonction peut être accordée de droit au titre, par exemple, aux bâtonniers de l'ordre des avocats ou aux recteurs universitaires.

Telles sont les idées de « l'apôtre le plus fervent de la représentation des professions » qui veut le groupement d'après nos tendances, et qui désire « que la loi protège et reconnaisse les groupements naturels et que le droit électoral soit mis en corrélation avec ses groupements » (1) car le régime parlementaire doit être « la représentation de toutes les classes, de tous les droits, de tous les intérêts ».

9° Professeur, député, ministre plénipotentiaire, Charles Benoist s'est efforcé, par ses nombreux ouvrages, de démontrer l'incohérence et de souligner les vices et les résultats fâcheux de la démocratie et du régime représentatif. « La crise de l'Etat moderne », « les maladies de la démocratie », « sophismes politiques de ce temps », « la réforme parlementaire » sont les titres symboliques de ses ouvrages et en même temps les reflets sincères de ses opinions intimes.

Dans la démocratie, dans le régime représentatif « les unités viennent d'où elles peuvent, se rapprochent et se rangent comme elles peuvent » (2). L'homme y compte comme individu et non comme élément social. C'est pourquoi le champ est

(1) Prins : op. cit. p. 216.

(2) Benoist : La crise de l'Etat moderne, p. 16.

ouvert aux audacieux, aux malins, aux cyniques et aux inconscients. La politique devient un métier, ses professionnels s'appellent les politiciens. Ordinairement, les élus du suffrage universel, c'est-à-dire de l'argent et des comités, sont des avocats, des médecins, des professeurs et des publicistes, parce que « tout se plaide, tout se traite ». Une législation impulsive et incohérente, un gouvernement précaire et contraint aux négociations de couloirs, une politique médiocre et stérile sont les conséquences du suffrage universel inorganique et le témoignage visible de la crise de l'Etat moderne.

D'après Benoist, ces résultats du règne représentatif sont fâcheux, parce que sa base est aussi fausse. Sa représentation s'obtient, grâce au nombre qui ne se réalise que par le suffrage universel inorganique et qui est l'expression de la souveraineté nationale. L'idée de la souveraineté nationale est une idée « qui se pose en s'opposant » (1). Mystique et théologique, elle n'est pas par sa propre nature indivisible. « Si elle se partage, elle dégénère en anarchie et se détruit » (2) comme cela se fait par le suffrage universel. D'où « l'idée de la souveraineté est fausse et inutile ». Servant à l'anarchie, il faut la remplacer pour pouvoir organiser la représentation et c'est possible uniquement si on la ramène à la vie et si on la fonde sur la vie. En observant, on s'aperçoit que l'individu n'est pas seul à vivre dans la nation. Il y vit de sa vie individuelle plus qu'une multitude des petites vies collectives. Comme « l'Etat doit être fait de tout ce qui vit dans la nation » le suffrage fondé exclusivement sur le nombre est inorganique. Il faut pour l'organiser, « emprunter à ces vies collectives les éléments d'une organisation ». Le vote ne serait pas l'exercice de la souveraineté, mais la fonction de la vie nationale, sa représentation et son image qui se modèlera sur cette vie.

Dans l'organisation de cette représentation qui sera la fonction de la vie nationale, Benoist ne se satisfait pas avec les remèdes temporaires : l'éducation du suffrage, le vote obligatoire, la substitution du scrutin de liste à celui d'arrondissement et du vote public au vote secret, ni même avec la représentation proportionnelle des opinions. Il veut « la représen-

(1) Benoist : La crise de l'Etat moderne, p. 161.

(2) La Politique, p. 42.

tation vivante du pays vivant », la représentation réelle du pays réel, du pays tout entier. Son suffrage organisé restera le suffrage universel, car il n'y aura pas de privilèges, le droit de vote restera égal à tous. Le parlement se composera de deux corps : la chambre des députés et le Sénat, qui auront des différentes origines, mais qui sont nécessaires pour réaliser l'équilibre et se faire contrepoids. Le Sénat en France se composera de trois sénateurs par chaque département. Un sera nommé par et parmi les conseils municipaux, le second par et parmi les conseils généraux et le troisième par et parmi ce qu'il est de droit et de coutume, d'appeler les corps constitués : académies, universités, cours et tribunaux, chambres de commerce, barreaux d'avocats, chambres de notaires, d'avoués, conseils de prud'hommes. Il représentera les unions locales, administratives et civiles, les organes de la vie de l'Etat, les vies collectives de la nation. La Chambre des députés représentera les individus mais dans le groupe professionnel. Les députés seront élus au suffrage universel direct étant répartis préalablement suivant les professions de trois ou quatre groupes très larges, en double circonscriptions : la circonscription territoriale déterminée par le département et la circonscription sociale déterminée par la profession. Par le chiffre de la population, il détermine le nombre des députés à élire et il répartit ensuite ce nombre obtenu d'après l'importance des professions organisées et différenciées. En cas que certaines professions ne puissent atteindre le quotient nécessaire, il les unit l'une à l'autre pour former un groupe nouveau. Si toutes les professions obtiennent le quotient électoral, il y aura huit groupes : agriculture, industrie, transports, commerce, force publique, administration publique, professions libérales, personnes vivant de leurs revenus. Sinon : 4 groupes : agriculture, industrie, transport et commerce et enfin force publique, administration publique, professions libérales et rentiers, ou même trois groupes : agriculture, industrie, transport et commerce et force publique, etc. Les circonscriptions sociales et territoriales peuvent s'élargir. D'après la statistique de 1891, la chambre française des députés sera composée de 225 représentants de l'agriculture, de 164 de l'industrie, de 48 du commerce et de 57 du transport. Les ouvriers et les patrons vote-

ront tous ensemble, car « ce qu'il importe d'éviter, c'est de constituer des classes en antagonisme, à quoi l'on arriverait sans faute si à une catégorie de patrons, l'on opposait une catégorie d'ouvriers » (1). Ni le césarisme, ni le collectivisme révolutionnaire ne prendront, ni ne seront la solution à la crise de l'Etat moderne si la représentation qui représente le gouvernement qui gouverne, ne sont pas réalisés. A ce prix seulement, la lutte des classes s'arrêtera, se modèrera, s'effacera. Les deux chambres seront représentées, auront le droit de contrôle et de sanction, de critique et de consentement et seront dotées d'un Conseil d'Etat qui aura un rôle législatif et dont le concours sera obligatoire.

Telles sont les idées de M. Benoist (2) qui, comme Duguit, demande l'organisation du suffrage et la représentation de la collectivité tout entière, mais se distingue de ce dernier en préconisant la disparition une fois pour toujours de l'idée métaphysique de la souveraineté, la traitant d'inconciliable avec le principe de la représentation professionnelle, mode unique de l'organisation politique.

10° En vue de rechercher la vraie démocratie sociale, M. Eugène Fournière dans sa « Sociocratie » constate aussi « l'insuffisance de la démocratie pure » et la crise démocratique. Persuadé que pas une seule page de l'histoire ne témoigne de la réalisation pratique de la démocratie pure et que l'inadaptation de notre Etat actuel à la démocratie moderne est évidente, aussi bien que le suffrage universel est incompetent et inorganisé, M. Fournière, après avoir constaté l'exploitation de la nation par les partis et la nécessité d'une restauration d'autorité réclame à son tour « une démocratie réelle », et « la réorganisation de la souveraineté publique » (3). Cela, il espère le réaliser par le développement de l'esprit d'association. La sociocratie, le règne des associations réalisera la démocratie sociale dont il rêve. Ces associations, une fois formées et déve-

(1) Benoist : La crise, p. 187.

(2) Ch. Benoist : Crise de l'Etat moderne, la réforme parlementaire, les maladies de la démocratie, la politique, sophismes politiques de ce temps.

(3) Eugène Fournière : la sociocratie, p. 95, 106, 111, 125.

loppées doivent, en tant que facteurs essentiels de la solidarité générale, assurer les fonctions économiques, esthétiques, idéologiques et morales que l'Etat, normalementfi fait aujourd'hui. Cette transplantation des fonctions, M. Fournière désire la réaliser », non par amputation, mais par intégration réciproque de l'Etat et des associations, c'est-à-dire par l'achèvement de la démocratie en sociocratie » (1). Enfin, pour réorganiser la souveraineté publique, M. Fournière se fait partisan du vote cumulatif. Tous les majeurs appartenant et exerçant des professions déterminées par leur vote, participeront à la puissance publique dans les régions, communes et autres circonscriptions administratives. Prendront part également à côté du vote par profession à la participation et à l'exercice de cette souveraineté, les membres des associations éducatives, scientifiques, hygiéniques, esthétiques, religieuses et philosophiques. Là le vote cumulatif sera le principe. On votera dans toutes les associations où l'on sera inscrit. Mais les associations économiques auront en tout cas la priorité par laquelle il espère opérer la socialisation. Les partis politiques n'y existeront pas et les deux chambres y substitueront (2).

11° Le plus grand sociologue français Dukreim donne la base idéologique à la représentation professionnelle par la mise en relief de la solidarité sociale. Il considère (3) que la vie sociale dérive d'une double source : de la similitude des consciences ou de la solidarité mécanique et de la division du travail social ou de la solidarité organique. La solidarité mécanique résulte de l'attachement de l'individu à la société, de l'interpénétration des deux consciences individuelle et collective qui ne font qu'une (4). La solidarité organique implique la division du travail où chacun a une sphère d'action qui lui est propre, une tâche qu'il doit accomplir, donc une personnalité distincte qui, au fur et à mesure de son individualisation et de son autonomie et par là de son utilité aux autres, par suite de l'échange des services et des produits acquis, voire de

(1) Eugène Fournière : op. cit. p. 131.

(2) Fournières : op. cit. p. 176-177

(3) Durkheim : La division du travail social, p 205.

(4) Durkheim : op. cit. p. 74.

la satisfaction des besoins sociaux, fera la société plus grande et la vie sociale plus perfectionnée (1). Donc, la division du travail résultant de la diversité d'aptitudes assure la solidarité sociale qui correspond à la communauté des besoins, qui n'aura pas seulement une importance économique, mais sera encore un phénomène moral, une base de l'ordre moral.

Mais la solidarité mécanique et la solidarité organique ne restent pas toujours les mêmes dans leurs rapports respectifs. La solidarité par division du travail se substitue à la solidarité par similitude (2), prend la prépondérance sur elle et remplit son rôle antérieur. Par là, elle devient la source principale de la solidarité sociale, voire de la vie sociale entière. « L'importance de la division du travail est telle que la civilisation n'a de raison d'être que dans la mesure où la division du travail elle-même se trouve être nécessaire » (3). Les nouveaux types d'organes remplacent les anciens. Cela prouve que chaque solidarité, soit mécanique, soit organique, correspond à des types sociaux et à des structures sociales de nature déterminée. La division du travail, par conséquent, devenant l'élément fondamental de la société, implique des transformations dans notre organisation sociale et politique. Elle conduit nécessairement à une organisation politique et sociale qui « aura une base exclusivement ou presque exclusivement professionnelle » (4).

Durkheim considère également qu'« une nation ne peut se maintenir que si, entre l'Etat et les particuliers s'intercale toute une série de groupes secondaires qui soient assez proches des individus pour les attirer fortement dans leur sphère d'action et les entraîner ainsi dans le torrent général de la vie sociale (5). « Ces groupements qui sont les plus aptes à remplir ce rôle sont les groupements professionnels. D'où la corporation exerçant son activité sous les formes les plus diverses, par suite du progrès de la division du travail, prend dans la société la place prépondérante. Il faut l'organiser et lui don-

(1) Durkheim : op. cit. p. 101.

(2) Durkheim : op. cit. p. 148

(3) Durkheim : op. cit. p. 328.

(4) Durkheim : op. cit. p. 167.

(5) Durkheim : De la division du travail, préf. de la 2^e éd. p. 33.

ner le caractère public (1). Au lieu de rester un agrégat confus et sans unité, elle doit devenir un groupe défini, organisé, en un mot une institution politique. Pour ne pas être ce qu'elle était au Moyen Age, elle doit être en rapport avec les cadres de la vie économique (2). Et c'est pourquoi, au lieu de districts « territoriaux juxtaposés, la société se présentera comme « un vaste système de corporations naturelles » (3). Par là, les intérêts sociaux s'exprimeront mieux et la représentation sera « plus fidèle de la vie sociale dans son ensemble » ; les lacunes de notre organisation politique seront comblées, car les liens territoriaux sont de plus en plus fragiles.

Grand sociologue, Durkheim n'a pas esquissé un système d'organisation professionnelle en détail, mais il l'a préconisé et lui a donné sa base et sa raison d'être. Sa solidarité sociale l'a conduit inévitablement à l'affirmation de l'existence et de la nécessité des groupements et à leur organisation professionnelle. Duguit, Boncour, les professionnalistes ultérieurs en tiendront compte.

12° M. Paul Boncour a aussi contribué pour une large part au développement et à la mise en lumière de la représentation professionnelle. Mais M. Paul Boncour n'a pas échafaudé un système de représentation professionnelle, ni même présenté les grandes lignes de la construction nouvelle qui répondra aux besoins et aux nécessités sociales et économiques. En interrogeant l'histoire et par la connaissance des faits, il est arrivé simplement à se faire partisan du fédéralisme économique et à conclure à la possibilité du syndicalisme obligatoire. Par là, M. Boncour trouve, comme Duguit que la liberté du travail, l'interdiction des corporations et des groupements professionnels, toute l'œuvre de la Révolution, était dominée par les principes de la souveraineté. Mais depuis, les faits témoignent de leurs effacements progressifs. Les lois de 1864 et de 1884 créent un régime nouveau distinct de celui que la Révolution avait fait. L'évolution économique, l'évolution de l'industrie vers la grande entreprise, les transformations dans les procédés de fabrication, dans l'établissement des débouchés et

(1) Durkheim : *Le suicide*, p. 436.

(2) *De la division du travail*, préf. p. 27.

(3) *De la division du travail*, p. 31.

l'agrandissement des marchés, la concentration des capitaux et la séparation du capital et du travail ont été les causes de cette dégénérescence du régime révolutionnaire. Les rapports entre l'individu et les groupements changent, la liberté d'association par suite, s'affirme et le mouvement associationiste prend de la force et s'impose.

Une fois l'association des groupements professionnels assurée, celle-ci poursuit la réglementation du travail et, par là, tend à ne plus être libre et spontanée, mais obligatoire et organisée (1). Ces associations ont aussi tendance à passer du droit privé au droit public, à devenir des institutions publiques. Par là, elles veulent acquérir la souveraineté du travail, la souveraineté partielle, c'est-à-dire le gouvernement de l'activité professionnelle et économique de l'individu, donc la souveraineté économique (2).

Non seulement l'histoire des corporations qui, d'associations libres sont devenues groupements obligatoires, mais aussi celle des groupements ouvriers modernes, l'autorise à conclure ainsi (3). En Angleterre les Trade Unions dans la branche du métier et pour la région qu'elles représentent, régissent d'une façon souveraine, pacifique et égale les conditions du travail. En Australie, la journée de huit heures a été imposée par les Trade-Unions d'Australie (4). Dans les autres pays, en France aussi, les mêmes symptômes se manifestent; on marche vers la souveraineté de fait, une souveraineté du travail, une souveraineté économique (5).

Cette souveraineté économique, d'après Boncour, se caractérise par la loi de majorité, la majorité des individus réunis dans une communauté économique feront la loi aux autres. Elle se détermine également par les limites régionales et professionnelles par lesquelles on assure une communauté réelle de droits et d'intérêts, donc la solidarité positive. Enfin, cette souveraineté économique se distingue par le fédéralisme des souverainetés restreintes en un groupement fédéral national

(1) Paul Boncour : Le fédéralisme économique, p. 142.

(2) Paul Boncour : Le fédéralisme économique, p. 172.

(3) Paul Boncour : Le Fédéralisme économique, p. 147-171 .

(4) Paul Boncour : Le Fédéralisme économique, p. 217.

(5) Paul Boncour : Le fédéralisme économique, p. 221.

qui se fédèrent par suite des intérêts communs et de la solidarité commune (1). En présence de deux souverainetés, M. Boncour s'occupe de leurs rapports respectifs et conclut que cette souveraineté doit se subordonner à celle de l'Etat, parce que M. Paul Boncour ne nie pas la souveraineté étatique comme Duguit, l'Etat sera obligé d'intervenir pour assurer leurs compétences respectives, voire les constitutions de leur propre individualité. Ces souverainetés peuvent également collaborer à la confection et à l'exécution des lois, parce que la souveraineté nouvelle est presque complète.

En les affirmant, il met en relief l'importance et les tendances du mouvement syndical et associationniste dont il trouve la source dans la structure sociale, à l'instar de Larnaud (2). Par là, M. Boncour a beaucoup facilité la tâche de ceux qui, par le syndicalisme, veulent assurer la représentation des professions.

13° Partisan de la décentralisation régionale et professionnelle, M. Hennessy prétend organiser les régions de France et la représentation de leurs intérêts économiques premièrement par les conseils consultatifs économiques par régions militaires (3). Ensuite, il croit traduire sa devise « la profession représentée dans la région organisée » par l'institution des conseils économiques régionaux à la fois administratifs et économiques, pour demander après la guerre, des assemblées régionales élues par les professionnels, où les sièges seront répartis d'égale manière entre les patrons et les ouvriers et qui seront dotées des attributions des conseils généraux actuels (4).

M. Joseph Caillaux n'est pas ravi de l'institution d'un Parlement professionnel qui pourra conduire à un coopératisme aussi dangereux qu'une oligarchie et qui résultera nécessairement de la représentation des intérêts. Le Parlement professionnel, est d'après l'ancien président du Conseil, toujours en proie à des luttes intestines, où les intérêts matériels auront la prédominance sur les questions morales et spirituelles. En le

(1) Boncour : *op. cit.* p. 334.

(2) Boncour : *op. cit.* p. 1.

(3) Hennessy : *Régions de France*, p. 247.

(4) Lataud et Poudenx : *La représentation professionnelle*, p. 49.

rejetant, il se déclare partisan du maintien des Assemblées parlementaires auxquelles il laisse le soin de diriger la politique ; d'un autre côté, il est persuadé qu'il faut réformer et au préalable recréer l'Etat (1), c'est-à-dire réserver la direction de l'économie à des organes nouveaux et indépendants. Pour la France, il préconise l'institution d'un grand conseil économique qui représentera les manuels et les intellectuels, élus par les groupements et les syndicats, et investi des pouvoirs réglementaires. Ainsi M. Caillaux pense réaliser sa réforme d'état en opérant comme en Allemagne la synthèse de la démocratie libérale et du soviétisme russe.

M. Henri de Jouvenel est un syndicaliste. C'est par la voie du syndicalisme qu'il est arrivé comme Duguit, à défendre l'organisation d'une représentation professionnelle. En étudiant le syndicalisme, ses nouvelles ambitions lui apparaissent. Détaché du socialisme, le syndicalisme nouveau, d'après M. de Jouvenel réclame sa part des pouvoirs, désire s'intégrer dans le mécanisme constitutionnel. Etant puissant, le syndicalisme deviendra le maître de l'Etat, si l'Etat à temps en l'organisant ne l'étatise pas. D'où voyant ces nouvelles tendances du syndicalisme, M. de Jouvenel juge nécessaire une nouvelle organisation des pouvoirs publics. Il la voit dans la modernisation de la France opérée par la syndicalisation de la République, et c'est pourquoi il propose l'ancrage du syndicalisme dans ce parlementarisme et par là, la réalisation de l'harmonie des idées et des intérêts. Par cette représentation des intérêts, on permettra « aux citoyens français de participer tous dans le cadre de leur compétence à la délibération des lois » (2). Pratiquement, pour organiser cette participation, M. de Jouvenel préconise un Parlement économique qui étudiera les problèmes de production à côté des chambres souveraines qui s'occuperont des questions générales. Les techniciens auront la présentation, la politique, la décision et ainsi : « le suffrage professionnel sera mis au service du suffrage universel » (3).

(1) Lataud et Poudenx : op. cit. p. 54, Caillaux, Ma doctrine, p. 253.
Caillaux : Où va la France, où va l'Europe?

Flayac : Résumé du livre de M. Caillaux.

(2) Henri de Jouvenel : Pourquoi je suis syndicaliste, p. 13.

(3) Henri de Jouvenel : Pourquoi je suis syndicaliste, p. 87.

Régionaliste, M. de Jouvenel enfin prévoit l'organisation du suffrage professionnel sur la base régionale. La France divisée en seize régions élira des représentants professionnels régionaux qui enverront leurs délégués à la représentation professionnelle nationale. Seront représentés et voteront finalement d'après le plan de M. de Jouvenel à nombre égal les industriels et les commerçants, les agriculteurs, les travailleurs manuels et enfin les travailleurs intellectuels et les techniciens.

14° Marc Sangnier (1) constate la différence qui existe entre le politique et l'économique. Considérant que les hommes ne sont pas seulement des professionnels ni exclusivement des citoyens, l'ancien directeur de Sion réclame en conséquence la représentation double, réalisant dans deux chambres la participation à la direction des affaires publiques et au citoyen et au professionnel. La Chambre des députés élue proportionnellement, indiquera les tendances générales du pays en maintenant « le sentiment national en face des classes fratricides ». La seconde Chambre, le Sénat professionnel, devra assurer la représentation des intérêts économiques, aussi biens ceux des patrons que ceux des ouvriers, avec la vie professionnelle du pays. Pour la réalisation pratique de son idée, M. Marc Sangnier espère mettre en œuvre le mouvement syndical actuel et la syndicalisation complète, obligatoire de toutes les professions. Ainsi les syndicats ne seront pas en « marge de la vie politique », la C.G.T. ne sera plus capable de nuire, le syndicalisme deviendra une « force légale » ; tous les membres d'une même profession étant organisés, « l'expression obligatoire de la France professionnellement organisée » étant une fois assurée, la vie politique et économique sera assainie et rendue normale ; la crise du parlementarisme ne sera plus. Sa représentation des intérêts conduit à assurer pratiquement la décentralisation étant donné que le Sénat professionnel s'organise non seulement par sections corporatives, mais par sections locales et provinciales.

Hostile à une représentation exclusive parce qu'il a trouvé que fonder la représentation du pays seulement sur ses intérêts économiques serait faire du pays « une grande maison de

(1) Marc Sauquier : Le programme de la République démocratique.
Discours à la Chambre — Séance du 21 mars 1920.

commerce dont on aurait arraché l'âme, le cœur et le cerveau lui-même », M. Marc Sangnier opte donc pour la dualité des Chambres et la représentation professionnelle à côté de la représentation politique, qui doivent former la représentation nationale.

15° M. Georges Valois est un des combattants les plus en vue de notre temps, pour la réalisation de la représentation professionnelle. Résolument anti-démocrate, M. Valois a toujours en tant que membre de l'« Action Française », aussi bien que disciple de Sorel, manifesté son dégoût pour la souveraineté du nombre et son mépris du parlementarisme. Monarchiste premièrement, républicain ensuite (1), il a consacré ses efforts à la lutte pour l'instauration du règne des forces productives et constitutives de la nation. L'Etat devant être l'expression des forces nationales, dans l'Etat, le premier mot doit logiquement appartenir aux élites résultant de ces forces. M. Valois les trouve à notre époque industrielle dans les assemblées de producteurs et dans les syndicats ouvriers. Il veut les faire participer à la direction de son Etat unitaire, corporatif et syndical à côté des chefs de famille, qui représentent également un élément social constant : la famille. D'où la représentation professionnelle de M. Valois se compose de deux chambres (2) : la première constituée par les chefs de famille contribuera à la défense de la stabilité des foyers et à celle de l'épargne nationale, en un mot s'occupera de tout ce qui est nécessaire pour assurer la prospérité de la famille française. La seconde chambre, l'assemblée des producteurs, composée des représentants des corporations réalisera les états généraux de la production française. Y seront représentés les grands groupements économiques aussi bien que les associations patronales ouvrières. Les corporations seront les titulaires des sièges, et leurs représentants seront désigné par les

(1) Valois : L'Etat syndical et la représentation corporative, p. LII-LIX

(2) Il est intéressant à cet égard de confronter l'opinion de M. Valois, dans la préface de son Etat syndical où il dit : « L'état de l'âge industriel ne peut avoir d'autre support que l'esprit républicain. — p. XXX et celle de sa page 81 où il considère que « nous pensons absolument qu'il n'y a aucune réforme profonde possible dans le régime républicain, démocratique et parlementaire ».

moyens propres de chaque groupe. La tâche de la seconde chambre sera le consentement de l'impôt, la préparation des méthodes pour l'exploitation des ressources nationales et métropolitaines, l'organisation du progrès technique. Condensant tout dans ces deux chambres, M. Valois espère, non seulement incorporer la vie ouvrière dans celle de l'Etat, mais s'élever au-delà du parlementarisme en créant le système nouveau de l'Etat corporatif où certains principes du régime parlementaire seront les règles primaires du nouveau régime, par exemple la priorité aux talents, l'accession libre et égale à tous de toutes les fonctions, la participation des meilleurs à la direction des affaires étatiques.

C'est en élargissant son système bicaméral que M. Valois a été amené au super-syndicalisme. L'observation des faits l'a obligé à reconnaître la solidarité corporative, ainsi que l'existence des classes et cellules professionnelles. C'est pourquoi son syndicalisme résultant de ces faits n'est pas destructeur, mais constructeur. Par lui et reposant sur lui, l'Etat devient corporatif syndical. Mais cet Etat ne l'est pas seulement parce que les syndicats le forment, mais aussi parce qu'il est l'incarnation de son super syndicalisme. M. Valois considère que l'Etat en tant qu'Etat, doit posséder la plus grande force qui comprime et canalise toutes les forces économiques et financières. C'est l'Etat, le super-syndicalisme qui amènera « les groupes à se contraindre les uns par les autres au progrès technique, à discipliner leur action conformément à l'intérêt général » (1), en subordonnant l'action de tous aux règles de l'honnêteté et de l'équité. Donc, l'Etat, premièrement, départagera les intérêts pour les concilier enfin au nom de l'intérêt général. C'est toute la doctrine de la représentation professionnelle qui se résume ainsi.

Mais depuis, M. Valois a changé un peu sa doctrine (2). Il parle de l'Etat technique syndicaliste dans lequel la représentation sera réalisée au moyen d'une assemblée civique et d'une assemblée syndicale. Représentant les syndicats économiques nationaux et régionaux, composée de ceux d'entre eux que l'on considère posséder les leviers de commande de toute l'éco-

(1) Valois : *op. cit.* p. 31.

(2) Valois : *Un nouvel âge de l'humanité*, surtout, pp. 56, 153-154.

nomie, la nouvelle assemblée syndicale de Valois devra être en France ce que la direction générale des trusts aux Etats-Unis et la direction générale de l'économie dans la République des Soviets sont dans leurs pays respectifs.

A la doctrine de M. Valois, est étroitement liée la doctrine des Etats généraux dans une certaine mesure, par suite de sa collaboration active à son élaboration et à sa diffusion. Dans sa partie critique, cette doctrine (3) constate qu'aujourd'hui existe seulement la représentation des opinions et non des intérêts, que la division en partis politiques détruit l'union nécessaire des Français, que la représentation purement politique subordonne le représentant à l'électeur et se dresse par là contre l'intérêt national, ainsi que la souveraineté d'aujourd'hui est fondée sur une confusion de la souveraineté et de la représentation. D'où la réforme de la représentation nationale se pose. La doctrine des Etats généraux, qui était aussi un mouvement, prévoyait en conséquence l'organisation des intérêts moraux, spirituels, régionaux, économiques, agricoles, commerciaux, industriels. Les corps existants enverront leurs représentants. Là où l'organisation n'existe pas, il a fallu d'abord la réaliser. Par la représentation de ces corps, la représentation proprement individuelle ne sera plus. S'occupant de l'impôt et des économies, les Etats généraux ne seront pas les ennemis du parlementarisme d'aujourd'hui et ne s'y superposeront pas. Juxtaposés au Parlement, ils seront une « représentation des intérêts moraux, intellectuels et économiques du pays qui collaborera avec l'Etat pour coordonner toutes les activités naturelles » (1).

16° M. Bernard Lavergne pense résoudre la crise du parlementarisme actuel par l'introduction des corps sociaux au Parlement. La « décrépitude de la machine gouvernementale », il la voit premièrement dans le mépris de toute science politique et sociale, dans le parlementarisme d'aujourd'hui. « Toute l'infrastructure objective et technique des décisions politiques manque à nos dirigeants » constate M. Lavergne (1). La seconde raison du malaise général, il la trouve dans l'absence

(1) Programme des Etats Généraux, cité par Valois dans son « Etat syndical » p. 192 et s.

(2) Résolution des Etats Généraux du 21-II-1924. — cité par Valois,

de corps sociaux, dans la direction des affaires publiques. « Partisan résolu du parlementarisme », M. Lavergne espère triompher de ses défauts en substituant au régime actuel « inéclairé », un parlementarisme vivifié dans ses méthodes et son esprit » (1). Notre époque se caractérise, même aujourd'hui, par le règne de la doctrine individualiste qui, en défendant l'individu contre l'oppression du corps national fait que le particulier prime le général. M. Bertrand Lavergne y voit la cause du mal général et, pour l'extraire, espère par la représentation collective, réaliser l'équilibre rompu. L'intégration dans l'Etat des corps sociaux devra assurer cette représentation des corps sociaux. C'est pour cette raison que la représentation collective diffère profondément de la représentation des intérêts économiques et de celle de la technicité professionnelle, qui sont également des correctifs du régime parlementaire (2).

C'est par l'observation de la structure sociale nationale que l'on découvre dans la nation l'existence de groupes cultivés et désintéressés. Les hommes en groupes agissent et pensent autrement que quand ils sont isolés. L'esprit particulariste s'efface en groupes. Les corps sociaux, par suite de leur nature, « peuvent s'élever jusqu'à une représentation assez exacte de l'intérêt général » (3). C'est la raison principale pour laquelle il faut faire représenter les corps sociaux qui ont le droit de participer à la conduite des choses publiques en tant que par leur nature ils recherchent l'intérêt général. Mais tous ces corps sociaux n'ont pas la même valeur sociale. Les corps économiques, les corps scientifiques et les associations d'intérêt général se distinguent nettement, d'après M. Lavergne dans cette recherche de l'intérêt collectif ainsi que dans sa consécration. Ont la préférence de M. Lavergne pour assurer la représentation les hommes suffisamment instruits avec un maximum de désintéressement personnel. Ici, l'identité avec Saint-Simon est certaine, qui prévoyait la représentation des savants, des artistes et des industriels. Pratiquement, M. Lavergne espère la réaliser par la participation des élus sociaux dans l'une

(1) Bernard Lavergne : La Représentation au Parlement des corps sociaux, p. 35-79.

(2) Bernard Lavergne : op. cit. 365-371.

(3) Bernard Lavergne : op. cit. 364.

et dans l'autre chambre. Les deux chambres se composeront en parties égales des représentants des opinions qui défendront l'intérêt particulier et des élus sociaux qui s'occuperont de l'intérêt collectif. Les mêmes droits, les mêmes règles de l'équilibre et de la durée du mandat seront applicables aux uns et aux autres. Ainsi la synthèse entre l'intérêt général et l'intérêt particulier sera réalisée, « l'autorité due à la compétence et au souci du bien public », restauré et le « mécanisme parlementaire sera élevé et ramené à « un étage convenable » (1)

B. LA REPRESENTATION PROFESSIONNELLE REALISEE EN PRATIQUE

La représentation des professions pratiquement se présente et s'est manifestée au cours de l'histoire sous ses trois principales formes. Médiévale, archaïque et réactionnaire, la représentation organique permet à ses organes la participation directe, à la conduite des affaires publiques. La représentation professionnelle du type consultatif assure que la démocratie économique et professionnelle vient se profiler sur les vieilles démocraties politiques. Enfin, la représentation du pays corporatif de fraîche date, met à l'honneur l'économique et le substitue au politique en assurant soit la représentation de toutes les classes, soit celle de certaines privilégiées, en conservant toutefois les pouvoirs au profit d'un seul groupe d'hommes, d'un seul et unique parti.

I. — La représentation organique se caractérise par la prépondérance qu'elle assure aux classes sociales qui n'ont de raison d'être qu'en tant qu'elles sont des survivances et des formes vivantes des anciens ordres, castes, classes, en un mot forces et valeurs sociales du passé. Elle est et peut être soit exclusivement organique, soit de caractère mixte, plus ou moins démocratisée. Malgré cette démocratisation, elle favorise la fortune, les propriétaires nobles et ruraux, les patrons et les potentats du commerce, de l'industrie et de l'agriculture

(1) Lavergne : op. cit. p. 426.

ainsi que les intérêts religieux, les universités et les professions libérales dans une moindre mesure, ce qui fait clairement ressortir son esprit anti-démocratique et anti-social, parce qu'elle ignore la représentation de toutes les professions que la division du travail crée.

Connue dans l'antiquité, le moyen-âge et tous les Etats jusqu'à la Révolution, la représentation organique est même une caractéristique générale de l'Europe de 19.

1° Dans les Etats d'Allemagne d'avant-guerre se trouve la forme la plus archaïque de la représentation organique. Les trois Lander d'aujourd'hui, Bade, Bavière et Saxe ont pratiqué tous les trois le système bicaméral (1). Les premières chambres sont de caractère aristocratique, conservateur, organique, tandis que les secondes sont populaires, pour ne pas dire tout à fait démocratiques. Malgré le suffrage universel, la différence entre les députés des villes et des campagnes dans le Duché de Bade, et en Saxe, le vote à deux degrés en Bade et avec le cens en Saxe leur ôtent presque tout caractère démocratique. Les chambres hautes, que les constitutions nomment les chambres des seigneurs en Bavière et en Saxe, ont presque une composition identique (2). Y ont accès : les princes de la maison ducale ou royale, les chefs des familles dites d'Etat en Bade et les chefs des familles, de princes et de comtes autrefois membres de l'empire germanique en Bavière, les évêques et les ecclésiastiques protestants, les représentants des universités élus par leurs pairs; les membres que le grand duc ou les rois choisissent pour les services rendus ou même en raison de leur naissance et de leur fortune comme en Bavière. Les huit députés élus par la noblesse dans le Duché de Bade et les propriétaires des biens, les possesseurs des grands chapitres et des seigneureries, les surintendants et le premier magistrat municipal dans la Saxe, ainsi que les officiers de la

(1) L'acte constitutionnel du 22 août 1818 du grand duché de Bade, Dareste, 2ed. t. I, p. 201. La Constitution de Bavière du 19 mai 1818 Dareste, t. I. p. 236 et la Constitution de Saxe du 4 septembre 1831, Dareste t. I, p. 257.

(2) Les art. 27 de l'acte constitutionnel de Bade, l'art 1 du titre VI de la constitution de Bavière et l'art. 67 modifié le 3 décembre 1868 de la constitution de Saxe.

couronne de Bavière. Au Wurtemberg (1), la Chambre des députés était à demi aristocratique, à demi populaire, parce qu'elle se composait des treize représentants de la noblesse, choisis par leurs corps, des ecclésiastiques, du chancelier de l'Université, des députés des villes et des baillages. Tout cela nous autorise à conclure que c'étaient les représentations fermées et spéciales, où la terre, la fortune, la religion, la science, l'autorité des princes et les services rendus étaient uniquement représentés et que c'étaient des organisations de la puissance publique déterminées non par la volonté de résoudre les problèmes de l'économie et de la politique, ni par celle d'assurer et d'organiser la paix, l'harmonie et le progrès social, mais uniquement par le désir de perpétuer le rôle de conducteurs aux survivants des anciennes forces sociales. Par des réformes ultérieures, on a démocratisé et modernisé la représentation de Bade et celle de Wurtemberg. La loi badoise du 24 août 1909 a ajouté aux éléments anciens les trois représentants des chambres de commerce, les deux représentants des chambres d'agriculture et un représentant de la chambre de travail, tous élus par leurs pairs. La loi wurtembourgeoise du 16 juillet 1906 introduit au Parlement, des représentants de l'école technique de Stuttgart, du commerce et de l'industrie, du commerce et du travail. Ils ne sont pas élus, mais présentés aux rois qui les nomme (2).

2° La forme de la représentation plus moderne, la représentation organique renouvelée, se rencontre à l'époque envisagée en Autriche, en Espagne et dans les villes hanseatiques.

Le Reichsrath de l'Autriche (3) se compose de la Chambre des seigneurs et de la chambre des députés. Sont membres de la chambre des seigneurs, les princes majeurs de la famille impériale, les chefs des familles de la noblesse, les archevêques, ceux que l'empereur choisit pour des « services signalés

(1) La constitution du Wurtemberg du 25 septembre 1819, Dareste, t. I, p. 269, 2^e éd.

(2) Joseph Barthelemy : Les institutions de l'Allemagne politique, pp. 58 et 59.

(3) La loi constitutionnelle du 21 décembre 1867 modifiée par les lois du 2 avril 1873, 4 octobre 1882 et du 12 novembre 1886. Dareste, t. I; p. 432. Annuaire de législation étrangère, 4^e année, p. 242.

à l'Etat, à l'église, aux sciences et aux arts ». La Chambre des députés autrichienne esquisse une représentation des intérêts (1). La propriété foncière nomme 85 députés, les villes, marchés et centres urbains désignent 97 députés, les chambres de commerce et de l'industrie 21 et les communes rurales 131 ainsi que les villes et les chambres de commerce et de l'industrie réunies nomment encore 19 députés, ce qui en fait 353 en tout. La sélection est directe pour toutes les catégories, sauf pour les députés des communes rurales où le vote est à deux degrés.

L'Espagne a connu également deux chambres (2). Le Sénat a une représentation des intérêts et se compose des sénateurs de droit, des sénateurs nommés à vie par la couronne et des sénateurs élus par les plus imposés et les corporations de l'Etat. Les 180 sénateurs sont de droit ou nommés à vie, les 180 autres sont élus. Les sénateurs de droit sont les fils du roi et de l'héritier, grands d'Espagne avec une rente de 60.000 pesetas, les capitaines d'armée, les ecclésiastiques et certains magistrats. Par l'art. 22 de la constitution du 30 juin 1876, le roi est obligé de faire son choix parmi les douze catégories des Espagnols où l'on rencontre les ministres, les parlementaires, les ecclésiastiques, etc. En vertu de la loi du 8 février 1877 (3), sont élus neuf sénateurs par les archevêques, évêques et chapitres de provinces, six par les six académies, dix par les dix universités, où votent les professeurs et les recteurs, les docteurs immatriculés, les directeurs d'enseignement secondaire et les chefs d'écoles spéciales. Enfin, cinq sénateurs sont élus à deux degrés par les sociétés économiques d'amis du pays. Les autres 150 sont élus par les conseils provinciaux, par les délégués des conseils municipaux et par les principaux contribuables.

Dans les villes libres de Hambourg, Brème et Lubeck, il y a des chambres populaires et des sénats qui sont dotés du pouvoir exécutif. La composition des sénats et des bourgeoisies

(1) La loi du 2 avril 1873 modifiée par l'art. 7, annuaire 3^e année 1874 p. 301.

(2) La Constitution d'Espagne du 30 juin 1876, Dareste, t. I, p. 698, annuaire 3^e année, 1874, p. 301.

(3) La loi du 8-II-1897, annuaire 7^e année, p. 430.

est nettement professionnelle. Pour être membre du Sénat, il faut avoir une certaine capacité. Des seize membres du Sénat de Brème, trois sont marchands et dix juristes. Au Hambourg, neuf doivent connaître le droit et les finances, sept appartenir au commerce, tandis qu'à Lubeck, il faut au moins six juristes et cinq négociants. La bourgeoisie de Brème comprend quatorze représentants des diplômés de l'Université et des professions libérales, dix élus des commerçants, marchands en gros, vingt représentants de l'industrie, huit élus des campagnards cultivant au moins 3 hectares et soixante élus des populations citadines de Brème, de Vegesack et de Brèmechanen. La chambre populaire de Hambourg se compose de cent-soixante députés dont la moitié représente les intérêts. Quarante représentants des anciens fonctionnaires de la cité et des diverses corporations. Les quarante autres sont les élus des propriétaires de maisons (1).

De ces différentes constitutions, il résulte que malgré les races et la couleur des représentations du passé, le système mixte, la représentation des intérêts plus démocratisée, se caractérise par la représentation des classes sociales que la représentation organique ne connaît pas exclusivement. La seconde caractéristique est l'importance donnée à certaines professions ouvertes et aussi en supposant le suffrage universel pour la formation de la représentation professionnelle, la législation organique renouvelée se distingue beaucoup de la forme la plus archaïque du système médiéval.

Des pays comme les Pays Bas, la Suède, l'Angleterre, la Hongrie, la Norvège, le Portugal, l'Italie et la Roumanie ont connu également dans leur constitution d'avant guerre la représentation organique ou ses fragments.

3° Aux Pays-Bas (2), pour être membre de la première chambre, il fallait d'après la constitution du 30 novembre 1887, être parmi les plus imposés ou exercer une ou plusieurs fonctions publiques. En Angleterre (3), le droit de vote était accordé aux propriétaires et aux locataires. La Suède a consacré les

(1) Joseph Barthelemy, op. cit., pp. 46-47.

(2) L'art. 125 de la constitution des Pays Bas du 30 novembre 1887, Dareste, t. I, p. 125.

(3) Annuaire de la législation étrangère, 14^e année, 1885, p. 74.

privilèges de la fortune par la loi organique de son Riksdag du 22 juin 1866. D'après l'art. 9 de cette loi organique de 1866, peuvent être élus seulement ceux qui payent un certain impôt ou possèdent un immeuble de 50.000 rixdaler et ils perdent leur mandat si leur condition matérielle change (1). La Hongrie a pratiqué le même système où les imposés et les propriétaires ont pu voter ainsi que certains capacitaires et professionnels comme les académiciens, les professeurs, les artistes, les docteurs, les avocats, les notaires publics, les agriculteurs, les prêtres, les secrétaires communaux et les maîtres d'école. La Norvège (2) a jusqu'aux lois de 1898 et 1907, investi du droit d'élire : les fonctionnaires, les propriétaires et les cultivateurs des terres, les imposés qui ont payé l'impôt. Les pairs de la Chambre des pairs du Portugal ne pouvant se recruter que dans les catégories déterminées (3) ainsi que les sénateurs italiens qui, âgés de 40 ans, nommés par le roi, doivent appartenir à l'une des 21 catégories parmi lesquelles se trouvent les ecclésiastiques, les ministres, les ambassadeurs, les députés, et les envoyés extraordinaires, après avoir exercé un certain temps leurs fonctions, les magistrats de la Cour de Cassation, de la Cour des Comptes, de la Cour d'Appel, les officiers généraux, les imposés de 3 mille livres, depuis 3 ans (4). Enfin la Roumanie a pratiqué pour l'élection du Sénat et de la Chambre des députés le système des collèges avec la distinction des villes et des campagnes, du cens, des capacités et des classes. La Chambre de députés connaît trois collèges qui se déterminent d'après les revenus fonciers ruraux et urbains et d'après les paiements des impôts. Le premier collège élit deux députés et les autres un chacun. Le Sénat est élu par deux collèges. Font partie du premier ceux qui possèdent un revenu de 2.000 francs ainsi que les parlementaires, les militaires des grades supérieurs, les diplomates et les ministres, les magistrats, les diplômés de doctorat et de licence ayant exercé leur profession pendant six ans et les académiciens. Le second

(1) La loi organique suédoise du 22 juin 1866, Dareste, t. II, p. 89.

(2) La constitution de la Norvège du 4 novembre 1814, révisée en 1884, Dareste, t. II, p. 129, annuaire 14^e année, 1885-p. 627.

(3) La loi organique sur la pairerie du 3 mai 1878, Dareste, t. I, p. 743.

(4) Le statut fondamental du 4 mars 1878, Dareste, t. I, p. 743.

collège se compose de propriétaires qui ont un revenu de 800 à 2.000 francs, des diplômés ayant un grade universitaire, de certains magistrats et de pensionnaires. Le premier collège élit deux et le second un sénateur, ainsi que les universités de Jassy et de Bucarest. Ce qui caractérise encore le système roumain, c'est aussi des conditions spéciales d'éligibilité, de fortune et de capacité, qui sont nécessaires pour que l'élection soit valable (1).

Les constitutions fragmentaires de la représentation des intérêts ainsi que la représentation organique témoignent clairement qu'étant instituées dans un esprit conservateur, ayant pour but d'empêcher et de retarder l'avènement de la démocratie et du suffrage universel égalitaire, elles n'ont en rien justifié les espoirs des modernes professionalistes. Leurs compositions propres sont archaïque et amorphes et ne leur ont permis de résoudre aucun problème politique et économique ni d'assurer la pondération entre les classes, ni le travail en commun pour faire progresser davantage la société. C'est pourquoi elles ont disparu sans pouvoir assurer l'équilibre du système dualiste, ce qui est un des buts de la représentation professionnelle de nos jours.

II. — Contrairement au système de la représentation organique où les classes archaïques ont directement participé à l'exercice de la puissance publique, après la guerre, dans certains pays d'Europe, un nouveau système de la représentation professionnelle s'est formé. On maintient la représentation des individus qui, seule, assure la souveraineté nationale, mais on l'atténue par des organes à tendances consultatives pour les questions économiques et sociales. Représentant ordinairement toutes les professions ainsi que la plupart des intérêts, les conseils sont non seulement des comités d'études et des institutions qu'on doit obligatoirement et nécessairement consulter, mais encore des noyaux qui permettent l'espoir de la formation et assurent en même temps la réalisation de la démocratie corporative constitutionnelle. Ils ont même des attributions constitutionnellement définies. Quelquefois au

(1) La constitution du 30 juin-12 juillet 1886, modifiée par la loi constitutionnelle de 1884. Dareste, t. II, p. 238.

contraire, ils sont le produit des mesures prises, soit par l'exécutif, soit par le législatif l'Allemagne, la France, la Pologne, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie ont connu le système des conseils.

1° L'image de la République démocratique et sociale, la constitution de Weimar en réalisant la démocratie par l'organisation a assuré par son art. 165 la constitution d'un conseil économique du Reich et par là, la représentation modernisée des intérêts économiques et professionnels, voire la démocratie sociale. Fruit des transactions et des tendances opposées comme toute l'œuvre constitutionnelle, le Conseil National Économique réunit en soi et les réalise les idées et les aspirations de la gauche et de la droite. La droite voyait en lui un des organes de l'ancien état des classes, le prolongement du Volkswirtschaftsrat impérial et la mise en œuvre d'un fédéralisme économique qui servira de contrepoids à la mainmise totale des socialistes sur les institutions purement politiques qu'ils venaient de conquérir. C'était ainsi un moyen de sauver les institutions nationales déjà existantes. La gauche et surtout le parti socialiste forcés par les conseils et par la demande catégorique du second congrès du Vollzugsrath désirant substituer la république du travail à la démocratie formelle, considérèrent que par le C.N.E. la représentation de l'économie sera faite, les conseils seront ancrés en droit public et par là un nouveau principe de l'organisation économique et sociale, ainsi que le passage du régime d'exploitation privée à la socialisation des moyens de production seront réalisés. Comme Naumann le disait à Weimar, on intégrera l'individualisme occidental et le soviétisme russe en les « dépassant par une synthèse organique » (1). Cependant, le Conseil économique du Reich consacré par le concours de tous les partis n'est, par l'art. 165, qu'un organisme consultatif du gouvernement et du parlement dans le domaine social et économique, avec des pouvoirs assez limités et des attributions assez restreintes, qui montrent clairement qu'il est loin d'être la traduction de la démocratie sociale et également la barrière aux mouvements démocratiques. Aux termes de l'art. 165 de la constitution.

(1) Cité par Ed. Vermeil : La constitution de Weimar et le principe de la démocratie allemande, p. 178.

« En vue de l'accomplissement de toutes les tâches économiques et pour collaborer à l'exécution des lois de socialisation », (1) le Conseil économique du Reich se forme par le concours du conseil ouvrier du Reich, des employeurs et des autres partis intéressés de la population. Tous les groupements présentant une certaine importance, « dans la mesure de leur importance économique et sociale » auront des représentants au Conseil. Dans toute l'Allemagne, les conseils économiques de district, étant soumis aux mêmes principes d'organisation, doivent se former et par là achever la construction de la pyramide sociale du système des conseils. Mais malgré cela et contrairement à cette construction pompeuse de la pyramide sociale et contrairement aux propositions qui voulaient conférer au Conseil les attributions politiques et législatives, la constitution de Weimar le dote seulement des pouvoirs purement consultatifs. Sont obligatoirement soumis au conseil économique tous les projets des lois du gouvernement, du domaine de « la politique économique et sociale » et « présentant une importance capitale ». Le Conseil économique du Reich, de son côté, peut, de sa propre initiative, préparer les projets de lois ayant les caractères économiques et sociaux et le gouvernement est tenu de les transmettre au Reichstag, même s'il leur est opposé. Enfin, l'art. 165 autorise le Conseil à renvoyer un de ses membres devant le Parlement pour défendre son point de vue.

Jamais entré en vigueur, cet article de la constitution serait resté lettre morte si l'ordonnance présidentielle du 4 mai 1920 n'avait organisé un C. N. E. provisoire qui, précisément doit préparer l'organisation du Conseil économique du Reich et qui, dans une certaine mesure, dans son organisation et dans son fonctionnement, s'inspire de la solution weimarienne. Présentant l'image des forces productives de l'Allemagne, le Conseil National Economique Provisoire se compose de 68 représentants de l'agriculture et de la sylviculture, d'un nombre égal de délégués de l'industrie, de 44 représentants du commerce, des banques et des assurances, de 34 délégués du transport et des entreprises pulbiques, de 36 délégués des métiers, de 30 représentants des consommateurs, de 16 élus des fonction-

(1) M. Guetzevitch : La constitution de l'Europe nouvelle, p. 85.

naires et des professions libérales, ainsi que de 12 personnalités désignées par le Reichstag et de 12 économistes choisis par le gouvernement. Dans chaque catégorie, la tendance est de représenter et les employeurs et les employés avec un nombre identique des représentants, et par là, de réaliser pratiquement la collaboration des classes et des intérêts opposés. Les membres du Conseil provisoire ne jouissent pas de l'immunité parlementaire. Leur président n'a pas le pouvoir de police, mais ils peuvent demander des informations et réclamer la présence des délégués gouvernementaux. Ils touchent des indemnités, voyagent gratuitement, sont irresponsables disciplinairement, pécuniairement et civilement pour leur travail au sein du Conseil. Etant les représentants des intérêts de toute la nation, ils ne sont liés par aucun mandat impératif, mais toutefois, leurs groupements peuvent les révoquer s'ils estiment « qu'ils ont mal défendu leurs intérêts ». Le vote est par tête et par groupes. Le Conseil se divise en commissions dont les plus importantes sont la commission de politique sociale et la commission de politique économique, chacune étant composée de trente membres.

Par ces deux conseils, l'Allemagne n'a pas seulement inauguré la série des conseils, mais leur a tracé leurs voies d'action, le contenu de leur composition et l'étendue de leurs attributions. Elle a su les orienter prudemment et c'est un mérite historique, vers l'acquisition progressive des places égales aux autres institutions constitutionnelles, en désirant par eux transformer les systèmes de la démocratie mécanique en des démocraties organiques, corporatives, professionnelles.

2° En France, le Conseil National Economique est institué par le décret du Président de la République du 16 janvier 1925. N'étant donc pas d'origine constitutionnelle comme le Conseil du Reich ou celui de la Pologne, simplement un organe d'étude, il n'a même pas son indépendance complète, parce qu'il est rattaché à la présidence du Conseil. En filiation avec le conseil économique du travail de la C. G. T. et par là avec Proudhon, le Conseil N. E. n'est ni sera un parlement économique, ni une troisième chambre comme M. Delbruck, ancien secrétaire d'Etat, prévoyait à Weimar pour le Conseil économique du Reich.

Etant une institution qui « ne sera en aucune façon un Parlement ou une même chambre professionnelle », car « elle laisse entière la souveraineté du Parlement et l'autorité gouvernementale » (1) le Conseil ne s'insurge contre le régime constitutionnel et politique, ni par ses pouvoirs, ni par ses prérogatives. Il ne pourra non plus prétendre à équilibrer le régime parlementaire par ses propres forces. Laissé à lui-même pour s'imposer, pour être utile et surtout pour devenir un organe de véritable représentation professionnelle, le C. N. E. ne s'affirme que grâce à sa composition et n'assure sa valeur que par son fonctionnement, sa technicité et son désintéressement. Il est coposé de 47 membres qui représentent les « différentes forces économiques et sociales de la nation ». Aux termes de l'art. 3 du décret, il représente : 1° la population et la consommation et notamment la coopération de consommation et ligues d'acheteurs, l'association des maires et des municipalités, la mutualité, les usagers des services publics, et les pères et mères des familles nombreuses. Ensuite le travail est représenté, et principalement le travail intellectuel et d'enseignement, le travail de direction dans l'industrie, l'agriculture, le commerce, les transports, la coopération et les services publics ainsi que le travail salarié dans l'industrie, l'agriculture, le commerce, les transports, et parmi les techniciens, les fonctionnaires et les artisans. Enfin, le capital de l'industrie, du commerce, le capital immobilier et celui des banques, des bourses et des compagnies d'assurances sont aussi représentés. Par cette composition, le C. N. E. représente « l'ensemble des forces productives et laborieuses » unies dans une solidarité étroite, voire les groupes, associations et fédérations qui sont les plus représentatifs dans leurs catégories professionnelles respectives. Librement désignées par leurs pairs, les membres du Conseil sont nommés ensuite pour une durée de deux ans. Le Conseil se réunit quatre fois par an, en des sessions ordinaires de dix jours, sous la présidence de droit du président du conseil et en présence des délégués des ministres et des commissions et doit statuer sur tous les projets ou propositions de

(1) Journal Officiel. Rapport, Janvier 1925, p. 698; dans le même sens M. Poincaré en ouvrant la session du C.N.E.

lois présentant un intérêt économique que le gouvernement est obligé de lui soumettre. Il peut, par sa propre initiative, élaborer en décidant à la majorité des deux tiers, les projets de loi étant du domaine économique et social. Le Conseil « donne des avis et présente des rapports et des recommandations, mais pour lesquels les pouvoirs publics en rien ne sont liés (1) ce qui met en relief clairement sa faiblesse et son impuissance de fait. Investi de la mission d'étudier les problèmes intéressant la vie économique du pays et d'en rechercher les solutions et de proposer l'adoption de ces solutions aux pouvoirs publics (2) le Conseil par la témoigne de son caractère purement consultatif et de son rôle d'un Comité d'études économiques forme « en vue de remédier à certaines lacunes de notre organisation gouvernementale et parlementaire » (3). Foyer de documentation et d'information, justifié par la complexité de la vie économique et par l'importance vitale des intérêts économiques qui demandent des connaissances techniques et des capacités professionnelles, le Conseil peut, malgré ses attributions réduites, assurer par ses solutions générales, une politique synthétique et devenir un centre d'orientation et de direction dans le domaine économique et social, ainsi que de coordination et de synthétisation, de l'intérêt public. Mais ces résultats ne cadrent pas avec les possibilités que des promoteurs lui ont laissées de conquérir par ses propres forces, par la valeur de ses représentants et par l'action des groupes qu'ils représentait. Rarement consulté, il a présenté toutefois des rapports de qualité sur les problèmes du logement et de l'outillage national (4). Il a démontré par là que même dans une démocratie représentant uniquement des individus, il y a place à la participation des intéressés utiles à la communauté, comme le disent ordinairement ses fervents (5).

3° En Pologne (6), l'art. 68 de la Constitution prévoyait la formation d'une chambre économique suprême de la Répu-

(1) Cazalis : op. cit, p. 296.

(2) Mazel : le Conseil National économique. Revue politique et parlementaire du 10 mars 1927.

(3) Georges Scelle : Le C.N.C. Revue des Etudes corporatives, p. 109.

(4) Lataud et Poudenx : La représentation professionnelle, p. 218.

(5) Voir : MM. Mazel, Cazals, Lataud et Poudenx, Georges Scelle.

(6) M. Guetzevitch : Les Constitutions de l'Europe nouvelle, p. 267.

blique, qui ne sera que la réunion des chambres d'agriculture, du commerce, de l'industrie, de l'artisanat, du travail, etc... qui représenteront chacune des branches de la vie économique. Elle devait collaborer avec les autorités publiques « pour ce qui concerne la direction de la vie économique ». Egalement, la Constitution Yougoslave de Vidov-dan, par son art. 44 ordonnait la formation d'un conseil économique institué pour l'élaboration de la législation économique et sociale (1). Sa composition et ses attributions devaient être réglées, comme en Pologne, par des lois ordinaires. Mais les deux dispositions constitutionnelles de Pologne aussi bien que de Yougoslavie sont restées lettre-morte. Les Conseils consultatifs ne se sont jamais formés. Le Japon connaît également un conseil économique présidé par le président du conseil et divisé en 7 sections. Enfin, la Tchécoslovaquie, par sa loi du 5 novembre 1919, a créé une commission consultative composée de délégués ouvriers, des patrons, et de 30 économistes nommés par le gouvernement. Elle a pour but d'apporter le concours des producteurs pour l'étude des problèmes économiques. Les relations entre le parlement et la commission sont extrêmement étroites et la commission est tenue d'envoyer des experts au Parlement sur sa demande, ainsi que le Parlement et les ministres peuvent envoyer les leurs à la commission. (2).

III. — La représentation du type corporatif est la troisième modalité de la représentation professionnelle réalisée en pratique. Produit de la situation difficile d'après-guerre, le corporatisme n'est pas moins le résultat et l'application des idées de Marx en Russie et de Sorel en Italie. De tendances antidémocratiques et antipolitiques certaines, il devait en principe organiser uniquement la représentation de l'économique: Quelquefois, ce sont toutes les classes sociales, quelquefois certaines d'entre elles seulement, que le corporatisme représente ou devra représenter, mais les faits plus forts que les désirs idéologiques prouvent le contraire. Partout, le politique a résuscité. Cela a même été consciemment organisé. Les fervents de l'économique en érigeant la prééminence des partis poli-

(1) Guetzevitch : op. cit. p. 306 .

(2) Lataud et Poudenx : op. cit. p. 95

tiques ont de nouveau restauré le politique. Le système de la dictature d'un seul parti est la règle. Tous les pouvoirs dépendent du parti. La puissance politique est subordonnée à lui. Seul, il est le maître incontestable.

Mais unies dans la haine de la démocratie et dans l'apologie de l'économique, aussi bien que dans la consécration de la dictature d'un seul parti, les différentes branches de la représentation professionnelle du type consultatif se distinguent entre elles par leurs formes d'organisation respectives. De sources idéologiques différentes, elles prennent des formes diverses suivant les pays où elles sont réalisées.

Le fascisme, le soviétisme et le rivérisme se distinguent entre eux.

1° En Italie, c'est le fascisme qui a créé l'état corporatif. Mouvement doublé d'une doctrine, le fascisme a premièrement détruit l'ancien et après s'est donné la tâche de construire le nouveau. Venu pour concentrer tous les pouvoirs entre ses mains et par là désirant supprimer l'anarchie aussi bien politique que sociale qui sévissait en Italie depuis la guerre, il a instauré l'ordre par l'autorité d'en haut, en renforçant l'autorité gouvernementale « l'organe essentiel et suprême de l'action d'un Etat », d'après le ministre et juriste fasciste Rocco (1). En même temps, l'Etat a reconquis sa pleine souveraineté. Les lois du premier temps du fascisme donnent au pouvoir exécutif la faculté de promulguer les lois, renforcent les attributions et les prérogatives du chef du gouvernement et opèrent par là la fascistization législative réelle du pays, grâce aux bataillons des fasci. Une fois maître absolu dans l'Etat, le fascisme tend de mouvement à devenir un système, un ordre économique, politique et social. Il l'organise en s'organisant. Le fascisme a ses idées directrices qui le conduisent à l'organisation corporative et aux institutions qui la réalisent. Ses idées fondamentales sont du domaine politique et aussi du domaine économique. Son premier principe est la nation. Désirant éveiller une nation endormie, le fascisme crée un seul idéal : le prestige et la grandeur de la nation, fait son culte en subordonnant à l'idée de la patrie et les hommes et les choses. Les droits indi-

(1) Cité par M. J. Barthelemy dans sa crise de la démocratie.

viduels : politiques, économiques et sociaux n'existent que s'ils sont compatibles avec les intérêts étatiques, ainsi que ses organes et ses institutions doivent correspondre et s'accorder avec les intérêts de la patrie. Le parti fasciste est incarné dans l'Etat et n'est que l'image de la nation. Il est l'Etat parce que ses organes suprêmes représentent et forment l'Etat. D'où la « nation se confond avec l'Etat, l'Etat avec le parti fasciste, le parti fasciste avec le gouvernement, le gouvernement avec le Duce », comme la très bien dit M. Joseph Barthélemy (1). Aussi, dans le domaine économique, le fascisme affirme ses principes de la solidarité nationale des intérêts, de la production, qui est une des fonctions de l'Etat et que l'Etat doit protéger. L'Etat également doit réglementer les rapports entre les facteurs divers de la production ainsi qu'entre les travailleurs et les possesseurs des moyens de production. Le fascisme ne nie pas le régime capitaliste, il l'admet aussi bien que l'initiative individuelle et la libre concurrence, mais les limite en assurant la protection des intérêts supérieurs de la nation.

Par ces principes, le fascisme veut établir les rapports entre le droit et l'économie et réaliser dans l'Etat l'action solidaire et continue du droit, de l'économie et de la politique (2). En organisant l'Etat corporatif, le fascisme considère qu'il résout le problème des rapports de l'économie et de la politique qui se manifestent et se réalisent dans les institutions fascistes. L'ordre juridique corporatif italien trouve sa réalisation dans la charte du travail, dans la loi de réforme de la représentation politique, dans l'institution du grand conseil du fascisme et du conseil national des corporations, qui avec les autres organes de l'Etat fascistes, la monarchie, le Sénat, la Chambre des Députés, les forces armées et le chef du gouvernement, caractérisent pleinement le régime fasciste (3).

En 30 déclarations, le fascisme, par la charte du travail qui d'après Mussolini est « le document fondamental de la Révolution fasciste » (4) expose ses principes de l'organisation corporative en s'occupant de l'Etat corporatif et de son organisation, des contrats collectifs du travail et de leurs garanties;

(1) Joseph Barthélemy, *op. cit.*

(2) Alfred Rocco : *La réforme constitutionnelle en Italie*, p. 329.

(3) Chimenti.

(4) Cité par Louis Villat, *l'Italie de 1926 à 1928*, p. 212.

ainsi que des bureaux de placement, de la prévoyance, de l'assistance, de l'éducation, et de l'instruction. Après avoir constaté que la nation est supérieure par ses buts, par ses moyens et par son existence aux individus isolés et qu'elle est « une unité morale, politique et économique qui se réalise intégralement dans l'Etat fasciste », la charte proclame le travail comme un devoir social et s'attache au caractère unitaire de la production. Elle fait la distinction entre les syndicats libres et reconnus auxquels elle attache le droit d'unique représentation et de conclusion des contrats collectifs du travail pour toute la profession et elle les caractérise à la lumière de la conciliation des intérêts et de la solidarité de tous les facteurs de la production qui doivent se subordonner aux intérêts supérieurs de la nation. Ensuite la charte institue la magistrature du travail, œuvre originale du fascisme, pour pouvoir trancher les différends et élaborer les nouvelles règles du travail. Par la sixième déclaration, la charte opère la distinction entre le rôle et la compétence des syndicats, des fédérations et des confédérations (qui « assurent l'égalité juridique entre les employeurs et les travailleurs et maintiennent la réglementation de la production »), d'un côté, et des corporations de l'autre, auxquelles elle donne le caractère d'organes d'Etat qui peuvent édicter des règles obligatoires pour réglementer les rapports de travail, étant donné qu'elles sont « des expressions de tous les intérêts intégraux de la nation ». Elle proclame l'importance de l'initiative privée, mais aussi sa responsabilité pour l'orientation de la production des associations privées, la nécessité de sa subordination à l'intérêt national, ainsi que le principe de la collaboration de toutes les forces productrices fondée sur la réciprocité des droits et des devoirs. Enfin, elle précise l'obligation de la part des associations professionnelles d'employeurs d'augmenter la production, les cas d'intervention étatique (quand l'initiative privée manque et les intérêts de l'Etat la demandent) ainsi qu'elle détermine dans quelles conditions l'action judiciaire est possible (1).

Les principes du fascisme par là établis, le grand conseil du

(1) Daresté : Les constitutions, t. II, p. 103 et le supplément de 1931, p. 305, 4^e édition.

fascisme, la chambre des députés réformée, et le conseil national des corporations sont venus mettre en œuvre cette charte et sur ses principes et par leur fonctionnement, comme institutions, créer l'état corporatif.

La loi en réformant la chambre des députés a fait d'elle une émanation des syndicats, une organisation corporative. et a introduit au Parlement la représentation syndicale. Composée de 400 membres, la nouvelle chambre des députés italienne se constitue après trois opérations électorales successives. Les associations syndicales, les confédérations proposent premièrement les candidats en nombre double de celui des députés à élire, ainsi que certaines personnes morales sont également autorisées à participer à cette nomination. Le grand conseil fasciste après choisit parmi ses candidats et même en dehors d'eux « lorsque cela est nécessaire » 400 candidats à élire qu'il propose au corps électoral. Ses électeurs se prononcent par oui ou par non, pour ou contre l'acceptation de la liste proposée. Si la moitié des votants n'a pas approuvé la liste, les opérations électorales se renouvellent, bénéficiant de dispositions plus démocratiques. Adversaire du suffrage universel, le fascisme confère le droit de vote uniquement à ceux qui paient les contributions syndicales ou l'impôt supérieur à 100 livres aussi bien qu'aux propriétaires, pensionnaires et ecclésiastiques(1). Par là en invitant les associations syndicales à proposer les leurs comme candidats et en donnant le droit de vote presque exclusivement aux syndiqués, à côté de certaines catégories sociales privilégiées, le fascisme a nettement donné à la chambre italienne la couleur syndicale et professionnelle en substituant à l'ancienne unique représentation territoriale et individuelle la nouvelle représentation.

Le grand conseil du fascisme, l'organe suprême du parti et le parti lui-même sont tenus de contribuer à l'élaboration du système corporatif par la réalisation de la doctrine fasciste aussi bien que le conseil national des corporations. Organe d'Etat (2) le parti et ses statuts sont approuvés par le décret

(1) La loi n° 1019 du 17 mai 1928 sur la réforme de la représentation politique, Daresta, 4°, t. II, p. 104.

(2) La loi du 9 décembre 1928, Chimenti, op. cit. p. 544.

royal, organe constitutionnel, le grand conseil du fascisme par la loi du 9 décembre 1928 (1), a été introduit dans l'ordre juridique de l'Italie, comme consécration de l'importance du parti fasciste dans le « nouvel Etat ». Composé des notabilités de parti, ainsi que de certains membres qui y viennent en raison de leur fonction, comme les ministres, le président du tribunal exceptionnel, le commandant du milice et les présidents de la chambre, du Sénat, des confédérations nationales fascistes et de l'académie royale d'Italie, le grand conseil de fascisme par ses attributions, a réduit pratiquement le Parlement au rôle d'une chambre d'enregistrement aux attributions très étendues. Il est « consulté » (ce qui veut dire qu'il décide) pour toutes les questions d'ordre constitutionnel, même pour la succession au trône. De telle sorte qu'en raison de ses attributions, le Parlement ne connaît plus ni les traités, ni les rapports de l'Eglise et de l'Etat, ni l'organisation corporative et syndicale (2).

Le conseil national des corporations (3) a pour but d'assurer l'équilibre entre les intérêts en englobant 7 corporations qui sont ses sections. Les corporations des professions libérales et des arts, de l'industrie et de l'artisanant, de l'agriculture, du commerce, de la banque, de transports terrestres et de navigation ainsi que des transports maritimes et aériens, ses sections avec ses sous-sections, ses commissions spéciales permanentes, son assemblée générale et le comité corporatif central forment les organes de ce grand conseil avec des attributions consultatives, quelquefois même obligatoires. Compétent en matière syndicale, professionnelle et corporative et surtout dans tout ce qui intéresse la production nationale ; il statue sur la formation des règles pour réglementer les rapports économiques, collectifs entre les diverses catégories de la production représentées dans les associations légalement reconnues. Par ces attributions et surtout par sa composition qui

(1) La loi n° 1019 du 17 mai 1928 sur le grand conseil du fascisme, Daresté, t. II, p. 108, révisée par la loi n° 2091 du 14 décembre 1929, Daresté supp. t. 3, p. 310.

(2) Louis Villat, op. cit. 225.

(3) La loi n° 206 du 20 mai 1930 sur le Conseil national des corporations Daresté sup. p. 310, 4^e éd.

rappelle celle des autres institutions fascistes, où on rencontre le chef d'Etat, certains ministres et des directeurs généraux des ministères, des délégués des associations et représentants du parti fasciste, ainsi que dix personnes particulièrement compétentes dans les questions d'organisation syndicale), le fascisme comme toujours, a cru résoudre le problème d'organisation corporative en vue de l'organisation de la production et des rapports entre ses différents facteurs.

Organisant ainsi l'état corporatif, le fascisme construit par les syndicats et son parti, toute son organisation sociale, économique et politique. Grâce à ses fédérations et confédérations, le syndicat est inséré dans les institutions étatiques, car étant donné qu'en politique, les élections se font par des organismes syndicaux aussi bien qu'en économie, ils organisent la production, règlent les rapports du travail par les contrats collectifs et assurent la pleine collaboration de tous les éléments productifs de la nation et par là bâtissent l'Etat moderne, l'opposé et le démenti de la démocratie occidentale.

2° Pays du socialisme, terre promise enfin retrouvée, grâce au concours des circonstances, la Russie des Soviets devrait par définition consacrer en doctrine et réaliser par la pratique la suprématie de l'économie sur le politique. Première application réelle du marxisme, l'Etat soviétique a dû inaugurer le règne de l'administration des choses substituée au gouvernement des personnes, d'autant plus que d'après les théoriciens du communisme, le soviétisme est le prolongement du marxisme, son application directe façonnée aux circonstances russes (1). Le marxisme incontestablement prêchait et luttait pour la primauté de l'économie sur la politique, en affirmant par ses idées fondamentales que la dernière n'est que le reflet de la première.

Voyant dans l'histoire du monde les luttes des classes et dans la société d'aujourd'hui, par suite de leurs enquêtes matérialistes la division des hommes en deux classes séparées et opposées, leur lutte constante sans merci de tous les jours, Marx et Engels prenant parti pour le prolétariat, n'ont

(1) Lénine : Le Soviet est la forme russe de la dictature du prolétariat. Lénine : L'Etat de la Révolution, p. 43.

relevé qu'une seule solution pour faire cesser l'exploitation de l'homme par l'homme, donc pour mettre fin à la lutte : la disparition de la bourgeoisie. La classe prolétarienne irréductiblement dressée en face de ses exploiteurs doit accélérer cette lutte en opposant classe contre classe en vue de son émancipation et de sa libération définitives, et par là arriver à son but le plus immédiat : abattre la bourgeoisie et ses institutions. C'est l'Etat qu'il faut « briser », en tant que principale institution de la bourgeoisie. Cette « machine gouvernementale d'oppression » (1) étant une fois démolie, l'état social et les institutions bourgeoises autres seront changées, les « transformations essentielles, non seulement dans la structure de l'Etat, mais dans sa substance et dans sa notion » se produiront (2). Le prolétariat restant seul n'a qu'à reconstruire la cité nouvelle qu'il va réaliser en consacrant la suprématie des travailleurs et des producteurs. A la fin des fins, « les classes disparaîtront aussi inévitablement qu'elles sont apparues. L'Etat disparaîtra. La société réorganisera la production sur la base de l'association libre et égale de tous les producteurs » (3) (thèse d'Engels). Cette réorganisation sociale sera uniquement possible par l'Etat et par le centralisme déclarent les marxistes contrairement aux désirs des libertaires qui, après la dislocation de l'Etat bourgeois ne veulent plus de l'Etat, peu importe sous quelle forme il se présente, parce que tout Etat est un moyen d'oppression. Les marxistes veulent, par l'Etat socialiste, arriver après la mort de cet Etat transitoire, à un Etat social où il n'y aurait plus d'Etat où il serait relégué « au Musée des antiquités ». Lénine dans son fameux livre sur *l'Etat et la Révolution*, s'est donné pour objectif d'éclairer cette période transitoire qui se situe entre le capitalisme et le vrai « socialisme ». Il y plaide pour un Etat socialiste transitoire et provisoire, qui sera la dictature révolutionnaire du prolétariat assurée au moyen de la socialisation des moyens de production et qui se transformera par

(1) Les expressions sont de Lénine. Sa pensée sur l'Etat est la suivante : L'Etat est un produit de l'antagonisme inconciliable des classes. Son existence prouve qu'on ne peut pas concilier les classes. L'Etat n'est pas l'organe de conciliation des classes ; il est l'organe de la domination d'une classe, p. 15.

(2) Lénine, op. cit., p. 8.

(3) Lénine, op. cit. p. 27

la suite en un non Etat où régnera souverainement le principe communiste « de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins » (1). Donc par là, par la socialisation des moyens de production et par la dictature du prolétariat, les producteurs seront vraiment mis au premier plan. Ces producteurs qui ont une valeur sociale réelle sont les exploités de la société bourgeoise, les prolétaires. Le prolétariat est le seul producteur. Dans sa lutte, il ne demande et ne combat que pour assurer la royauté exclusive des producteurs. Seuls après l'abolition de la bourgeoisie, les producteurs doivent tout posséder dans l'Etat socialiste provisoire. Par là seulement on arrivera à réaliser la pensée d'Engels : « le gouvernement des individus est remplacé par la gérance des choses et par l'organisation des moyens de la production » (2).

La Russie soviétique en tant que l'application pratique de la doctrine marxiste a dû inévitablement consacrer et mettre en œuvre le régime des producteurs. Le marxisme a voulu uniquement associer le prolétariat à la direction des affaires collectives parce qu'il jugeait que la classe des exploités a seulement le droit au titre de producteur. Le soviétisme, le marxisme russe, a étendu suivant la tradition des mouvements révolutionnaires de 1905 cette participation à la direction des affaires publiques aux soldats et aux paysans. Le titre IV de la Constitution de la République sociale soviétique de Russie est bien caractéristique à cet égard. L'art. 68 (3) de cette constitution prévoit que le droit électoral et le droit d'éligibilité appartiennent « sans distinction de sexe, de confession de race, de nationalité et de domicile » à tous les citoyens de la République âgés de 18 ans et qui font partie d'une des « catégories » que cette loi fondamentale énumère. Votent et sont éligibles les individus qui fournissent un travail utile et productif à la société et qui, en même temps, par ce travail, assurent leur existence aussi bien que « les soldats et les marins, des armées rouges des ouvriers et des paysans » (4). Les

(1) Lénine, op cit. p. 113-126.

(2) Cité par Lénine, op. cit, p. 29 et par Mirkine Guetzevitch : Théorie générale de l'Etat soviétique, p. 6.

(3) et (4) : Dareste : Les constitutions, t. II, pp. 416-17.

étrangers ont les mêmes droits politiques s'ils sont dans les mêmes conditions que les électeurs russes. Ainsi donnant des droits politiques aux soldats et aux marins et à ceux qui travaillent utilement pour la société, la loi soviétique a par là même dû exclure certaines autres catégories, ce qui a été fait par l'art. 69 de la Constitution. Cet article exclut du droit de vote et de la possibilité de voter les « individus recourant au travail d'autrui pour en tirer bénéfice, « les rentiers, les fermiers et tous ceux qui bénéficient d'un « revenu non produit par leur travail » ainsi que les négociants privés, les intermédiaires et les agents de commerce (1). Et c'est de telle sorte que le soviétisme, par son droit électoral et par son système des conseils a remis tous les pouvoirs aux ouvriers, aux paysans et à une sorte de ses castes (2), aux soldats et au marin. « Toute l'autorité dans les territoires de la R.S.F.R. appartient aux Soviets des députés, des ouvriers, paysans cosaques et soldats rouges » dit clairement l'art. 2 de la Constitution russe (3).

Le soviétisme est un système des conseils. La cellule fondamentale du régime soviétique, sa base primaire sont les conseils. Il y en a à tous les degrés. Viennent premièrement les conseils des ouvriers, des soldats et des paysans dans les villes et dans les villages. D'eux et ainsi successivement de l'un à l'autre naissent les congrès des rayons, des districts (okroug) des régions (oblast) et des provinces (krai) (4). Ces conseils sont doublés de leurs comités exécutifs respectifs. Les délégués des districts et des provinces élisent les conseils des républiques fédératives. De ces républiques fédératives, en vertu de la Constitution de l'Union du 31 janvier 1924, on s'élève aux organes suprêmes de l'Union. Ces organes suprêmes sont :

(1) Dareste, Les constitutions, t. II, p. 416-17.

(2) L'armée en U.R.S.S. est légalement par les textes constitutionnels, reconnue comme une caste. Si l'armée et la flotte sont des organismes utiles à la société, si les marins et les soldats sont indispensables à la vie sociale, ils auront le droit de participer à la puissance publique en tant que travailleurs sociaux. Ils le sont dès qu'ils ont le droit d'existence dans un pays où tout le monde doit accomplir un travail utile à la société. Leur reconnaître séparément des autres travailleurs le droit de vote, c'est leur conférer une situation privilégiée, les élever au stade d'une caste.

(3) Dareste, Les constitutions, t. II, p. 404.

(4) L'art. 49 de la constitution de la R. S. T. S. R.

« le Congrès des Soviets de l'U.R.S.S. titulaire du pouvoir suprême dans l'Union et qui ne représente que la classe. » Pendant les périodes intermédiaires entre les sessions, le pouvoir passe au Comité central exécutif (Tsik) composé du Soviet de l'Union et du Soviet des Nationalités; dans l'intervalle de ses sessions, le pouvoir passe au Présidium du Comité exécutif central, qui donne naissance à son tour au Conseil des commissaires du peuple (1).

Une chose qui est bien caractéristique dans le pays qui prétend réaliser l'égalité complète même matérielle entre les hommes est sans aucun doute l'inégalité flagrante entre ceux qui sont compris dans la classe privilégiée et qui étaient autrefois les anciens « exploités ». Partout, par les lois soviétiques, les habitants des villes et des agglomérations ouvrières sont favorisés au détriment de ceux des campagnes. D'après l'art. 9 de la Constitution de l'Union, les délégués des soviets des villes sont cinq fois plus favorisés que les délégués des soviets des villages. C'est la même chose en R.S.F.S.R. La même proportion est gardée pour les élections aux congrès des soviets de province et de région, aussi bien qu'aux congrès des soviets des districts et des rayons (2). Ceux qui ont fait la révolution et qui la font ont une situation de beaucoup meilleure à celle des autres habitants de l'immense pays, qu'est la Russie. Les soldats et les marins, ainsi que les ouvriers des villes et des centres industriels étant la base du régime, sont par suite plus favorisés et mieux rémunérés. C'est, du reste, la logique de toute dictature !

Une question s'impose : ce système des conseils successifs a-t-il réussi à substituer au gouvernement des personnes l'administration des choses. Le régime soviétique est-il en réalité celui qu'ont tracé les lignes de la Constitution. D'après M. Barthélemy et M. Mirkine Guetzevitch (3) on ne le dirait pas. Un « nouveau chapitre dans l'histoire de l'humanité » (4), comme a dit Staline, la constitution des Soviets a consacré

(1) Guetzevitch : Les consultations modernes, p. 44; voir les articles 8, 9, 10, 15, 29, 37, chez Dareste, pp. 394-7.

(2) Les art. 20, 49 et 51. Dareste, p. 408.

(3) Joseph Barthélemy : La crise de la Démocratie; M. Guetzevitch : Les constitutions européennes, la constitution de l'U.R.S.S.; la théorie générale de l'Etat soviétique.

(4) Cité par Guetzevitch : La constitution de l'U.R.S.S., p. 12.

au lieu de la suprématie de l'économie sur la politique, un système de domination des ordres et des classes privilégiées. L'armée sûrement n'a rien à voir avec l'économie et sa priorité sur le gouvernement des personnes. M. Mirkine Guetzevitch affirme que d'après les statistiques soviétiques, 78 % des électeurs en Russie ne prennent pas part au vote et que « les soldats se présentent aux élections au nombre de 78 % au total des électeurs présents » (1). L'exclusion du droit de vote des ministres des cultes, des catégories certaines du régime ancien et des anciens employés de la police tzariste et leur assimilation aux aliénés, n'a également aucun lien avec la suprématie de l'économie» (2). Et quand on voit qu'en fait la représentation des différents organes d'administration et de parti, du comité exécutif départemental, du comité local du parti communiste, des différentes organisations administratives, jusqu'à celles de la police politique de la G.P.U. est réalisée, du privilège tant désiré de l'économie sur la politique, il n'existe rien. La représentation en U.R.S.S. n'est ni économique, ni corporative; elle est, au contraire, une représentation fermée, limitée à ceux qui sont la base du régime et dont les opinions sont en « conformité au but révolutionnaire ». Ordres, classes certaines déterminées par la division du travail, castes plutôt, sont seuls représentés. Ainsi, cette représentation est politique plus qu'économique. Le soviétisme, comme tout régime politique sait ce qu'il ne veut pas faire et il proclame seulement en théorie de sa doctrine ce qu'il va faire. Hostile à la démocratie, le soviétisme combat la représentation des individus, l'existence des partis politiques et des libertés pacifiques. Il demande que tout, grâce à la violence, soit du parti. Le parti communiste est tout. C'est l'état soviétique. Il est identifié avec l'état soviétique comme le fascisme avec l'Italie. En conséquence, dit M. Mirkine Guetzevitch « le droit électoral soviétique n'est que la base de l'organisation communiste » et la représentation soviétique « une répartition des membres du parti communiste dans ces localités » (4). Tout cela sûre-

(1) Guetzevitch : La théorie générale de l'Etat soviétique, p. 46.

(2) L'art. 69 de la constitution de la R.S.F.S.R. Daresté, p. 417

(3) Guetzevitch : op cit. p 45.

(4) Guetzevitch : op. cit. p. 48 .

ment montre bien que le soviétisme n'est pas un système de prépondérance de l'économie, que « l'économisme de l'Etat soviétique est purement imaginaire », que c'est un régime qui, grâce « à la vie et à l'expérience bolcheviste, aboutit à la domination exclusive de la politique » (1), contrairement au marxisme, à Lénine et au titre officiel de l'Etat socialiste des ouvriers et des paysans.

Enfin, que les organes politiques dominent l'économie en U.R.S.S. nous en avons des preuves certaines dans les tentatives des Soviets de restaurer des organes économiques à côté des organismes déjà existants qui devraient par eux-mêmes assurer la place supérieure nécessaire à l'économie. Le conseil suprême de l'économie publique est un exemple éclatant (2). Dans les premiers jours de son existence, un comité interministériel qui devait coordonner l'activité de tous les commissariats qui administraient les branches différentes de l'économie publique, le C.S.E.P. a frayé par la suite sa voie et est devenu un véritable commissariat de l'industrie (3) qui est investi de la direction et de la gestion de l'industrie. Auparavant, à la N.E.P. il avait dirigé directement les entreprises les plus considérables de l'Union. Depuis, avec le changement de la politique économique, avec l'organisation nouvelle des branches économiques d'après leur affinité professionnelle, le C.S.E.P. est chargé des autres fonctions. Toute l'industrie est concentrée en trusts et en syndicats. Les trusts sont soit de l'union soit des républiques fédérées. Le C.S.E.P. va diriger et administrer les trusts de l'Union, et les conseils supérieurs de l'économie publique des états fédérés, dirigeront les trusts de leurs républiques fédérées respectives. De telle sorte que le C.S.E.P. s'occupera de leur direction et de leur commission des revisions. Il sanctionne le plan financier et le programme des travaux, examine les rapports et autorise la répartition des bénéfices. Egalement, il s'occupe des projets de législation industrielle de la réglementation par l'Etat des coopératives

(1) Guetzevitch : op. cit. pp. 6 et 31

(2) Voir A. Dolgov : Le conseil suprême de l'économie publique et N. Kopiloff : Le rôle du représentant du conseil supérieur de l'économie nationale en U.R.S.S.

(3) Le président du C.S.E.P. appartient de droit au conseil des commissaires du peuple de l'Union.

et des ordonnances privées, de la surveillance et de la création des nouvelles entreprises, du perfectionnement et de l'organisation de la production.

Ainsi la Russie, malgré tout, n'est pas un Etat corporatif où la direction économique s'est substituée à la souveraineté publique et où d'après Barbusse : « la Révolution a mis debout un homme nouveau : le citoyen de la république du travail, travailleur de l'usine, travailleur des champs, travailleur intellectuel » (1).

3° Viens enfin l'Espagne (2). Le coup de force de 1923 du général Primo de Rivera l'a porté au seuil du pouvoir. Venu, sans employer la violence, par suite de la carence ou régime parlementaire; le riverisme a suspendu dans la première partie de son règne toutes les institutions libérales et constitutionnelles, afin d'esquisser, d'organiser dans la seconde les institutions propres de la dictature. L'assemblée nationale et la promulgation de la Constitution de Juin (3) devaient sanctionner le régime dictatorial en le transformant en système corporatif. Malgré que Mussolini considère qu'« il fascismo non è un articolo d'exportazione », le rivérisme a dû être sa traduction directe. Le corporatisme nouveau en rejetant le virtus démocratique a dû opérer la transformation sociale totale, sauf à l'égard des privilèges de la royauté et de l'église. La corporation devenant la base du système, tous les sujets du roi devaient être incarnés en elle. Il n'y aura pas de représentation des partis politiques, mais seulement des intérêts. Donc, au lieu de la Chambre des députés, une assemblée consultative composée en parts égales de membres désignés par ordonnances royales et de représentants des corporations, constituera la base du système. Dans la corporation, on réunira le travail et le capital et par là la fusion et la collaboration des classes a été traduite en fait. Pratiquement, le rivérisme a pensé les

(1) Henri Barbusse : Russie.

(2) Joseph Barthelemy : La crise de la démocratie; Posada Adolfo : La nouvelle constitution espagnole; Carlos a d'Ascoli : La constitution espagnole de 1932. Thèse Paris 1932. L'Europe nouvelle du 9 juin 1928, p. 796; Gabriel Bernier : la fin de la dictature espagnole.

(3) Quant à la valeur de cette constitution, A. Posada la qualifie de document d'aspect constitutionnel et la dit « élaborée par une commission complaisante de l'assemblée » qui n'est qu'un « organe conseiller » du dictateur, p. 84.

organiser en utilisant les organisations déjà existantes à cette époque, par exemple les syndicats catholiques et les syndicats de l'union générale des travailleurs.

Mais ce système ainsi préparé n'a pas été mis en œuvre. « Cette intention pseudo-constitutionnelle arrivait tout à fait hors de saison, la dictature mourante s'asphyxie » : (1). La révolution l'a empêchée de devenir une réalité.

(1) Posada : op. cit, p. 84.

CHAPITRE VI

LA CONFRONTATION DES IDEES DE DUGUIT ET DES THESES DES AUTRES

L'exposé critique de la doctrine sociale de Duguit concernant son syndicalisme et la représentation professionnelle, que nous avons fait dans nos pages précédentes, parallèlement avec notre présentation du syndicalisme tel qu'il est dans la doctrine et dans les faits, et à côté de notre résumé de la représentation professionnelle, telle qu'elle est envisagée par les publicistes et réalisée chez les autres en pratique, nous permettra de les confronter, l'un à la lumière de l'autre, en vue d'obtenir par ce procédé de comparaison réciproque, des idées nettes sur la valeur propre des conceptions sociales du doyen Duguit. Grâce à cette confrontation et par elle, les ancêtres spirituels et les antécédents théoriques et pratiques de la doctrine sociale de Duguit, s'ils existent, apparaîtront en nous permettant d'assurer la filiation théorique des conceptions syndicales du doyen de Bordeaux. Le parallélisme dans la comparaison également passera en revue et observera les défauts et les qualités de l'œuvre si subtile de Duguit. Les confirmations par les autres des thèses soutenues par le doyen impliquent dans une certaine mesure indirectement la reconnaissance de leur bien fondé. L'opposition entre leurs points de vue respectifs nous permettra de mieux saisir la véritable portée des opinions sociales de Duguit, sinon d'en voir plus clairement les défauts s'il en existe. Enfin, la méthode comparative déterminera notre opinion sur les applications dont la doctrine de Duguit a déjà été l'objet.

I. — Donc, premièrement, la doctrine syndicale de Duguit est-elle originale ? Sa filiation intellectuelle ne s'établit-elle pas ? Les attaches d'ordre doctrinal ne sont-elles pas visibles ?

Tout semble nous dire que non parce qu'il paraît que la doctrine syndicaliste de Duguit et ses théories sur la représentation professionnelle sont si non originales, du moins indépendamment construites des autres théories. N'étant pas des traductions directes des conceptions des autres ou des applications théoriques des réalisations pratiques déjà acquises, les idées sociales de Duguit présentent ainsi, en tant que les premières affirmations dans son genre, une valeur historique certaine dans le développement des doctrines sociales sur le syndicalisme et sur la représentation professionnelle.

Quant au syndicalisme, la méthode comparative nous montre que dans la doctrine et dans l'idéologie des mouvements existants, il n'y avait pas de conceptions pareilles aux thèses exposées et soutenues par Duguit, surtout à l'époque où pour la première fois (1), Duguit a rendu publiques ses théories sociales. Le réformisme révolutionnaire, le syndicalisme national de collaboration des classes et le syndicalisme réformiste, sont d'origines récentes. Le syndicalisme chrétien, bien qu'il existât avant la guerre, ne s'est développé que depuis et théoriquement et numériquement. Fondé sur la base confessionnelle, le syndicalisme chrétien se distingue nettement et par ses motifs d'action et par son ambition, du syndicalisme duguiste. Les syndicats jaunes étaient les seuls qui, avant la guerre, soutenaient la doctrine de collaboration des classes. Hostiles à la lutte les jaunes ont proclamé la défense des intérêts professionnels, l'éducation corporative, la réglementation des grèves, l'accession à la propriété par les actions du travail et la nécessité de créer des chambres de capacité. Ainsi, ils n'ont presque rien de commun avec le doyen de Bordeaux. Le principe de collaboration leur est seul commun. Le syndicalisme patronal non plus, n'a pu inspirer Duguit. Duguit comprend, mais n'admet ni la défense excessive des intérêts corporatifs, comme le veut le syndicalisme des patrons, ni l'opposition aux contrats collectifs du travail parce que l'application des contrats collectifs et la défense des intérêts particuliers excluent toute collaboration dont Duguit fait le but et la base de ses théories. Les syndicats agricoles, enfin, corporatifs, luttant pour leur prospérité professionnelle et l'amé-

(1) Duguit : De l'élection des sénateurs, 1895.

lioration de leur situation économique et sociale, n'ont également en rien pu contribuer à la formation de la doctrine sociale duguite. Reste le syndicalisme révolutionnaire qui, à l'époque où Duguit a présenté ses idées, a été incontestablement une force théorique et pratique de premier ordre. Ses idées sur la grève générale et sur la lutte des classes étaient en vogue. Duguit, sûrement, ne partageant pas ces idées, n'a pas adopté la doctrine du syndicalisme rouge pour élaborer ses propres théories. Mais ne s'est-il pas servi de cette doctrine pour arriver par un raisonnement a contrario, à ses conceptions personnelles. En affirmant tout le contraire des théories syndicales anarcho-marxistes, Duguit n'a-t-il frayé le chemin à sa doctrine syndicale. On pourrait l'affirmer si on ne passait pas sous silence que Duguit cite dans ses textes, Durkheim, Spencer, Comte, dont il est le disciple. Ayant appris d'eux que dans la société, il y a des groupes sociaux et que la division du travail est sa règle fondamentale, Duguit est incontestablement par leurs affirmations et grâce à ses propres observations et enquêtes positivistes, arrivé au syndicalisme qu'il a étudié en le représentant comme une doctrine nouvelle. Mais il se peut fort bien que Duguit ait corrigé dans ses propres conclusions le contenu de la succession intellectuelle qu'il a hérité de ses maîtres, aussi bien que les résultats de ses propres observations par les raisonnements déduits à contrario du syndicalisme rouge, lesquelles il a, à leur tour, imprégné dans une large mesure de l'esprit de la loi syndicale de Waldeck Rousseau. Cela est assez possible, parce que Durkheim, Spencer, Comte, n'avaient pas fait de théories sociales, mais seulement de simples constatations matérielles résultant de leurs travaux sociologiques. Il y avait le corps, mais sans l'âme. Et c'est Duguit sans aucun doute, qui s'est efforcé de donner à ce corps sa véritable âme, en esquissant le but, les tendances et les principes de son syndicalisme. Et dans cette vivification du corps, il est bien probable que Duguit s'est servi dans l'élaboration de ses principes de la méthode du raisonnement à contrario pour arriver aux principes sociaux pour lesquels il luttera jusqu'à ses derniers jours.

Secondo, la question se pose si ses conceptions sur la représentation professionnelle sont aussi originales que ses idées

syndicalistes. La réponse qui s'impose semble être affirmative. La confrontation de thèses différentes sur la représentation professionnelle nous montre que de tous les publicistes qui ont précédé Duguît dans l'affirmation des théories de la représentation professionnelle, aucun d'eux n'a soutenu complètement une thèse pareille à celle de Duguît. Partisans de la représentation professionnelle, tous ses prédécesseurs dans l'ordre historique, ont réclamé tout comme Duguît, une place aux professions, soit sous la forme de la représentation des intérêts, soit sous celle des corps sociaux. Mais pas un seul n'a élaboré des conceptions dont on pourrait attester avec certitude que Duguît s'est fait l'héritier intellectuel. La différence est énorme entre eux, non seulement dans les motifs par lesquels ils ont été amenés à la représentation professionnelle, mais aussi dans l'organisation théorique et pratique qu'ils espèrent réaliser et dans les ambitions qu'ils se proposent d'atteindre. Fritot par son désir de représenter uniquement le commerce et l'industrie dans leurs chambres respectives, Saint-Simon, avec son apologie de l'industrialisme et de la science, aussi bien qu'avec sa représentation tripartite, ni Proudhon avec son exclusivisme de la représentation de l'économique, ni Bluntschli qui est partisan de la représentation professionnelle opérée par les élections dans les classes médiévales, ni Ahrens qui demande la représentation des corps politiques, ni de Grasserie, avec ses trois organes de représentation, ni le socialiste Malon, ni les autres antidémocrates Prins et Charles Benoist ne peuvent prétendre à la paternité intégrale des conceptions duguïstes. Que Duguît universitaire ait connu ces opinions, c'est bien possible, bien qu'il n'y fasse aucune référence. Qu'il se soit servi de leurs théories dans l'élaboration des siennes, c'est bien possible. Mais qu'il ait présenté une théorie de représentation professionnelle que personne jusqu'à lui n'a ainsi soutenu en entier, c'est incontestable. Durkheim l'a sûrement amené à la représentation professionnelle. Mais le grand sociologue n'a jamais présenté une théorie de la représentation telle que Duguît l'a faite. Peut-être parce qu'il les cite, l'abbé Lemire et Marc Sangnier, l'ont déterminé par leurs discours à la Chambre, a ainsi esquissé ses théories professionnelles. Mais l'abbé Lemire a parlé de

l'importance de syndicats, et les travaux de M. Marc Sangnier sont bien postérieurs aux premiers écrits de Duguit sur les problèmes des organisations syndicale et professionnelle. A cette époque également, il n'y avait ni de représentation professionnelle, ni des conseils réalisés en pratique, sauf que les représentations des intérêts et des classe, plutôt des castes, ont subsisté sous la forme médiévale dans quelque Etats européens, comme dernier vestige d'un système presque général de l'organisation pratique des temps anciens. Duguit ne s'est pas non plus inspiré d'elles parce que dans ses nombreuses pages où il a lutté en faveur de la représentation professionnelle, il a toujours souligné que cette dernière n'a rien de commun avec le corporatisme de l'ancien régime. Et comme la représentation professionnelle organisée sous la forme archaïque est entièrement liée et dans son esprit et dans la forme de son existence, au corporatisme de l'ancien régime français, il est clair que Duguit, en elles, n'a pu rien trouver pour échafauder sa doctrine démocratique de la représentation professionnelle. N'oublions pas, du reste, que Duguit a toujours lutté pour la démocratie. Son action pour la représentation professionnelle ne se présentera-t-elle pas comme un combat pour la réalisation de la plus pure démocratie. Lui, adversaire de la souveraineté nationale, se sert d'elle pour démontrer la conformité de la représentation professionnelle et du principe de cette souveraineté qui est d'après les plus fervents partisans des principes révolutionnaires, la base et la règle suprêmes de la démocratie. Il veut même prouver qu'elle est sa conséquence logique, ce qui montre clairement qu'en tant que démocrate, Duguit démocratisant la représentation professionnelle, ne pouvait nullement chercher en formes médiévales des constitutions archaïques les bases de ses conceptions professionnelles. On peut nous objecter qu'il a cité quelques-unes d'entre elles, qu'il s'y est référé et même qu'il a souvent esquissé l'image de la féodalité comme le type d'une société où la représentation professionnelle existât. Mais n'est-ce pas plutôt à titre d'exemple que de source, à titre de preuve que de référence et d'imitation que Duguit les a cités. Certainement oui, surtout quand on ne se fait aucune illusion sur l'interprétation et sur la dépendance de la doctrine syndicale de

Duguit et de ses conceptions sur la représentation professionnelle, du rôle que le positivisme avait joué dans leurs déterminations et de l'influence quoique de plus en plus effacée avec le temps que Comte, Spencer et Durkheim ont eue sur le doyen de Bordeaux.

D'où il nous semble plus conforme à la vérité d'affirmer que la doctrine Duguiste sur la représentation professionnelle est bien originale, qu'elle n'est que la suite et le couronnement de ses conceptions syndicalistes, qu'il a non seulement dans une petite mesure hérité de Comte, Spencer et Durkheim, mais qui est surtout le produit de ses enquêtes et travaux positivistes aussi bien que de ses raisonnements à contrario et de la documentation théorique qu'il s'est faite sur et par l'idéologie du syndicalisme révolutionnaire et sur les écrits des nombreux publicistes de la représentation des professions, dont nous avons déjà exposé les opinions. Ainsi les doctrines du doyen Duguit, et quant au syndicalisme, et quant à la représentation professionnelle, nous semblent originales autant que cela est possible à une époque d'un travail scientifique intensifié et de créations intellectuelles quotidiennes.

II. — Secondo, la juxtaposition des doctrines sociales de Duguit avec le syndicalisme tel qu'il est en doctrine et en pratique aussi bien qu'avec la représentation professionnelle telle qu'elle est en théorie et dans les faits ne nous a pas seulement permis de bien préciser l'originalité des doctrines du doyen Duguit, mais nous conduit, même nous impose également, parce que c'est son but et sa raison d'être, la confrontation détaillée, la critique réciproque des thèses de Duguit et des idées et des réalisations déjà acquises du syndicalisme et de la représentation des intérêts. C'est par cette confrontation qui est le meilleur chemin pour aller à la vérité, en tant qu'elle est le reflet et la partie constitutive du parallélisme et de la méthode comparative, que nous avons incontestablement le droit le plus sûr d'espérer de voir les idées de Duguit dans leur pleine clarté scientifique.

Du reste, la confrontation par là même qu'elle est un moyen d'investigation scientifique est la mise en relief de la valeur propre des thèses respectivement juxtaposées. Reflétant en même temps et les défauts et les qualités d'une doctrine or

d'un système, cette confrontation impliquera ainsi les confirmations ou les critiques des doctrines en question.

Forte dans ses jugements, impitoyable dans ses conséquences, la confrontation conduira d'abord à la confirmation d'une doctrine par une autre ou d'un système par un autre, ou du système par la doctrine. Travail méthodologique par excellence, la confirmation une fois opérée, la question se pose : qu'elle est la valeur réelle de ses données ? Est-ce que cette adhésion signifie un jugement favorable et la reconnaissance scientifique des bien-fondés des positions prises ? Ou, au contraire, à la lumière de la vraie vérité scientifique, l'adhésion d'un certain nombre aux idées des autres ne se reconnaît-elle pas comme sans importance pour cette vérité ? Répondre oui ou non est très difficile. C'est une question des faits. Quelquefois, la confirmation correspond à la réalité scientifique, quelquefois elle diffère de cette vérité. Mais ce qui est certain, c'est qu'incontestablement dans beaucoup de cas, la confirmation vaut la présomption de la vérité, et qu'à ce titre, elle est scientifiquement utile, même indispensable. D'un autre côté, la confrontation implique des critiques à côté des confirmations. En rejetant des thèses soutenues, elle apporte des éléments nouveaux des thèses contraires. Démentis véritables des idées juxtaposées ces critiques toutefois comme les confirmations ne sont et ne doivent pas être scientifiquement exactes. Légitimes présomptions ces critiques ne valent que jusqu'à la preuve du contraire. D'un caractère incertain comme les confirmations, ces critiques n'ont donc qu'une valeur relative. D'où, à raison de cette incertitude scientifique, toute confrontation n'est en somme qu'une critique relative, virtuelle qui peut et ne doit pas toujours être exacte. Opposée ainsi aux vraies critiques formelles, dignes de foi et d'attestations, la confrontation n'est pas moins, malgré sa relativité bien utile à la vérité scientifique. Présomption nécessaire, elle contribue en conséquence pour beaucoup à esquisser l'image exacte d'une doctrine ou d'un système. C'est pourquoi nous l'appliquerons à la doctrine sociale de Duguit et quant à son syndicalisme et quant à sa représentation professionnelle.

1° Le syndicalisme rouge n'a rien de commun avec le syndicalisme duguiste. Ses affirmations que l'avènement du capi-

talisme conditionne l'avènement du syndicalisme, que les hommes sont divisés en deux classes et que ce divorce entre le capital et le travail les conduit non à l'entente mais à la lutte des classes, sont le contraire de ce que Duguït pense. Ses principes primaires, l'antiétatisme et l'antimilitarisme ainsi que l'antipatriotisme et l'antiparlementarisme aussi bien que ses méthodes de l'action directe : la chasse aux renards, le boycottage, le sabotage, la grève et la grève générale sont en opposition flagrante avec les principes et les méthodes du syndicalisme duguïste. Les Soréliens sont également loin de Duguït. Moralistes et apologistes de la classe prolétarienne et de la grève générale, ils affirment ce que Duguït combat. Le syndicalisme patronal égoïste comme le syndicalisme rouge, n'a évidemment aucune attache avec les thèses de Duguït. Défensif et conservateur il ne défend que les intérêts professionnels du patronat et ses positions sociales. Groupé en une confédération nationale sur le terrain de classe, le syndicalisme patronal répudie toute entente et la forme mixte de l'organisation syndicale, aussi bien que les conventions collectives du travail. Conscients de leur force, les patrons se refusent à participer manifestement à la direction des affaires publiques, ce qui est un des chefs de la doctrine sociale du doyen. Le réformisme révolutionnaire, malgré les lettres des statuts syndicaux s'approche singulièrement du syndicalisme duguïste. Tout comme Duguït, il croit en l'évolution et voit dans le syndicalisme la base de la société future. Prêchant l'organisation des classes sociales et l'abolition du salariat par les moyens légaux, le réformisme révolutionnaire propage l'idée chère à Duguït des contrats collectifs du travail et de la législation sociale. Mais partisan de la réglementation de la grève et de l'action uniquement corporative, en principe, le réformisme nouveau, par son programme minimum et par son conseil économique se détache par là de Duguït. Malgré que peu importants par leur force numérique les syndicats jaunes, réformistes, nationaux et chrétiens ont une grande importance théorique. Hostiles à la lutte des classes, ils sont pour la collaboration de toutes les forces sociales. Tous créés pour combattre les excès du syndicalisme anarcho-marxiste, ces syndicats ont un principe commun avec Duguït : la collaboration

des classes. Partisans de la grève sous certaines conditions, ils se séparent de Duguît par les modes pratiques de cette collaboration, comme la participation aux bénéfices et l'accession à la petite propriété que le doyen n'a jamais prévus. Enfin, le syndicalisme chrétien d'une source spéciale demande comme Duguît, la syndicalisation de toutes les forces sociales, l'organisation des syndicats féminins et une représentation professionnelle incomplète. Particulariste, le syndicalisme agricole ne réclame que sa prospérité corporative pour l'acquittement de sa tâche économique et sociale : l'amélioration de la culture et de la condition des ouvriers.

Ainsi de cette confrontation serrée, il résulte que personne ne fait dépendre ses doctrines syndicales respectives du mouvement et de la doctrine associationnistes comme le fait Duguît. Comme chez lui, aucune branche du mouvement actuel ne soutient et ne trouve son fait générateur dans la division du travail et dans l'interdépendance sociale. Ce sont les intérêts professionnels pour les uns, les oppositions de classes pour les autres qui les ont déterminés à se syndiquer. Presque tous les mouvements syndicaux et leurs doctrines respectives, contrairement à ce que prêche Duguît admettent les grèves. Certains les réglementent et les considèrent comme des moyens de faire triompher leurs revendications professionnelles; les autres les admettent sans procédure et voient en elles une manifestation puissante de la lutte sociale. La division et la diversité du syndicalisme actuel est le fait incontestable d'aujourd'hui. Divisé non seulement professionnellement parce qu'il est industriel, commercial, agricole, fonctionnariste, mais aussi socialement car il est soit ouvrier, soit patronal, le syndicalisme de nos jours ainsi ne dément-il pas le syndicalisme général de toutes les classes que Duguît prévoit; ou les patrons et les ouvriers seront les uns à côté des autres, au sein d'un même groupement? Egalement, aucun des mouvements actuels de collaboration des classes qui, en principe, doivent être proches de Duguît, ne nie pas les thèses marxistes de l'existence des deux classes comme le doyen, sauf dans une petite mesure le syndicalisme chrétien. Mais ses idées sur la collaboration des classes et la négation de la lutte comme facteur du progrès, le rapprochement des syndicats jaunes, réfor-

mistes, nationaux, chrétiens et par la force de leur situation des syndicats agricoles. Comme Duguit, tous s'accordent à penser que le syndicalisme aura des conséquences sociales énormes. Mais la différence toutefois existe dans la conception de ces conséquences et dans la vision de la société future. Les premiers voient dans le syndicalisme le progrès social, les autres la transformation sociale qui en résulte. Le progrès social se résumant dans la défense corporative, la transformation sociale se réalise pour les socialistes dans l'expropriation des expropriateurs et pour les réformistes comme Duguit, dans la collaboration des classes et dans leur coordination en un faisceau unanime. Mais personne, ni en théorie, ni en pratique, n'a vu dans le syndicalisme la base de la représentation professionnelle ni n'a trouvé que le syndicalisme conduit nécessairement et logiquement à la représentation des intérêts comme Duguit l'affirme. Duguit a plaidé pour le syndicalisme général qui, une fois réalisé, équivaldra au syndicalisme obligatoire. Il n'y a aucun mouvement qui ne voudrait être obligatoire, mais pas un seul ne l'a manifesté publiquement, comme le doyen de Bordeaux, par sa lutte en faveur de la généralisation du syndicalisme. Enfin, ni des doctrines des différents courants syndicaux, ni des théories des philosophes syndicalistes, personne n'a déduit les conséquences que Duguit tire de son syndicalisme; à savoir que la vie sera intensifiée par l'association, que la hiérarchie sociale sera restaurée, que le syndicalisme assurera la résistance aux lois oppressives et que l'organisation nouvelle de la société donnera une structure juridique définie aux classes sociales.

D'où la conclusion suivante s'impose : Duguit en positiviste a tort de qualifier le syndicalisme actuel de réformiste qui, comme « mouvement humain » tend à la collaboration des classes et à la représentation des intérêts, parce que les faits prouvent le contraire. Ces affirmations n'étant que des désirs et un programme d'action, ne doivent qu'attendre leur heure qui viendra sûrement en raison de la noblesse de leur portée et de la cohérence de leurs conclusions.

2° Comme les doctrines syndicales, malgré leur diversité, ont des points communs, les doctrines de la représentation professionnelle, elles aussi, incontestablement, se rapprochent

les unes des autres en tant qu'elles envisagent une nouvelle représentation politique et une meilleure organisation sociale des intérêts professionnels ou des classes sociales, ou même de tous les groupements sociaux. Etant toutes hostiles au règne unique du politique, ces doctrines ainsi ont une foi commune, un impératif général : la lutte contre la représentation politique exclusive.

Et c'est tout. Dès qu'il s'agit de leurs motifs, de leurs conceptions, des modes d'organisation de cette représentation antipolitique et des conséquences qui en résultent, leurs doctrines diffèrent. Les emprunts personnels sont à la fois très nets et trop visibles. L'uniformité des conceptions de représentation professionnelle n'existant pas, la doctrine de Duguit n'a été, par conséquent, comme toutes les autres, qu'insuffisamment confirmée et ne l'a même été que d'une façon fragmentaire. Durkheim, M. Marc Sangnier et M. Henri de Jouvenel et sur quelques points seulement M. Charles Benoist ont approché de près dans leurs conclusions la doctrine de Duguit. Durkheim dont Duguit est un élève certain en sociologie, a presque les mêmes idées que le doyen de Bordeaux. Il constate comme Duguit la substitution de la solidarité du travail à la solidarité par similitude et son importance croissante qui, dans nos jours, devient même la condition sine qua non de la vie sociale. Tout comme Duguit, Durkheim affirme que la représentation professionnelle est déterminée par la division du travail et qu'un système des corporations nationales sera la meilleure solution de cette représentation. D'accord sur l'importance et les conséquences de la division du travail, ils sont enfin d'accord et sur l'importance pour le maintien de la notion des groupes intermédiaires entre l'Etat et les individus. M. Jouvenel, de son côté, se rapproche de Duguit en tant que syndicaliste fervent qui milite en faveur du syndicalisme actuel et de sa part dans la direction des affaires publiques. Comme Duguit et M. Marc Sangnier, M. de Jouvenel prévoit une nouvelle organisation des pouvoirs politiques pour neutraliser ainsi l'ardeur et la valeur combative du syndicalisme et l'intégrer en Etat. Mais la différence est nette entre eux quant aux modes d'organisation de ces systèmes politiques nouveaux. Tandis que Duguit et M. Sangnier, ayant les mêmes idées sur

le rapport de l'économie et de la politique (l'homme n'est ni exclusivement producteur ni seulement citoyen) sont partisans du système de la dualité des chambres où le Sénat groupera toutes les professions, M. de Jouvenel désirant aussi l'harmonie des idées et des intérêts opte pour un parlement économique, qui, subordonné aux chambres actuelles et existant à leurs côtés sera élu dans les seize régions économiques seulement par certaines des catégories nominalement prévues. M. Charles Benoist enfin, confirme la théorie duguiste en rejetant l'idée de la souveraineté nationale et en demandant la représentation de la collectivité toute entière aussi bien qu'en esquisant le vote d'ensemble des patrons et des ouvriers.

Mais plus nombreux sont ceux parmi les publicistes qui n'ont pas partagé les idées et les conceptions sociales de Duguît et qui par là, ont apporté un démenti indirect à leurs valeurs respectives. Les motifs qui les ont amenés à la représentation professionnelle diffèrent beaucoup de ceux qui ont conduit Duguît à lutter en sa faveur. C'est la crise du parlementarisme d'abord qui a déterminé certains d'entre eux à envisager l'organisation des représentations professionnelles, Adolph Prins las des défauts du système actuel, propage le retour au passé et tout comme Duguît, souligne l'importance de la féodalité. M. Charles Benoist décrit toutes les imperfections du parlementarisme en voyant les remèdes à la crise de l'Etat d'aujourd'hui uniquement dans la représentation des intérêts. MM. Fournière et Bernard Lavergne ont la même conviction. Emile Faguet la soutient par suite de l'incompétence des parlementaires et M. Georges Valois en nationaliste enchanté la demande pour pouvoir représenter les vraies forces nationales des producteurs et des chefs de famille. Et la plupart des publicistes enfin, comme Duguît, réclame cette représentation professionnelle pour assurer par là la représentation de toutes les classes sociales et de tous les corps sociaux que la structure de notre société possède. Mais la différence entre eux et Duguît est très visible dans la façon de concevoir comment cette représentation se produira et s'organisera. Ainsi Fritot la veut parce qu'il ne trouve que deux classes seulement, l'industrie et le commerce. Saint-Simon aussi la demande et préconise même que par elle, on réalisera

une meilleure organisation de toutes les classes sociales, mais par l'apologie qu'il fait des artistes, des industriels et des poètes, il est loin des conceptions de Duguit. Bluntschli et Lormier arrivent comme Duguit à exiger que l'élection photographie la structure sociale, mais leurs thèses sont d'origine et de caractère médiévaux, ce qui les sépare complètement de Duguit. Ahrens et de Grasserie aussi sont de chauds partisans d'une représentation de la vie sociale sous toutes ses faces mais ensuite, ils diffèrent de Duguit pour ce qui concerne l'organisation pratique de leurs représentations respectives. Mais cette différence entre Duguit et les publicistes qui ont préconisé la représentation professionnelle est encore plus accentuée quant à l'organisation pratique de celle-ci. M. Fournière voit la société comme l'ensemble des associations. Duguit l'admet également, mais ne demande pas la représentation de toutes ces associations comme l'auteur de la Sociocratie. Comme le doyen Duguit, Emile Faguet et Benoit-Malon sont partisans de la dualité des chambres et de la conservation d'une chambre politique. D'accord sur ce point, ils diffèrent dans la façon de concevoir la seconde chambre, le corps professionnel. Duguit veut des classes professionnelles, tandis que Faguet désire représenter les compétences techniques, morales et intellectuelles et Benoit-Malon les intérêts spéciaux et communaux. Beranrd Lavergne admet à son tour le système actuel de la dualité des chambres, mais pour remédier à la crise de l'Etat moderne, il propose l'introduction de représentants des élus sociaux et des corps constitués pour la moitié des élus dans les chambres actuelles, ce que Duguit n'a jamais soutenu. Ensuite, plusieurs des publicistes admettent également le bicaméralisme, mais contrairement à Duguit, ils rejettent le système mixte d'une chambre politique et d'une chambre professionnelle en prévoyant que toutes les deux seront professionnelles. D'où Fritot est pour une chambre représentant le commerce et pour une autre représentant l'industrie. Prins est aussi du nombre aussi bien que M. Charles Benoist. L'auteur de la Crise de l'Etat moderne prévoit une chambre professionnelle comme le Sénat de Duguit et une autre chambre représentant les corps constitués. M. Valois esquisse aussi deux chambres. Tout d'abord pour lui, la première devant re-

présenter les chefs de famille et la seconde, les producteurs. Ensuite, dans la période récente, il propose les chambres civiles et techniques. Enfin, il y a des combattants de la représentation professionnelle qui sont pour une représentation tripartite, ce qui est de toute évidence en opposition avec le système duguiste ! Saint-Simon prévoit trois chambres. Mohl réclame la représentation des intérêts spirituels, locaux et matériels. De Grasserie demande à son tour que les intérêts territoriaux, politiques et professionnels soient représentés. Tout en différant en cela de Duguît, il a des idées identiques aux siennes quand il met en honneur le syndicalisme actuel et quand il accorde aux membres de sa chambre professionnelle le droit de participer aux travaux de la révision de la constitution et à l'élection du président de la République. M. Boncour proclame comme Duguît, le fédéralisme économique, mais leur différence est irrémédiable. M. Hennessy lutte également pour une décentralisation régionale et professionnelle et le vote mixte des patrons et des ouvriers, mais à l'encontre de Duguît, ne prévoit que le système des conseils. Enfin la différence entre Duguît et ses corréligionnaires de la foi nouvelle qui est la représentation professionnelle se manifeste aussi dans les conséquences qu'on attribue à l'introduction de la représentation nouvelle. Tandis que pour Saint-Simon, la représentation professionnelle implique une meilleure organisation sociale, pour Fritot elle est le résultat de la justesse : tout ce qui est important doit compter et être représenté. Prins et M. Benoist ainsi que M. Lavergne y voient un moyen de remédier à la crise du système parlementaire. Mais aucun d'eux n'y trouve comme Duguît un moyen de collaboration des classes, l'inauguration et la restauration de la paix sociale.

De cette comparaison, il s'ensuit que la doctrine de Duguît confirmée dans certains cas ou rejetée parce que non adoptée aussi, contient également des idées que les autres n'ont pas soutenues. Personne, sauf Durkheim, n'a mis en relief comme Duguît la division du travail social en voyant en elle la clef de la différenciation des classes et de leur organisation en syndicats, voire de la réalisation de la représentation professionnelle dans une chambre syndicale. Rares sont également ceux qui admettent que le mouvement syndical conduit à la repré-

sentation professionnelle et ceux qui ne s'opposent à la forme parlementaire actuelle et aux attributions que Duguit confère à sa chambre. Aucun des publicistes n'a non plus affirmé qu'il faut représenter dans le nouvel organisme les syndicats des fonctionnaires et les femmes à côté des hommes, aussi bien que rares sont ceux qui ont admis expressément le vote plural et les circonscriptions professionnelles nationales en rejetant les concentrations sur le plan horizontal, comme l'a fait le doyen Duguit. Personne n'a soutenu comme Duguit non plus, que la représentation professionnelle est conforme à l'idée de la souveraineté nationale et que la représentation professionnelle assurera l'équilibre entre le législatif et l'exécutif. Egalement pas un seul, sauf M. Sangnier, de tous les publicistes, n'a pensé au Sénat actuel pour réaliser cette représentation. D'où Duguit est seul à affirmer que le Sénat actuel n'assure pas la représentation professionnelle, qu'il l'assurera grâce aux syndicats et que la révision de la constitution française et le problème du bicaméralisme, ainsi que la représentation des groupes sociaux ne seront seulement pratiquement résolus que par l'introduction au Sénat des représentants des professions. Enfin, sont d'accord avec le doyen de Bordeaux, les nombreux auteurs quant à la croyance dans l'évolution et dans la valeur du système bicaméral.

Etant donné tout cela, il nous semble que comme pour son syndicalisme, la représentation professionnelle de Duguit est un idéal à réaliser qui en soi porte tout le programme de l'action à mener.

3° Comme à propos du syndicalisme et des théories des publicistes de la représentation professionnelle, leur confrontation avec les conceptions de Duguit avait montré toute la portée de leur inadaptation, la comparaison entre la doctrine sociale de Duguit et les réalisations pratiques de la représentation professionnelle nous témoigne incontestablement aussi qu'aucune des réalisations de la représentation professionnelle que nous avons connue jusqu'ici n'a rien de pareil aux conceptions du doyen de Bordeaux. La représentation organique, archaïque et réactionnaire sous toutes ses formes, assure la prépondérance des forces du passé. Médiévale elle favorise la fortune, les propriétaires, les grands du commerce et de

l'industrie, aussi bien que les universités, les églises et les professions libérales. Barrière à l'avancement de la démocratie, en mettant en honneur toutes les classes que la division du travail et les modernes professionnalistes rejettent à l'arrière plan, le corporatisme est ainsi loin des grandes tâches que les représentations modernes et en particulier Duguit leur imposent : la collaboration des classes et l'équilibre du système bicaméral. Les systèmes de la représentation professionnelle sous forme de conseils sont aux antipodes de la doctrine de Duguit. Participant à la souveraineté publique et l'exerçant, la chambre syndicale de Duguit se distingue nettement des conseils, organes consultatifs qui, dans une plus ou moins large mesure, participent à la confection des lois, en statuant sur les questions d'ordre économique et social. De caractère transitoire, ces conseils, aujourd'hui comité d'études, demain semi-organes constitutionnels, deviendront un jour les vrais organismes de la représentation professionnelle en s'identifiant avec la chambre de Duguit. Mais aujourd'hui, ils diffèrent sensiblement de celle-ci. Organe d'étude, le Conseil national économique n'étant pas d'origine constitutionnelle n'est ni un Parlement, ni une troisième chambre. « Seul à se frayer la voie », le conseil, par sa composition, est loin d'acquérir un prestige incontestable. Ni les représentants de la population et de la consommation ni ceux des familles nombreuses et des usagers des services publics, élus par leurs pairs et approuvés par le gouvernement, n'ont rien de commun avec la division du travail comme base de la représentation des professions. Le Conseil économique du Reich également par sa représentation mixte, mais d'avance déterminée et par sa composition où une plus grande place a été donnée aux professions déterminées par la division du travail, rappelle un peu les doctrines de Duguit. Mais par son origine et par le vote double par tête et par groupe, ce conseil s'oppose nettement à Duguit et à ses conceptions. Enfin les idées de Duguit sont loin de concorder avec le fascisme et le soviétisme. Issues des autres doctrines, suivant la tradition de Sorel et de Marx, le fascisme et le soviétisme diffèrent de Duguit et dans leur origine et dans leur système d'organisation aussi bien que par la prééminence dans la pratique de leurs partis respectifs. Le fascisme, ordre

corporatif, économique et social, par ses principes du nationalisme et du parti unique national de la solidarité nationale dans la production et de l'organisation de l'économie par les institutions multiples, se sépare évidemment de Duguit. La chambre reformée avec le système électoral dictatorial, le grand conseil fasciste et le conseil national des corporations n'ont rien de semblable à l'organisation professionnelle de Duguit. Aussi, le fascisme s'oppose à Duguit par sa prétention de représenter exclusivement les syndicats reconnus, mais s'identifie avec ses conclusions sur la nécessité de collaboration des classes et de la réciprocité des droits et des devoirs, ce qu'a également voulu proclamer le rivérisme et sa constitution mort-née. Le soviétisme qui comme le fascisme en fait n'est le règne de l'économie, voire des professions, ni en théorie ni en pratique, n'a donc rien qui le rattache à Duguit. Apologie des producteurs, son droit électoral donne le pouvoir aux ouvriers, aux paysans et aux soldats, ce qui est loin des données de la division du travail. Son système des conseils essentiellement politique, favorisant le parti communiste ainsi en tant que système d'organisation, ne rappelle en rien Duguit et ses idées. D'où en positiviste, si Duguit était encore parmi nous, il serait sûrement obligé de reconnaître que les faits l'ont démenti et que les réalisations de la représentation professionnelle n'ont pas une seule fois, confirmé les façons de voir et les conclusions du doyen de Bordeaux.

III. — Enfin la doctrine de Duguit a-t-elle été appliquée? Les mouvements syndicaux actuels et leurs doctrines respectives ne résultent-ils pas en tant que produits des conceptions sociales du doyen de Bordeaux? Et ses théories sur la représentation professionnelle ne sont-elles pas consacrées par les réalisations déjà acquises de cette dernière, sinon adoptées par ses nombreux partisans? Tout le problème de l'application des idées de Duguit est là. Pour être résolu, il sollicite d'abord la détermination de la véritable portée, voire de ce que nous sous-entendons sous l'application d'une doctrine et sous la filiation des autres, par rapport à la doctrine principale. L'application d'une doctrine par les autres n'est que la traduction et l'admission intégrale de tous les principes et de toutes les idées que la doctrine première avait esquissés et que ses

successeurs ont adoptés. Totale, cette application ne tolère aucune *infraction* ni dans l'assimilation, ni dans l'interprétation. L'originalité des thèses où cette application totale a lieu ne se voit que dans le choix de la liaison aussi bien que dans l'attachement aveugle aux idées primaires. L'application indirecte du contraire est plus souple, beaucoup plus nuancée ; elle n'est même pas reconnaissable. L'originalité des doctrines ou des réalisations secondaires étant en apparence plus certaine, l'attachement d'une thèse à une autre, leur application est inconstamment plus difficile à être établie. C'est plutôt une question d'ordre subjectif que d'ordre objectif ; on conclut plutôt d'après les sentiments et les impressions qui se sont dégagés des appréciations des faits qu'en raison de considérations et des enquêtes scientifiques nettes comme des lignes géométriques. Affaire de cœur plus que de raison, la détermination de la filiation d'une doctrine par rapport à une autre est donc scientifiquement bien incertaine et par conséquent, d'une valeur relative. L'application totale et l'application indirecte une fois ainsi délimitées, le problème de la succession intellectuelle et de l'application des idées de Duguit et dans le domaine syndical aussi bien que pour ce qui concerne la représentation professionnelle se résoudra par et de lui-même.

Premièrement la doctrine socialiste de Duguit n'a pas été totalement appliquée. Ni aucun des théoriciens syndicalistes ; ni aucune des branches du mouvement syndical actuel ne se réclament de Duguit, ni ont appliqué d'une façon intégrale toutes les idées du doyen de Bordeaux. L'appréciation également de cette représentation déjà réalisée en pratique, monstration professionnelle aussi bien que l'examen des fondements de cette représentation déjà réalisée en pratique, montrent clairement que la part de Duguit dans leur élaboration et dans leur constitution est insignifiante, mieux encore inexistante. N'ayant pas été appliquée d'une façon intégrale, les idées de Duguit n'ont-elles pas été suivies partiellement par les nombreux publicistes et hommes politiques dans leurs écrits et leurs réalisations pratiques ? Et ici, la réponse est négative. Pour ce qui concerne le syndicalisme, aucun des courants du syndicalisme actuel ne peut être considéré comme dépendant et résultant des théories syndicales du doyen. Le syndicalisme

révolutionnaire principalement incarné en C. G. T. U. avec ses principes de lutte de classes et de grève générale est aux antipodes des thèses soutenues par Duguit. Le syndicalisme patronal également avec ses conceptions et par son action diffère beaucoup du syndicalisme duguiste. Egoïste, venu pour opposer aux syndicats ouvriers le syndicalisme patronal ne s'occupe que des intérêts propres des patrons et de leur défense. Au contraire, Duguit par son syndicalisme, prêche la collaboration entre les patrons et les ouvriers, la coordination de leurs efforts et leur syndicalisation au sein d'une seule organisation. Le syndicalisme agricole, particulariste et corporatif étant antérieur aux thèses de Duguit ne peut être son application. C'est Duguit qui suit plutôt le syndicalisme agricole que les syndicats agricoles qui suivent la doctrine du doyen. Le syndicalisme des collaborations de classes a beaucoup d'attaches avec la doctrine syndicale de Duguit, c'est certain. Mais que malgré cela, les syndicalismes : jaune, chrétien, réformiste, national, ne procèdent pas de Duguit, c'est encore plus évident. Les syndicats jaunes réformistes et nationaux d'aujourd'hui sont apparus par suite des méthodes et des principes du syndicalisme rouge. Luttant contre le syndicalisme révolutionnaire et en raisonnant *a contrario* sur ses dogmes et ses techniques, comme il se peut que Duguit l'ai fait, ces syndicats de collaboration des classes sont arrivés aux principes tout à fait identiques avec ceux qui sont le fonds de l'œuvre sociale de Duguit. Nés, non sous l'impulsion des thèses duguistes, mais en raison de l'intransigeance des rouges, ces syndicats ne sont en aucune sorte l'application des thèses duguistes. Le syndicalisme chrétien est le fruit de la doctrine sociale de l'église catholique. L'encyclique *Rerum Novarum* l'a sanctionné, l'a encouragé, lui a donné son empreinte définitive. Le syndicalisme Duguiste, laïque par excellence, n'a rien de commun avec le syndicalisme confessionnel. Enfin le réformisme révolutionnaire, malgré son évolution certaine est toujours et par sa lettre et dans certaines de ses applications révolutionnaire ce qui l'oppose nettement à Duguit. Ainsi donc il n'y a scientifiquement vu aucun lien entre le mouvement actuel et la doctrine syndicale de Duguit. Mais qu'il y ait certainement des attaches communes entre les doctrines du doyen et les tendan-

ces du mouvement syndical actuel, comme nous l'avons vu, ne fait aucun doute. Ces attaches, ces points communs ne témoignent-ils pas que la doctrine du doyen est appliquée par le syndicalisme national, chrétien, réformiste, même réformiste révolutionnaire ? Nous dirons plutôt non que oui, malgré cette identité dans les résultats objectifs, parce que tous les éléments que nous venons d'exposer montrent clairement que la doctrine du doyen n'était aucunement appliquée et consacrée par les faits.

Deux des publicistes nombreux qui ont penché en faveur de la représentation professionnelle ont seulement des idées assez semblables avec celles du doyen de Bordeaux. Ce sont MM. Sangnier et de Jouvenel. Comme nous l'avons déjà vu en beaucoup de points, leurs doctrines sont identiques. Mais cela suffit-il pour lier leurs opinions et les faire dépendre de la doctrine sociale de Duguit ? Nous ne le croyons pas. Ils n'y ont jamais fait de références. Contemporains de Duguit, ils sont de fortes individualités qui ont pu arriver aux mêmes conclusions que le doyen et y sont parvenus indépendamment de lui. D'où leur originalité et une nouvelle confirmation que la thèse de Duguit n'est pas confirmée par les publicistes. Même les jeunes n'ont pas adopté les idées de Duguit. MM. Lataud et Poudenx (1) préconisent la représentation professionnelle aussi bien que M. Dendias, mais sont pour le système des conceils. M. Charier (2) envisage aussi favorablement l'entrée des compétences au Parlement et insiste pour la consécration du professionnel. M. Cazalis seul, se rapproche beaucoup de Duguit (3). Enfin, le Comte de Clermont-Tonnerre en plaidant pour une « société coopérative organisée », n'est pas loin de Duguit. Il veut voir établis « les corps professionnels semblables aux membres du corps humain, où chacun remplissant sa tâche particulière, qui seraient soutenus et maintenus en bonne harmonie réciproque par l'organe dirigeant dans lequel ils auraient leur centre comme les nerfs dans le

(1) Poudenx et Lataud : La représentation professionnelle.

(2) Charlier : Le rôle politique des syndicats dans le syndicalisme moderne. édition de la Faculté de Droit de Toulouse, p. 156.

(3) Cazalis : Le syndicalisme ouvrier et l'évolution sociale; Les positions sociales du syndicalisme.

cerveau » (cité par M. Léon Saint-Martin dans son syndicalisme agricole, p. 139).

La doctrine de Duguit sur la représentation professionnelle n'a pas été non plus appliquée dans ses réalisations, ni dans les tentatives de construction de la représentation professionnelle. Toutes les réalisations de la représentation des professions du type médiéval sont antérieures aux écrits de Duguit et sont d'un caractère tout à fait opposé. Les systèmes de conseils sont contraires au système de Duguit. La représentation syndicale du Doyen au Parlement jouit de l'exercice de la pleine souveraineté et est dotée des pouvoirs analogues à ceux de la chambre élue au suffrage universel. Et les conseils ne le sont pas, ni dans leurs pouvoirs, ni dans leur organisation. Organes secondaires, ils ne doivent que faciliter le bon exercice du pouvoir législatif, sans pouvoir en aucun cas empiéter sur les prérogatives de celui-ci. Les détails de l'organisation des conseils en Allemagne et en France nous montrent aussi que la doctrine de Duguit n'a contribué en rien à leur formation. C'est pour satisfaire les milieux syndicalistes trop forts qui réclamaient la substitution au gouvernement des personnes de l'administration des choses que la majorité de Weimar a donné la vie au conseil économique du Reich, aidée dans son institution par la droite, qui, par le conseil, espérait barrer la route à l'emprise totale du gouvernement par les socialistes. Le C. N. E. français prévu par la C. G. T. et créé par la majorité de gauche du type consultatif n'est ni par ses origines, ni par sa constitution, ni par ses pouvoirs la réalisation de cette chambre syndicale tant désirée par Duguit. Également le fascisme se réclamant de Sorel et le soviétisme procédant de Marx, n'ont rien de commun avec la doctrine de Duguit. Enfin bien que mort-né, le système espagnol corporatif devant renaître le système ancien était ainsi aux antipodes des idées du doyen. D'où après cet exposé parallèle quant aux applications, il nous semble que nous sommes en droit d'affirmer que la doctrine sociale de Duguit n'a obtenu jusqu'à nos jours ni l'application intégrale, ni même des applications partielles.

CHAPITRE SEPTIEME

LA CRITIQUE DE LA DOCTRINE SOCIALE DE DUGUIT PAR LES AUTRES, PUBLICISTES ET SOCIOLOGUES

1° M. Caillaux a donné une des critiques des plus vives de la doctrine sociale du doyen de Bordeaux. Adversaire de la représentation professionnelle au parlement par suite de sa crainte de l'ancien corporatisme, mais toutefois partisan d'une réforme étatique et de l'institution d'un conseil économique (1) M. Caillaux a condamné à deux reprises les théories sociales de Duguit, les qualifiant de « teintées de chimère » et de « hasardeuses » (2).

D'abord, l'ancien président du Conseil trouve insuffisantes et non prouvées les constatations de Duguit sur la pratique du contrat collectif du travail et sa généralisation aussi bien que ses affirmations sur l'incapacité de l'Etat de régler les problèmes de l'économie et ses considérations sur la disparition progressive de cet état. M. Caillaux, par une critique sévère, combat le syndicalisme duguiste et sa prétention à savoir, qu'il y a des « prodromes d'un mouvement universel vers le syndicalisme ». Trouvant que le mouvement syndical n'est ni général, ni total, M. Caillaux le considère comme un mouvement des minorités ouvrières et patronales qui, dans son entier, présente un faible pourcentage des fractions organisées de l'ensemble des salariés et des patrons. « Le commerce et l'administration sont hostiles à la syndicalisation. Le commis et le bureaucrate ne se livrent pas à l'association. » Le syndicalisme est possible dans la grande industrie où l'ouvrier ne peut pas se passer du syndicat, parce qu'il est

(1) Voir p.

(2) Cazals : Syndicalisme ouvrier et évolution sociale. Les positions du syndicalisme ouvrier en France, préfaces par Caillaux.

possédé par le syndicat qui « envahit son existence » (1). Ensuite, les faits et les statistiques montrent clairement que le mouvement syndical déjà existant est en régression. Le nombre des syndiqués organisés diminue constamment. D'où par suite de la décroissance du syndicalisme et dans son ampleur et dans sa force, et dans son étendue, les théories sociales de Duguit sont totalement infirmées, car leur raison d'être et leur défense théorique ne sont possibles que dans et par une syndicalisation totale et générale de toutes les forces productrices. Ainsi cette syndicalisation ne s'étant pas produite, ses conceptions sociales tombent, même en théorie. Son hostilité va au syndicalisme duguiste, parce qu'il est fondé sur l'idée de collaboration de classes. A l'instar de Jaurès, M. Caillaux voit deux grandes forces dans le monde : le prolétariat et le patronat, par lesquelles toutes les évolutions se sont produites et toutes les transformations vont s'opérer. Ne niant pas l'existence du prolétariat organisé et du monde des grandes affaires, M. Joseph Caillaux ne demande pas leur disparition, mais combat pour leur maintien et leur neutralisation respective pour pouvoir assurer l'équilibre social et rejeter toute tentative de suprématie entre eux. D'où Caillaux combat la doctrine de Duguit qui nie l'existence de deux classes et la puissance et la légitimité du prolétariat en tant que force organisée. Economiste, M. Caillaux considère que les deux forces sociales sont nécessaires à la société. Moraliste, le sénateur de la Sarthe s'oppose à toute exploitation patronale des forces ouvrières désarmées. Homme politique ensuite, il voit dans le syndicalisme, dans l'organisation des masses ouvrières, le seul moyen de maîtriser les potentats de l'industrie et du commerce. L'équilibre social et économique sera réalisé seulement par l'action et la réaction de ces deux forces respectives. Duguit, au contraire, n'admet pas la division bipartite des hommes en classes. Il affirme qu'il y a seulement des classes professionnelles et par là s'écarte nettement de Caillaux, aussi bien qu'en affirmant qu'entre elles, il y aura collaboration et conciliation en vue de l'équilibre et de la paix sociales. M. Caillaux est encore hostile au syndicalisme de

(1) Caillaux, préface, op. cit.

Duguït parce qu'il trouve que la haute bourgeoisie et le grand patronat veulent par la collaboration des classes récupérer les positions perdues dans la guerre mondiale. Comme il est de règle que le patronat aspire « un peu partout à confisquer à son profit la puissance publique », les dirigeants de la production, après avoir perdu leurs positions politiques, cherchent par les voies détournées du syndicalisme de collaboration des classes, à les conquérir de nouveau. Avec lui, dans les organismes syndicaux, le prolétariat perdra ses conquêtes. Seul, socialement et même internationalement organisé, le prolétariat pourra se défendre sinon « les seigneurs du coton, du fer, de la houille, seraient bien prêts d'être les maîtres de l'heure » (1).

M. Caillaux ne partage pas non plus l'opinion de Duguït sur la représentation professionnelle. Il la condamne, parce qu'il considère que la représentation des intérêts réalisera la coalition des intérêts particuliers contre l'intérêt général. Pour avoir un « pan suffisamment confortable » tous les différents intérêts tâcheront de prendre autant que possible et l'intérêt général sera frustré. D'où et pour cette raison, M. Caillaux combat avec beaucoup d'esprit et en termes qui lui sont propres, l'image présentée par Duguït de sa société future où tout le monde sera « classé, catalogué, compartimenté ». Il s'oppose à y voir un moyen excellent que Duguït trouve pour les citoyens de se défendre contre l'omnipotence des gouvernants. Il voit bien que l'autorité étatique sera réduite parce que partagée. Les gouvernants seront « les rois fainéants », donc pour défendre les autonomies individuelles est-il nécessaire de créer l'anarchie ? Est-ce à ce prix qu'il faut réaliser la défense des citoyens en tuant l'autorité de l'Etat ? Et ensuite avec le nouveau système, n'y aura-t-il pas à la place des souverains de la veille, « des centaines et des milliers de maires du palais » qui, ne s'occupant que de leurs intérêts respectifs, ne s'occuperont en rien pratiquement de ces autonomies individuelles et de leur défense. M. Caillaux le croit fermement et aussi bien que de cette défense et de cette cohésion duguïste, il ne restera rien, et qu'au contraire, avec les « formes médié-

(1) Caillaux, préf. de Cazalis.

vales » apparaîtront des « luttes intestines », les « conflits extérieurs », les « régressions », les « décadences » (1).

Enfin, M. Caillaux combat la représentation professionnelle de Duguit en la qualifiant d'inconciliable avec notre époque industrielle, parce qu'il trouve que toute représentation professionnelle deviendra la corporatisme, et le corporatisme est contraire, impossible à notre époque industrielle. D'après l'ancien président du Conseil le jour où tout le monde sera syndicalement organisé, le syndicalisme, donc la représentation professionnelle ne seront plus. Il n'y aura que du corporatisme. Et là, « des majorités rétrogrades, bornées, domineront les groupements qui ne contiendraient même pas une monarchie comme jadis, forte du droit divin. La France et l'Europe se hérisseraient d'une myriade de petites citadelles où retentirait sans cesse le tocsin de la guerre économique qui appelle les catastrophes » (2).

2° M. Antonelli, dans son intéressant livre sur la Démocratie sociale, avait de son côté aussi, fait des suggestions et des observations utiles sur la doctrine sociale de Duguit. Socialiste, M. Antonelli, critique aussi bien la conception régaliennne du droit public que le doyen de Bordeaux. Mais son hostilité est autre, parce qu'il voit dans l'Etat régalien un instrument d'oppression du capitalisme bourgeois et financier, et dans ses principes, des moyens qui ont assuré « au patronat un siècle de domination arbitraire sans résistance » (3), bien qu'il se rapproche de Duguit en comparant l'effondrement du système régalien avec l'arrivée du syndicalisme. Réaliste, M. Antonelli loue la méthode positive par laquelle Duguit a élaboré sa doctrine. Mais, il ne partage pas l'opinion du doyen que dans et par l'association seulement, la liberté des individus sera sauvegardée.

Il considère à tort que Duguit aussi bien que Fouillée et Bourguin avaient prévu cela et que le doyen avait admis la nécessité d'une autorité politique résultant du suffrage uni-

(1) Caillaux, op. cit.

(2) Caillaux, op. cit., préf. de Cazalis : Les positions sociales du syndicalisme, p. 27.

(3) Antonelli : La démocratie sociale, p. 32.

versel, pour conserver les libertés individuelles contre l'empiètement des associations. Duguit n'a jamais pensé ainsi. Il a toujours affirmé que seulement par les associations, les libertés individuelles seront défendues. D'où toute la critique de M. Antonelli, malgré ses opinions, se rapporte pleinement aux doctrines duguistes.

Considérant que l'accroissement de la puissance de fait des associations aura pour résultat immédiat la limitation des libertés individuelles, M. Antonelli s'inquiétant pour elle, ne voit qu'un moyen de paralyser ces restrictions inévitables des libertés publiques : l'accroissement parallèle de puissance de l'autorité publique résultant du suffrage universel des individus. Si la force d'autorité n'était ainsi augmentée « c'en serait vite fait de la liberté » (1). Analysant aussi le fait associationniste, M. Antonelli arrive à des conclusions identiques à celles du doyen Duguit. Il admet que dans notre société actuelle, des groupements nouveaux surgiront où les patrons et les ouvriers se trouveront ensemble. Expliquant cela par l'évolution de l'économie moderne, M. Antonelli prévoit tout comme Duguit qu'au sein de ces groupements, une discussion libre entre les ouvriers et les patrons apparaîtra où leur collaboration et leur conciliation peuvent en résulter en vue de défendre les intérêts professionnels communs. Tout comme Duguit, M. Antonelli nie que l'on ressuscite par là l'ancien corporatisme. Sa distinction entre le corporatisme ancien et le corporatisme moderne est bien nette. La corporation ancienne est « fermée, obligatoire et figée dans une forme immuable », tandis que la corporation moderne est « ouverte, facultative et essentiellement temporaire » (1). D'où, par suite, des qualités et des caractéristiques du corporatisme nouveau, M. Antonelli, comme Duguit, voit dans le syndicalisme, les assises de notre société, et des éléments importants de la vie des hommes et de la collectivité tout entière; mais il ne veut pas tout y voir. Contrairement à Duguit, M. Antonelli ne désire pas la refonte des patrons et des ouvriers au sein d'un groupe. Socialiste, il considère que l'existence de deux classes est néces-

(1) Antonelli, *op. cit.* pp. 123-124.

(2) Antonelli, *op. cit.* p. 97.

saire et que la confusion des intérêts opposés du prolétariat et du patronat est impossible, surtout par un « simple acte d'autorité et de volonté ». Ne pouvant non plus se coaliser contre l'intérêt général, parce que les groupements d'aujourd'hui diffèrent de ceux de l'ancien régime les associations nouvelles des patrons et des ouvriers ne feront pas naître « un intérêt qui n'existait pas auparavant » (1). M. Antonelli enfin, contrairement à Duguit, considère qu'il ne suffit pas davantage d'être convaincu des bienfaits de la paix sociale pour faire naître une similitude d'intérêts entre deux classes antagonistes. Affirmant cela, M. Antonelli a sûrement tort. Chaque doctrine doit être déterminée par un but, sinon elle n'a aucun sens. Si cette doctrine va réaliser le but prévu, c'est une autre question. D'où la doctrine sociale peut se déterminer par un but qu'est la paix sociale, mais cette harmonie sociale sera-t-elle réalisée par le syndicalisme duguiste, c'est une question de fait. Il semble que oui, mais seulement d'autant que l'intérêt général n'est pas atteint. Dès que celui-ci qui est en somme l'harmonie sociale, est mis en question, il faut borner l'activité de ces groupements, ce qui n'est possible qu'en les laissant dans la dépendance de la puissance publique et du suffrage universel.

M. Antonelli a enfin indirectement apporté ses considérations sur l'œuvre du doyen en exposant et en critiquant la doctrine sociale de M. Fournière qui ressemble singulièrement aux conceptions sociales de Duguit (1). M. Fournière propose que tous les individus majeurs exerçant une profession déterminée prennent part à « l'exercice de la souveraineté nationale et des administrations régionales et communales » au moyen de vote qu'ils doivent effectuer dans leurs syndicats respectifs. Egalement, les adhérents des associations éducatives, scientifiques, hygiéniques, esthétiques, religieuses et philosophiques prendront part au vote d'après M. Fournière. Ainsi le vote cumulatif sera la règle. On votera dans toutes les associations dont on est membre. Et le rêve de Duguit, ses propres propositions sont de telle sorte confirmées par l'au-

(1) Antonelli, op cit., p. 93

(2) Voir n. p.

torité de M. Fournière. Mais cela n'empêchera pas M. Antonelli de présenter sa critique du vote à deux ou trois reprises. Il juge que non seulement les difficultés pratiques de la réalisation d'un tel système sont évidentes, mais que théoriquement, la défense de telles propositions est impossible. Le vote cumulatif favorisera les riches au détriment des pauvres. Les riches deviendront les membres des associations au moyen de leurs cotisations et par là, pratiquement, écraseront les pauvres. Si même on essayait de corriger cela par la hiérarchie des associations et des votes, fatalement l'individu serait écrasé par le groupe. De la liberté de l'individu et d'elle seule il ne resterait rien. D'où il faut rejeter les idées de Fournière et de Duguit et le vote cumulatif, lequel elles comportent.

3° Dans un article très instructif de la « Revue d'Economie Politique », M. Pirou a aussi esquissé une critique réfléchie de la doctrine juridique de Duguit en général, et de sa doctrine sociale en particulier (1). Considérant que quelques réserves sont nécessaires, M. Pirou constate avec justesse que les vues du doyen « n'ont été que partiellement confirmées par l'histoire récente du syndicalisme », là surtout où Duguit « superposait à la constatation objective des faits une construction personnelle et subjective ». D'abord, M. Pirou croit que dans le syndicalisme tel que Duguit l'a conçu, il y a une « grande part d'illusions et un excès d'optimisme ». Cela lui semble ainsi parce que le syndicalisme a toujours été « un instrument de défense et d'action au service des intérêts particuliers ». N'ayant ni pour base ni pour but l'intérêt général, le syndicalisme d'après le professeur de Paris ne pourra d'un seul coup se transformer d'en bas en haut pour pouvoir assurer par sa participation à la puissance publique l'intérêt général et la cohésion dans la société. D'où la thèse de Duguit, simple affirmation, est bien une proposition sans fondement réel et sans confirmation pratique. M. Pirou objecte encore à Duguit que ses idées n'ont jamais été pratiquement réalisées. Peut-être pourrait-on comparer le fascisme en tant que réalisation d'une doctrine et en tant que système avec les idées juridiques et économiques de Duguit ? Le fascisme, comme

(1) Pirou : Léon Duguit et l'Economie politique, pp. 81 et 83.

le duguisme, exclut les luttes sociales. Le fascisme a aussi associé le syndicalisme au gouvernement, l'y a incorporé en l'admettant à certaines fonctions publiques. Mais entre le fascisme et le duguisme, à côté de cette ressemblance apparente, M. Pirou trouve des différences significatives et profondes. Le fascisme est « surtout une façade ». La dictature d'un parti est la loi suprême. Les libertés des groupes et des individus n'existent pas. Et Duguit ne veut ni la règle d'un parti, ni la mort des libertés publiques. De telle sorte que toute analogie n'est, par suite de cela, que formelle et apparente. D'où aucune assimilation n'étant possible, M. Pirou conclut que jusqu'à nos jours, il n'y a pas de réalisations pratiques des idées de Duguit, ce qui est encore une preuve de la fragilité de la doctrine sociale duguiste.

4° Théoricien du droit constitutionnel classique opposé presque sur toutes les questions à Duguit, Esmein a fait également une critique étendue des principes de sa doctrine sociale. Partisan farouche du gouvernement représentatif et du régime parlementaire, apôtre du principe de la souveraineté nationale, inspiré par la révolution française et la constitution anglaise, Esmein a dû aussi nécessairement, par suite de ses principes et de ses idées guides, se trouver en opposition avec le doyen Duguit.

Comme nous l'avons déjà dit, (1) Esmein rejette la représentation professionnelle par suite du principe de la souveraineté nationale, en les jugeant inconciliables (2). C'est en suivant la même idée qu'Esmein, contrairement à Duguit, condamnera la représentation proportionnelle en la qualifiant de « faux principe et d'illusion » (3). Ce n'est également que parce qu'il est tout imprégné du culte des libertés démocratiques qu'Esmein combat les théories sociales de Duguit en considérant qu'elles conduisent à un système semblable à « l'anarchie féodale », contraire à ces libertés. S'il n'y avait pas au-dessus de ces organisations intermédiaires entre l'Etat et les

(1) Voir n. p.

(2) C'est par suite de la même idée de la souveraineté nationale qu'Esmein se refuse à voir en le Sénat actuel une assemblée des intérêts. *Traité* t. II, p. 378.

(3) Esmein, *Traité* I, pp. XVI et 348.

individus une puissance supérieure, l'anarchie fleurirait. Au lieu du régime du droit, ce serait celui de la force, parce que d'après Esmein, le respect de la loi et des droits individuels n'est possible que par la « reconnaissance d'une puissance supérieure » aux groupes, aux classes, aux individus. Conscient que ses adversaires qualifieront son point de vue monarchique et de théologique, Esmein persiste tout de même à plaider pour la nécessité d'une puissance supérieure en se référant aux Etats-Unis où un pouvoir original absolu, illimité, universel, règne sur les individus et les associations (1).

Critiquant ainsi la doctrine sociale de Duguit comme contraire aux libertés individuelles, Esmein s'attaque également à ses conséquences en traitant l'image proposée de sa société future par Duguit de « chimère » et de « vague ». La décomposition de notre société en association une fois consommée, les groupes premièrement opprimeront ses membres. Un groupe est oppressif dans la mesure de sa force grandissante. D'où cette nouvelle dictature sera beaucoup plus tyrannique que celle d'un gouvernement soumis au contrôle des assemblées, de la presse et de l'opinion publique. En outre, les groupes se dévoreront entre eux en vue de leur priorité. Enfin, les individus isolés seront opprimés par les groupes tout-puissants. Etant isolés, ces individus s'associeront à leur tour en se soumettant aux plus puissants et aux plus hardis, pour pouvoir par là écarter la tyrannie de ses groupes. Et ainsi, pense Esmein, l'histoire recommence. La féodalité occidentale s'est formée de cette façon aux IX^e et X^e siècles. Bien que Duguit admette cette féodalité, Esmein y voit au lieu d'une hiérarchie et de la coordination des classes, l'anarchie et un régime-système dont on n'a pas de quoi se réjouir (2). Combien Esmein était hostile à l'association et au système duguiste en voyant en eux des moyens d'oppression des libertés individuelles, nous en trouvons l'assurance dans sa référence au discours de M. Millerand à l'association des employés et des ouvriers de chemins de fer où l'ancien président de la République condamne le corporatisme médiéval en plaidant toutefois pour les

(1) Esmein Traité, t. I, p. 56.

(2) Esmein, Traité t. I, pp. 65 et 66.

associations libres, ouvertes à tous et soucieuses des libertés publiques et individuelles (1).

Esmein n'est pas moins catégorique dans sa condamnation de la doctrine duguiste de la décentralisation des services publics. Il pense que Duguit avait élaboré, à côté d'une théorie générale des classes et des syndicats, ses opinions sur les services publics et leur décentralisation. Mais il ne l'admet pas en voyant dans ce fédéralisme des services publics le « déplacement du pouvoir », l'attribution de la souveraineté aux fonctionnaires subalternes. Son hostilité est de principe parce qu'il considère que la différence est énorme entre la gestion des services faite par les fonctionnaires nommés par l'exécutif, et l'administration opérée par les fonctionnaires décentralisés et les corps librement élus, organisés dans le sens du fédéralisme. Désirant toujours le mieux, persuadé que la décentralisation fonctionnariste est la pire des choses, il la rejette comme illusoire et dommageable pour les libertés individuelles (2).

Esmein combat également l'assimilation que Duguit a faite de l'Etat avec les autres associations, aussi bien qu'il souligne l'illogisme du doyen de Bordeaux, quand celui-ci accorde la personnalité aux associations et la refuse à l'Etat qui est la plus grande des associations. La trouvant impossible, il professe que l'Etat n'est pas semblable à une association en raison de son attribut de souveraineté et de son caractère propre, parce qu'il est « une association sans pareille ». « unique de son espèce », une organisation « forcée », l'Etat englobe nécessairement tous les individus vivant sur un territoire, ce qu'une autre association ne peut pas faire. Disposant de la contrainte matérielle (ce qui fait le droit d'après Esmein) l'Etat seul, peut souverainement commander à ses membres. Ensuite, à la différence des autres associations, il correspond à une nation « produit de la nature et de l'histoire » (3) et par là aussi diffère des autres associations.

Enfin, Esmein affirme qu'aujourd'hui, on institue des parlements professionnels à côté des parlements politiques, mais

(1) Eismen, *Traité*, pp. 187, 67.

(2) Esmein, *Traité*, t. I, p. 40 et t. II, p. 133.

(3) Esmein : *Traité*, t. I, pp. 45 et 61.

sans qu'ils soient investis de la souveraineté publique, comme Duguit le demande pour sa chambre syndicale. N'admettant pas leur participation à la souveraineté publique, Esmein s'efforce ainsi de présenter le système de Duguit comme périmé et contraire aux « tendances de nos jours ».

5° Hauriou est adversaire acharné de la représentation professionnelle. Etant aussi un des maîtres de la science juridique française, il a présenté des critiques d'ordre général. Il ne les a pas limitées à l'œuvre sociale du doyen de Bordeaux. Mais chacune de ses réflexions se rapporte incontestablement aux théories syndicales et sociales de Duguit. Sans le dire expressément, il les vise sûrement. D'où l'importance de ses considérations dans l'esquisse d'une image complète de la doctrine syndicale du doyen Duguit.

Considérant comme la règle suprême de sa doctrine politico-sociale que l'économique et la politique ne peuvent pas se concentrer dans les mêmes mains, parce qu'ils ont des objectifs opposés et possèdent des valeurs respectives différentes, Hauriou traite avec confusion de l'économie et de la politique d'inconcevable toute notre époque, surtout par suite des preuves que l'histoire en apporte (1). Le régime féodal s'est effondré au plus grand profit des libertés individuelles, en conséquence de la disjonction qui s'est produite entre l'économique et le politique. Résultant donc du besoin de la plus grande liberté des individus, ce divorce a incontestablement apporté l'affranchissement de l'individu, de l'emprise des puissances économiques et l'inauguration du régime de l'Etat puissance publique, condition la plus certaine de la liberté des individus. Affirmant cela dans sa lutte en faveur de la politique, Hauriou ne veut pas passer sous silence les arguments des artisans de l'économique. Il ne nie même pas que l'économique soit antérieur au politique, mais il constate aussi que le politique a évolué dans le sens du progrès. Il est en avance sur l'économique. Les théories qui ne l'admettent pas ne tiennent plus. L'histoire des idées condamne le matérialisme historique qui veut tout faire dépendre de l'économique. Le confusionnisme de ceux qui confondent la politique et l'économique dans l'éla-

(1) Hauriou : Précis du droit constitutionnel pp. 149-150 et 612.

boration du progrès de la civilisation est aussi démenti par les faits et par la doctrine. La civilisation est formée des éléments spirituels ainsi que le montrent les faits. Tout progrès et la civilisation sont conditionnés par les régimes politiques qui en maîtrisant l'économique, affranchissent les esprits, nécessité sine qua non du progrès spirituel, la doctrine l'atteste. L'histoire l'a bien démontré. Depuis que la puissance publique territoriale s'est fortifiée, des progrès certains se sont partout réalisés. L'expérience aussi a démontré que toutes les croyances en disparition de l'Etat puissance publique et son remplacement par les collectivités économiques organisées étaient bien illusoirs. D'où Hauriou conclut que la doctrine et l'histoire excluent toute représentation professionnelle qui est sans aucun doute la confusion du politique et de l'économique portée au plus haut degré.

D'après le doyen de la Faculté de Droit de Toulouse, c'est aussi la même idée qui combat en théorie les prétentions de Saint-Simon et de nos syndicalistes modernes, à savoir que le gouvernement des personnes sera remplacé par l'administration des choses. Aucune administration des choses sans le gouvernement des personnes, n'est possible. Les hommes ont besoin d'être gouvernés beaucoup plus « à raison de leurs passions spirituelles qu'à raison de leurs intérêts matériels » (1). L'action de certaines sociétés philosophiques et antireligieuses est plus certaine dans la vie publique que celle des organisations économiques. Le gouvernement des personnes s'impose, et par là Hauriou montre bien le mal-fondé de l'idée de la représentation professionnelle qui nie la réalité des passions des hommes et la nécessité de les gouverner.

Comme le syndicalisme de nos jours et certains publicistes, notamment M. Leroy, en défenseurs des producteurs réclament leur représentation par la substitution du producteur au citoyen, Hauriou partisan des intérêts des consommateurs, c'est-à-dire de tout le monde, s'oppose nettement à cette résurrection de nouveaux moyens de l'oppression des libertés des individus. Pour lui, les syndicats des producteurs sont des « instruments d'oppression beaucoup plus dangereux que l'Etat,

(1) Hauriou, op. cit. p. 149.

puissance politique ». Lui seul est capable de neutraliser par sa force la puissance de l'économique. Ensuite, n'y a pas que des producteurs; les consommateurs, au contraire, englobant tous les hommes, doivent être protégés dans leur lutte contre le monopole des producteurs et organisés aussi dans l'Etat qui en « grand syndicat des consommateurs » se dressera contre l'oppression des producteurs (1).

Hauriou combat impitoyablement l'affirmation des thèses des doctrinaires de la représentation professionnelle, à savoir que l'organisation économique restituant la paix sociale évitera toute contrainte et toute espèce de domination. Les lois illogiques de la lutte, les brigandages montrent clairement une possibilité d'empêcher tout cela par le décret d'une organisation économique nouvelle. Si la puissance publique régulatrice de la vie n'existe pas- il y aura domination d'une classe, ce qui n'est que « la régression vers une société de servage » (2) et la fin des libertés des hommes.

Enfin, Hauriou est hostile à la représentation professionnelle à raison de ses conséquences. D'abord, toute organisation professionnelle peut amener à la concentration de certaines classes contre certaines autres, ce qui est nuisible et pour elles et pour l'intérêt général.

Secondo, si cette coalition n'existe pas, ces intérêts différents cherchant leur entente du côté de l'intérêt général et territorial, recommenceront en réalité le travail des politiciens ordinaires. Etant ainsi une répétition inutile, cette organisation professionnelle ne vaudrait pas la peine des dépenses faites pour elle. Troisièmement, la représentation professionnelle, le règne des producteurs, consacreront l'exploitation des consommateurs et la légalisation de la vie chère à cause de la nature humaine, aussi bien que son organisation consciente. Ne l'admettant non plus, ni pour la raison que certains invoquent que le suffrage universel est corrompu par des intérêts et qu'il vaut mieux leur donner leur place ouvertement, sans masquer les choses, Hauriou ne s'oppose pas à une demi-représentation des intérêts. Il admet leur représentation avec

(1) Hauriou, *op. cit.* p. 149.

(2) Hauriou, *op. cit.* p. 618.

un rôle consultatif « sans leur accorder la direction politique des affaires ». La souveraineté territoriale, sauvegarde suprême des libertés, doit rester toujours en dehors des intérêts professionnels et exclure leur représentation politique et même la juxtaposition de celle-ci à une chambre purement politique. S'il y a crise de la démocratie, c'est en augmentant la puissance de l'exécutif qu'il faut la résoudre et jamais par l'organisation d'une représentation professionnelle si nuisible pour les individus et pour la communauté tout entière (1).

6° M. Joseph Barthélemy est aussi un adversaire résolu de la représentation professionnelle. Formulant des critiques d'ordre général, il ne s'est pas consacré tout spécialement à démontrer les lacunes de la représentation syndicale de Duguit. Mais toutes ses observations, par suite, de leur logique rigoureuse, peuvent parfaitement bien s'appliquer aux théories sociales du doyen de Bordeaux. M. Barthélemy n'est pas tenté par l'idée de la représentation professionnelle. Il voit dans les théories de cette représentation « des idées séduisantes et dangereuses », aussi bien qu'incompatibles avec leur objectif direct : l'introduction des compétences dans la démocratie. Illogiques, ces théories comportent un sérieux danger pour l'unité morale de la nation. Secondo, chaque représentation des intérêts conduit à « la mort de l'intelligence ». Les intellectuels sont dans une position numérique inférieure par rapport aux autres professions. Avec un vote exercé par les professionnels dans les cadres corporatifs, les intellectuels, faute du nombre, sont exclus dans une large mesure de la direction des affaires publiques. Troisièmement, la représentation professionnelle consacrera les intérêts particuliers. Et ces intérêts particuliers sont dangereux et contradictoires. Leur satisfaction conditionne le sacrifice de l'intérêt général, car d'après M. Barthélemy l'intérêt général n'est pas la somme des intérêts particuliers (2). Quatrièmement, M. J. Barthélemy se refuse à admettre la prétention des professionalistes, à savoir que « les électeurs voteront techniquement parce qu'ils seront groupés par pro-

PA.

(1) Hauriou, op. cit. pp. 619-22.

(2) Barthélemy : Précis du droit constitutionnel, p. 172.

fession » (1). Les élections se feront comme avant « politique-ment » ce qui veut dire qu'en votant, on fera prédominer « les conceptions philosophiques des candidats sur la vie future, sur le rapport de l'autorité civile et des cultes, sur l'organisation économique, politique et sociale » (2). sur leurs connaissances professionnelles et techniques. Les faits en fournissent des preuves abondantes. Dans les élections municipales, on ne vote pas pour ceux qui sont les plus aptes dans les questions de l'urbanisme, mais au contraire, pour les chefs locaux des partis politiques. M. Barthélemy ne croit pas non plus que le choix des électeurs sera meilleur si le vote s'opère dans les circonstances professionnelles. Egalement, rien ne prouve que les capacités techniques sont indispensables pour la gestion des affaires publiques. Ordinairement, les meilleurs techniciens n'ont jamais donné les meilleures œuvres techniques. Et « si on choisit ceux qui sont les plus experts et les plus habiles à comprendre les intérêts de leurs professions, c'est de la politique » (3), donc faire une répétition inutile. Enfin, cinquièmement, l'affirmation des professionnels que les individus qui appartiennent à une profession sont les plus aptes à connaître et à gérer les intérêts de cette profession n'est pas exacte. Les plus aptes techniquement dans de nombreux cas, sont loin de connaître « les mesures législatives, administratives, douanières, qui sont les plus favorables à la profession » (4). C'est donc à cause de ces inconvénients « certains » de la représentation professionnelle et de ses conséquences immédiates : l'écrasement des intelligences et la formation d'une nouvelle classe sociale privilégiée, des élus des intérêts qu'il faut rejeter à tout prix la représentation des professions.

7° Vient enfin, M. Maxime Leroy, qui a aussi indirectement apporté sa critique à la doctrine sociale de Duguitt. S'occupant des mêmes questions que le doyen, travaillant dans le même domaine, Leroy, par la force des choses en élaborant ses considérations personnelles, a fait d'une façon indirecte la critique de l'œuvre duguiste. Sur certains points, sa doctrine se rapproche des conceptions sociales et syndicalistes de Du-

(1) Joseph Barthélemy : Le problème de la compétence dans la démocratie, p. 45.

(2) Joseph Barthélemy. op. cit. p. 45.

(3) Joseph Barthélemy, op. cit. p. 46.

(4) Joseph Barthélemy, op. cit. p. 47

guit. Surtout dans ses *Nouvelles techniques du syndicalisme*, en faisant la description du syndicalisme actuel, de son orientation et de ses tendances nouvelles, M. Leroy plaidant pour le réformisme, confirme son rapprochement avec Duguit et affirme l'exactitude de certaines de ses théories. Tout comme Duguit, M. Leroy fait l'apologie du mouvement associationniste dont il ne nie pas la valeur (1). Adversaire résolu de l'individualisme de 1789, l'auteur de la *Coutume ouvrière* ne se fait aucune illusion sur les transformations du droit public. Il les connaît et se réjouit de ce que tout le pouvoir n'est plus dans le gouvernement et que « toute la liberté n'est plus dans le citoyen isolé ». Voyant dans le groupe, le défenseur des libertés individuelles, il base sur lui son syndicalisme où l'association sera le juge, l'administrateur, le législateur. Elle l'est même aujourd'hui par rapport à ses membres. La loi, la justice et l'administration d'une association existent. Les transformations qui viendront feront de l'association, l'assise générale de la justice, de l'administration et de la législation de toute la société.

Comme Duguit, syndicaliste fervent, M. Leroy ne néglige pas l'importance du mouvement et de la doctrine syndicale. Le comparant au tiers état (2), M. Leroy voit dans le syndicalisme, non seulement l'organisation des forces de production, mais une doctrine et un mouvement qui, par leurs valeurs propres, opèreront la transformation de notre Etat actuel, en préparant « les grandes lignes de notre future constitution », l'ère et le règne des producteurs. Croyant en sa force et en sa vertu aussi bien que Duguit, M. Leroy s'efforce d'amener le mouvement actuel syndical français à ses conceptions syndicalistes en l'interprétant et en le présentant sous ses nouveaux aspects. Depuis le programme minimum, le C.E.T. de la C.G.T. et le réformisme syndical constructeur incontestable, M. Leroy voit dans le syndicalisme de nos jours un mouvement nettement réformiste. Par et sur le programme minimum et le C.E. du travail, M. Leroy constate des changements dans

(1) Leroy, *Les nouvelles techniques du syndicalisme*, p. 13.

(2) Leroy : *op cit.* pp. X, 209.

la doctrine et dans les techniques du syndicalisme (1). Ainsi que Duguit, l'auteur des *Techniques nouvelles du syndicalisme* considère que le syndicalisme de destructeur devient constructeur. Au lieu de s'emparer des pouvoirs, le syndicalisme a pour objectif de coordonner les fonctions. Au lieu de détruire, il va construire (2). Le C.E. fruit des théories constructives devrait frayer la voie en inaugurant le parlementarisme des producteurs. D'où le Conseil économique du travail remplacera par sa propre force le système actuel, parce que le parlementarisme actuel est en proie à des changements notables, vu son caractère provisoire. Le parlement n'est nécessaire que jusqu'à la création de nouvelles institutions (3). Ici la différence est nette entre Duguit et Leroy. Tandis que le doyen croit au parlementarisme et veut parlementariser le syndicalisme, M. Leroy est résolument antiparlementariste et à l'instar de Proudhon et de la C.G.T., il demande le remplacement du gouvernement par l'atelier. En conséquence, d'une telle croyance dans l'antiparlementarisme sa conception du caractère révolutionnaire même du réformisme est logique. Le réformisme d'aujourd'hui et le révolutionnarisme d'avant-guerre ne sont ainsi que « deux modes d'expression » d'une pensée : transformer et révolutionner la société de nos jours. Auparavant c'était l'action directe, maintenant par suite des transformations successives, le « socialisme d'institutions », les nouvelles techniques d'administration apparaissent (4). D'où M. Leroy se distingue nettement de Duguit en tant que l'auteur de la *Coutume ouvrière* n'admet pas la juxtaposition d'une chambre professionnelle à une chambre politique, tandis que Duguit, au contraire, voit dans la représentation professionnelle l'aboutissement logique de son syndicalisme et du mouvement syndical actuel. Aussi, Duguit et Leroy ont des idées opposées, touchant l'existence des classes sociales. Duguit nie de toute sa force l'existence de deux classes sociales. M. Leroy admet, à l'instar des socialistes marxistes, la division bipartite en deux classes ennemies, le prolétariat et la bourgeoisie (5).

(1) Leroy : op. cit. p. 108-9, 207.

(2) Leroy : op. cit. p. 65.

(3) Leroy : op. cit. p. 63, 109.

(4) Leroy : op. cit. p. 5

(5) Leroy : op. cit. pp. 48, 206.

VIII. — *NOTRE CRITIQUE DE LA DOCTRINE SOCIALE DE DUGUIT*

Scientifique dans ses conclusions et dans ses moyens d'investigation, juridique dans son essence, la doctrine sociale de Duguit n'en est pas moins une doctrine politique et pratique, de premier ordre. Professionnelle en tant que syndicale, démocratique, représentative et parlementaire en tant que théorie de la représentation professionnelle, la doctrine sociale de Duguit se rattache ainsi incontestablement à la science par suite de laquelle le syndicalisme, s'il n'est pas professionnel n'est pas scientifique et la représentation professionnelle si elle n'est pas démocratique et représentative n'est nullement en son genre scientifique et moderne. Juridiques et dans leur contenu et dans leur expression, les conceptions de Duguit sur le syndicalisme et la représentation professionnelle sont en même temps sociales, humaine, des théories de la vie. Synthèse de la vie et de la science juridique produites par la vie et façonnées ensuite à la lumière de la technique de la science juridique et de la science de la politique elle-même, les conceptions sociales de Duguit, malgré leur caractère plutôt théorique et abstrait, ne sont pas seulement des thèses de spéculations intellectuelles, mais des théories d'un rôle et d'une importance politique et pratique incontestable. Politiques, elles le sont, parce que certainement les idées sociales de Duguit ont et produiront une importance politique et pratique incontestable. Politiques donc par leur nature propre, comme toutes doctrines sociales d'aujourd'hui, les théories duguistes sur le syndicalisme et la représentation professionnelle sont également politiques par suite de leurs positions prises en face des autres théories syndicales et de la représentation professionnelle. Inappliquées jusqu'à nos jours, les théories syndicales de Duguit présentent enfin une importance pratique particulière. Compatibles pour beaucoup avec la vie, surtout quant au syndicalisme, ces conceptions sociales, du moins par rapport au syndicalisme, s'esquissent comme des reflets et des parties constitutives de la vie sociale. Aujourd'hui encore à l'état de théorie, ces idées syndicales se réaliseront un des prochains jours par la force de cette vie qui les crée et les

transforme et grâce à elle, pratiquement, ces théories deviendront des réalisations concrètes des institutions sociales vivantes. Susceptibles d'être réalisées, les conceptions sociales de Duguit montrent ainsi tout leur intérêt pratique à côté de leur importance théorique incontestable.

I. — *La doctrine syndicale.*

1° Le syndicalisme de Duguit est nettement, exclusivement professionnel. Professionnel dans sa base et dans sa forme aussi bien que dans ses ambitions, son syndicalisme est bien par là et en raison de cela une doctrine scientifique. S'attachant à la loi sur la division du travail et l'interdépendance sociale, voyant en elle le fait générateur de son syndicalisme, Duguit affirme en conséquence de la division par professions des hommes que cette division du travail opère dans la société, l'existence des classes professionnelles et leur organisation en syndicats. Professionnels dans leur forme, ces syndicats de Duguit restent aussi professionnels dans leurs objectifs, comme dans leurs ambitions. Général, de toutes les classes sociales, le syndicalisme de Duguit tend aussi à la collaboration de toutes les classes professionnelles. De collaboration et de coordination des classes, les syndicats de Duguit, pour réaliser le plus grand progrès de la société, assureront par le progrès des professions pleinement la loi sociale vitale de l'interdépendance sociale. D'où le syndicalisme de Duguit revêt aussi le caractère professionnel et l'empreinte corporative dans ses buts et ses objectifs. *Et Duguit, en envisageant ainsi le syndicalisme a parfaitement raison. Le syndicalisme, s'il veut être tel et s'il veut exister ne peut être autre que professionnel.*

Comme toute association, les syndicats professionnels trouvent leur raison d'être dans le dogme si bien résumé par Waldeck Rousseau que « l'individu tend à l'association pour être plus fort, plus heureux et meilleur » (1). Un groupe intermédiaire entre les individus et la collectivité n'a donc sa base morale et scientifique que s'il assure le progrès et l'harmonie des forces sociales et professionnelles et tend au bonheur de ses membres. Les syndicats professionnels, en conséquence,

(1) Waldeck Rousseau, préface à M. Paul Boncour : Le fédéralisme économique, p. 33.

comme de nombreuses associations, trouvent la raison de leur utilité en affirmant que les professionnels réunis arriveront plus sûrement par leurs efforts communs au chemin du progrès professionnel et de la prospérité de la collectivité elle-même qu'isolés et dispersés. « Association formée entre gens d'une même profession en vue de défendre leurs intérêts communs » comme l'a très bien dit M. Brethe de la Gressaye (1), « Le syndicat professionnel n'est en somme qu'un groupe de défense des intérêts moraux et matériels, économiques et professionnels. Particulariste, car il porte au maximum l'intérêt particulier des professionnels et la défense des intérêts de toute la profession, le syndicalisme professionnel a en même temps une importance générale, parce qu'il s'occupe de la profession et de sa plus grande prospérité. Par là, par la profession et son progrès, la solidarité sociale se renforce et la marche en avant de la société se réalise. Exerçant la même profession, les professionnels ont incontestablement le droit de se grouper en associations par là même qu'ils exercent un même ordre de besogne. Une profession est un des éléments de la vie. Son importance pour la vie sociale est certaine, mais son rôle n'est ni exclusif ni prépondérant : Le politique, l'intellectuel s'imposent et s'érigent toujours au-dessus de l'économique et du professionnel. D'où nécessaires à la vie, les professions organisées en groupes seront plus utiles à la société par suite de la valeur propre de toute association par rapport au progrès de la société. Défendant les intérêts de leurs membres et de la profession toute entière, les syndicats sont nécessairement utiles à la profession et aux professionnels. Groupes des patrons et des ouvriers, centres dans une certaine mesure de l'activité professionnelle, les syndicats professionnels mixtes par le concours de tous les éléments professionnels (et de l'exécution et de la direction) incontestablement stimuleront la prospérité de la profession et par là, de la société entière. C'est cette prospérité professionnelle qui, à son tour, permettra la prospérité de la société en renforçant la solidarité sociale qui est sa base et son but. Et c'est ainsi

(1) Brethe de la Grassave, dans *Le syndicalisme moderne*, éd. de la Faculté de Droit de Toulouse, p. 4.

par suite de ces deux raisons, que le syndicalisme arrive à posséder son droit de cité, car il n'est pas seulement utile aux professionnels en tant que particuliers, mais aussi, il n'est pas non plus dommageable à la collectivité elle-même, par suite de son action en faveur de l'augmentation de la valeur sociale des professions.

C'est donc par suite de cette compatibilité du syndicalisme avec la société, parce qu'il est une association premièrement et parce qu'il est un groupement exclusivement professionnel deuxièmement, que le syndicalisme doit rester et être uniquement professionnel. Mais ce ne sont pas seulement la source, la forme et les objectifs du syndicalisme, que Duguit a pleinement mis en lumière, qui l'obligent à être professionnel. Des raisons d'ordre historique et pratique s'y ajoutent. D'abord les premières institutions syndicales étaient nettement corporatives. Groupes de la défense professionnelle et de la recherche du bien-être de ses membres, les syndicats par la suite se sont érigés en organisations de lutte de classes qui tendent à la transformation économique sociale et politique complète de la société d'aujourd'hui. Secondo, les faits ont démontré que le syndicalisme, dès qu'il milite pour des idées autres que professionnelles, non seulement n'arrive pas à les réaliser, mais décroît aussi sur son terrain propre dans ses cadres nettement professionnels. Le syndicalisme rouge d'avant-guerre antimilitariste n'a même pas osé s'opposer à la défense nationale en France en 1914. Le syndicalisme révolutionnaire aussi après la guerre avec les forces accrues, a tenté de réaliser la transformation sociale en inaugurant la prépondérance de l'économie sur la politique. Les grèves générales de 1920 ont échoué à tous les points de vue, et depuis, le syndicalisme ne cesse de décroître, ce qui montre clairement que le syndicalisme ne peut être que professionnel en restant toujours sur son terrain propre que sa source véritable lui assigne, qui est la profession, le caractère et l'objectif de tout vrai syndicat. Tout autre syndicalisme est nécessairement voué à l'échec.

2° C'est parce qu'il est corporatif que le syndicalisme professionnel conditionne la réunion des patrons et des ouvriers au sein d'un même syndicat aussi bien que la formation d'une

charte de la profession qui va résoudre tous les problèmes intéressant cette profession. Groupe de tous les éléments professionnels, le syndicat se présente comme une association de tous les facteurs corporatifs, formée en vue d'assurer le progrès professionnel et la défense des intérêts de la profession. Utile à ses membres et à la collectivité, le groupement professionnel syndical n'a dont qu'un seul but : *défendre les intérêts communs professionnels et porter la prospérité professionnelle à son point culminant*. Réunis, par suite de la profession, tous les professionnels par leurs forces communes ainsi augmenteront la valeur de la société elle-même. Une fois groupés, indispensables les uns aux autres, les professionnels, pour canaliser et consacrer leur activité corporative, seront obligés d'esquisser la loi professionnelle. Et cette charte professionnelle, l'accord libre de tous sur les principaux points intéressant la profession et les professionnels, sera le fondement de puissance de toute association syndicale. Fruit de la libre discussion entre les intéressés, elle va déterminer leur participation à l'activité professionnelle et régler toutes les questions que cette activité peut susciter. Résultant des discussions et des compréhensions réciproques, des concessions mutuelles, de la coopération libre et intelligente de tous les éléments producteurs *la loi de profession édictée par les professionnels qui ne se soucient que de la profession, deviendra une véritable charte du travail, qui trouve sa base et sa force dans la compréhension de tous de l'intérêt de la profession, qui est en même temps leur intérêt commun*. Ensuite, cette loi professionnelle ne précisera pas seulement les modalités du travail de chaque membre du groupe, en conférant la direction aux patrons et l'exécution aux ouvriers, mais elle déterminera les rapports des professionnels entre eux, notamment les questions de salaires et de participation aux bénéfices. Également cette charte va résoudre les questions de sécurité, d'hygiène, d'habitation, des retraites, de formation professionnelle, d'œuvres diverses, de culture et d'assistance et des autres institutions sociales. Par là, grâce à ce syndicalisme professionnel mixte, la défense de tous les intérêts des professionnels et de la profession elle-même, sera assurée, la profession dans une certaine mesure organisée, les patrons et les ouvriers que

les rouges traitent d'ennemis mortels, réunis et conciliés, la lutte entre les professionnels supprimée, et l'égoïsme personnel aussi bien que le désir des uns de profiter plus que les autres seront paralysés, en un mot, une harmonie constructive réalisée.

Cela montre bien que le syndicalisme professionnel mixte est la forme propre du syndicalisme professionnel. Mais si par suite de l'incompréhension des avantages d'un tel groupement, ces professionnels se refusent à s'associer en syndicats mixtes, il nous semble qu'à titre provisoire, il faut admettre le système de la loi Waldeck-Rousseau. Que les patrons et les ouvriers, par suite de leur non maturité sociale et professionnelle, s'organisent en syndicats respectifs, un jour viendra où ces organisations antiscientifiques se transformeront en syndicats mixtes. Mais tant que ce ne sera pas fait, la liberté de syndicalisation doit être totale, le système des syndicats uniques doit être rejeté comme tentative de monopole et d'égoïsme au profit de l'un ou de l'autre groupe. Comme M. Caillaux l'a bien démontré (1), et les patrons et les ouvriers sont nécessaires, indispensables à la profession. Quand ils ne veulent être, au sein d'un même groupe, il ne faut leur permettre de s'organiser ni en associations exclusives, ni en organisations de lutte sans merci. Le contrat collectif du travail doit intervenir, faute de quoi la magistrature du travail, après les conciliations et l'arbitrage, doit être saisie et sa décision au nom de l'intérêt général, s'imposera sans appel. Cela encore une fois seulement à titre temporaire jusqu'à ce que les professionnels eux-mêmes se rendent compte de leur erreur.

Deuxièmement, le syndicalisme professionnel exclut des syndicats tous les gens étrangers à la profession. La profession aux professionnels, telle est la règle fondamentale du syndicalisme nouveau. Comme l'a demandé Georges Sorel (2) dans son *Avenir socialiste des syndicats*, les corporations professionnelles, seulement loin des maîtres chanteurs et des professionnels du syndicalisme, peuvent arriver à réaliser leurs buts et leurs programmes. Sans cela, le syndicalisme sera toujours détourné de son véritable chemin.

Troisièmement, le syndicalisme professionnel remplacera

(1) Voir notre page

(2) G. Sorel : *Avenir socialiste des syndicats*, p. 63.

dans la mesure de sa force, le régime de tête à tête forcé par un système de marchandage collectif et par la substitution des accords d'ensemble aux contrats individuels. Ainsi, tous les abus de la liberté de concurrence, par rapport aux partis moins avantageux, dans la conclusion des contrats, seront diminués, voire même supprimés. De la liberté de concurrence restera ce qui fait sa vraie valeur : la sélection des plus forts, donc la formation des forces sociales et individuelles, la prospérité, parce que l'action, et un rendement supérieur. Ses défauts, l'exploitation d'une partie par l'autre, par suite de sa situation privilégiée seront réduits au minimum, grâce à l'action et à la compréhension de tous les éléments professionnels, donc du syndicat comme de leur organisation.

Le principe de la liberté de concurrence ainsi sera paralysé dans ses effets désastreux. Le syndicalisme professionnel ensuite élèvera le niveau de la considération des professionnels entre eux. Réunis dans une organisation, les professionnels s'apercevront qu'ils sont indispensables les uns aux autres et qu'un travail d'ensemble est nécessaire, qui ordonné et consacré à la grandeur professionnelle, sera la source de leur bonheur individuel et de la prospérité sociale toute entière.

Quatrièmement, le vrai syndicalisme professionnel exclut toute politique, en se plaçant en dehors d'elle. Non seulement le syndicalisme doit se soustraire à toute influence et à toute liaison avec les partis politiques, mais aussi, il est obligé de rejeter toute politique et toutes les ambitions extérieures à la profession. L'homo politicus n'a rien à voir avec le syndicalisme. Les actions professionnelles et les actions politiques doivent s'exercer sur des terrains distincts. Le syndicalisme ainsi s'occupant uniquement de la profession, « se suffira à lui-même » comme la charte d'Amiens l'a bien formulé, mais seulement dans un autre sens : libérer le syndicalisme rouge de la tutelle du parti socialiste.

Enfin, cinquièmement, le syndicalisme professionnel aura ses propres méthodes. Corporatif, le syndicalisme professionnel impose d'autres méthodes que celles qui sont les moyens d'action des syndicats rouges. Il ne connaît ni le sabotage, ni la chasse aux renards, ni le boycottage, ni les grèves partielles, ni la grève générale. Il n'admet que le contrat collec-

tif du travail et a un degré inférieur, la conciliation et l'arbitrage. Parce que la lutte, les antagonismes et les combats ne sont ni des nécessités vitales, ni des moyens humains, avec lesquels les acquisitions durables s'obtiendront, le syndicalisme professionnel, avec beaucoup de justesse, à l'instar de Duguit, les rejette, car il voit dans l'entente et dans la collaboration les seules voies du progrès et de l'existence. Les contrats collectifs du travail, la conciliation et l'arbitrage étant les moyens de collaboration, le syndicalisme professionnel de collaboration de classes, les fait siens. Duguit, en les admettant a même surestimé l'importance des contrats collectifs en pratique. M. Caillaux, avec beaucoup de raison, a constaté cette exagération, mais cela est un des démentis que les faits ont apporté à leur grand apôtre, le positiviste Duguit. Le principe en soi, reste inattaquable. Seuls compatibles avec un syndicalisme de collaboration de classes, et le contrat collectif et la conciliation et l'arbitrage sont et restent donc les méthodes exclusives de la détermination des rapports entre l'exécution et la direction, entre le capital et le travail aussi bien que des conditions du fonctionnement de la profession et de toute son activité. Duguit qui a souligné l'importance du contrat collectif du travail, n'a cependant pas prévu la magistrature du travail comme la charte du travail en Italie vient de le faire. Il a pu l'admettre à côté des autres moyens comme dernière et définitive solution d'un désaccord survenus au sein de la profession. Employées en vue de la prospérité professionnelle et de la solidarité sociale, ces méthodes nouvelles de l'action du syndicalisme nouveau devront résoudre les questions nettement professionnelles : la journée du travail, les salaires, les modalités du travail. Seules, capables de réaliser la prospérité professionnelle, donc la solidarité sociale et le progrès, ces méthodes inaugureront au lieu de la lutte des classes, l'harmonie et la concorde de tous les éléments professionnels, de toutes les branches de l'activité sociale, que la division du travail détermine.

3° Comme le syndicalisme rouge, le syndicalisme corporatif conditionne les nombreuses conséquences de la conception propre du syndicalisme professionnel.

En premier lieu, le syndicalisme professionnel n'est nulle-

ment en opposition avec l'Etat, la nation, la patrie et l'armée. De collaboration des classes professionnelles, le syndicalisme nouveau accepte le statu quo actuel social. Il se refuse à voir dans l'Etat la forteresse des capitalistes qu'il faut détruire pour faire régner la justice et la concorde parmi les hommes. L'Etat est pour lui une communauté politique nécessaire, qui groupe tous les individus et toutes les classes et qui, par là, ne s'identifie en aucun cas avec une seule classe, un seul groupe d'hommes. Commun à tous, l'Etat est aujourd'hui l'expression juridique de la nation. Parce qu'il n'est pas antiétatique, le syndicalisme professionnel en conséquence, n'est pas antinational. Il admet la nation comme une réalité et envisage son étendue uniquement dans les cadres nationaux. Jamais Duguit, l'apôtre du syndicalisme professionnel, n'a préconisé l'internationalisation de son syndicalisme. Professionnel, son syndicalisme reste national. National, il est patriotique. Patriotique, il doit combattre toute tentative en théorie et en pratique, et de l'antimilitarisme et de l'antipatriotisme. L'armée et la défense nationale s'imposent aux syndicats et ce sont les syndiqués qui par leur service militaire et leur participation à la défense nationale, ont le devoir d'assurer l'existence de leur patrie et la continuation de la flamme nationale.

Le syndicalisme professionnel ne sera pas un Etat dans l'Etat. Professionnel, il conduit à la concentration verticale. Les organismes pareils à la C. G. T. et à la C. G. T. U. d'aujourd'hui n'existeront pas. La force matérielle que les syndicats groupés en confédération possèdent à notre époque, par suite de cette concentration, ne subsistera pas. Les syndicats professionnels ne disposeront, en dehors de leur profession, que de la force morale. Du reste, la politique domine toujours l'économique. Toutes les tentatives faites pour renverser ce rapport ont partout échoué (Italie, Russie). Le professionnel n'a donc aucune chance de réussite en s'insurgeant contre le politique. Corporatif, le syndicalisme doit rester dans sa propre fonction professionnelle tout en n'ayant qu'un seul objectif : la prospérité professionnelle.

Egalement, le syndicalisme professionnel résout seul et seul met en lumière le problème des classes. Comme nous l'avons

déjà exposé, Duguit a scientifiquement posé et théoriquement résolu cette question brûlante des classes sociales en l'attachant à la division du travail et à la loi de l'interdépendance sociale. Duguit et le syndicalisme professionnel, en conséquence, à l'instar de Durkheim trouvent et affirment leurs propres conceptions de classes sociales et professionnelles que la division du travail détermine. Le syndicalisme professionnel admet autant de classes qu'il y a de professions sociales. M. Georges Scelle, avec beaucoup de clarté, précise la même opinion. Aussi, pour M. Scelle, ce sont des raisons d'ordre naturel qui déterminent la naissance du syndicalisme. Il affirme qu'il y aurait autant de classes sociales que « de catégories d'individus se livrant aux mêmes occupations et ayant le même genre de travail » (1). D'où le syndicalisme professionnel nie l'existence de deux classes sociales, comme une affirmation antiscientifique et purement gratuite, en considérant au contraire qu'il y a plusieurs classes, qu'elles sont toutes professionnelles, et enfin qu'elles ne sont pas déterminées par l'exploitation de l'une par l'autre, mais qu'elles sont au contraire uniquement conditionnées par les lois vitales de la société, comme le sont la division du travail et la solidarité sociale.

Ensuite, le syndicalisme professionnel met en relief la vraie notion de producteur. Tandis que Saint-Simon considère les gros commerçants et industriels comme les uniques producteurs, et les socialistes et syndicalistes rouges, la classe ouvrière exploitée comme la seule digne de s'en orner, le syndicalisme duguiste attribue le qualificatif de producteur à tous ceux qui sont investis par la division du travail social d'une activité professionnelle. Elargissant ainsi considérablement le nombre des producteurs, Duguit avec beaucoup de raison, trouve dans la division du travail, le critérium nécessaire de la distinction des vivants en producteurs et non producteurs, en ceux qui sont socialement utiles et ceux qui ne le sont pas.

Enfin, le syndicalisme professionnel pose une nouvelle motion du syndicalisme en général par rapport aux mouvements syndicaux actuels. C'est Duguit qui y a le plus contribué. Pour

(1) Georges Scelle, *Précis de législation industrielle*, p. 2.

les rouges, le syndicalisme est l'action et l'organisation d'une seule classe, de la classe ouvrière et paysanne exploitée en vue de la modification de l'organisation sociale capitaliste et du changements des rapports économiques dans la collectivité. Duguit et le syndicalisme professionnel à sa suite, affirment au contraire que le syndicalisme est l'organisation et l'action de toutes les classes sociales qui veulent défendre leurs intérêts professionnels et organiser la production. Le syndicalisme duguiste ne renie pas le système social actuel, il l'admet. Il ne veut pas détruire les rapports économiques d'aujourd'hui, Tout ce qu'il désire, c'est les organiser, mais seulement et uniquement dans les cadres de la profession. La profession, pour le nouveau syndicalisme est sa source et sa raison d'être, sa force réelle et son but principal. Secundo, le syndicalisme professionnel et Duguit voient dans les syndicats des organismes qui doivent se perpétuer et toujours exister par suite de leur fait générateur et de leur valeur propre. Donc, ils sont loin du syndicalisme révolutionnaire qui prétend que les syndicats sont des organisations temporaires, qui, une fois la révolution sociale accomplie, s'effacent et définitivement disparaîtront. Troisièmement, grâce à Duguit surtout, le syndicalisme n'est pas une philosophie de la lutte sociale et de la grève générale comme le veulent Sorel et les syndicats rouges. De collaboration entre tous les éléments productifs, le syndicalisme se présente comme un *produit de la vie, qui a les ambitions de l'organisation de cette vie, et de sa rationalisation*. Enfin, quatrièmement, le syndicalisme professionnel délimite le syndicalisme et le socialisme. Duguit, en le fondant scientifiquement, a bien démontré que le syndicalisme et le socialisme n'ont rien de commun, que le syndicalisme ne veut pas dire le socialisme et que le syndicalisme doit être tout autre « qu'une des manifestations du socialisme en action ».

4. — Les syndicats professionnels, pour être des organisations utiles à la société et aux particuliers, doivent ensuite se démocratiser en rejetant toute tendance de la dictature des minorités et de la tyrannie syndicale aussi bien que les ambitions à inaugurer un système de syndicats obligatoires. D'origine antidémocratique et tyrannique, le syndicalisme rouge a consacré dans son sein le règne des minorités. En ces fédé-

rations et confédérations, le vote s'opère par les syndicats. Les professionnels ne sont pas représentés, ce qui fait qu'une minorité bien disciplinée peut s'imposer à la grosse majorité des syndiqués. Du reste, cela s'est produit dans le syndicalisme révolutionnaire d'avant-guerre, malgré les vaines protestations de la fédération du Livre et des syndicats réformistes. Duguît en militant démocratique authentique, pour la représentation professionnelle, s'est déclaré adversaire acharné des majorités artificielles, aussi bien sur le terrain national que dans le domaine syndical. Le syndicalisme professionnel, vu tous les défauts de l'antidémocratisme syndical rouge, devra assurer la représentation là où celle-ci doit avoir lieu, en raison du nombre des syndiqués et non pas en rapport au nombre des syndicats. Et cette démocratie syndicale correspondra bien au syndicalisme professionnel, qui, et dans ses sources, et dans ses objectifs, est démocratique et représentatif. Par là, seulement, les syndicats se soustrairont aux dictatures des minorités en devenant des organes vraiment sociaux et démocratiques. Secundo, le syndicalisme professionnel doit empêcher tout empiètement des syndicats sur les libertés individuelles. La liberté syndicale, va rester le principe dominant. Aucun privilège ne doit être conféré aux syndicats en tant qu'institutions. Comme il faut admettre la liberté de l'existence des syndicats, il faut également assurer celle d'entrée et de sortie dans le syndicat. En principe, le syndicat en tant qu'organisation est un excellent moyen de sauvegarder les intérêts des associés et de mieux stimuler le progrès social, car la valeur des forces réunies est incontestablement supérieure à celle des individualités dispersées. Le syndicat, association des forces, doit faciliter aux professionnels et à la collectivité toute entière, l'acquisition de résultats meilleurs, dans la mesure que les représentants de l'intérêt général, les élus du suffrage universel, lui déterminent. Mais si les associés jugent que les syndicats les oppriment et vont à l'encontre de leurs intérêts et de leurs tendances, les élus du suffrage universel doivent, au nom de l'intérêt général, leur assurer la libre sortie de l'organisation et la récupération de leur pleine liberté. Cela non seulement à titre moral et réciproque, mais aussi en vertu de la loi qui nous semble la seule digne de foi en matière de for-

mations des systèmes politiques, qu'un système vaut jusqu'à la réaction dans le sens contraire de ceux qui le subissent ou l'appliquent. Le syndicat ne doit pas être un instrument d'oppression, mais un moyen de progrès social et professionnel dont la valeur et l'utilité ne peuvent être jugées que par les seuls professionnels. C'est seulement ainsi par la liberté syndicale que les grandes conquêtes de la révolution française : légale accessibilité de tous à l'exercice des professions rendues libres à chacun, sans formalité, sans charge, sans restriction, seront sauvegardées, la tyrannie syndicale supprimée, aussi bien que les conflits entre les groupes et les individus. Le syndicalisme professionnel tend et par sa source et par ses ambitions, au meilleur, au progrès, donc à la liberté. Il n'implique pas seulement la liberté par ses ambitions vers le progrès qui est son attribut, mais aussi par sa base, qui suppose la formation naturelle et libre des groupements syndicaux. C'est par suite de cela que le syndicalisme duguiste conditionne et la liberté d'entrée et la liberté de sortie des organisations syndicales. Il admet la généralisation du syndicalisme et s'oppose en conséquence au syndicalisme obligatoire. Adversaire de la syndicalisation forcée et obligatoire, le syndicalisme professionnel ainsi rejette par ses principes toute tendance par les syndicats d'oppression des non syndiqués. La liberté de tous envers tous doit être sauvegardée; sinon ce serait ressusciter un nouvel absolutisme, une nouvelle aristocratie syndicale ou mieux encore, comme l'a dit Georges Sorel, une nouvelle « hiérarchie sociale », qui va s'imposer au profanum vulgus. Comment pourrait-on admettre que 6 % seulement des syndiqués fassent la loi à l'autre énorme partie des producteurs? (1). Sûrement c'est impossible. La bonne raison et la liberté corollaire du progrès s'y opposent. Le syndicalisme professionnel, synonyme dans le domaine syndical de la liberté, s'oppose à toute reconnaissance des anciennes corporations, sous la forme de syndicats obligatoires. Les élus du suffrage universel, de leur côté, par des mesures d'ordre général, doivent empêcher toute consécration des syndicats obligatoires en faisant triompher

(1) Roger Picard : Le syndicalisme durant la guerre.

le seul vrai principe scientifique : « la profession organisée dans le syndicat libre ».

Les groupes associationnistes, les syndicats ne doivent pas être privés du régime juridique qui dans un pays et dans une époque régit les associations en général. Prolongement et partie la plus importante du mouvement associationniste, le syndicat doit donc jouir de toutes les prérogatives et se voir doter de toutes les restrictions que les autres associations possèdent et subissent.

5. — Le syndicalisme professionnel étant le seul scientifique et avantageux et pour ses membres et pour la collectivité, la question en conséquence se pose : faut-il ou non admettre d'autres branches du syndicalisme professionnel lui-même par suite de son caractère particulariste. Que le syndicalisme considéré en bloc présente des dangers sérieux, c'est incontestable. D'abord dans sa grande partie, le mouvement actuel, et surtout sa branche révolutionnaire, se sont détournés de leur propre voie professionnelle. Beaucoup de syndicats sont en proie à une philosophie collective de destruction et aux idées extrémistes. Formés en majorité par des extrémistes, leurs syndicats portent leur empreinte. Les extrémistes rouges en France sont en particulier loin de la lettre et de l'esprit de la loi de 1884, qui a prévu uniquement des syndicats professionnels. Etant ainsi tout autres que professionnels, ces syndicats sortent de leur domaine et par là, se mettent en opposition avec la collectivité et l'intérêt général. Deuxièmement, en lui-même, le syndicalisme présente un danger. Il consacre par la défense des intérêts de ses associés le particularisme, l'égoïsme particulier sous la forme collective, qui par ses ambitions, est en opposition nette avec l'intérêt général. Troisièmement, on s'oppose au syndicalisme parce qu'il met en honneur les intérêts matériels. Le matériel est nécessaire, mais n'est pas tout. Là où il va être le maître, la société « sera amenée dans la boue », comme l'a dit M. Caillaux et une réaction inévitable se déclenchera comme cela s'est produit en France en 1789. Le matériel ne peut donc être utile que dans la dépendance des autres éléments de la vie et cela dans les limites que l'intérêt général lui prescrit.

Mais d'un autre côté, le syndicalisme n'est plus un mouve-

ment et une force sociale mystique dont on a peur. Des dizaines et des dizaines d'années de son existence ont contribué à ce que l'opposition d'ordre psychologique s'efface. Ensuite, toutes ces tentatives insurrectionnelles ont échoué. Aux moments les plus brillants de l'existence du syndicalisme révolutionnaire français, l'Etat a su le dominer et le maîtriser. Enfin il s'est assagi. Il se tourne vers sa loi propre : la profession. Décrus dans sa force, le syndicalisme révolutionnaire se tourne vers le réformisme, du moins dans sa plus grande partie qui suit la C. G. T. Le même fait se produit dans les autres pays. Les mouvements syndicaux antirévolutionnaires naissent et par là le danger qu'ils ont présenté diminue. Secondo, le particularisme du syndicalisme n'est pas si tragique. Le syndicat est particulariste, parce qu'il défend les intérêts des professionnels et de la profession. Mais par là, il est socialement utile parce qu'il va stimuler la profession, donc aussi le progrès social, car le développement de la profession conditionne la prospérité de la société. Cela a été bien mis en relief par Duguit. La loi dominante de sa doctrine, la division du travail, implique l'interdépendance sociale. Autant qu'une profession sera prospère, autant la solidarité sociale sera renforcée, donc la propriété de la collectivité, qui certainement ne fait qu'un avec le progrès de cette solidarité. Troisièmement, le syndicalisme, en raison de son caractère propre, prendra un jour sa forme propre nécessairement il deviendra professionnel. Quatrièmement, le syndicalisme, comme toute organisation associationniste, a un intérêt certain : il défend les individus contre l'Etat. Il se peut que les élus du suffrage universel, au nom de l'intérêt général, empiètent sur la liberté des individus. Les associations et les syndicats le défendront. Plus forts parce que réunis, les syndicats deviendront aussi des organisations où le groupe est un « moyen, avec l'individu pour fin » comme l'a bien dit M. Cazalis.

Vu tout cela, nous considérons qu'il faut admettre en principe le syndicalisme. Mais les professionnels syndicalistes, d'eux-mêmes, doivent favoriser le retour du syndicalisme à son véritable chemin et devenir membres des vrais syndicats professionnels. Aussi, il faut avoir confiance en la vie elle-même. C'est la vie qui opère la synthèse. C'est à tort que cer-

tains croient que l'idée et l'intérêt, le politique et l'économique sont en opposition. L'histoire nous montre que le politique et l'idée englobent toujours l'intérêt et l'économique en raison de leur plus grande force. C'est la vie qui opère ainsi la synthèse au détriment du matériel. Et le syndicalisme ainsi par suite de la vie sera amené dans ses ambitions extra-professionnelles à se soumettre à son idée vraie et de telle sorte qu'il sera réduit à son propre rôle professionnel. Enfin l'Etat, la collectivité organisée doit intervenir. Les élus du suffrage universel doivent toujours tenir sous main le syndicalisme. L'Etat, l'intérêt général restant la forteresse suprême, est obligé d'intervenir dès que le syndicalisme, dans son particularisme, devient démesuré, aussi bien que dès qu'il s'érige en force insurrectionnelle contre l'Etat. Sa haute figure doit le neutraliser en le laissant coexister avec lui dans son ombre. En dépendance directe de l'Etat, ainsi le syndicalisme deviendra par la force des choses professionnel. Là, le conflit direct entre eux disparaîtra. L'Etat doit donc permettre l'existence et la formation des syndicats, mais il ne doit pas pousser la syndicalisation. Qu'elle se fasse d'elle-même par ses propres forces. Il ne doit que tout faire pour ramener seulement les syndicats à leur propre rôle : le professionnalisme, en l'adaptant avec la solidarité sociale et la division du travail, qui sont ses lois, ses bases et ses objectifs.

6° Le syndicalisme de Duguit est enfin plus juridique qu'économique. L'observant plutôt du côté juridique et social que du côté strictement économique, Duguit envisage son syndicalisme davantage par l'idée doublée des faits que par les chiffres et les lois du monde économique. Il affirme et c'est le sens de tous ses efforts que les syndicats organisent leurs professions. Mais en même temps, il les considère comme des moyens excellents d'organisation de la production. Pour le syndicalisme professionnel, le syndicat a donc un double rôle : l'organisation de la profession et de la production. Et c'est tout à fait logique et naturel. En organisant la profession par la réunion de tous les éléments professionnels au sein d'un même groupe et par la régularisation de leurs rapports grâce à la loi de la profession, le syndicalisme professionnel par là organise même la production. Par suite de

l'accord entre tous les facteurs de cette profession, le syndicalisme nouveau évite et détruit tout ce qui pourrait porter préjudice au développement normal et au bon fonctionnement de la profession, donc de la production. En conséquence, améliorant les rapports entre les professionnels, il renforce la profession et ainsi stimule la production. C'est pourquoi Duguit et le syndicalisme professionnel en concevant l'organisation de la production par et dans la profession sont loin des conceptions socialistes et anarchistes de l'organisation de la production par les syndicats. Le syndicat pour Duguit n'est ni un moyen actif de la gestion de l'économie étatisée ni un petit conseil économique à la mode russe. Duguit et le syndicalisme professionnel admettent le capitalisme et son système d'organisation économique bourgeoise. Le syndicalisme professionnel ensuite rejette toute concentration syndicale horizontale. Seulement en dehors du régime économique occidental et là où le syndicalisme de toutes les branches professionnelles est confédéré sur le plan national, les syndicats peuvent servir de base à une nouvelle organisation de production, voire même de répartition. Les dirigeants de la G. G. T. ont eu parfaitement raison de prévoir par leur programme minimum une nouvelle organisation de la production et de l'économie en général. La C. G. T. est une organisation formée sur le plan horizontal. Et Duguit et le syndicalisme professionnel s'opposent de toutes leurs forces à de pareilles confédérations. C'est pourquoi leur organisation de la production n'est que juridique, professionnelle. Le syndicat professionnel, en organisant et en régularisant les rapports entre les professionnels organise la production dans la profession et non en dehors d'elle, grâce au consentement de tous ses facteurs. Ainsi par de pareilles conclusions et propositions touchant l'organisation syndicale et la production, Duguit montre clairement le vrai caractère de son syndicalisme : juridique et professionnel il n'est ni socialiste ni exclusivement économique.

Secondo ,parce que professionnel et réel, le syndicalisme de Duguit ne s'arrêtera pas au domaine des idées. Sa valeur propre et sa force le transplanteront sur le terrain des faits en lui attribuant une importance juridique et pratique incon-

testable. D'abord, bien qu'apolitique, et c'est à ce prix qu'il pourrait seulement exister, le syndicalisme professionnel ne sera pas complètement en dehors de la politique. Toutes les questions sociales sont aujourd'hui des questions politiques par excellence. Le syndicalisme qui est professionnel et social sera par là, par suite de sa nature l'objet de la politique, donc attaché à elle. Egalement, le syndicalisme professionnel strictement corporatif s'affirmera comme mouvement, pour pouvoir s'imposer par la suite à la totalité des syndicats. De telle sorte, se fixant parmi les mouvements syndicaux actuels, il sera obligé de prendre position envers eux et de poursuivre une politique déterminée à leur égard pour le triomphe définitif du professionnalisme. Par la force des choses ainsi, il sera politique. Mais cela ne veut pas dire qu'il doive faire de la politique, car il est touché par elle. Soumis à la vie, donc à la politique, les syndicats en tant qu'institutions, comme les individus et leurs rapports seront l'objet de la politique, reflet et partie constitutive de la vie. Egalement en s'affirmant comme institutions, par rapport aux autres, dans leurs rapports, ils feront de la politique, mais c'est un autre genre de politique, c'est faire de la propre politique pour faire triompher la science et la vérité, ce qui n'a rien à voir avec la politique des partis politiques et des partis sociaux. Professionnel, il ne doit rester que corporatif en n'ayant qu'une seule politique, la politique professionnelle avec un seul objet : la profession.

Dignes d'intérêts en tant qu'objets de la politique et parce qu'ils sont les organismes qui vont faire de leur propre politique, les syndicats professionnels sont aussi importants au point de vue pratique. Un jour viendra où ils seront les seuls modes de syndicalisme. C'est incontestable. Presque tous les mouvements syndicaux sont les fruits de la doctrine. Le syndicalisme rouge et le syndicalisme chrétien s'attachent dans leurs pôles opposés aux théories du Christ et de Marx. Le syndicalisme professionnel est à l'état doctrinal. Mais l'idée précède le fait : le syndicalisme vraiment professionnel ne tardera pas à s'affirmer. Ensuite la doctrine syndicale professionnelle est la seule scientifique et par ses sources et par ses conclusions, et c'est sa valeur propre qui frayera la voie

au mouvement. Enfin, elle a toutes les qualités nécessaires pour être une doctrine de propagande. Simple, facile à être traduite en programme, d'une logique rigoureuse et d'un caractère dogmatique, la doctrine syndicale professionnelle de Duguît deviendra sûrement une doctrine des faits. De telle sorte susceptible d'être réalisée en fait, la doctrine syndicale professionnelle a deux moyens de se voir appliquée. Ou bien ce serait un groupement nouveau, ou bien les branches actuelles du syndicalisme se transformeraient en adoptant les conceptions du syndicalisme professionnel. Et l'un et l'autre moyen sont possibles, surtout depuis que le syndicalisme révolutionnaire s'est transformé dans sa plus grande partie en syndicalisme réformiste. Théoriquement révolutionnaire, Jouhaux affirme à la page 232 de son *Syndicalisme et la C. G. T.* : « le syndicalisme né de la lutte des classes ne peut être que révolutionnaire, ce qu'il est et par son origine et dans son caractère présent et dans son idéal permanent », il est en somme plutôt réformiste, ce qui nous encourage à espérer voir un jour se réaliser une nouvelle transformation allant jusqu'à l'adoption du syndicalisme professionnel. L'avenir seul démontrera comment cela se produira.

7° C'est parce que nous concevons le syndicalisme à l'instar de Duguît comme une doctrine et un mouvement exclusivement professionnel que nos sympathies vont à la doctrine syndicale du doyen de Bordeaux. Duguît l'a fondée en utilisant et l'idée et les faits. Il l'a scientifiquement présentée dans ses principales lignes. Notre interprétation de la doctrine de Duguît et l'exposé de notre façon de concevoir ses conclusions syndicales sont venus illustrer ses théories, aussi bien que combler les « trous » que ses exposés laissent à désirer. Mais c'est toujours et uniquement dans les cadres de la pensée duguiste que nous nous sommes efforcé, en interprétant ses conclusions, de présenter une doctrine d'ensemble du syndicalisme strictement professionnel. La base que Duguît lui a donnée, sa forme et son étendue, ses caractères, les objectifs propres du syndicalisme professionnel sont les seules explications et les uniques conceptions scientifiques du syndicalisme. Seulement une doctrine syndicale envisagée sous le signe de la profession peut et restera

scientifiquement exacte.

a) Duguit a bien fait d'attacher son syndicalisme au mouvement et à la doctrine associationniste. Les faits montrent qu'il y a un fort mouvement associationniste, qui se manifeste sous toutes les différentes formes possibles. Il y a des groupements agricoles, scientifiques, ouvriers, littéraires, commerciaux et religieux. Comme Duguit l'a bien expliqué, la base des associations se trouve dans la nature de l'homme, dans son besoin de vivre en société. Par l'association, l'homme n'arrivera pas seulement à renforcer les résultats que son activité individuelle lui permettra d'assurer, mais en même temps il s'appropriera un moyen de défense contre l'omnipotence de l'Etat. L'Etat, c'est-à-dire les dirigeants peuvent quelquefois, sous l'insigne de l'intérêt général, exercer une oppression tyrannique envers les particuliers. L'association en tant que groupe résistera mieux que les individus isolés. D'où la valeur technique et juridique de l'association. Mais elle peut aussi porter en soi et présenter de grands dangers pour la collectivité et les particuliers, soit en s'insurgeant en Etat dans l'Etat, soit en opprimant ses membres. L'intervention dans ce cas de la puissance publique et des élus du suffrage universel, comme le réclament Esmein, MM. Caillaux et Antonelli est nécessaire. Seule une force supérieure peut neutraliser les côtés négatifs de l'associationnisme : la lutte pour priorité entre les associations, l'oppression des associés et des non-associés, l'insurrection contre l'Etat. Question de fait, le rapport entre l'association et l'Etat et l'Etat et l'association ne peut se résoudre que par la recherche de mesure, qui va et doit assurer l'unité dans la diversité.

Comme nous l'avons souligné dans nos pages précédentes Duguit a seul compris le sens et la portée du syndicalisme, parce que c'est lui qui a trouvé et sa véritable base et sa vraie forme, aussi bien que ses propres objectifs. Il a concilié son syndicalisme avec la vie et la démocratie, en posant et en résolvant la question du syndicalisme par la division du travail et sa loi de l'interdépendance sociale, et grâce à elles. Il a esquissé les nouvelles notions du syndicalisme, du producteur, de classes. Le syndicalisme est d'après lui un mouvement et une doctrine de toutes les classes sociales et professionnel-

les et non d'une seule pseudo classe sociale. Il a élargi en fondant ses conclusions sur les données de la division du travail la notion du producteur, car il en attribue la qualité à tous ceux qui appartiennent à une des classes que cette division du travail détermine. C'est Duguit également qui a seul scientifiquement éclairé les problèmes des classes sociales, en considérant qu'il y a autant de classes professionnelles que de différentes branches de l'activité humaine. Ensuite, il a logiquement conclu que la collaboration et la solidarité (avec les pouvoirs et les devoirs réciproques) entre ces classes nécessairement va s'ensuivre par suite de la loi de l'interdépendance sociale qui est le corollaire de la division du travail. Ainsi excluant la lutte, Duguit a mis en lumière les valeurs spécifiques dans le domaine social de la coordination, de la collaboration, de l'entente. Duguit a aussi bien servi la science quand il a envisagé le syndicalisme sous le signe exclusivement professionnel. Le syndicalisme peut et doit être professionnel s'il veut exister, son fond et sa forme étant professionnels, ses buts : la défense des intérêts de la profession et des professionnels, ne peuvent être qu'uniquement corporatifs. Duguit a également à juste titre indiqué la nécessité d'organisation en syndicats des classes sociales et la possibilité par là de l'organisation de la production. En démontrant aussi la valeur propre de la division du travail et de ses conséquences, Duguit a scientifiquement mis en relief l'existence des classes sociales au cours de l'histoire. Il a, en présentant sa propre doctrine syndicale avec beaucoup de justesse, démontré qu'entre une doctrine syndicale et le mouvement actuel, il peut y avoir de la différence. Ensuite sa doctrine conditionne un mouvement d'action, ce qui veut dire qu'elle ne va pas rester lettre morte. Non révolutionnaire, sa doctrine est évolutive et son mouvement est de transformation sociale (1). Il croit avec beaucoup de raison que la vraie reconstruction sociale peut se produire uniquement par étapes et grâce à des réformes successives.

(1) Duguit croit à la transformation. Il parle même des réformes. Mais son réformisme est d'un caractère particulier. Ce n'est pas par suite de l'opposition des classes et de l'exploitation de la classe laborieuse qu'il réclame des réformes, ni parce que l'organisation sociale d'aujourd'hui.

C'est à la lumière de sa théorie générale syndicale que Duguit a enfin sagement résolu la question du syndicalisme des fonctionnaires. S'attachant à la division du travail, il l'explique par elle. Evidemment, les fonctionnaires exercent les fonctions que cette division du travail leur assigne. A ce titre, ils ont le droit de se syndiquer. Mais leurs syndicats comme tous les autres doivent rester exclusivement professionnels, c'est-à-dire défendre les intérêts de leurs membres et soutenir leurs revendications corporatives, soit en présentant des pétitions à leurs chefs de service, soit en formant le recours de l'excès de pouvoir contre les décisions, les nominations et les révocations de ses membres, faites contrairement aux lois des services. Corporatifs, ils doivent s'organiser dans les organisations propres de chaque service. Une organisation horizontale des syndicats des fonctionnaires que Duguit admet à tort sera aussi préjudiciable que la C. G. T. et que la C. G. T. dans le domaine national. La profession aux professionnels, par et pour les professionnels, c'est notre credo syndical. Concentrés en dehors des fédérations des métiers, ces syndicats peuvent endomma-

est injuste et tyrannique, ni parce que la technique de la tactique lui suggère de tout préparer en édifant d'abord pour pouvoir mieux détruire ensuite. Duguit ne combat pas la société actuelle. Il ne milite ni pour la révolution, ni pour les réformes qui modifieront la société bourgeoise. Il se contente de l'état social actuel. Mais en positiviste, il relève les transformations qui s'opèrent dans la société et en évolutionniste, il y croit. D'ordre juridique et sociologique, ses transformations ne sont ni politiques, ni sociales, ni socialistes. Il s'attache, dans ses constatations des transformations aux rapports de l'individu et du groupe, à la reconnaissance de l'importance du mouvement syndical et à l'affirmation de la disparition progressive de la notion régaliennne en droit. La consécration de son syndicalisme et l'intégration des syndicats au Parlement conditionnent aussi les transformations radicales dans l'ordre des choses d'aujourd'hui. Fruit de l'évolution, son transformisme arrive dans beaucoup de cas à des conclusions identiques et aux résultats pratiques du réformisme syndical. Il peut conduire, et à l'amélioration des conditions du travail et à l'augmentation des traitements et à la participation aux bénéfices et à l'institution des délais-congés, des vacances payées, des assurances, etc... D'où Duguit est si proche du réformisme social et syndical dans l'acquisition des résultats positifs et pourtant si loin et des révolutionnaires et des réformistes dans ses mobiles et ses conceptions philosophico-sociales. Partisan du transformisme évolutionniste qui, seul, d'après lui accomplit la vraie reconstruction sociale, Duguit s'éloigne et s'oppose au transformisme révolutionnaire et socialiste.

ger l'administration publique et leur profession et la collectivité entière en s'érigeant en Etat dans l'Etat. Non seulement parce que c'est contraire à la profession, ici au bon fonctionnement des services publics, qu'il faut combattre toute concentration des syndicats de fonctionnaires sur le plan régional et national, mais aussi par suite de la nature même des fonctions publiques. Duguit l'a rejetée pour toujours. Les fonctions et les services publics sont la base de l'Etat. Le rôle et l'importance des fonctionnaires dans l'existence d'un Etat est prépondérant. Vu cela, il nous semble impossible d'admettre une autre organisation des syndicats de fonctionnaires que celle des groupements primaires et des fédérations des mêmes services publics. Tout autre mode d'organisation sera périlleux pour la collectivité et les usagers des services publics. Nous ne nions pas non plus le concours utile des syndicats de fonctionnaires à la réalisation de la décentralisation des services publics. Mais il nous semble que cette décentralisation ne doive être ni totale ni exclusive, comme le prétend Duguit. Esmein a bien remarqué que ce serait le déplacement des pouvoirs et l'attaque contre les pouvoirs des gouvernants de nommer leurs fonctionnaires. Question de fait et de mesure, la décentralisation des services publics, opérée dans les degrés inférieurs de l'administration publique, peut seule servir utilement aux usagers des services publics. L'autorité et la mainmise des gouvernants sur leurs fonctionnaires supérieurs est nécessaire pour la bonne marche des affaires publiques.

Duguit a très scientifiquement éludé la question de la coexistence des lois de 1884 sur le syndicalisme des fonctionnaires et de la loi de 1901 sur les associations aussi bien qu'il a souligné tous les défauts de la législation positive syndicale française. Avec beaucoup de raison, il affirme que l'Etat n'étant pas un patron, vu le fonds et l'importance des syndicats de fonctionnaires, ceux-ci ne sont pas des ouvriers. D'où la seule loi applicable à leur égard ne peut être autre que la loi de juillet 1901, jusqu'à ce qu'une nouvelle troisième loi ne vienne régler et combler toutes les lacunes existantes.

Duguit a enfin magistralement mis en relief tous les inconvénients sociaux d'une grève et du lock-out. Compromettant l'activité d'une classe professionnelle ou des services publics

et ainsi paralysant et arrêtant la vie sociale, la grève se présente comme une atteinte sérieuse au progrès social. Obligés de fonctionner sans interruption, les services publics, par leur nature propre, en raison de leur importance, excluent à jamais toute grève. L'arbitrage, la conciliation et à leur défaut la solution judiciaire, peuvent utilement donner les suites nécessaires à toutes les questions brûlantes des rapports des particuliers. Quant aux fonctionnaires, leur action ne peut être que morale. Une administration sans une autorité indispensable n'est pas une administration ; donc pas de conciliation et de l'arbitrage avec l'Etat.

D'un autre côté, Duguit a, à tort, exagéré l'importance du mouvement syndical. Les faits témoignent qu'il n'est ni total ni général, aussi bien que son importance n'est ni exclusive, ni déterminante. Contrairement à ce qu'il est dans sa grosse majorité, Duguit a également qualifié le syndicalisme actuel d'antirévolutionnaire et a vu en lui un mouvement humain et de collaboration de classes. Duguit n'a pas non plus vu clair en affirmant que le syndicalisme de nos jours ruine l'Etat et qu'il va le détruire prochainement. L'Etat subsiste malgré le syndicalisme et le domine plus aujourd'hui qu'à ses débuts. Les prévisions de Duguit et de M. Leroy ne se sont pas non plus réalisées. Le droit et la législation étatique ne se sont pas transformés par suite de l'avènement du syndicalisme. Duguit positiviste a eu le plus grand tort d'affirmer que le syndicalisme actuel tend à la représentation professionnelle et à la coordination de toutes les classes sociales à un faisceau commun. Il a également prévu la parlementarisation du syndicalisme, c'est-à-dire la représentation professionnelle qui nous semble faire plus de mal que de bien à la collectivité et aux particuliers. Sa prévision aussi de la résistance des syndicats à l'application des lois oppressives n'est qu'une vue d'esprit irréalisable pratiquement et jamais tentée jusqu'à nos jours par les syndicats existants. Aussi, Duguit a exagéré la multiplication dans la pratique des contrats collectifs du travail.

8° De tout cela, une seule conclusion ressort et s'impose : le syndicalisme de Duguit dans ses principales lignes est la seule doctrine scientifique. Corporative, elle prévoit et orga-

nise vraiment les syndicats professionnels. La profession aux professionnels et dirigée par eux, sans cela il n'y aurait prospérité, ni de la profession, ni des professionnels. Les syndicats professionnels, les groupements de tous les éléments productifs, en réunissant toutes les forces de la profession, par là, l'organiseront et la stimuleront aussi bien qu'ils renforceront la prospérité de toute la collectivité. Amenés sur leur véritable terrain et placés dans leur domaine propre, loin de leurs poètes et de leurs ténors qui les ont conduit dans de fausses routes, les syndicats réellement professionnels qui s'ensuivront en conséquence de la doctrine de Duguit deviendront incontestablement les vrais organes de la vie sociale.

II. — *Sa représentation professionnelle.*

Scientifique par la forme sous laquelle Duguit l'a présentée, sa représentation professionnelle, parlementariste, évolutionniste et syndicaliste n'est pas moins, par certains côtés, une des représentations professionnelles scientifiquement conçues dans leur genre. Représentative, elle assure la part de tous les éléments professionnels économiques et sociaux à l'orientation et à la direction des affaires publiques. Démocratique et égalitaire, la représentation professionnelle de Duguit s'oppose à toute majoration et est hostile à toute priorité, faite aux coalitions d'un groupe d'intérêts contre un autre. Duguit considère que toutes les forces professionnelles, voire économiques et sociales sont nécessaires à la société. Avantager dans cette représentation les uns par rapport aux autres, c'est aller à l'encontre des objectifs que l'on se propose de réaliser par elle. Du progrès social, assuré par la plus grande solidarité sociale, de la cohésion des classes et de la paix sociale, il n'y aurait rien. Organique et professionnelle, sa représentation des intérêts est enfin scientifique dans son genre par suite de l'importance qu'elle a attribuée au matériel et à l'économique et de la place qu'elle leur a donnée, en réclamant comme toutes les vraies théories de cette représentation la participation à l'exercice de la puissance publi-

que des professions et des corps sociaux.

Résultat de ses travaux sociologiques et juridiques, la représentation professionnelle de Duguit n'a pour origine ni la haine ni le mépris de la démocratie, ni pour base la croyance à son incapacité et à son inutilité. Juridico-sociologique, elle se présente comme le produit nécessaire et inévitable des faits et de l'évolution sociale. Politique, sa représentation des professions pour sa part espère régulariser la vie au point de vue politique, économique, social, culturel. Base et couronnement suprême de cette vie, elle subira son cours et le dirigera en canalisant cette vie grâce à la direction des affaires publiques et par elle. Pratique, elle seule solutionnera certaines questions de la technique des organisations politiques comme le bicaméralisme, aussi bien qu'elle résoudra les problèmes purement français : la révision de la Constitution actuelle et le vote des femmes.

De telle sorte, satisfaisant à toutes les exigences que la science moderne réclame d'une théorie de l'organisation politique, ne semble-t-il pas que la doctrine de Duguit s'impose de toute évidence, qu'elle soit une vérité *sine qua non*, même un dogme ? Sûrement oui. Et pourtant, malgré tout, nous ne pouvons pas la partager. Deux raisons nous déterminent à penser ainsi. D'abord, nous considérons que le principe de la représentation professionnelle est faux en soi, qu'il n'est ni utile et nécessaire ni pour la collectivité, ni pour ses membres, auxquels il doit principalement rendre des services. Secondo, la doctrine même de Duguit sur la représentation professionnelle considérée en elle est contradictoire dans certaines de ses affirmations, bien qu'elle soit scientifique dans son genre et incontestablement une des meilleures théories de la représentation professionnelle que la science ait connues jusqu'à nos jours.

I. — La représentation professionnelle est un principe, voire un système politique faux en soi.

Solution suprême de la meilleure organisation politique et sociale, principe scientifique et juridico-sociologique d'une valeur éternelle et transcendante — comme le veulent ses apôtres — la représentation professionnelle pourtant n'est en somme qu'une doctrine séduisante et éblouissante à première

vue. Mais ni par son fond, ni par ses conséquences, elle ne tient et ne peut tenir. Inexacte en principe, opposée par ses vices et conséquences désastreuses aux vues qu'elle se propose de réaliser, contradictoire dans ses affirmations théoriques et dans ses réalisations pratiques enfin techniquement difficile à être traduite en pratique, dans le domaine des réalités, la représentation professionnelle n'est pas moins une théorie et un principe que l'histoire de ses réalisations acquises condamne sans appel. Ni désirable ni nécessaire, elle est également inutile parce qu'elle prétend réaliser ce que le suffrage universel opère certainement aujourd'hui et ce qu'elle n'arrivera aucunement à pratiquer, étant donné tous les défauts qu'elle comporte. Fausse en soi, la représentation professionnelle ne doit être que placée au musée des antiquités des systèmes d'organisation politique, comme l'exemple vivant qui montre en même temps ce qui était autrefois et ce qu'il ne faut ni adopter ni essayer aujourd'hui.

1. Inacceptable, la représentation professionnelle n'est théoriquement pas possible par suite de sa base et de son fondement idéologique qui, dans leur essence, sont inexacts. Opposée au système individualiste de l'organisation politique, elle n'admet pas le règne exclusif du politique. Toutes ses théories sous n'importe quelle forme qu'elles se présentent mettent en avant le matériel, l'économique, le professionnel et réclament sa représentation dans la direction des affaires publiques. Ainsi seulement elles ont du sens. Sans l'opposition de l'économique au politique, elles ne sont pas de vraies théories de la représentation professionnelle. Uniquement par la distinction de l'économique et du politique, en ne voyant pas en l'économie la partie constitutive de la politique, les théories de la représentation professionnelle, pour être telles en réalité et avoir leur raison d'être nécessairement, doivent soutenir et approuver soit que l'économique est supérieur au politique, soit qu'ils sont des forces égales. Que l'économique est inférieur au politique, qu'il est même inféodé au politique comme sa composante indispensable, les professionnalistes ne peuvent dans aucun cas l'affirmer. Toute leur opposition et toutes leurs attaques contre le politique seraient inconcevables, incontestablement contraires à leurs affirmations pre-

mières. C'est pourquoi il nous semble que démontrer la supériorité de l'économique sur le politique ou même leur égalité de puissance, c'est scientifiquement légitimer la représentation professionnelle.

Mais est-ce possible ? L'économique est-il supérieur au politique. Tout semble dire que non. Duguit, professionnaliste convaincu, a résolument nié la supériorité de l'économique sur le politique. En sociologie, trop averti, il a bien vu qu'une pareille affirmation ne correspond pas aux faits. Même Marx, en négligeant les puissances morales, a « eu tort » d'ériger au sommet suprême l'économique et de faire tout dépendre de lui. Et Duguit ne pouvait pas faire autrement. L'histoire et les faits montrent bien que partout où on a voulu substituer l'économique au politique, la réaction s'est produite. Et leurs rapports respectifs ont été renversés au profit de la politique. La réaction monarchique contre la féodalité en France, la disparition presque totale de la représentation professionnelle du type archaïque, l'effacement progressif des conseils consultatifs dans les pays qui les ont créés après la guerre, l'emprise des partis politiques dans le gouvernement des Etats à structure corporative, comme la Russie et l'Italie d'aujourd'hui, ou l'économique sur le papier tient « la première place » démontrent clairement l'impossibilité absolue de l'existence de pareil régime, cela surtout par suite de la nature propre de l'économique. Le matériel abaisse. « Il faut croire aux choses autant qu'il le faut pour en être le maître, pas assez pour en être l'esclave », comme l'a bien dit M. Georges Duhamel dans ses *Sciences de la vie future*. Non domestiqué, le matériel étant souverain suprême, les pages d'histoire seront déchirées, le progrès social arrêté. Dès que la maîtrise de l'économique s'est faite, le progrès dans la société a été réalisé, M. Hauriou l'a constaté.

Ainsi, ne pouvant être supérieur au politique en raison de sa nature propre, et des réactions qui, nécessairement, se produisent, l'économique n'est-il pas du moins une force égale à la puissance du politique ? Peuvent-ils coexister, opposés l'un à l'autre, mais toutefois à côté l'un de l'autre ? Sûrement non. Divisés parce qu'opposés, égaux dans leurs forces respectives, le politique et l'économique ne peuvent pas éternel-

lement rester dans un pareil rapport. Les chambres composées pour une large part des forces économiques dans les systèmes médiévaux, étaient d'abord supérieures aux organisations purement politiques, ensuite elles ont coexisté et enfin disparu à cause de la puissance grandissante du politique et du suffrage universel. Le bicamératisme dont l'objectif principal est d'assurer l'équilibre, a pratiquement partout été faussé. La juxtaposition des forces égales n'a jamais duré. Inévitablement, l'inféodation d'une puissance à une autre s'opère. C'est la règle. Et cela non au profit de l'économique dans son rapport avec le politique. L'histoire des organisations politiques ou l'économique dominait est trop vivante pour que l'on conclue autrement. La politique en l'englobant domestiquera nécessairement l'économique, et celui-ci deviendra sa partie constitutive. Une fois le politique tout, la représentation professionnelle n'a pas de sens. L'individu, en tant que sujet et objet du politique, son Trager, seul peut être représenté.

Ni supérieur au politique, ni égal en force à lui, l'économique ne peut donc prétendre à sa représentation exclusive. Et pourtant, nombreux sont les professionalistes qui luttent en sa faveur et préconisent son institution. Considérant que l'économique est un des éléments du politique et qu'il est même sa composante principale, les partisans de la représentation professionnelle demandent sa consécration dans le système de l'organisation du politique, sous prétexte qu'il n'est pas suffisamment représenté. L'homme est représenté, mais tout dans l'homme ne l'est pas. D'où il faut représenter le matériel. Mais extraire et représenter l'économique en tant que partie d'un tout, est-ce possible, légitime, juste, logique même, avec les intentions qu'on se propose de réaliser par la représentation du tout dans l'homme. Nous dirons plutôt non que oui. D'abord, la représentation séparée de l'économique à côté ou dans un système d'organisation du politique serait en somme identique dans ses résultats pratiques à une représentation professionnelle, fondée sur la prétention de la valeur supérieure de l'économique sur le politique. Cette dernière n'étant pas possible pour les mêmes raisons, la représentation

de l'économique dans le politique n'a pas de sens. D'autant plus, que faire représenter séparément la partie quand le tout est censé le représenter, et quand en réalité il le représente, ce serait la contradiction la plus flagrante. Ensuite, une pareille représentation n'est pas légitime. L'économique est incontestablement un des élémens importants de l'individualité humaine. Le matériel assure l'existence et contribue au bien-être humain et social. Mais il n'est pas l'unique élément d'une individualité. A côté des intérêts purement économiques et matériels, il existe des intérêts territoriaux, sociaux, familiaux, moraux, culturels, artistiques et esthétiques, scientifiques, religieux et politiques généraux (consacrés pour la plupart dans les services publics de l'éducation nationale, de la politique étrangère, des cultes, des beaux-arts, de la police et de la justice), qui s'interprètent dans l'homme, et par lui dans la société, en contribuant à former son individualité. Dans quelle mesure ces éléments différents prendront-ils part à la détermination de cette individualité, c'est une question de fait, très difficile, même impossible à être précisée. On n'arrivera jamais, mathématiquement, en théorie, à fixer les rapports entre ces éléments, parce que ce serait déterminer la vie, aussi bien sa face et son revers, qu'est la politique, ce qui est évidemment impossible. Seul, qui peut déterminer ce rapport, c'est l'homme, qui par ses décisions individuelles, fixe pour soi-même les positions respectives de ces éléments. C'est lui aussi qui seul devra déterminer par son bulletin de vote le rapport de ces éléments dans la collectivité à laquelle il appartient. D'où, parce que la détermination théorique de la vie et de la politique n'est pas possible, toute tentative de préciser le rapport entre leurs éléments constitutifs par l'organisation au profit d'un seul élément des systèmes et des institutions qui le favorisent, est arbitraire et injuste. Etant donné qu'elle sera en opposition avec les faits, elle est arbitraire. En conséquence, d'un parti-pris d'avance arrêté, ou un seul élément sera favorisé par l'institution des organismes nouveaux au détriment des autres, elle est injuste. Evidemment pourquoi opter

pour la profession et non pour les confessions, les familles, les communes et les opinions publiques. Elles sont aussi utiles et nécessaires, donc elles auront également droit à la représentation. Et jusqu'à quel point cela ira-t-il ? Enfin, en réclamant la représentation séparée de l'économique les professionnels n'arrivent pas à représenter le tout dans l'homme. Au contraire, au lieu de démocratiser la représentation en la faisant générale par la représentation du tout dans l'homme, on la spécifie et on la particularise en favorisant certains éléments au détriment des autres. Ainsi la représentation professionnelle est non seulement impossible en principe, contradictoire, arbitraire et injuste, mais encore illogique dans ses résultats par rapport à ses objectifs : la représentation du tout dans l'homme. Ni scientifiquement fondée, quand elle prétend que la supériorité de l'économique existe, ou que sa puissance est égale à celle du politique, elle n'est pas non plus soutenable quand elle cherche à trouver sa base dans la valeur exclusive de l'économique en tant que partie constitutive du politique, dans l'insuffisance de la représentation du matériel et dans la nécessité impérative de sa réalisation.

2. Deuxièmement, la représentation professionnelle est théoriquement inacceptable, en raison d'un certain nombre de contradictions intimes qu'elle implique inévitablement et nécessairement aussi bien que par suite de ses vices propres conduisant à des conséquences bien pénibles et pour la collectivité et pour les individus qui la composent. Résultat négatif d'un fond négatif, ces contradictions et ces conséquences caractérisent pleinement son danger et l'impossibilité de son acceptation.

Comme nous l'avons déjà souligné, la représentation professionnelle est contradictoire dans ses affirmations théoriques, par suite de ses réalisations pratiques, quand elle espère réaliser tout dans l'homme et quand en réalité, elle n'arrive qu'à consacrer le règne de l'économique qui n'est aucunement tout dans l'homme. La représentation professionnelle n'est pas non plus soutenable, parce qu'en organisant la représen-

tation de l'économique, elle ne représente pas l'économique tout entier, mais exclusivement ou presque exclusivement la production. Mais la production est un des éléments de l'économique. Il y a aussi la consommation qui est un aspect de l'économique, peut-être le plus en vue car tout le monde est consommateur. Organiser la représentation de la production et non de la consommation, c'est comme Hauriou l'a fort bien dit, légitimer la vie chère. Les producteurs et les consommateurs ont des intérêts opposés. Les consommateurs tendent à diminuer les prix des produits et les producteurs à les augmenter. Et l'économique, le « tout » doit tout représenter en favorisant l'augmentation des prix par la représentation des producteurs. Et ainsi, par le sacrifice de la consommation à la production, les professionalistes veulent la représentation totale des individus sans vouloir voir quelle contradiction énorme il y aurait entre leurs désirs de démocratiser la représentation de l'homme par la représentation de tout ce qu'il y a en lui et les résultats pratiques que le fonctionnement d'une représentation professionnelle implique. La représentation professionnelle est également contradictoire en soi parce que par les modes uniquement possibles de son organisation technique, elle arrive aux parlements en petit et à ses méthodes, ce qu'elle désire éviter à tout prix. Comme il est impossible de réaliser la représentation de toutes les professions que la division du travail connaît (car dans ce cas il y aurait des milliers de représentants professionnels) la chambre professionnelle se composera pratiquement des délégués des groupements intermédiaires qui réuniront les différentes professions, ordinairement « similaires ». Donc, la représentation de toutes les professions n'aura pas lieu. De la représentation totale de l'ensemble du pays, il ne resterait rien. Ensuite, l'arbitraire dans la composition de ces groupements similaires serait incontestable. Enfin, ces groupements nouveaux seront de petits parlements où la lutte quotidienne entre les professions la composant pour la représentation d'un des siens serait la règle. Il est certain que le commerce et le transport, l'un par rapport à l'autre, n'ont pas d'intérêts identiques. Les com-

pagnies ou l'Etat désirent toujours augmenter ou maintenir les prix du transport, le commerce au contraire fait tout son possible pour les faire diminuer. Et pourtant, M. Charles Benoist, l'un des plus connus des professionalistes, réunit au sein d'un même « groupement d'intérêts similaires » le commerçant et le transport. Et ils doivent se mettre d'accord pour élire leurs représentants communs ! Des combats s'ensuivront et toute action des professions et des professionalistes se réduira en somme à créer des majorités et à faire triompher ses candidats, ce qui ressemble singulièrement à l'état de choses d'aujourd'hui duquel la représentation professionnelle désire se passer.

Enfin, la représentation professionnelle, une fois réalisée, ne restera pas toujours une institution d'organisation politique où le seul économique va compter. Plus fort le politique s'imposera même au sein d'une chambre professionnelle. Les discussions et les votes seront plutôt politiques. Les élections, en conséquence, se feront politiquement et non « techniquement », professionnellement. Les syndicats ou les groupements intermédiaires des professions similaires seront le centre de luttes politiques électorales. Le caractère économique et professionnel disparaîtra. Les partis politiques s'attaqueront à la conquête des syndicats ou des groupements intermédiaires comme aujourd'hui ils s'efforcent de célébrer leurs victoires dans les municipalités ou dans les conseils généraux ou d'arrondissement. L'activité de la chambre économique sera politique et le parlement professionnel fera de la politique tout court. M. Mazel constate du reste que dans le C.N.E. Français sont représentées la C.G.T. et la C.T.I., « institutions plus politiques qu'économiques » (1) ce qui est de toute évidence qu'elles feront de la politique au lieu de s'occuper de l'économique, du matériel, du professionnel, du technique. Evidemment, et ici aussi, la contradiction est trop certaine entre les désirs des professionalistes et la réalité qui est bien cruelle et parfois impitoyable aux prières des crédules.

(1) Mazel : Conseil National Economique. — V. Vraie et fausse représentation nationale.

De telle sorte contradictoire, la représentation professionnelle n'en est pas moins dangereuse en raison de ses conséquences et des résultats auxquels elle aboutit logiquement. Ces inconvénients et ces vices constitutifs sont les meilleures preuves de tout le dommage que la société et ses membres éprouveront à cause de sa résurrection.

La représentation professionnelle est socialement inutile, parce qu'elle esquisse un régime de non-compétences. Venue pour remédier aux lacunes du parlementarisme actuelle, elle devait substituer les compétences aux non-compétences. Les députés éclairés par leurs connaissances techniques devaient dorénavant occuper les sièges du Parlement que les représentants du peuple d'aujourd'hui, hommes à tout faire et à ne rien connaître à fond, détiennent. Ainsi seulement pense Faguet et les nombreux professionalistes, les sociétés politiques seront exemptes de l'incompétence sciemment organisée par le parlementarisme actuel. Mais en affirmant cela, ne sont-ils pas dans l'erreur? La chambre syndicale ne sera-t-elle pas plutôt l'organisation des compétences particulières et non des véritables connaissances sociales, nécessaires et utiles au bon fonctionnement des affaires publiques? N'est-il pas très clair que les compétences trop spécialisées dans leur domaine, ne sont pas des compétences tant désirées, et qu'elles sont de vraies non-compétences. Qu'est-ce qu'un imprimeur, le plus apte parmi ses pairs, trop spécialisé dans ses occupations quotidiennes, peut connaître à la construction des sous-marins et des avions. Le Conseil National Economique en France s'est occupé de la question du logement, question incontestablement sociale, mais aussi technique par excellence. Qu'est-ce qu'un professeur d'enseignement secondaire, représentant les siens, a pu apporter d'utile au point de vue technique pour bien résoudre le problème des habitations à bon marché. Et cela surtout là où les compétences seules doivent compter! Sûrement pas grand'chose. Et dans une chambre investie des pouvoirs publics, la présence des professionnels serait d'autant plus dommageable à la solution meilleure des problèmes en question que bien qu'étant en principe fort compétents dans les préoccupations professionnelles, ils seraient incontestablement impuissants à avoir même des connaissances moyennes que les députés d'aujourd'hui possèdent. De telle sorte qu'en

raison de l'introduction au Parlement des compétences, on aura pratiquement un vrai système de non-compétences réelles. Devant le dilemme: ou avoir comme gouvernants les demi-compétences, les députés d'aujourd'hui, qui par leurs connaissances moyennes techniques, arrivent à dégager plus ou moins bien l'intérêt général, ou admettre comme dirigeants des compétences trop spécialisées dans leurs professions respectives qui, pratiquement, seront des non-compétences, incontestablement aucune hésitation n'est guère possible. Il faut chercher le moindre mal. Et sans aucun doute, on ne le trouvera pas dans la chambre des compétences particulières.

La représentation professionnelle est aussi dangereuse. Elle peut porter de grands préjudices, car elle conduit aux coalitions des intérêts particuliers contre l'intérêt général et elle les implique. Souverains, sans avoir au-dessus d'eux des représentants de l'intérêt général, les députés, pour les dompter et les amener à celui-ci, les intérêts particuliers auront à décider de l'intérêt général. Mais leurs décisions consacrant et traduisant l'intérêt général et ayant sa force seront-elles en réalité les vraies dispositions de celui-ci. Certainement non, dans beaucoup de cas, car les intérêts particuliers sont dans une large mesure, par leur propre nature, orientés contre l'intérêt général. Que les intérêts particuliers trouvent leurs pleine expression dans l'intérêt général, c'est bien possible. Mais que leur satisfaction démesurée se produira s'ils se coalisent contre l'intérêt général, là où ils sont les seuls maîtres de sa détermination, c'est encore plus évident. Et l'intérêt particulier ne s'oppose pas à cette satisfaction démesurée de ces intérêts. M. Jouhaux, le porte-parole de la C.G.T. qui réclama dans son programme minimum de 1919 le remplacement du gouvernement des personnes par celui des choses, avoue expressément le danger des coalitions particulières contre l'intérêt général, toutefois, en militant pour une représentation exclusive de l'économique.

L'institution de la représentation professionnelle sera également préjudiciable au syndicalisme. Représentant les syndicats et les groupements professionnels, force gouvernante

(1) Cazals : Syndicalisme ouvrier et évolution sociale, p. 87.

souveraine, elle ne pourra pas tenir dans ses mains le syndicalisme et les autres organisations corporatives. Et cela il nous semble, est et doit être la condition de leur existence et de leur bon fonctionnement, étant donné le caractère particulariste des groupements syndicaux. Ne pouvant être juge et partie, les syndicats et les groupements professionnels sortiront du domaine qui doit être le leur, portés par le désir de satisfaire leurs ambitions égoïstes. Le suffrage universel n'ayant pas la possibilité de les maîtriser, les syndicats dépassant leurs limites, cesseront d'être des organisations sociales utiles. Et par suite de cette impuissance de la représentation professionnelle à retenir les syndicats dans les cadres de l'intérêt général (l'intérêt général correspond à la solidarité sociale, doit la maintenir et tend à la renforcer), la société tout entière et aussi les syndicats en particulier éprouveront des dommages certains.

La représentation professionnelle est ensuite inacceptable parce qu'elle sera l'autorisation, la consécration officielle de la lutte des différents intérêts entre eux. Par suite de leurs intérêts égoïstes, certaines classes professionnelles se coaliseront contre certaines autres et la chambre économique ou technique sera le théâtre de leurs luttes quotidiennes. Il y aurait opposition d'intérêts entre le producteur et le consommateur, le payan et l'ouvrier, l'industriel et le financier, le grand magasin et le petit commerce, les concessionnaires et les usagers des services publics. Chacun tâcherait de faire prévaloir ses intérêts au détriment de ceux des autres, en se coalisant ou non avec d'autres, selon sa force respective. La solidarité sociale existe, elle s'impose. Mais les intérêts particuliers peuvent, par leurs ambitions égoïstes, porter atteinte à celles-ci dans la mesure et dans l'étendue de leurs infractions à l'intérêt général, bien qu'il subisse certainement son contre-coup. C'est de telle sorte que l'intérêt général, la solidarité sociale seraient compromis. Et l'unité morale de la nation aussi. Il n'y aurait plus de Parlement qui, en recherchant ce qui est l'intérêt général, concilierait par là, grâce à ses décisions, les intérêts particuliers et dominerait les ambitions particulières. En reconnaissance publique de leur lutte serait un fait et le cadeau généreux des professionnalistes à la collectivité et aux particuliers.

La représentation professionnelle n'est pas non plus soutenable à cause de l'éloignement des intelligences proprement dites de la conduite des affaires publiques. Dès que la représentation sera organisée par catégories professionnelles, les intellectuels n'auront aucune possibilité d'être représentés, sinon dans la mesure que leur nombre leur donne. Interdire d'avance aux intelligences l'accès du Parlement n'est-ce pas, en réalité, sciemment préparer la mort des intelligences, ainsi que le prévoit M. Joseph Barthelemy.

Enfin, il est impossible de défendre la représentation professionnelle par suite du vote cumulatif qu'elle comporte. La division du travail ne détermine pas à une personne humaine une seule préoccupation sociale. L'homme peut exercer et exerce presque toujours plusieurs activités sociales. D'où il a le droit à se faire représenter dans tous les groupements dont il fait partie. Les représentations professionnelles qui mettent en avant le professionnel doivent en tenir compte et assurer la représentation du tout dans l'homme, sinon elles n'auront pas de sens. Duguit, en tant que professionnaliste, est dans le vrai, quand il préconise le vote à plusieurs reprises. La représentation de l'économique par les groupements intermédiaires ou par l'intérêt principal nous semble illogique avec son fondement et ses buts. En principe, le vote cumulatif seul, correspond aux besoins de la représentation professionnelle. Mais lui seul comporte aussi des défauts. Comme M. Antonelli l'a montré, il présente une grande difficulté pratique d'organisation. Ensuite, il favorise les riches contre les pauvres, qui, grâce à leur fortune, peuvent s'attacher à plusieurs groupements. Impossible pour cette raison, dangereux socialement, bien qu'il soit le seul adéquat à la représentation professionnelle, et à son organisation, le vote cumulatif est encore un des vices fondamentaux de celle-ci, ce qui montre bien quelles seront les conséquences désastreuses de son introduction dans la vie publique.

3) Scientifiquement indéfendable et pratiquement impossible en raison de l'inexactitude de son fond et par suite de ses contradictions, de ses vices et de ses conséquences, la représentation professionnelle est ensuite inacceptable à cause des dif-

ficultés propres à son organisation technique. L'organisation pratique de la représentation professionnelle n'est nullement facile. Comment organiser sa composition, son fonctionnement, l'étendue, donc les limites de son action, c'est le grand problème de la représentation professionnelle qui pèse lourdement sur tous les professionnalistes.

D'abord, quel critérium faut-il prendre pour classer les professions entre elles ? De combien de représentants professionnels composer la chambre nouvelle ? Enfin de quelle façon répartir les sièges entre les professions ? Quelle proportion adopter entre les diverses catégories, c'est-à-dire pratiquement comment organiser la délimitation des circonscriptions électorales et du collège électoral. Voilà les premières questions de l'organisation professionnelle qui sollicitent une solution. Faut-il donner la prépondérance au capital ou au travail, où à la science, ou au contraire, n'est-il pas plus nécessaire de fixer les rapports entre l'industrie et le commerce, les transports et l'agriculture par le sacrifice ou l'avantage d'une branche professionnelle à l'autre. Egalement faut-il admettre un seul député professionnel par profession ou groupement professionnel intermédiaire ou au contraire, plusieurs représentants par organisations professionnelles, suivant leur importance respective, c'est-à-dire introduire la représentation proportionnelle dans la représentation professionnelle. Résoudre cela, il le faut, mais comment ? Est-ce se placer au point de vue psychologique ou purement économique, ou adopter un critérium organico-sociologique, ou se laisser guider par des considérations politico-sociales ou même, comme l'a fait M. Charles Benoist, permettre au nombre, donc aux statistiques, de trancher la question. Il est évident que cette répartition des sièges au Parlement professionnel, donc éventuellement son fonctionnement, différeront suivant le critérium que l'on adopte. L'image de la chambre professionnelle sera tout à fait autre, si les sièges étaient déterminés en considération de l'histoire ou de la raison, de la justice ou de la science, des besoins matériels des hommes, de la collectivité ou des intérêts des partis politiques et des raisons pratico-sociologiques des publicistes. Se placer à un point de vue et non à l'autre, c'est certainement se refuser

d'avance d'arriver aux mêmes résultats quant au fonctionnement de la représentation professionnelle. Et ensuite, si on se décide pour le nombre, n'est-ce pas faire de la chambre syndicale une répétition de la chambre proprement politique. Si, au contraire, on cherche dans les valeurs morales économiques ou sociales de la profession la base de la répartition des sièges, n'est-ce pas en somme laisser le champ libre à l'arbitraire le plus complet ? Jamais, tout le monde ne sera content. Si une catégorie est représentée et l'autre ne l'est pas, le favoritisme fleurira. Et pourtant, s'il faut représenter toutes les professions comme le veut Duguit, la chambre syndicale pourrait-elle pratiquement accomplir sa tâche ? Une chambre ne peut, en aucun cas pour faire un travail utile, avoir plus de huit cents membres et les professions que la division du travail détermine, se chiffrent par milliers. Même s'il n'y a qu'un seul élu par profession, la chambre professionnelle sera inapte à quoi que ce soit. M. Charles Benoist a bien vu cela et en conséquence, a proposé ses grands groupements intermédiaires d'intérêts sans vouloir s'apercevoir qu'une lutte quotidienne s'engagera entre les professionnalistes qui le composent pour assurer le succès d'un des leurs. Dons, encore une difficulté nouvelle. Et que dire de la confection de la liste électorale, de la fixation des conditions de l'électorat et de l'éligibilité pour les élections professionnelles, du fonctionnement même du scrutin, c'est-à-dire ou adopter le vote secret ou le vote public, le système de liste ou le système uninominal, aussi bien que du problème primordial de la représentation professionnelle au point de vue pratique : faut-il représenter les groupements professionnels ou seulement les professionnels en dehors de leurs organisations professionnelles, donc les compter par tête. Tout cela ne montre-t-il pas quels sont les obstacles sérieux à sa réalisation pratique ?

Et comment passer sous silence les difficultés immenses que la représentation professionnelle éprouvera dans son fonctionnement. D'abord, dans cette chambre syndicale, comment les décisions vont-elles être prises. Serait-ce le vote, et ensuite est-ce qu'il s'opérera par tête ou par groupes. La majorité ou l'unanimité ? Le mandat impératif est-il possible ou non ? Si oui,

faut-il l'appliquer intégralement et par rapport à toutes les professions. Ensuite, quelles seront les limites des pouvoirs et l'étendue d'une chambre professionnelle ? Cela est surtout d'une importance particulière là où les publicistes conçoivent cette chambre professionnelle comme le corollaire d'une représentation proprement politique. Enfin, en raison de son caractère spécial, cette chambre ne doit-elle pas avoir une compétence particulière ? Voilà des milliers de questions qui s'imposent à l'attention des professionnels qui s'efforcent de les résoudre, mais presque jamais ils ne le peuvent. Ces questions restent ordinairement non résolues ni bien résolues. Si ce n'est de l'arbitraire, c'est la répétition de ce que l'on combat, si ce n'est la répétition, c'est incontestablement de l'arbitraire. Donc, partout aucune solution, ce qui fait bien ressortir et montre de manière bien évidente la difficulté technique de l'organisation pratique de la représentation des professions.

4) La représentation professionnelle est également indéfendable, parce que partout où elle a été réalisée, les résultats étaient négatifs. L'histoire, juge impitoyable de tous les temps et de tous les systèmes d'organisation politique a apporté dans ses pages et dorées et ensanglantées, des preuves irréfutables contre la représentation professionnelle. En se reportant à l'histoire, en cherchant en elle, comme le propose M. Paul Boncour « les destinées du présent et les probabilités de l'avenir », on ne constate qu'une seule vérité : la représentation professionnelle a partout sous toutes ses formes, enregistré uniquement des échecs retentissants et complets. Les représentations des intérêts du type médiéval ont disparu (1). Là où comme souvenir historique elle subsiste, son influence ne se sent pratiquement pas et son existence ne se voit pas. Le conseil économique provisoire du Reich a été remanié en 1927. A cette époque, son rôle a été déjà bien effacé. Le conseil national économique français n'a pas non plus justifié les espoirs de ses promoteurs. Au lieu de frayer la voie vers sa reconnaissance constitutionnelle, le C. N. E. (1) par son activité, s'est orienté

(1) Même M. Charles Benoist avoue dans sa crise de l'Etat moderne à la page 212, que l'expérience a mal réussi en Autriche.

dans le sens opposé, en devenant de plus en plus uniquement un organe d'études et de documentation. Du reste, les nombreux professionalistes sont mécontents de sa composition et de son fonctionnement, surtout M. Mazel et MM. Lataud et Poudreux (1). En Yougoslavie et en Pologne, la représentation professionnelle n'a jamais été réalisée, bien que les constitutions de ces deux pays l'aient prévue. Le fascisme subsiste. Son organisation corporative aussi. Mais c'est plutôt une façade. Le parti fasciste, et il capo del governo, Mussolini sont les seuls maîtres souverains. L'économique n'est pas la chose de la politique. C'est le même cas en Russie. Le parti communiste et son secrétariat général avec la police politique tiennent les rênes du pouvoir. Tout dépend du parti et de ses congrès, l'économique aussi. Même la constitution de ce pays où l'économique doit être tout, reconnaît ouvertement la priorité de certaines castes et classes sociales, fondements de fer du régime politique communiste. Aucun doute en conséquence n'est possible. Le riverisme enfin, en tant qu'une tentative d'organisation corporative, n'a pas abouti. Donc, partout des échecs et rien que des échecs. C'étaient des désirs qui sont restés même aujourd'hui des rêves. Cela ne pouvait pas se passer autrement, étant donné le fondement, les conséquences, les contradictions et les difficultés techniques de l'organisation d'une représentation professionnelle.

5) La représentation professionnelle n'a enfin aucune raison d'être ni théoriquement, ni pratiquement, parce qu'elle est une répétition inutile, étant donné que le suffrage universel réalise aujourd'hui ce que cette représentation veut faire et ce qu'elle n'arrive pas en réalité à faire.

Les révolutionnaires ont investi le peuple de la souveraineté. Au lieu du roi, c'est le peuple qui est souverain. Mais bien qu'uniquement souverain, le peuple tout entier ne peut matériellement pas exercer cette souveraineté. Les représentants sont nécessaires. L'élection et le suffrage sont les procédés techniques de la désignation des représentants du peuple, qui

(1) Mazel : Le Conseil National Economique; Vraie et fausse représentation professionnelle ; Lataud et Poudreux : la représentation professionnelle.

seuls doivent exercer cette souveraineté. Depuis 1848, le suffrage est universel. Tous les majeurs en tant que membres de la collectivité sont investis du pouvoir de participer à la désignation des représentants du pluple, nouveaux souverains incontestables. Et cela se fait partout où la démocratie fleurit.

Mais pourquoi cette substitution ? N'a-t-elle pas un autre sens, une certaine portée autre que le procédé matériel de la désignation d'une personne ou d'une autre comme représentant du peuple ? Sûrement oui. Le suffrage universel a son revers de la médaille. Il va en réalité déterminer le sens, la portée de la souveraineté nationale aussi bien que la façon dont elle doit être exercée. C'est en votant pour un programme ou un autre, pour une personne ou pour une autre, que les électeurs déterminent comment il faut concevoir et de quelle manière il faut exercer cette souveraineté nationale. La souveraineté n'est pas une abstraction. Elle est peut-être une fiction, mais elle suppose, comporte et englobe en soi une réalité. Bien que concept, elle est une réalité, parce qu'elle est reflet et fonction nécessaire d'une réalité, qui n'est autre que le besoin des hommes d'avoir un gouvernement. Dès que les êtres humains vivent les uns à côté des autres, des rapports entre eux s'établissent. La communauté est formée (1). Son organisation s'impose. Sans elle, sans des forces gouvernantes, une collectivité ne peut pas exister. D'où ce besoin indispensable que la collectivité possède des gouvernants, c'est-à-dire son organisation n'est pas seulement une nécessité, mais encore une réalité.

Ainsi une nécessité, ensuite une réalité, la souveraineté, organisation de la vie collective, sa partie constitutive et sa conséquence, n'en est pas moins pratiquement dans la plupart des cas en réalité l'opinion de la majorité des votants. Les électeurs en votant déclarent dans quel sens ils conçoivent la souveraineté et comment ils veulent qu'elle soit exercée. Un programme sur lequel les suffrages se sont portés contient en soi le sens et l'étendue de cette souveraineté, l'indication des pou-

(1) Notre époque se caractérise comme Duguit l'a bien montré par les communautés nationales. L'organisation politique se rencontre dans la nation, bien qu'il y ait des tentatives d'élargissement des cadres nationaux et de conjonction des communautés nationales dans une communauté universelle.

voirs et du contenu de l'action des gouvernants, mieux encore, la détermination de la vie collective sous toutes ses faces.

Nécessaire et réelle, la souveraineté depuis la révolution en dernier lieu, est déterminée par tous les hommes. Par les hommes considérés d'une façon abstraite ajoutent les professionalistes. Les professionalistes ne nient ni le fait, ni la nécessité d'existence des gouvernants. Mais ils s'opposent à ce que l'homme en tant qu'homme, soit pris en considération. Le tout dans l'homme n'est pas représenté. Les révolutionnaires ont eu tort de faire représenter l'homme abstrait. Cela ne correspond pas aux exigences de la vie dont la souveraineté est la base et le reflet. A la place de l'homme abstrait, il a fallu faire représenter l'homme concret. A la conception et à la détermination abstraite de la souveraineté, il faut substituer une souveraineté concrète, où le matériel ne serait pas négligé.

Est-ce vrai ? Les révolutionnaires, en reconnaissant aux individus abstraits le droit de déterminer la souveraineté n'ont-ils pas fait cela par le jeu d'un pur hasard, parce qu'il a fallu à tout prix mettre quelqu'un à la place du roi et substituer quelque chose au système monarchique d'organisation politique. Non, mille fois non. La société qui, dans une large partie, suppose le concret et le matériel subsiste, s'ensuit, continue, malgré que l'homme s'est représenté d'une façon « abstraite ». Comment expliquer cela, sinon que l'homme en somme, n'est pas abstraitement représenté et que dans cet abstrait il y a du concret.

Et les révolutionnaires l'ont su. Pour eux, le suffrage universel n'organise pas « abstraitement » la souveraineté, mais bien au contraire très concrètement, de la façon la plus concrète qui puisse exister. L'individualité de l'homme ne se caractérise pas seulement par les différents organes physiques qui le constituent. Sa personnalité suppose et englobe également une multitude de facteurs sociaux et d'éléments de toutes sortes qui aussi forment et pleinement déterminent son individualité propre. Ce sont des intérêts matériels et des considérations d'ordre territorial, social, familial, moral, religieux, culturel, artistique, esthétique, scientifique, national, politique en général, qui pour la plus grande part caractérisent une indi-

vidualité. L'homme seul est un être conscient. Lui seul est juge de son individualité, ce qui veut dire que lui uniquement, peut et doit déterminer le rapport nécessaire entre les éléments constitutifs de sa personnalité en vue de trouver son plus grand intérêt en attribuant la priorité à tel ou tel de son élément constitutif. Quelquefois ce serait l'élément matériel, quelquefois l'élément moral, quelquefois même artistique, qui tiendrait la première place dans la hiérarchie des valeurs de ses componentes, qu'il va souverainement déterminer. Obligé d'agir ainsi, c'est quotidiennement par ces décisions individuelles que l'homme va contribuer à la formation de son individualité. Mais l'homme n'est pas seul. Il vit à côté des autres êtres vivants. D'où ces décisions individuelles auront une répercussion certaine au point de vue social. En fixant sa position individuelle, l'homme, pour une large part, détermine la vie sociale. L'homme est également un être social. C'est pourquoi il doit déterminer sa position en tant qu'individualité envers la collectivité et les rapports de la collectivité envers lui ; outre cela, il est obligé, en tant que seul être conscient sur la terre, d'organiser cette société, c'est-à-dire de fixer le contenu et le sens de la souveraineté, en désignant les gouvernants. Cela dans les démocraties se fait par le vote. Le vote est le moyen de la détermination des rapports entre la collectivité et les individus, aussi bien que l'instrument de l'organisation sociale. Et cette détermination n'est pas abstraite, au contraire, tout ce qu'il y a de plus concret. En votant, l'homme souverainement détermine auquel de ses différents éléments qui forment son individualité et qui, en même temps, sont des éléments de la vie collective, il va donner la priorité et quelle importance il va attribuer dans leur ordre respectif à tous ses éléments. Par le suffrage qu'un homme donne à un programme ou à un candidat, il met en avant un de ses éléments de la vie collective et arrive à opérer une certaine hiérarchie entre eux, laquelle n'existe pas nécessairement dans le cas où il juge tous ces éléments d'égale valeur. Quelquefois ce vote donne la prépondérance à l'élément moral, quelquefois à l'élément économique ou même aux considérations d'ordre religieux, territorial, national. Donc, par ce suffrage et par cette hiérarchie

entre les valeurs respectives des éléments en question, l'homme à un moment donné, pratiquement détermine la vie collective et la portée de la souveraineté nationale, comme par ses décisions individuelles, il détermine la position de son individualité propre en opérant la hiérarchie entre les éléments constitutifs de sa personnalité. Et c'est de cette façon et grâce à cette possibilité de représenter tous les éléments sociaux dans la mesure de ses préférences que le système individualiste n'est pratiquement nullement abstrait. L'économique a la chance d'être représenté et d'être considéré comme la base de la vie sociale aussi bien que le social, le scientifique, le religieux, sous la seule condition que la majorité des membres de la société le juge utile et nécessaire. Ainsi tout dans l'homme est représenté et cette représentation assurée d'après sa seule volonté ! L'économique peut être porté en avant. Rien ne s'oppose à ce que les suffrages se portent sur les programmes qui réclament la priorité de l'économique. Donc, le système individualiste révolutionnaire que les professionnels qualifient d'abstrait assure lui-même la possibilité totale de la représentation intégrale de l'économique. C'est du reste le seul système qui permette la représentation du tout dans l'homme. La représentation professionnelle ne représente qu'un seul élément, l'élément économique. Créer un organe nouveau pour la représentation d'un seul élément, c'est en réalité faire une répétition inutile, laquelle est d'autant plus nuisible qu'elle comporte tous les dangers possibles, étant donné ses vices, ses contradictions, ses conséquences.

II. — 6) Ne pouvant ainsi partager en principe la théorie duguiste de la représentation professionnelle, étant donné tous ses défauts et inconvénients pratiques en tant que moyen utile et nécessaire de l'organisation politique, nous ne l'admettons pas non plus dans certaines de ses conclusions et démonstrations particulières le jugeant inexact et illogique sur ces points, donc même inacceptable dans son domaine propre. Il nous semble que bien qu'ingénieusement construite, la doctrine de Duguit sur la représentation professionnelle, exposée à la lumière des faits d'aujourd'hui et d'hier, donc de l'histoire, aussi bien que de la raison et des objectifs propres de la représenta-

tion professionnelle — a incontestablement failli sur quelques-unes de ses affirmations importantes aux espoirs légitimes que l'on pouvait attendre du talent si remarquable du doyen de Bordeaux.

D'abord, le mouvement syndical de nos jours, pris en considération sous toutes ses faces, n'a nullement proclamé qu'il se constitue pour servir de base à l'organisation politique du professionnel sous la forme de représentation professionnelle. Au contraire, nombreux sont les autres motifs, comme nous l'avons déjà vu, qui ont poussé les professionnels à leur syndicalisation : entre autres la lutte des classes, le phénomène religieux, les exagérations du syndicalisme rouge, la défense des intérêts professionnels ou des positions sociales acquises. Les syndicats agricoles et le syndicalisme chrétien ont envisagé la représentation syndicale. Mais elle est de type consultatif et prévue pour les organes décentralisés de la puissance publique, ce qui est le contraire de la pensée de Duguit. Le syndicalisme révolutionnaire a prévu à peine en 1919 et en 1920, la substitution du gouvernement des choses à celui des personnes, comme l'aboutissement logique de la doctrine de la lutte des classes, par suite de l'interprétation de celle-ci que Jouhaux et la droite réformatrice de la C. G. T. en ont faite. Comme ce n'était ni avant le Congrès de Lyon, ni après, l'action en faveur de la prise totale des pouvoirs par l'économique ne se fait pas sentir. Le syndicalisme ne réclame pas la représentation professionnelle et ne se considère pas comme sa base légitime. Duguit, positiviste, a dû s'en apercevoir.

Secondo, Duguit n'a pu demander en aucun cas l'intégration des syndicats dans l'Etat et leur incorporation dans le mécanisme constitutionnel; étant donné la base exclusivement professionnelle et corporative qu'il attribue à son syndicalisme. Corporatif, le syndicalisme professionnel ne doit nullement être antiétatiste. Etant un des éléments de la force étatique parce que l'organe de l'activité professionnelle, il sera l'élément constitutif de l'Etat sous une seule condition : qu'il soit et qu'il reste exclusivement corporatif et professionnel. D'où Duguit n'a aucunement dû chercher dans la parlementarisation du syndicalisme un remède au détournement du syndi-

calisme actuel de sa véritable voie, ni un moyen pratique d'empêcher la constitution par les syndicats d'un Etat dans l'Etat. Au lieu de lutter contre la déformation du syndicalisme actuel dans ses objectifs et dans ses moyens d'action par la parlementarisation du mouvement syndical, il nous semble plus conforme à l'esprit propre du syndicalisme d'entreprendre une action en faveur de sa professionnalisation qui seule va l'amener à son véritable rôle : la profession et sa prospérité.

Troisièmement, Duguit a eu grand tort de lier le syndicalisme à la représentation professionnelle. Le syndicalisme nettement professionnel et la représentation professionnelle s'excluent. Ils sont incompatibles, d'abord parce que le syndicalisme pour être tel en vérité doit rester en tout cas sous la dépendance directe de la force étatique. L'Etat, l'intérêt général peut assagir le syndicalisme en l'amenant à son devoir propre : la profession. Les syndicats organisés et représentés dans une chambre syndicale seront l'Etat, contribueront à sa puissance publique dont l'objet propre est de le rechercher et de les syndicats-organisations intermédiaires entre l'Etat et les individus. Et les syndicats de telle sorte seront juge et partie, ce qui est de toute évidence impossible. Cela est d'autant plus inadmissible que les syndicats dans leur fond sont des groupements où prédomine l'intérêt particulariste de la profession. Duguit, conscient de tout cela, demande pourtant que ces syndicats, organisations à tendances particularistes forment la représentation professionnelle, qui, pour être utile, doit formuler l'intérêt général. Les syndicats sont des organes de défense des intérêts des professionnels et de leur action mis exclusivement au service de leurs intérêts particuliers. N'ayant pas le sens de l'intérêt général, ces syndicats ne peuvent s'ériger en représentation professionnelle qui justement doit le déterminer, étant donné que par elle ils participeront à la puissance publique dont l'objet propre est de le rechercher et de le consacrer. La contradiction que Duguit s'est permise, est plus que visible. Deuxièmement, Duguit n'a pu aucunement concilier la représentation professionnelle et son syndicalisme, à raison du caractère exclusivement professionnel de celui-ci. Incontestablement, sa représentation professionnelle tôt ou

tard, deviendra politique, non seulement parce que le politique englobe toujours l'économique, mais parce que par suite de la nature et de l'objet de ses préoccupations, la représentation professionnelle deviendra politique. La chambre syndicale de Duguit doit avoir les mêmes pouvoirs que le Sénat actuel français et la chambre des députés. Participant à l'élection du Président de la République, les représentants professionnels statueront en tant que juges souverains sur la responsabilité pénale, civile et politique de l'exécutif, ce qui est évidemment de la plus pure politique ! Et le syndicalisme doit, pour être vraiment tel, se consacrer à sa tâche professionnelle en restant en dehors de toute politique. Duguit, le véritable interprète du syndicalisme professionnel, a dû s'en apercevoir et séparer à jamais son syndicalisme de la représentation professionnelle, forme d'organisation politique, qui, dangereuse et inutile, en principe, laisse beaucoup à désirer.

Quatrièmement, Duguit a prévu à tort l'organisation de la représentation professionnelle à côté et parallèlement à la représentation des individus. Bien que sa théorie soit magistralement construite, à la lumière de la raison et des faits, le système mixte de la représentation professionnelle se montre indéfendable par suite de ses défauts propres qui sont en même temps les vices les plus certains de la représentation professionnelle.

Le syndicalisme et le parlementarisme classiques ne peuvent s'accoupler par immixtion du premier dans le second. De sources différentes avec des objectifs différents, le syndicalisme et la représentation professionnelle ne doivent pas célébrer leur union. Base de résistance à la Tyrannie des monarques omnipotents, puis système ingénieux d'organisation politique, qui seul correspond aux besoins de la collectivité et des particuliers, le parlementarisme classique, en cherchant le sens de l'intérêt général, n'a rien de commun avec les syndicats, groupements particularistes par excellence, qui ne défendent que les intérêts propres de leurs membres. Affirmer le contraire, c'est aller contre toute évidence (1).

(1) Voir l'article de M. Fourgeaud dans le *Syndicalisme moderne*, éd. de la Faculté de droit de Toulouse.

Le système mixte également, suppose les deux chambres. L'une sera professionnelle, l'autre élue au suffrage universel. De mêmes pouvoirs, elles ne peuvent rester éternellement dans une pareille attitude. La lutte s'engagera entre elles pour la prédominance de l'une sur l'autre. Et ce conflit de tous les jours; étant donné les origines différentes des deux chambres, n'apportera sûrement rien d'utile à la collectivité, à la destinée de laquelle le système mixte doit présider.

Le système mixte des deux représentations différentes juxtaposées n'est pas possible non plus en raison du fondement que Duguït donne à sa représentation professionnelle. Le syndicalisme met en honneur l'économique. La représentation professionnelle doit le consacrer, parce qu'il représente une valeur indépendante du politique; mieux encore sa valeur propre, étrangère au reste des éléments qui constituent le politique. Mais n'est-il pas illogique d'affirmer cela comme nous l'avons vu et de représenter en même temps le politique? Nier le politique en tant que synthèse de tout et admettre sa représentation n'est aucunement logique. Jouhaux, Prudhon sont seuls dans le vrai quand ils demandent la représentation professionnelle exclusive où le gouvernement des choses remplacera celui des personnes.

Le système mixte est ensuite indéfendable parce qu'il est en réalité l'organisation du bicaméralisme sous une nouvelle forme. Tous les vices du système bicaméral en général sont aussi les défauts du système mixte duguïste. D'origine aristocratique et antidémocratique, étant donné son mode d'élection, la chambre haute est ainsi incompatible avec notre époque de souveraineté unique de l'individu. La seconde chambre est partout inutile. La chambre basse, par suite de sa plus grande force réelle, la supplée en toute circonstance. Le Sénat est également nuisible; bien que suppléé par la chambre populaire, parce qu'il présente une barrière au progrès démocratique, en tant qu'institution de résistance aux décisions du peuple, seule source de la volonté. Enfin le Sénat et la Chambre coexistant, ne peuvent donner des résultats utiles, car, comme l'a dit Franklin, « un corps législatif divisé en deux branches, est une charrette tirée par un cheval devant et par un cheval derrière, en

sens opposé (1) ». En conséquence, la vraie force du Parlement n'existera pas, la chambre basse fera de la démagogie, les lois ne seront pas votées à temps et toute une série d'inconvénients du bicaméralisme apparaîtra.

Le système mixte de Duguit est enfin inacceptable parce que Duguit s'est trompé par sa généralisation de l'institution du Sénat. M. Dendias a bien montré que le Sénat n'est pas une institution que l'on rencontre dans tous les pays et que l'affirmation de Duguit (2), à savoir que la nécessité d'une institution est en raison de sa généralité n'est nullement exacte. L'auteur de la remarquable thèse sur *le problème de la chambre haute et la représentation des intérêts*, M. Dendias, textes en main, prouve que ni la Norvège, ni les pays du Proche-Orient, ni ceux de l'Amérique latine et de l'Amérique centrale, ni le Canada, ni les Länder allemands ne connaissent aujourd'hui le système des deux chambres (3). Là où le Sénat existe, affirme M. Dendias, on le conserve comme un souvenir du passé, mais avec des pouvoirs bien effacés, ce qui est en réalité comme s'il n'existait pas. D'où Duguit n'a nullement pu apporter comme preuve en faveur du système mixte l'affirmation que le système des deux chambres est général et par là nécessaire.

Cinquièmement, Duguit a affirmé, contrairement à ce qui est, que la représentation professionnelle est comparable, avec la théorie de la souveraineté nationale. Désirant interpréter le principe de la souveraineté selon les besoins du jour et l'adapter aux nécessités présentes, Duguit crée une théorie de la souveraineté organique en l'inféodant à la théorie de la souveraineté nationale. Bien qu'il nie la souveraineté nationale, il plaide pour la souveraineté organique. Déductive et intellectualiste, son interprétation, bien qu'abstraite, prétend englober des réalités et se fonder sur elles. Par là, et pour cette raison, elle est subjective. Duguit considère que la souveraineté nationale n'est que la volonté de la nation qui est distincte des autres volontés et supérieure à elles. Générale, cette volonté doit assurer la

(1) Cité par Dendias dans la thèse sur le problème de la chambre haute.

(2) Duguit, *Traité* t. 2, p. 704.

(3) Dendias, *op. cit.* p. 240 et s.

vie de toute la nation, aussi bien que le maintien dans son sein de tous les éléments constitutifs de la nation. Comme la nation n'est pas composée uniquement des individus, mais aussi des groupes, Duguit constate logiquement que ces groupements doivent être aussi associés à cette souveraineté. Et c'est par là que le doyen de Bordeaux trouve que la souveraineté organique, la nouvelle souveraineté nationale, n'est pas contradictoire avec la représentation professionnelle, laquelle est son dérivé logique et sa conséquence directe. Evidemment, cette façon subjectiviste de concevoir la souveraineté nationale nous semble tout à fait inadmissible. Duguit a eu premièrement tort d'interpréter le principe de la souveraineté nationale d'un seul côté, du côté subjectif. En principe, il est inadmissible qu'une interprétation d'une doctrine se fasse unilatéralement par la prise en considération d'un seul élément. Le côté objectif et le côté subjectif ne sont pas toujours identiques. Duguit, positiviste et objectiviste, l'a très bien montré. Et pourtant, il l'a fait, malgré sa démonstration, que l'objectif et le subjectif ne concordent pas toujours. Deuxièmement, la souveraineté nationale, pour être générale et supérieure, ce qui est sa raison d'être, doit assurer l'intérêt général et primer les intérêts particuliers. Et les syndicats qui doivent constituer la représentation professionnelle, comme nous l'avons vu, favorisent les intérêts particuliers. Comment donc cette représentation professionnelle ainsi composée peut-elle assurer l'intérêt général ? Sûrement aucunement. C'est le caractère même des éléments constitutifs qui condamne sans appel toute liaison du principe de la souveraineté nationale et de la théorie de la représentation professionnelle. M. Charles Benoist, un des pères spirituels de la représentation professionnelle, a pleinement raison quand il affirme l'impossibilité de concilier les deux théories. Troisièmement, la souveraineté nationale, telle qu'elle a été conçue et telle qu'elle doit être, est par sa propre nature une et indivisible. La fractionner serait, comme M. Benoist l'a bien observé, admettre et faire fleurir l'anarchie. La souveraineté, si elle veut l'être, ne doit que rester une et indivisible. Duguit a dû voir dans son interprétation cet illogisme et s'apercevoir que c'est seulement Esmein qui a eu raison en

démontrant et en prétendant que la souveraineté nationale et la représentation professionnelle sont inconciliables pour toujours.

Sixièmement enfin, Duguït a eu grand tort de louer la féodalité. Les faits montrent le contraire de ce qu'il a prétendu. Il n'y avait à cette époque ni de la hiérarchie, ni de la coordination, comme le soutient le doyen Duguït. Au lieu de contempler le côté extérieur de la féodalité, comme l'a fait Duguït, il nous semble que pour « apprécier le régime féodal à sa juste mesure », on « doit aller au fond des choses et opposer à la théorie la réalité des faits (1) ». Ainsi observe de près « l'édifice élevé par la féodalité apparaît mal cimenté et dans un équilibre imparfait (2) ». Avec la féodalité, on n'est pas seulement « au milieu de l'anarchie », mais c'est elle qui donne l'image des plus « tristes réalités (3) ». Les faibles laissés à eux-mêmes, impuissants, cherchent aide et protection auprès des forts. Le pouvoir central n'existe pas : « la souveraineté est morcelée, les pouvoirs publics dispersés ». La féodalité a enlevé au roi au profit des seigneurs le droit de la justice, de l'impôt, de service militaire. Toutes les « mesures de l'intérêt général » sont entre les mains des nouveaux souverains (4). Et de cela les « conséquences les plus fâcheuses » apparaissent. Il n'y a dans le système féodal, ni justice, ni liberté. La guerre est un fait quotidien. La liberté, si elle existe, « n'existe pas pour le plus grand nombre ». Elle est le privilège des nobles qui « en usent surtout pour se battre entre eux (5) ». Les devoirs réciproques dont Duguït parle avec tant de sympathie « sont surtout négatifs et à coup sûr, moins onéreux », car dans cette hiérarchie d'exemple, « les obligations deviennent moins lourdes et moins complexes, à mesure que le feudataire « occupe une place plus haute dans la hiérarchie (6) ». Ni système politique d'entente, ni moyen pratique d'organisation des rapports réciproques, la féodalité en aucun cas n'est un régime politique-

(1) et (2) Lavissee, Histoire de la France, t. II, p. II, p. 12.

(3) Lavissee, opf. cit. t. II p. I, p. 439.

(4) Lavissee, opf. cit. t. II, p. I, p. 434; t. II, p. I, p. 8.

(5) Lavissee, opf. cit. t. II, p. II, pp. 12 et 14.

(6) Lavissee, op. cit., t. II, p. I, pp. 10 et 11.

(6) Lavissee, opf. cit. t. II, p. I, p. 10 et 11.

type du progrès et de la concorde. Au contraire, inutile et dommageable, son retour sera certainement un grand pas en arrière. Duguit, affirmant le contraire, a, en conséquence, commis une grande faute.

Bien que la doctrine duguiste, de la représentation professionnelle contienne des défauts que nous venons de voir, on ne peut pas dire qu'elle ne présente pas certaines qualités, du reste assez notables. Parlementariste, sa représentation professionnelle ne peut être autre si en réalité elle désire inaugurer le règne du matériel et du professionnel. Seulement si elle tient les rênes de tous les pouvoirs, la représentation professionnelle sera digne de ce nom. Duguit, en partageant les pouvoirs, entre le professionnel et le politique, par son système mixte, fait sa représentation professionnelle à moitié parlementariste. D'où pour une moitié et dans son propre domaine, sa théorie sur la représentation professionnelle est soutenable. Syndicaliste, sa chambre professionnelle veut représenter toutes les classes sociales, ce qui est aussi une idée juste en soi. Le favoritisme, prolongement de l'égoïsme, est le point noir de tous les systèmes politiques qui l'admettent et le favorisent. Evolutionniste, sa théorie recueille également toutes les sympathies parce que le progrès peut se réaliser dans le monde uniquement par les étapes. Représentative, démocratique et égalitaire et ainsi scientifique dans son genre, organique et professionnelle, sociologique, politique et pratique, la représentation professionnelle de Duguit pour tout cela, en tant que théorie juridique a une valeur propre et représente une supériorité sur toutes les autres théories de la représentation professionnelle, aussi bien qu'elle est très juste dans son affirmation à savoir que la représentation professionnelle et le Sénat actuel français n'ont rien de commun, étant donné que ce dernier représente exclusivement l'intérêt communal et local.

Et pourtant, la représentation professionnelle est inacceptable. Forcée par les meilleures intelligences humaines, consacrée par les faits et présentée comme remède suprême à tous les maux sociaux et humains, la représentation professionnelle en tant que principe d'organisation politique a légitimement eu le droit de prétendre à l'éternité. Mais son fondement in-

exact, ses contradictions intérieures, ses conséquences désastreuses montrant sa véritable face, la présentent, sous son jour réel, la condamnant à jamais, sans même lui permettre d'espérer le droit de grâce, suprême espoir de tous les condamnés (1).

(1) En étudiant le problème de la représentation professionnelle, nous ne pouvons pas passer sous silence la question des comités d'études économiques qui ne sont pas, par certains côtés, si loin de la représentation professionnelle du type consulaire. A la différence de cette dernière, indépendamment de la puissance publique, ne participant pas à son exercice (ni de veto suspensif, ni d'obligation d'être obligatoirement consultés, ni de la possibilité de proposer par sa propre initiative; mais uniquement l'obligation de répondre quand on est questionné) les organes d'études scientifiques se présentent comme des institutions de documentation et d'étude technique utile pour éclairer grâce à leur compétence particulière, l'opinion publique et les gouvernants sur les questions exigeant des connaissances spéciales. Ces conseils, par leurs rapports et leurs enquêtes, peuvent être extrêmement utiles aux pouvoirs publics et à l'opinion publique. N'ayant pas d'autre force matérielle que celles des arguments scientifiques de leurs rapports, éloignés de tous les défauts de la représentation professionnelle, les comités d'études synthétisant l'opinion publique et les statistiques seront des bureaux centralisateurs de coordination et de synthèse très utiles à notre époque où le travail ordonné et la méthode sont les éléments précieux de toute réussite.

IX. — CONCLUSION

Il est certain que l'homme est tout dans la vie. Sa vie, telle qu'elle se présente, sans lui, n'existerait pas. L'individu est partout. Non seulement abstraitement en tant qu'unité prise en soi et possédant en elle tous les éléments constitutifs de son existence, il centre toutes les attentions, mais aussi en tant que cellule centrale de toute la société, il s'affirme et s'impose. L'homme est dans le groupe, dans la société. Base et but de tout gouvernement, l'homme se rencontre dans toutes sortes de collectivités. Au fond de chaque association, qu'est-ce que l'on trouve ? — L'individu. Qui vit dans la société ? — L'homme. Qu'est-ce que l'on trouve dans cette société ? — Les individus et les groupes. Mais dans ces groupes, en dernière ligne, ce que l'on voit, c'est toujours l'homme. Donc, l'homme et uniquement l'homme. Ensuite, toute l'activité qui se produit dans la société et dans les associations se fait par et pour l'homme. Pour agir, il faut pouvoir. Et qui seul peut pouvoir ? — L'homme. Les initiatives sont individuelles et les facultés individuelles sont seules créatrices de l'activité, donc de la vie. D'où la vie se fait et ses actions s'opèrent par l'homme, mais en même temps dans le but de servir à cet homme et d'avoir pour seul objectif : lui, l'homme. L'activité collective, les associations et la société toute entière n'ont, en conséquence, qu'une seule raison d'être : servir l'homme et lui être utile. L'individu est tout et partout. S'il n'est pas seul en dernier ressort, c'est toujours lui, l'individu. Donc, il est partout. Tout se fait dans la société par et pour les individus. L'homme n'est pas fait pour la société, mais tout ce qu'il y a dans cette société a été

créé par lui. L'habit se fait pour l'homme et non l'homme pour l'habit. Donc, il est tout. Seule force et seul objectif et des vies individuelles et des vies collectives, l'individu s'impose, sa philosophie prime toutes les autres, son apologie se présente comme le seul motif et l'unique fondement de toutes les activités théoriques et pratiques.

Mais cela ne veut pas dire que l'individualisme, et son attribut, la liberté doivent être sans limites, excessifs. Le fétichisme d'une liberté toute négative, parce qu'il s'agit de l'homme et de sa liberté, nous semble profondément inconciliable avec les données de la raison et de l'expérience. L'organisation de cette liberté, c'est-à-dire de l'individualité humaine, qui est tout et partout, s'impose justement aussi bien par suite de sa force qu'en raison du besoin impératif de limiter la liberté (le libéralisme) poussée à outrance, qui, en elle-même, porte le plus grand préjudice incontestablement à l'homme, à la société et à la vraie liberté, attribut nécessaire et utile de l'individualité humaine.

2) L'organisation de l'individualité humaine, de sa liberté et des rapports entre les hommes, c'est-à-dire de la vie sociale, ainsi se présente comme une nécessité vitale sans laquelle ni les individus, ni la collectivité n'existeraient. Faute de cette organisation, ni les vies individuelles, ni les vies collectives ne seraient plus. La liberté complète excluant tout lien et tout rapport entre les hommes est concevable, mais inadmissible et impossible. L'histoire montre bien que depuis que ses ligues s'inscrivent, l'organisation des rapports entre les hommes a eu lieu. De tout temps, l'homme a organisé son individualité par ses décisions individuelles. Il a, dans chaque circonstance, dans une plus ou moins large mesure, également contribué à l'organisation politique de la société. D'où cette organisation sociale qui, quelquefois, devient un système (1), se présente et s'affirme comme la condition de toute vie sociale et par là, des vies individuelles. Elle régularise la vie en la dirigeant et en la canalisant. C'est son objet. Mais, en même temps, elle subit

(1) C'est par suite de sa valeur propre et grâce à l'approbation de ceux qui le subissent qu'une organisation devient un système, c.-à-d. un degré supérieur de cette organisation.

l'influence de cette vie et porte son empreinte. Par là, la vie est son sujet, son Trager, sa raison d'être. Un système n'est possible que s'il correspond à la vie et que s'il est utile à la collectivité et aux associations, voire aux hommes qui les constituent, qui sont certainement tout et que l'on rencontre partout. En tout cas, il doit assurer leurs besoins et réaliser le respect et la protection des intérêts individuels.

Importants parce que condition indispensable de la vie en société, toute organisation politique et chaque système offrent ainsi un double aspect. Ils sont la partie constitutive de la vie aussi bien que son reflet et sa conséquence. Une institution politique doit être en rapport direct avec la vie, sinon il n'y aurait aucune organisation politique.

D'où la valeur propre et sociale des systèmes. Importants, ils sont l'objet d'une science, que certains qualifient d'art et qui s'appelle la politique. Les systèmes, l'organisation de la vie, sont des objets de politique. Ainsi, la vie c'est la politique. Matière et objet de la politique, la vie est aussi sa base et sa méthode. La politique s'occupe et elle est même la vie de la société elle-même. Science de la vie des hommes dans la société et de la vie de la société elle-même, d'un côté la politique est de l'autre un art, parce qu'elle applique cette science à la collectivité et aux individus. Unité de fait et de doctrine, la politique est ainsi et la science et l'art. La politique est la science de la vie des hommes et de la vie des collectivités, parce qu'elle s'efforce d'extraire et de formuler les règles et les méthodes qui leur conviennent le mieux. Elle est en même temps un art, parce qu'elle dirige et conduit les vies individuelles et collectives en leur appliquant ses propres données scientifiques. Une organisation politique ou un système sont de telle sorte les produits de la science et les instruments de son application.

C'est donc parce que la politique est en même temps la science et l'art, l'unité de fait et de doctrine, qu'elle va s'occuper de tout ce qui touche l'homme et caractérise ses rapports avec ses semblables. L'économique, le religieux, le moral, le philosophique, le scientifique, les questions purement politiques seront les objets et la matière de la politique. Et cette

dernière extérieurement observée ne serait ainsi en somme, qu'un recueil des affirmations morales, politiques, économiques. Extérieurement oui, mais réellement non, car ces affirmations sont en même temps les conséquences de la vie et sa partie constructive.

Ainsi l'objet de la politique et la nécessité vitale, le système s'affirme comme condition de la vie sociale et de l'existence humaine. Façonnés par les intelligences humaines, pour la première fois postulés et ensuite déterminés par rapport au premier système (1), les systèmes ne sont ni éternels, ni exclusifs. Un système ne peut demeurer en tant que système déterminé avec un certain contenu comme unique forme de l'organisation politique. Il change en s'accoutumant à la vie et en subissant son influence. D'où le droit constitutionnel dont le rôle principal est de s'occuper au point de vue juridique et technique des systèmes de l'organisation politique, n'est pas non plus une chose « immuable ». Il se modifie d'après les idées et les phénomènes politiques de la vie (2).

3) Nombreux sont les systèmes des organisations humaines que l'histoire a connus. D'abord le gouvernement d'un seul ; c'est la monarchie. Ensuite, c'est le règne d'un groupe ou d'un seul parti, l'oligarchie. Il y a aussi le gouvernement exercé par un ordre privilégié, à raison de ses services rendus ou de sa position sociale acquise, c'est l'aristocratie. Enfin, vient le gouvernement du peuple par lui-même, ce qui est la démocratie.

4) Seule expression de la vie et de la raison, la démocratie est le système d'organisation politique qui réussit le mieux à correspondre à la vie et à résulter d'elle, aussi bien qu'à canaliser et à diriger celle-ci en se profilant sur elle et en lui faisant subir son empreinte. Gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple, la démocratie est une telle organisation politique où le peuple voulant est souverainement le peuple régnant. Tous les pouvoirs dérivent de lui et servent à lui

(1) Ils sont soit les néo-systèmes, soit les systèmes contraires. Dans leur détermination, le milieu, les règles de la solidarité sociale et les données du passé jouent un rôle important.

(2) M. Guetzevitch : Les Constitutions de l'Europe Nouvelle, p. 17.

en s'appliquant à lui. Directe aux premiers temps de son apparition, la démocratie est par la suite de changements des circonstances matérielles (1) devenue représentative. Un système d'organisation politique démocratique à notre époque n'est et ne peut être autre chose qu'un système représentatif, s'incarnant dans un organe de représentation qu'est le Parlement. En conséquence, le Parlementarisme s'identifie à la démocratie, et est sa base et son miroir. Le parlement étant la résultante des suffrages de tous les membres de la collectivité, le vote se présente comme le fondement, l'instrument d'action et l'organisation du parlementarisme et de la démocratie. Impliquant la reconnaissance de l'égalité des droits entre les hommes, étant un des moyens pratiques d'assurer leur liberté la plus complète autant que c'est possible, le vote s'affirme ainsi comme élément constitutif et partie intégrante du parlementarisme et de la démocratie. Une démocratie sans égalité de droit, sans liberté de vote, sans lutte des partis n'est pas une démocratie.

5. — Synthèse de la vie et de la raison, parce qu'elle seule correspond aux besoins des hommes et les satisfait le mieux, apologie de l'homme et par là, image de la vie, étant donné que les hommes dans celle-ci sont tout et partout, la démocratie présente, en tant que système d'organisation politique, une valeur incontestablement supérieure à tous les autres modes d'organisation de la puissance publique. Ses qualités propres sont innombrables. Elle seule assure nettement la pleine expression de la loi vitale de toute société qu'est la loi de réaction. Egalemeut grâce à elle, le tout dans l'homme, tous les éléments constitutifs de sa personnalité sont représentés. C'est par elle que tous les hommes sont invités à participer à la direction de la puissance politique, donc des vies collectives et individuelles. L'intérêt général d'une collectivité, la solidarité sociale et la loi de la division du travail, trouvent ensuite leur complète représentation dans la démocratie. Celle-ci prévoit et conditionne la norme sociale et l'existence du droit

(1) Les collectivités s'étendent : de la cité on arrive à la nation. La population devient plus dense, les communications sont mieux organisées.

et correspond seule à elles. Enfin, la démocratie et le parlementarisme résolvent très régulièrement les questions des partis politiques et des associations, voire de tous les groupements intermédiaires entre l'Etat et les individus.

a) L'homme ne doit pas être prisonnier d'un système. Au contraire. Tous les systèmes, comme nous l'avons vu précédemment, sont faits pour satisfaire les besoins de l'homme et doivent uniquement servir à lui. L'homme, c'est la vie.

Chaque système, s'il veut être tel, est nécessairement obligé de correspondre à cette vie, parce que l'homme est tout et partout. Etant donné pour cela qu'un système est fait pour l'homme et pas du tout l'homme pour un système, ce dernier doit et peut subsister seulement autant qu'il conviendra à cet homme. L'homme, créateur du système et objet de son application, va être le seul juge de son opportunité et de son utilité à son égard. Il est juste aussi bien que logique que celui qui subit le poids d'un système soit l'arbitre souverain de sa valeur. Sans cela, l'homme sera enchaîné, opprimé, terrorisé, ce qui est tout à fait contraire à sa qualité d'homme, à son rôle social primordial, donc à toute la vie sociale. D'où la nécessité impérieuse s'impose à ce que la possibilité d'adoption ou d'approbation d'un système ou de son rejet, soit à tout prix assuré. Tout système tend et en principe doit être la conséquence et le régulateur de la vie, donc son but. Mais tous les systèmes en réalité ne le sont pas toujours. La vie change, les besoins des hommes aussi, et si le système ne s'adapte à ceux-ci, il sera caduc et contraire à son but et à ses objectifs. D'où tous les systèmes ne sont pas les mêmes et en vérité, ne peuvent pas l'être. Ainsi le choix de l'homme, la détermination pour lui d'un mode d'organisation de la puissance publique qu'il veut qu'il le régie, s'impose et s'affirme comme nécessité sociale incontestable. Le premier jour, quand les hommes ont déterminé le système de leur organisation politique, celui-ci a été postulé. Ensuite, les systèmes se sont inscrits, à la suite de leur aîné, et se sont manifestés par rapport à lui, soit comme sa négation, soit comme son affirmation, façonnée d'une autre manière, soit même comme des systèmes intermédiaires où l'on ne voit ni la négation ni l'approbation complète. Donc, toujours, les nouveaux systèmes représenteront une réaction par

rapport aux systèmes précédents. Si cette réaction contre le système antérieur, si ce choix du nouveau système qui va présider aux destinées des hommes, jusqu'à une nouvelle réaction et un nouveau choix ne sont pas assurés, ni les possibilités des manifestations de cette réaction, voire du choix, ne sont pas garanties, la vie collective sera mise en grand désordre, pour ne pas dire détruite complètement, les individus tyrannisés, les libertés publiques abolies et les vrais besoins de l'homme nullement satisfaits.

D'où la possibilité de réaction est la condition sine qua non de toutes les vies collectives et individuelles et la loi de réaction est la loi vitale des individus et des collectivités.

Matériellement, cette réaction revêt deux aspects différents : ou elle se manifeste avec le sang, ou sans le sang. Mettre un pays à feu et à sang, admettre l'anéantissement de l'homme par l'homme, c'est sûrement indigne de l'homme, être réfléchi et conscient seul sur la terre. Ce dernier grâce à son intelligence doit assurer et perpétuer un tel système d'organisation politique, où la réaction se produira légalement sans que le sang soit versé. Autrement, aucune différence n'existera entre lui et l'animal. Et la révolution, malgré cela pourtant, quelquefois se justifie et est même nécessaire. La révolution a sa raison d'être quand elle tend à établir en renversant un système d'oppression où la réaction légale n'est pas possible, un nouveau système où celle-ci normalement pourra se produire. Une fois un pareil système assuré, la réaction par le sang et par le feu n'est ni utile ni justifiable. Mais il se peut que ce système soit détruit et l'oppression donc l'impossibilité d'une réaction légale, de nouveau inaugurée. Là et dans ce cas seulement de nouveau, une révolution peut se justifier, car elle échafaudera une telle organisation où ni la possibilité de la réaction légale dans les cadres de ce système, ni les vies collectives et les vies individuelles ne seront en aucun cas des mots sans fond et vides de signification.

Ainsi, la réaction, loi sociale primordiale étant indispensable aux hommes, la question se pose : quel est le mode d'organisation politique que l'histoire a connu, qui admet et implique cette loi de réaction, c'est-à-dire la possibilité de chan-

gements de systèmes d'organisations politiques. Est-ce la monarchie, l'oligarchie, l'aristocratie, les dictatures de gauche ou de droite l'admettent ? Evidemment non. Leur but, leur credo est : régner éternellement et faire peser sur la collectivité et ses membres le plus longtemps le poids de leur force. Seule, la démocratie, système d'organisation politique où le peuple est l'unique souverain, ne nie et ne s'oppose à la loi de réaction. C'est elle qui même l'applique. Le vote, la face de la démocratie et son revers le permet, l'admet, l'organise. En votant, les membres d'une collectivité se prononcent pour un système d'organisation ou un autre, pour son maintien ou son changement, pour sa défense ou pour la lutte contre lui, en précisant en même temps les grandes lignes du règne qui va venir. D'où le vote est l'instrument de cette loi de réaction, et la seule possibilité légale de sa manifestation aussi bien que la démocratie l'unique système d'organisation de la puissance publique qui l'admet.

Par là, partie constitutive de la vie et condition incontestable de son existence, la démocratie se présente comme le seul système politique compatible avec la vie, qu'elle doit rester dans tous les temps et chez tous les hommes.

Mais n'y a-t-il pas un vice majeur dans notre raisonnement. La démocratie, système qui admet la réaction légale, doit-elle admettre qu'une réaction légale se produise contre elle, tendant à la remplacer et à introduire à sa place un système d'oppression. Logiquement il semble qu'il faille admettre que cette réaction se produise. Quand elle considère comme sa règle suprême que la réaction en faveur d'un mode d'organisation politique ou contre lui est le seul critérium de sa valeur et la seule base de sa légitimité et de son utilité, n'est-il pas illogique de ne pas admettre que cette réaction ait lieu même contre la démocratie en tant que système. Apparemment oui, mais au fond, non. Toute réaction légale est possible, sauf une seule : la réaction qui veut consciemment ou non, peu importe, supprimer la possibilité d'une nouvelle réaction donc ignorer et pratiquement détruire la loi vitale de la société qu'est la loi de réaction, en justifiant et en codifiant ainsi la révolution, le feu et le sang, ce qui évidemment, ne doit nullement cadrer avec l'homme et son

ambition d'être autre chose qu'un animal ordinaire, sans esprit et conscience. Un système, une organisation politique est uniquement possible, s'il admet comme le système précédent, qu'il va remplacer, la possibilité et la certitude qu'une nouvelle réaction puisse avoir lieu. Sans cela, sans cette garantie de réciprocité, la démocratie ne peut en aucun cas consentir à être remplacée en tant que système d'organisation de la vie collective. Et tout système qui prévoit et donne la garantie et la possibilité d'une réaction légale (1) est au fond un système démocratique. D'où la démocratie est, sera et restera le seul régime compatible avec la vie et les besoins des hommes. C'est elle qui permettra la formation de la meilleure organisation politique, laquelle peut se déterminer comme Taine (2) l'a prévu par le caractère d'un peuple et par son passé, mais non parce que tout système politique dépend du passé et du caractère d'un peuple, mais parce que le système façonné par lui correspond le mieux à ses désirs, à ses tendances, à ses besoins. Une applications et une expérimentation d'un système que la mystique politico-sociale prévoit et propose, seront seulement possibles si la majorité, à défaut de l'unanimité des hommes qui doivent le subir, l'adopte en assurant la liberté complète aux autres de faire tout leur possible à le changer. Seulement ainsi, le vrai progrès social, reflet et conséquence de la démocratie et de sa supériorité en tant que système, se produira dans le monde.

b) Etre social, l'homme est tenu de construire et de réaliser un système social en déterminant sa position en tant qu'individualité envers la collectivité et les rapports de cette collectivité envers lui, l'individu, aussi bien que d'organiser les vies collectives et individuelles, en fixant le contenu et le sens de la souveraineté nationale. Obligé, il le fait et ne se refuse pas à son devoir. Par le vote, il organise la société et détermine les rapports nécessaires. En portant son suffrage sur un programme ou une personne, l'homme pratiquement organise la société. Par là, il détermine

(1) Jusqu'à nos jours, les hommes n'ont trouvé, du bulletin de vote, un meilleur mode de la réaction légale.

(2) Cité par Dendias, op. cit.

lequel des éléments constitutifs des vies individuelles et des vies collectives aura la priorité. Donc, en exprimant son suffrage, il opère la hiérarchie entre l'intérêt économique et les considérations d'ordre moral, religieux, culturel, scientifique, artistique, ou purement politique, aussi bien qu'il fixe leurs rapports respectifs. Permettant ainsi à tous ces éléments la possibilité d'être représentés, le vote et la démocratie qui le supposent, se présentent comme le moyen et le système uniques qui assurent la représentation du tout dans l'homme. Ainsi seulement tout dans l'homme peut et est représenté, et les vies collectives et individuelles déterminées. Et cela surtout et uniquement d'après la seule volonté de l'homme qui subit le joug de la vie et pourtant la régit. D'où la démocratie est le seul système qui représente tout dans l'homme. La représentation professionnelle qui n'y arrive pas, est pour cela profondément dans son principe antidémocratique, parce que la représentation exclusive de l'économique, c'est le favoritisme, le reflet et la traduction de tout ce qui est le plus bas dans l'homme : à savoir de l'égoïsme. L'organisation politique qui, normalement et légalement réalise la représentation du tout dans l'homme, de tous ses éléments constitutifs, la démocratie par suite de cela, apparaît comme l'unique système où l'homme concret, que les adversaires de la démocratie traitent d'abs-trait, est en réalité représenté (1).

c) Mais il ne suffit pas que tout dans l'homme soit représenté. Il faut aussi que tous les hommes le soient. Cela non seulement, parce que c'est juste et moral, mais également parce que c'est nécessaire et indispensable. Sans la représentation de tous les hommes, la vie collective, régulière et normale ne sera pas. Un système d'organisation politique vaut autant que l'approbation de ceux qui le subissent ne lui manque pas. Tous les hommes d'une collectivité donnée qui subissent nécessairement le poids du système qui les régit, doivent en conséquence l'organiser et prendre part ainsi à la détermination de l'étendue des pouvoirs des gouvernants qui s'appliqueront à eux et à la collectivité. Sans cela, la vie normale des individus et des collectivités sera compromise, son bon fonc-

(1) Voir notre page.

tionnement infirmé, voire même toutes les activités : sociale et individuelle, arrêtées. Etant tout dans la vie, se trouvant partout, l'homme se présente comme la base de la vie et son idéal à atteindre. Tout doit lui servir les systèmes surtout. Lui n'est guère possible que par la représentation de tous les hommes et par leur participation à la direction des affaires publiques.

Nécessaire et indispensable, cette participation et cette représentation sont-elles assurées par tous les systèmes d'organisation politique ? Sûrement non. Ni la monarchie qui concentre tous les pouvoirs entre les mains d'un seul, ni l'oligarchie et l'aristocratie qui les renferment dans un groupe ou dans un ordre privilégié, ni les dictatures de gauche ou de droite ou un seul parti politique les possède et les conserve, ne connaissent ni ne permettent cette représentation de tous les hommes. Seule, la démocratie, en tant que système d'organisation politique, par son suffrage universel, assure la participation de tous à la direction de la vie sociale, c'est-à-dire permet à tous la possibilité de rejeter ou d'adopter un système d'organisation politique.

Mais tout cela est-il exact ? N'est-ce pas en réalité la majorité des hommes qui, dans une démocratie, pratiquement dirige et détermine les affaires publiques, donc la vie de la société ? Certainement oui, mais pas obligatoirement toujours. L'homme n'est pas tout seul, d'où les opinions des hommes ne sont pas nécessairement identiques. Leur unanimité n'est nullement une règle. Là où celle-ci régnerait, ce serait un régime politique idéal. C'est pourquoi tous les efforts des démocraties se résument dans un seul désir : atteindre et réaliser si c'est possible, l'unanimité. Mais si cette dernière n'est pas possible, le système ne peut pas ne pas subsister pour cela. Le moins mauvais de tous les systèmes, la démocratie faute de l'unanimité, a cherché et a adopté une autre solution : la loi de la majorité. N'admettant en principe que la majorité puisse souffrir de la minorité, la démocratie a proclamé et a consacré le principe de la majorité et l'a bien souvent identifié avec elle. Nécessaire et pratique, juste au fond, la loi de la majorité n'est en aucun cas, la

démocratie elle-même. L'unanimité est son but et son désir secret (1).

L'unique possibilité de la participation de tous à la direction des affaires publiques, la démocratie, se présente à notre époque où le phénomène de la concentration des forces est de règle comme l'unique espoir de ceux qui, dispersés et éloignés les uns des autres, réclament leur part dans l'organisation de la vie collective. Sa tactique militaire est introduite dans la politique et son importance nettement précisée par tous les antidémocrates (2). Ils prétendent ouvertement que le nombre leur est indifférent. Les seules forces coalisées et concentrées sont les objets de leur attention. Pour eux, la conquête des pouvoirs se présente comme une vaste opération militaire. Les démocraties peuvent-elles admettre cela ? Désarmés et dispersés, les campagnards doivent-ils subir l'oppression des villes où le fait de concentration s'est produit et trouve sa pleine réalisation ? Evidemment, ce n'est pas possible. La science dans une de ses parties, ne peut pas servir à un groupe d'hommes et se tourner contre des autres, surtout quand ils sont la plus grande majorité d'une population. La démocratie doit, par toutes ses forces, combattre les opérations militaires dirigées contre elle et ordinairement contre la majorité des individus. Au credo de l'emploi de la force et à son apologie, la démocratie doit opposer la force de la raison et préconiser des moyens de défense. L'exécution d'un plan d'ensemble qui empêchera les coups de force exécutés ordinairement dans les villes et par elles s'impose à toute démocratie. Les bonnes communications, entr'autres moyens, doivent exister dans toute démocratie. Elles sont la meilleure garantie de son existence et le meil-

(1) Si les circonstances imposent le principe de majorité, la démocratie en tant que système ne peut rien faire contre cela. Ce sont des faits. Elle peut et doit s'efforcer de les diriger, mais cela ne veut pas dire qu'elle doive s'incliner et capituler devant l'impossibilité de réaliser son idéal suprême. Tout ce qu'elle est obligée de faire, c'est incontestablement de ne pas permettre que la minorité terrorise la majorité et de donner une consécration législative à cette solution provisoire en attendant un jour où tous les hommes s'accorderont et proclameront une opinion unanime.

(2) Lénine, par exemple, a consacré des mois et des mois à l'étude des traités militaires et de la tactique de guerre. — Cf. Rollin Henri : Le parti bolcheviste.

leur moyen de défense. D'où les moyens de communication sont la nécessité et la substance de tout régime démocratique donc la garantie dans une certaine mesure de la participation de tous à l'orientation des affaires collectives parce que par la démocratie, système juste, humain et rationnel d'organisation politique, tous les hommes seront maîtres de leur sort et de celui de la collectivité toute entière.

d) Il est certain que l'homme est tout et partout. Mais il n'en est pas moins vrai qu'il est dans la société avec les autres et qu'il ne peut pas vivre hors d'elle. Il n'est pas seul. Un homme isolé ne peut pas vivre. « L'homme ne peut se soustraire matériellement ou moralement à l'association humaine ». « C'est là un fait d'ordre naturel, antérieur à son consentement, supérieur à sa volonté » (1). D'où l'homme vit en société, est à côté des autres hommes. La dépendance de l'un envers l'autre s'affirme, la solidarité s'esquisse. Il y a entre chacun des individus et tous les autres un lien de solidarité, parce qu'il y a et qu'il y aura toujours des rapports des hommes entre eux et des rapports de l'homme avec la collectivité dont il fait partie.

La solidarité étant en somme une des manifestations de rapports respectifs entre les hommes est donc un fait, avec lequel il faut compter. Peu importe l'origine (2) ou la base (3) du solidarisme. Le fait de la solidarité s'impose. Un fait d'une « importance capitale » une « loi naturelle qui peut nous paraître juste ou injuste suivant les cas peut-être même plus

(1) Léon Bourgeois. Solidarité, p. 137.

(2) M. Bouglé constate que le naturalisme comme le socialisme, le criticisme comme le positivisme, ont contribué pour leur part à l'élaboration de la doctrine socialiste. Il observe également que l'économie politique et la biologie insistent sur la nécessité de la solidarité et qu'en réalité, bien que « née de la sociologie », cette doctrine ait été « généralisée par la sociologie ». Cf. Bouglé : Le Solidarisme : p: 10, 42, 115 ; Gide, p. 386-387.

(3) MM. Bourgeois et Bouglé trouvent la base, l'explication et la raison d'être de la solidarité sociale dans le quasi-contrat et dans la reconnaissance d'une dette sociale. Duguît attache sa solidarité à la division du travail. Enfin, M. Bourgeois voit en cette solidarité une condition du progrès et une loi d'organisation de la vie sociale. Les activités individuelles croissent lentement ; opposées, elles s'entredétruisent ; juxtaposées, elles s'additionnent ; seules, les activités associées croissent rapidement, durent et se multiplient. Bourgeois, p. 57.

souvent injuste que juste » (1), la solidarité sociale, incontestablement, pèse sur les individus, les domine, voire même les englobe. S'imposant à l'homme en tant que rapport entre les hommes, la solidarité par là détermine son rapport envers les individus. Conditionnée par les hommes, la solidarité sûrement ne peut pas se tourner contre eux. Elle doit les servir. Et elle les sert. M. Bouglé (2) constate que la solidarité a précisé l'idée de l'éminente dignité des personnes humaines aussi bien que le sentiment de leur égale valeur sociale. M. Bourgeois (3) à son tour, ajoute qu'il n'y a pas de contradiction entre le développement de l'individu et la solidarité, ce qui veut dire que ce développement se réalise pleinement dans cette solidarité, donc que la solidarité conditionne le développement libre de l'individu. Mais pourquoi cela ? La réponse qui vient est simple, mais décisive. Parce que l'homme est tout et partout (vivant dans la société il dirige la vie et subit son contre-coup) la solidarité sociale, conséquence des rapports entre les hommes, se fonde sur l'homme et l'a comme but et comme fin. La solidarité ainsi se présente telle qu'elle est en réalité, comme un fait qui est subordonné au fond à l'homme et qui lui sert. L'homme a été et reste le but et la fin permanente de toute la vie sociale. Partie d'un tout, il agit par cette solidarité en vue de développer son individualité dans la mesure de la force propre de la solidarité et se sert d'elle comme d'un instrument du progrès social et par là individuel. D'où la solidarité en tant que rapport entre les hommes ne s'explique que par l'homme et n'a de raison d'être que si elle lui sert, ce qui montre clairement qu'il reste tout, et que même la solidarité lui permet d'être tout et partout.

En rapport direct avec l'individu, résultant même de lui, la solidarité sociale, en s'imposant à l'homme empêche le règne de l'individualisme poussé à outrance que certains qualifient d'anarchique comme M. Bouglé par exemple (4). La solidarité s'oppose et ne permet pas que l'individu soit au-dessus de tout, qu'elle se refuse à toute discipline et à toute contrainte, qu'elle

(1) Gide Charles : L'idée de solidarité, p. 390.

(2) Bouglé : op. cit. p. 96-97.

(3) Bourgeois : op. cit. p. 51.

(4) Bouglé, op. cit. p. 6.

soit en dehors de tous les rapports. L'individualisme tel que la solidarité le suppose et le justifie, le vrai individualisme sociologique qui nous semble seul rationnel est le régime où les rapports entre les hommes existent, où les individus se dominent et peuvent se dominer, où l'intérêt général s'interpose et peut s'imposer. Sans cela, toute autre apologie de l'individualisme serait contraire à la raison et à la vie.

Lui seul, l'individualisme tempéré, adéquat à la vie et uniquement compatible avec l'homme et ses besoins, assurera sa meilleure existence et renforcera le progrès social. Lui seul, l'individualisme modéré, qui trouve son expression complète dans la solidarité et se profile sur elle, satisfera les besoins des vies collectives et individuelles, et par là dans ses résultats, s'identifiera avec ceux que la démocratie, organisation de la puissance publique pour et par le peuple tend à acquérir. Lui seul, seulement, en tant que concept de la vie, son secret et son credo fondamental ainsi correspondra à la démocratie et à son organisation politique.

Nombreux sont ceux qui se réclament du solidarisme. Les positivistes, les philosophes, les économistes, les anarchistes, les collectivistes, les chrétiens sociaux et socialistes, aussi bien que les libéraux s'affilent au solidarisme et cherchent en lui la base de leurs croyances (1). Et malgré cela, le solidarisme se présente, est, et reste « la philosophie officielle » de la démocratie et de la République (2) !

Le solidarisme est la démocratie. Il ne cadre qu'avec la démocratie et ne trouve nulle part qu'en elle sa pleine expression. D'abord, par sa nature, il est démocratique. Empêchant l'individualisme exclusif, il le ramène à sa juste mesure, à la vie, à tous les hommes, donc à la démocratie. Secondo, la solidarité est un fait. Un fait, cela ne veut pas dire que la solidarité ne doive pas avoir une mesure. Qui peut la fixer et tâcher de la déterminer sinon l'homme. Et où l'homme a-t-il la plénitude de sa représentation sinon dans la démocratie. Donc, c'est à tous, à tout homme qui subit cette solidarité et contribue à sa formation que le devoir s'affirme et le droit

(1) Bourgeois, *op. cit.*, p. 14 ; Gide, *op. cit.*, p. 395.

(2) Bouglé, p. 7.

appartient à fixer autant que c'est possible le sens et le contenu de la solidarité. Donc, c'est aux représentants du peuple que la tâche incombe de préciser les limites de la solidarité sociale en fonction de l'intérêt général ou même de l'identifier avec celui-ci. La libre et volontaire détermination de la solidarité seule peut servir aux hommes et à la collectivité. M. Charles Gide constate avec raison que la solidarité et la liberté vont ensemble (1). Seule, la solidarité exprimée dans un système d'organisation politique qui suppose la liberté conditionnera et pleinement réalisera les rapports nécessaires des hommes entre eux. D'où démocratie et solidarité ne font qu'un. Le solidarisme ensuite exclut la lutte des classes et n'admet pas la suppression de la propriété individuelle. N'en tenant aucun compte, ne désirant les connaître, le solidarisme s'affirme indépendamment des affirmations et revendications marxistes aussi bien que la démocratie qui les ignore et se refuse à façonner la structure d'après leurs données et leurs prétentions. Et c'est encore pour cette raison que la solidarité et la démocratie se montrent inséparables (2). La division du travail enfin, comme nous l'avons démontré, n'implique pas uniquement l'économique. Le représenter tout seul, c'est aller contre elle, contre la division du travail. Seule la démocratie individualiste représente tous les éléments sociaux et consacre toutes les données de la division du travail social. Assurant par leur représentation pratiquement la solidarité sociale et renforçant ainsi la loi sur la division du travail, la démocratie se présente comme le seul système qui leur est adéquat et qui leur convient. M. Gide considère également que le solidarisme ne se réalise qu'uniquement dans le corporatisme, chacun sera pour tous et tous pour chacun. Etant donné que les coopératives de consommation sont des organisations démocratiques par excellence, parce que tout le monde est consommateur, la solidarité ainsi conçue sera compatible avec la démocratie et la preuve incontestable est qu'elles ne peuvent pas se séparer (3). Rejetant l'individualisme à outrance, la solidarité certainement

(1) Gide, op. cit., p. 395.

(2) Bouglé, op. cit., p. 177.

(3) Gide, op. cit. p. 394 et suiv.

permet que la démocratie politique s'achève en démocratie sociale en assurant l'existence des coopératives de consommateurs et de syndicats vraiment professionnels. Ainsi, « la doctrine solidariste apparaît dans l'histoire des idées comme le développement de la philosophie du 18 s et comme l'achèvement de la théorie politique et sociale dont la Révolution française sous ces trois termes abstraits (sic), de liberté, d'égalité et de fraternité avait donné la première formule au monde (1), c'est-à-dire la solidarité s'affirme comme l'élément constitutif du progrès démocratique, s'identifiant à la démocratie, devenant même son objectif, voire même « sa philosophie officielle ».

e) La démocratie est ensuite le seul système d'organisation politique qui est compatible avec le droit et sa norme. Régime de tous et pour tous, la démocratie correspond au droit parce qu'en tant que système d'organisation politique, elle conditionne et conduit à un *Rechstaat*, à la subordination de l'Etat au droit, mieux encore à l'identification de ce système que les juristes dénomment l'Etat avec le droit. Ayant sa source dans les considérations juridiques et économiques aussi bien que dans les sentiments de la justice, le droit ne trouve son expression définitive que dans la volonté des gouvernants, c'est-à-dire dans leurs dispositions d'ordre général. Résultante de la norme sociale et du sentiment de la justice aussi bien que du vouloir souverain des gouvernants, le droit n'est et ne se présente en somme que comme la traduction de l'opinion de la majorité ou de la totalité des membres d'une collectivité donnée. L'opinion de la majorité ou de la totalité, constitutive de la norme, l'opinion de la majorité ou de la totalité, base de la démocratie, son reflet, sa raison d'être, sa force et son but ne sont en vérité que deux aspects d'une seule réalité que sont l'homme et ses besoins. Sans des rapports entre les hommes, sans un système d'organisation politique, sans le droit, l'homme ne pourrait pas exister. D'où la norme, source du droit et système d'organisation politique, consécration de ce droit, ne doit dépendre que de lui, de l'homme, se résumer en lui et se profiler sur lui.

Deux componentes d'un seul ensemble, la norme, source du

(1) Bourgeois, *op. cit.* p. 156.

droit et le pouvoir économique des gouvernements, de résolutions relatives aux lois et des rapports certainement très utiles entre eux. C'est l'opinion qui les a mis en mesure sans pourtant négliger par ses conclusions les vrais enseignements généraux et spécifiques de la démocratie et de l'homme en rapport avec le droit. De conséquent comme jamais et toujours à l'égard du droit, le *Journal de Démocratie* s'est placé plutôt sur un terrain juridique en traitant le problème du droit et son développement en dehors des espèces juridiques, mais en traitant bien au contraire en son essence et en les vivant toujours.

L'opinion a prétendu qu'il n'y a une même justice qui est la seule souveraine. L'opinion a également affirmé que cette justice n'est que le reflet la traduction dans un moment donné et dans un milieu donné de l'opinion que les hommes et tout des civilisations économiques et juridiques ont dans que de son temps et de sa justice. Notre justice doit donc en même temps être celle dans une démocratie, l'ethique juridique et toute l'opinion de la majorité ou de la totalité des hommes qui est la substance et le centre de tout système démocratique ? Évidemment non. La c'est l'opinion c'est, c'est avec l'opinion. La ce sont les hommes que la démocratie, ce centre et tout des hommes qui se font. Et toujours et partout les mêmes hommes, la même justice et le même milieu social. Donc, pas de différence — l'opinion et quand il s'agit de déterminer la justice et quand elle doit exprimer l'opinion juridique et juridique son sens est et tout son pouvoir la même. C'est la justice, opinion et la majorité des membres d'une collectivité déterminée, n'est en fait que l'opinion de la majorité ou de la totalité des hommes, avec la démocratie comprise. La justice et la norme est le fond de la démocratie, son essence même, et sa norme, expression et contenu de l'opinion, c'est et de toutes sa plus réalisation que dans la démocratie.

Une confusion avec la norme et la possibilité de trouver en elle et même expression, la démocratie, régime politique qui suppose la participation libre de l'opinion qui se traduit sur elle et qui en elle trouve sa base par la et en raison de cela est un système de droit et d'éthique, nécessairement juridique de la vie *politique indépendante du Reichstag*.

C'est norme avec toujours toute et, autre que et la législation

en vigueur, il n'y a dans aucun cas opposition, voire même une négation réciproque. Sans cela, une norme sera une non-norme, une norme sans le pouvoir normatif, un vrai non-sens. C'est donc pour cette raison que la législation positive doit correspondre à la norme et que la norme doit trouver sa réalisation et son expression dans la législation positive pour que le droit, l'Etat et un Etat de droit existent. Et c'est dans la démocratie seulement que le droit s'attachera à l'Etat, que le droit obtiendra sa pleine réalisation et que les deux besoins impératifs de l'homme : les nécessités d'une organisation politique et de l'existence du droit, seront pleinement satisfaits. L'opinion de la majorité, force constitutive étatique qui dirige la vie sociale, la canalise et la coordonne à la lumière de l'intérêt général par des dispositions d'ordre général et l'opinion, contenu et expression de la norme sociale et du sentiment de la justice, donc du droit, ne diffèrent l'une de l'autre et ne le peuvent pas dans un système démocratique d'organisation politique. De même source et ayant les mêmes objectifs, le droit et le système, la norme et la démocratie en conséquence, ne feront qu'un. Tout ce que l'opinion-norme impose, l'opinion-force réelle législative le traduira dans les faits. Tout ce que la loi positive proclamera comme textes de la législation positive sera en somme la norme elle-même. Aucune différence ne serait possible. La souveraineté de la norme correspondra à la souveraineté du peuple et toutes les deux ne seront que des expressions et des traductions des opinions de la majorité ou de la totalité des membres d'une collectivité donnée et d'une époque déterminée. L'Etat, le système d'organisation politique sera lié avec le droit, dépendra de lui ; en conséquence, deviendra un véritable Etat de droit. Pour cela la démocratie reste l'unique système où l'Etat et le droit coexistant et s'interpénètrent entre eux, ce qui veut même dire qu'il n'y aurait « de forme d'Etat hors de la démocratie qui puisse réaliser la suprématie du droit » (Cf. M. Guetzevitch).

f) La démocratie est également le seul système d'organisation politique qui est capable de bien trouver et d'extraire le vrai intérêt général. L'unique forme qui conditionne et prévoyait le régime souverain de l'intérêt général, la démocratie, est par là un régime qui s'identifie avec lui, qui le porte en soi-même même qui s'incline devant lui. L'ensemble des prin-

cipes qui précisent les rapports des hommes entre eux, aussi bien que les rapports de la collectivité et de ses membres et que la majorité ou la totalité des vivants font leurs en les imposant à leurs élus, l'intérêt général en conséquence, n'est nullement ni la somme des intérêts particuliers, ni même la majorité de ces intérêts particuliers. Etant des notions et des impératifs que la majorité ou la totalité des membres d'une société considèrent comme correspondant à leurs besoins et à leurs intérêts vitaux, l'intérêt général est d'un côté le régulateur de la vie et de l'autre son expression. Identique à l'opinion de la majorité, nécessaire à la vie de la société, il est utile à la collectivité et aux particuliers parce qu'il canalise la vie, y trouve son sens et satisfait le mieux tous ses besoins. Attaché ainsi à la démocratie parce qu'identifié avec elle, l'intérêt général s'affirme comme son essence, la condition de son progrès et le criterium de sa détermination, comme l'a bien dit Rousseau : « J'appelle République tout Etat régi par des lois où l'intérêt public gouverne » (cité par G. Carrière).

g) Admettant enfin que l'instinct de conservation et de sociabilité, aussi bien que les nécessités de la vie pratique et les exigences de défense conduisent les hommes à s'associer entre eux, la démocratie individualiste corrigée dans le sens social ne s'oppose pas à l'existence de ces groupements intermédiaires entre l'individu et l'Etat. Elle-même les admet en considérant que ces groupements sont le résultat des rapports humains. Intermédiaires entre l'Etat et les individus, ces groupements canalisent la vie dans l'étendue de leur force et de leur domaine et servent de noyaux d'action aux plus grandes forces, aux forces coalisées. De telle sorte utiles, ils se présentent même comme indispensables dans la complexité des relations humaines qui caractérise notre époque. Stimulant le progrès et organisant la vie, les associations, pour une grande partie solutionnant ses exigences en satisfaisant les besoins des particuliers et de la collectivité. Par là, elles déchargent les gouvernements proprement dits des obligations qui pèsent sur eux, c'est-à-dire l'Etat, la plus grande et la plus forte association de toutes les autres. Administrateur, juge et législateur envers les membres, le groupe seulement peut être tel à la

suite du libre consentement des intéressés et dans la mesure de tolérance et de concession de l'intérêt général. Toute violation de la liberté individuelle de l'homme qui est tout et partout est inadmissible, ainsi que toute tentative des associations de s'insurger contre l'Etat et l'intérêt général, bases des vies collectives et individuelles. Souveraines dans les limites de leurs pouvoirs et envers leurs membres, les associations conditionneront et détermineront, grâce à la réunion des forces, les développements des activités individuelles et sociales et coordonneront par là la vie collective elle-même. Des partis politiques, des syndicats, des autres associations, chacune dans son domaine et sur son terrain propre, travaillant pour leurs membres, indirectement travailleront pour la collectivité entière. Même si leur activité ne correspond pas à l'intérêt général, essence de la vie collective, leur existence négative sera utile et nécessaire pour que les autres se rendent compte de son opposition avec celui-ci. La démocratie qui suppose ces groupements intermédiaires en tant que système d'apologie de l'homme, qui est sa base et son but, permettra le développement des individualités et de l'ensemble en se servant de ces groupements intermédiaires comme d'instruments nécessaires, ce qui démontrera qu'ils sont parfaitement compatibles avec un système démocratique d'organisation politique, dans lequel ils trouvent leur pleine expression.

a) Ainsi, système supérieur et le meilleur, d'organisation politique, la démocratie assurant le plein fonctionnement de la loi de réaction et la représentation de tous les hommes et de tout dans l'homme, uniquement compatible avec la solidarité sociale et la loi de la division du travail, seul système qui conditionne le règne du droit et de l'intérêt général, aussi bien que l'existence normale des groupements intermédiaires par là et en conséquence, se présente comme le mode d'organisation politique qui correspond le plus à la vie parce qu'il est sa synthèse, sa partie constitutive, son objet et son reflet.

Régime supérieur à tous les autres, régime le « moins mauvais » que les hommes aient connu, la démocratie n'en est pas moins exempte de critiques. Croire à un système, cela ne veut pas dire qu'il faille être aveugle pour ne pas s'apercevoir

de ses défauts et des reproches qu'on pouvait lui adresser.

La démocratie en tant que système et en tant que fait a été l'objet de nombreuses critiques. Le régime du nombre et de la corruption, de l'apriorisme et du favoritisme, la démocratie est plus dommageable qu'utile aux hommes qu'elle prétend servir. D'abord, elle se fonde sur le nombre. « Un ministère dépend des chefs des groupes, qui dépendent des comités, qui confisquent le suffrage dit universel et ainsi au bout de la chaîne, le nombre! (1). » Le nombre, l'addition des suffrages n'ont aucun droit ni aucune compétence à diriger les affaires publiques, pensent et proclament les anti-démocrates. Et pourtant il n'y a rien de plus logique et de plus naturel. Si l'animité des opinions des hommes ne peut pas se réaliser, le règne des opinions des hommes ne peut pas se réaliser, le règne du plus grand nombre s'impose. La majorité, en aucun cas, ne peut être subordonnée à la minorité et opprimée par elle. D'où la nécessité du nombre et du plus grand nombre. Maintenant que le choix des électeurs puisse être mauvais, que le favoritisme et la corruption, mieux encore, l'affairisme, puissent avoir lieu dans une démocratie, ce n'est pas un vice du système, ni sa faute organique, mais le fait de dangereuses et mauvaises mœurs. L'affairisme et le favoritisme ne sont nullement des maladies constitutives de la démocratie, mais des fléaux sociaux, reflets les plus bas de ce qui est aussi le plus bas en l'homme et qui s'appelle l'égoïsme. En conséquence, la distinction entre le principe du système démocratique et les mœurs qui se constituent dans les relations entre les hommes dans ce système nécessairement s'impose et doit être faite en toute circonstance. S'il y a des vices dans la démocratie, il faut les chercher dans les hommes et non dans l'institution. Au lieu de combattre le système, il faut combattre les mœurs, ce qui veut dire qu'au lieu de réformer le système, il faut moraliser les mœurs. En conciliant la majorité et la compétence, le nombre et la qualité, et à ce prix seulement, on a dit avec beaucoup de justesse, la démocratie vivra.

h) Riche dans ses variantes, la démocratie, système de la vie et sa synthèse doit, dans son organisation propre, autant

(1) Charles Benoist, *La Crise de l'Etat moderne*, p. 25.

que possible tendre à se rapprocher de la vie, de ses besoins et de ses nécessités, c'est-à-dire elle doit se rationaliser en se profilant sur la vie et en se modelant sur elle.

Autrefois directe, aujourd'hui elle est représentative. Inapplicable et impossible à notre époque parce que les circonstances matérielles de la vie viennent de changer, la démocratie directe a pris, en se transformant, la forme parlementaire. Rationalisée parce que son mécanisme a été simplifié, la démocratie ne doit-elle pas de nouveau se rationaliser dans sa nouvelle forme qu'est le parlementarisme classique ? Incontestablement oui, affirme M. Mirkine Guetzevitch (1). L'étude des constitutions européennes d'après-guerre l'a amené à cette idée et lui a montré sa portée. Un mécanisme juridique doit se rapprocher de la vie et s'organiser comme la majorité le juge nécessaire. Organe suprême de la collectivité, le parlement doit diriger cette complicité et subir son influence. En conséquence, il doit se façonner sur cette vie et se voit déterminé par elle. Une seule chambre en résultera comme « le vivant portrait de la vie ». Une seule chambre devenant maîtresse souveraine des vies et des destinées humaines, l'exécutif, par suite de cela, sera réduit au rôle de comité exécutif de cette chambre. Dépendant de la chambre et nommé par elle, l'exécutif sera ainsi de la compétence du législatif (2). Par suite de sa nouvelle origine l'exécutif perdra sa prépondérance. La démocratie sera intégralement réalisée et aussi le règne de l'électeur souverain.

Scientifiquement présentée, convaincante et nette, cette doctrine de la rationalisation du parlementarisme que M. Guetzevitch fait sienne est-elle exacte ? Certainement oui. La nécessité d'une nouvelle rationalisation de la démocratie s'impose et se justifie pleinement. L'homme est dans la vie tout et partout. Les systèmes sont les produits des besoins humains et pour cette raison, leurs conséquences. Faits pour les hommes, ils doivent leur servir. D'où les hommes sont et doivent être les seuls juges de leur utilité. Ce sont également ces derniers qui, en votant, indiqueront comment la vie collective doit être

(1) De Guetzevitch : Les Constitutions de l'Europe nouvelle ; La Théorie générale de l'Etat Soviétique.

Gidel : Cours de Droit constitutionnel de 1930-31.

(2) L'Autriche par sa constitution a réalisé pratiquement le système nouveau de la démocratie rationalisée.

dirigée et comment les systèmes d'organisations politiques doivent être appliquées pour présider aux destinées de la société et de ses membres. Enfin, ce sont les hommes qui sont obligés d'accorder les systèmes et la vie en les rapprochant l'un de l'autre. Et cela n'est guère possible que dans la démocratie. Là seulement où tous les pouvoirs proviendront du peuple, où tous les hommes seront de véritables souverains, la vie et le régime politique ne seront qu'un. Là seulement où une seule chambre, miroir et résultante du suffrage universel, condensera toute la souveraineté, la vie sociale sera régularisée. Là également où la démocratie complète et rationnelle sera réalisée et où la volonté du peuple va compter, le système d'unique chambre sera inauguré et la démocratie rationalisée. Tous les pouvoirs, proviendront du peuple et de ses élus et appartiendront à eux. Le ministère sera le comité exécutif du Parlement, ou plutôt de sa majorité incarnée ordinairement dans les partis politiques. La souveraineté populaire et la démocratie intégrale ne seront pas de vains mots. Le peuple sera tout puissant, l'absolutisme parlementaire complet et la loi sera l'expression totale de l'opinion publique et le seul maître de la collectivité. Les institutions inutiles, contradictoires et contraires à la démocratie seront supprimées et par là celle-ci préserve du danger de ne pas s'adapter à la vie et à ses conséquences. Enfin le vrai système représentatif avec la pleine expression du suffrage universel, le vieux jacobinisme révolutionnaire : la souveraineté nationale, la liberté individuelle, les garanties judiciaires et l'égalité devant la loi, sera incontestablement renforcé et les libertés d'association et de travail, attributs indispensables à chaque individualité, pleinement assurées.

Mais vouloir que le nombre et sa résultante, la chambre des représentants du peuple soient seuls maîtres, n'est-ce pas nier et dépasser le principe de la séparation des pouvoirs ? C'est évidemment et encore non seulement logique, mais aussi inévitable. Le principe de la séparation des pouvoirs est inexact, parce que l'équilibre qu'il suppose ne peut éternellement ni durer ni rester. Les choses vues mathématiquement, il semble que l'équilibre sera assuré par la séparation des pouvoirs. Mais en réalité, il n'y a rien de cela. Les faits témoignent du con-

traire. L'équilibre ne dure pas. Les plus forts s'imposent et la synthèse s'opère partout au détriment des plus faibles, c'est-à-dire en pratique ordinairement au profit du législatif. Considérer donc que le parlementarisme doit nécessairement signifier le gouvernement par la séparation des pouvoirs où leur équilibre régnera est une opinion qui ne cadre pas avec la réalité. La vie a tourné une page. La synthèse se fait, mais l'équilibre éternel n'est pas possible. A la place d'un système parlementaire infirmé, où l'équilibre des pouvoirs doit être assuré, mais où il n'existe pas pratiquement, il faut à l'usage de cette vie créer un système convenant le mieux à ceux qui le subissent. Celui-ci ne peut évidemment être autre chose que le système d'une seule chambre rationalisée. Ainsi le peuple seulement sera souverain, parce que l'expression de cette souveraineté sera pleinement réalisée. La force coercitive, le pouvoir de contraindre par la loi et par l'impôt ne lui manquant pas, la dictature jacobine sera complète. Une dictature certainement, mais une dictature nécessaire. S'il faut choisir entre une dictature jacobine et une, césarienne, entre la dictature du peuple pour le peuple et la dictature d'un seul sur tous les autres, notre choix est fait. Transformant et retransformant ainsi le parlementarisme, la société et ses membres trouveront incontestablement le système leur convenant et la crise du parlementarisme, dans la mesure où elle existe, ainsi se résoudra dans le parlement et non en dehors de lui.

8. — Bien que théorie organique qui prétend être seule compatible avec les données de la vie, la doctrine sociale de Duguit en tant que manière respective de concevoir la réalisation et l'établissement d'un système d'organisation politique est insoutenable, parce qu'elle s'oppose dans son entier aux conceptions et à la philosophie de la démocratie individualiste, c'est-à-dire à la représentation exclusive des individus dans une seule chambre politique. La représentation professionnelle est aux antipodes du parlementarisme rationalisé qui est le couronnement logique et nécessaire de toute démocratie individualiste et de la souveraineté populaire. Ainsi, uniquement le système démocratique d'organisation politique conditionné par la vie et adéquat à elle, et seule la philosophie individuelle corrigée

dans le sens social se présentant comme la vérité de la vérité sociale et philosophique conduisent et conduiront la démocratie à s'affirmer et par ses qualités morales et par ses qualités matérielles et techniques, non seulement comme le meilleur système d'organisation de puissance publique, mais comme le seul compatible avec les exigences de la vie et les besoins de la société. Essayer de le remplacer par l'organisation de la représentation professionnelle est après cela, vraiment impossible. Introduire le mauvais, étant donné tous les défauts, vices et inconvénients de la représentation professionnelle, pour remplacer le bon est contraire à toute logique. Et la représentation professionnelle réalisée au Parlement le serait certainement. D'où et pour cette raison, la proposition de Duguît de donner aux professions organisées dans tous les syndicats les rênes des pouvoirs est sans aucun doute impossible et inacceptable.

9. — La question ne se pose et ne peut nullement se poser à la mode jacobine comme Duguît l'a fait, en exigeant que la république soit professionnelle ou elle ne serait plus, étant donné qu'un pays où « la double représentation des individus et des groupes n'est pas assurée n'a point de constitution ». Fraternité ou le monde, proclamaient les révolutionnaires, vie de la société ou sa mort, représentation professionnelle et réforme de la démocratie ou arrêt du progrès social et des activités individuelles, nous disent les professionnalistes. Bien que beau ce n'est pas exact. Le principe de la démocratie est inattaquable. Aucun dilemme pour ou contre la démocratie n'est possible. Sa valeur est trop grande pour que l'on puisse la miner. L'unique chose qui s'impose à notre époque est l'obligation impérative de rationaliser le parlementarisme en l'adaptant complètement à la vie, là où cette rationalisation n'est pas encore réalisée. Produit de la vie et de la pensée, ainsi seulement par sa transformation, la démocratie présidera à la réorganisation de la vie et à de meilleurs progrès sociaux et individuels.

Persécutée et combattue, couverte du sang de ses fidèles et de la gloire de ses réalisations, système d'éternelle création et de lutte sans fin des principes humains et de continuelle

crainte de leur défaite la démocratie, l'idée et le fait, la raison, la vie et la science, s'affirmant comme consécration triomphante de la vie aussi bien que rançon de sa prospérité reste la lumière réelle de tous les temps et le suprême besoin de tous les hommes.

Vu : Le Président de la Thèse,
Gilbert GIDEL.

Vu et approuvé :
Le Doyen de la Faculté,
Edgar ALLIX.

Le Recteur de l'Académie de Paris,
Vu et permis d'imprimer :
CHARLETY.

X. — BIBLIOGRAPHIE

1. Ouvrages de DUGUIT (1)

a) Quelques mots sur la famille primitive. Paris, 1883.

Et Etude historique sur le rap. de séduction. Paris, 1886. Nouvelle revue historique de droit français, t. 10, p. 587.

Congrès de droit international d'Anvers. Rapport présenté à la Faculté de droit de Caen. Paris, 1886.

Le droit constitutionnel et la sociologie. Revue internationale d'enseignement, 1888.

Un séminaire de sociologie. Revue internationale de sociologie, t. 1 1893, p. 201 et suiv.

La séparation des pouvoirs et l'assemblée nationale de 1789. Revue d'économie politique, 1893, t. 7, p. 99, 336, 567.

Des fonctions de l'Etat moderne. Revue de sociologie juridique. Revue internationale de sociologie, 1894, t. 2, p. 69.

Le conflit de la souveraineté fédérale et de la souveraineté locale aux Etats-Unis. Revue d'économie politique, 1894, t. 8, p. 36.

De l'élection des Sénateurs. Revue politique et parlementaire 1895, t. 5, pp. 300, 453.

Le Sénat et la responsabilité politique des ministres. Revue de droit public, 1896, t. 5, p. 426.

Les constitutions et les principales lois politiques de la France,

Compte-rendu de Combithecra. La conception juridique de l'Etat, 1899.

Revue du droit public, 1899, t. 12, p. 362.

Compte rendu de Saropolos : démocratie et l'élection proportionnelle.

Revue du droit public, 1899, t. 12, p. 526.

(1) Nous nous sommes servi dans notre travail de la bibliographie des ouvrages du doyen Duguit que M. Bonnard a donné dans son *Léon Duguit, ses œuvres, sa doctrine*. Il cite entre autres les ouvrages suivants de Duguit : *Deusufructu*, Du principe de la théorie, des risques dans les stipulations, *quantum verum sit venditorem non obligari ut rem faciat amptoris*. De la conservation du privilège du vendeur, des conflits de législation au point de vue de la forme, que nous n'avons pas consultés, aussi bien que le suffrage des femmes, conférence faite à l'université de Coimbra, 1910; et la journée du travail dans les hôpitaux.

- Note sommaire sur le fonctionnement du régime parlementaire. Rapport présenté au Congrès international de droit comparé de 1900 — Revue politique et parlementaire. août 1900.
- b) L'Etat, le droit objectif et la loi positive. Paris, 1901.
L'Etat, les gouvernements et les agents, Paris, 1903.
Manuel du droit constitutionnel. Paris 1923.
Traité de droit constitutionnel. Paris, 1928, 3^{me} éd.
Le droit social, le droit individuel. Paris, 1922.
Les transformations générales du droit privé depuis le Code Napoléon, 1920.
Les transformations de droit public, 1925.
Souveraineté et liberté. Paris, 1922.
Le pragmatisme juridique, 1923.
Leçons de droit public général.
- c) Préface de la traduction française de W. Wilson, l'Etat, Paris, 1902.
- Discours au Congrès national de la propriété bâtie, tenu à Bordeaux en juin 1905. La Chambre des propriétaires, 33^{me} année n° 505, 16 juin 1905.
- Les syndicats de fonctionnaires. Revue politique et parlementaire, 1906, t. 48, p. 28.
- Le régime du culte catholique. Paris 1907.
- De la situation des particuliers à l'égard des services publics. Revue de droit public, 1907, p. 411 et suiv.
- Le syndicalisme. Revue politique et parlementaire, 1908. 3^e Conférence du droit social et du droit individuel.
- Les Monts-de-Piété sont-ils des établissements publics de bienfaisance ou d'assistance. Revue du droit public, 1911, p. 666.
- Les services publics et les particuliers — Rapports au Congrès des sciences administratives en 1910 tenu à Bruxelles.
- La représentation syndicale au Parlement. Revue politique et parlementaire, 1911, t. 69, p. 28.
- Des moyens qui doivent appartenir aux administrés pour contraindre les administrateurs à se conformer aux décisions de juridictions administratives — Rapport au 17^{me} Congrès national de la propriété bâtie.
- L'assistance publique et les Enfants. Revue de Bordeaux. Octobre 1913.
- Le Conseil d'Etat et l'affaire du gaz de Bordeaux. Revue politique et

- parlementaire, 1916, t. 87, p. 264.
- La doctrine allemande de l'autolimitation. Revue du droit public, 1919, p. 161.
- Rousseau Kant et Hegel. Revue du droit public, 1918, pp.173 et 325.
- L'arrêt du Sénat dans l'affaire Malvy. Revue politique et parlementaire, 1919, t. 100, p. 137.
- La loi du 27 juin 1904. La prime à l'abandon de l'enfant. Revue politique et parlementaire, 1922, t. 113, p. 82.
- Le jugement de la constitutionnalité des lois. Bulletin de la Section de législation comparée roumaine, t. 1, p. 38, 1925.
- Le différend roumano-hongrois. Revue de droit international et de législation comparée, 1927, p. 469.
- La liberré d'association. Paris 1927.
- Le motif impulsif et le but déterminant dans l'acte juridique de droit public. Revue internationale de la théorie du droit, 1926-27, t. 1, p. 227.
- Comment réformer la loi du 1^{er} juillet 1901 sur le droit d'association. Revue politique et parlementaire, 1927, t. 130, p. 368.
- Préface de Roger Cruse : L'hypertrophie de l'Etat, Paris, 1928.
- d) Sirey-Notes. 1922 I, p. 241 ; 1918-19, I, p. 73 et 193 ; 1918-19, II, p. 1 et I, p. 17.

2. Ouvrages de bibliographie générale.

a) Livres et brochures.

- AHRENS Henri : Cours de droit naturel ou de philosophie du droit. 6^e édition. Leipzig. T. a. Brockhaus, 1868, en 2 vol.
- ANDLER Charles : La civilisation socialiste. Paris, Rivière.
- ANTONELLI : La démocratie sociale devant les idées présentes. Paris, Rivière. 1911.
- d'ASCOLI Carlos : La constitution espagnole de 1932. Thèse, Paris, 1932.
- BARBUSSE Henri : La Russie.
- BARTHELEMY Joseph : Les institutions politiques de l'Allemagne contemporaine. Paris, Alcan. 1915. — L'organisation du suffrage et l'expérience belge. Paris, Giard, 1912. — Le problème de la compétence dans la démocratie. Paris. Alcan. 1918. — La crise de la démocratie contemporaine. Paris. Sirey. — Précis de droit constitutionnel. Paris, Dalloz, 1933, 2^{me} éd.
- BARTHOUS Louis : L'action syndicale. Paris, Rousseau, 1904.

- de BENOIT Francis : La représentation politique des intérêts professionnels. Thèse, Paris, 1911.
- BENOIST Charles : Sophismes politiques de ce temps. Paris, 1893.— La politique, la vie nationale. Paris, 1894. — La crise de l'Etat moderne. Paris, 1898. — La réforme parlementaire. Paris, Plon. 1902. — Les maladies de la démocratie. Paris, éd. Prométhée, 1929.
- BERNIER Gabriel : La fin de la dictature espagnole. L'année politique française et étrangère. mars, 1930..
- BERTH Edouard : Les derniers aspects du socialisme. Paris, Rivière, 1923. — La fin d'une culture. Paris, Rivière. 1927.
- BERTHOD Aimé : La théorie de l'Etat et du gouvernement dans l'œuvre de Proudhon. Revue d'histoire économique et sociale, 1923, p. 370.
- BONNARD R. : Léon Duguit, ses œuvres, sa doctrine. Revue du droit public, janvier 1929.
- BONNECASSE : La notion du droit en France au 19 s. — Paris, Brocard, 1919.
- BOTTAI G. : L'organisation corporative en Italie.
- BOUGLE Charles : Doctrine et sentiment solidaristes — II^{me} Congrès de l'Education sociale, 1907, Bordeaux. — Les sciences sociales en Allemagne. Paris, Alcan 1896. — Le syndicalisme et la démocratie. Paris, Cornely. 1908. — La sociologie de Proudhon. Paris. Colin, 1911. — Chez les prophètes socialistes. Paris. Alcan, 1918. — Le Solidarisme Paris, Giard, 1924. — La Démocratie devant la Science. Paris. Alcan. — De la division du travail social.
- BOURGEOIS Léon : La Solidarité. Paris. Colin. 1902. 3^{me} éd.
- BOURGIN Humbert : Le mouvement syndical. Paris. Rivière. 1912.
- BOUKHARINE : Les problèmes de l'édification socialiste. Paris. Bureau d'Edition, 1926.
- BRUNET Georges : Le mysticisme social de St-Simon. Paris, Les presses françaises, éd. 1925.
- CAPITANT et CUCHE : Précis de la législation industrielle. Paris, 1930. Collection Dalloz.
- CARRIERE Gabriel : La représentation des intérêts et l'importance des éléments professionnels dans l'évolution et le gouvernement des peuples. Thèse Toulouse, 1917.
- CAZALIS Emile : Les positions sociales du syndicalisme ouvrier en France. Paris. Les Presses universitaires de France, 1923. — Le syn-

- dicalisme ouvrier et l'évolution social .Paris. Rivière.
- CHALLAYE Félicien : Syndicalisme révolutionnaire et syndicalisme réformiste. Paris. Alcan, 1909.
- CHARLETY Sébastien : Histoire du St-Simonisme. Paris Ed. Paul Hartmann, 1931.
- La Charte du Syndicalisme chrétien ; éd. par l'Institut Pie XI. Paris, 1930.
- CHIMIANTI P. : Le droit constitutionnel italien. Paris. Giard, 1932.
- COMPÈRE Morel : Le programme socialiste. Paris. Rivière.
- La C. G. T. et le mouvement syndical. Paris, éditions de la C. G. T. 1925
- De La GRASSERIE : De la représentation professionnelle — Revue politique et parlementaire. août 1895. — Structure politique de la société. Revue internationale de sociologie. novembre 1896.
- DEAT Marcel : Les perspectives socialistes. — Sociologie, Alcan 1930
- DENDIAS Michel : Le problème de la Chambre haute et la représentation des intérêts. Thèse. Paris, 1929.
- DOLGOV A. : Le conseil suprême de l'économie publique. La vie économique des soviets, 1926, n° 30-31 et 32, du 1^{er} juin 1926 et du 20 juin 1926.
- DURKHEIM : De la division du travail. Paris, Alcan, 1926.
- d'EICHTHAL : Présent et avenir du syndicalisme, Paris, 1913.
- FAGUET : Le Socialisme en 1907. — Le Libéralisme. — Le culte d'incompétence, Paris, Grasset, 1910.
- FLAYACS : Résumé du livre : Où va la France. Où va l'Europe, publié par J. Caillaux. Montauban Barrter et Cie, 1923.
- FOURNIERE Eugène : Sociocratie. Paris, Giard, 1910. — Unité corporative. Paris, Rivière.
- GIDE Charles : L'idée de solidarité. Revue internationale de Sociologie. 1893. n° 5, p. 385. — L'économie sociale — Paris, Librairie de la Ste du Recueil général des lois et des arrêts.
- GIDEL Gilbert : Droits et devoirs des nations. — La théorie classique des droits fondamentaux des Etats. Recueil des cours de l'Académie du droit international. 1925. V. t. 10.
- GRIFFUELHES Victor : Voyage révolutionnaire. Paris, Rivière.
- GUY GRAND Georges : La philosophie syndicaliste. Paris, Grasset, 1911. — Le conflit des idées dans la France d'aujourd'hui.
- HAURIOU : Les idées de Duguit, Recueil de la Législation de Tou-

- louse, 1910. — Principes de droit public, Paris, Sirey, 1910. — Précis de droit constitutionnel, Paris Sirey, 1923.
- HAUSER H. : Le syndicalisme obligatoire. Revue d'Economie politique, 1918, t. 32, p. 230.
- HERRIOT E. : Créer. — Pourquoi je suis radical-socialiste.
- HUMBERT Sylvain : Le mouvement syndical. Paris. Rivière. 1912.
- ISSAKOVITCH D. : Le pouvoir central et le système électoral en Russie soviétique. Thèse, Paris 1927.
- JOUHAUX Léon : Le syndicalisme français. Paris Rivière. — Le syndicalisme et la C. G. T. Paris, 1920.
- de JOUVENEL Henri : Pourquoi je suis syndicaliste, Paris, les Editions de France, 1928.
- KEUFER A. Le syndicalisme réformiste, le mouvement socialiste janvier 1905.
- KOPILOFF N. : Le rôle du représentant du conseil supérieur d'économie nationale de l'U. R. S. S. — La vie économique des soviets, n° 39 (15-12-1926).
- LABUSSIÈRE André : La représentation politique des intérêts professionnels .
- LARNAUDE F. Les sciences juridiques et politiques. Paris 1915.
- LARNAUDE, BERTHELEMY : Les méthodes juridiques. Paris, Giard et Brière, 1911.
- LATAUD et PONDEUX : La représentation professionnelle.
- LAVERGNE Bertrand : Philosophie et avenir de l'ordre corporatif. Les Presses Universitaires de France. — Suffrage universel et suffrage collectif ou la représentation au Parlement des corps sociaux. Année politique, 1926, mars-mai. — L'ordre corporatif — Bulletin de la Société Française de Bibliographie. Paris Colin. décembre 1927, 27 année, n° 5.
- LAVISSE Ernest : Histoire de la France, t. II 1 et 2 parties ; Hachette.
- LE FUR Louis : Philosophie du droit international. Paris. Pédone, 1922. — La théorie du droit naturel depuis le 17^e s. et la doctrine moderne. Recueil des cours de l'Académie du droit international 1927, 3, t. 18.
- LENINE : L'Etat et la Révolution. Paris, 1925.
- LEROY : Les techniques nouvelles de syndicalisme. — Le socialisme des producteurs — Henri de St-Simon, Paris, Rivière, 1924.
- LESCURE Jean : L'Etat fasciste. Revue de Paris, avril 1929, p. 748.
- LOUIS Paul : Le syndicalisme contre l'Etat. Paris, Alcan, 1910.

- MARKOVITCH CEDA** : Digieva pravna teorija — Subotica —. Kn. Sever 1926-27.
- MARTIN Gaston** : Joseph Caillaux. Paris, Alcan, 1931.
- MARTIN St-LEON Etienne** : Les deux C. G. T. syndicalisme et communisme. — Syndicalisme ouvrier et syndicalisme patronal. Paris, Payot, 1920. — Le syndicalisme ouvrier le syndicalisme patronal. Revue pour le progrès de la législation du travail, II^e série, publication n^o 2, p. 181.
- MARX et ENGELS** : Le manifeste communiste, Paris, 1901.
- MASSARYK** : Sur les bolchevisme, Genève.
- MAY Gaston** : Introduction à la Science du droit, Paris, Giard, 1925.
- MAZEL** : Le Conseil National économique. Revue politique et parlementaire. — Vraie et fausse représentation nationale. — Revue politique et parlementaire.
- MILLERAND Alexandre** : Le socialisme réformiste. Paris, 1903.
- MIRKINE GUETZEVITCH B.** : La constitution de l'U. R. S. S. Paris, Giard, 1925. — La théorie générale de l'Etat soviétique. Paris, Giard, 1928.
- MOYITCH Sava** : Le Parlement économique. Paris, Thèse, 1927.
- NITI V. et BUOZI** : Fascisme et syndicalisme. Paris, Valois.
- Œuvres de St-Simon et d'Enfantins.** Paris, Dentu, 1869-75, vol. 20, 37, 39.
- Paul BONCOUR** : Le fédéralisme économique, Paris, Alcan, 1901.
- PERITCH Z.** : O Skolama u pravu — Belgrade, 1921. — Jedan pogled na evolucionisticku pravnu scolu
- PEYERMHOFF** : Les formules modernes d'organisation économique. Revue des Deux Mondes. 15 mars 1929.
- PICARD Roger** : Le mouvement syndical durant la guerre. Publication de la dotation Carnegie. 1928.
- PIROU Gaëtan** : A propos du syndicalisme révolutionnaire — Théoriciens et militants. Revue politique et parlementaire, t. 70, 1911, p. 130. — Léon Duguit et l'économie politique. Revue d'économie politique, 1931. — Georges Sorel. Paris. Rivière. — L'histoire des doctrines économiques en France depuis 1870. Paris, Collin, 1925.
- POSADA Adolfo** : La nouvelle constitution espagnole. Paris, Sirey 1932.
- POLITIS Nicolas** : Le problème de limitation de la souveraineté. Recueil des cours de l'Académie de droit international. 1925. I. t. 16. — Les nouvelles tendances du droit international. Paris Hachette, 1927.
- PRELOT Marcel** : La représentation professionnelle dans la constitution de Weimar.

- PRINS Adolphe : La démocratie et le régime parlementaire. Bruxelles. Librairie européenne, 1887, 2^{me}.
- PROUDHON et notre temps. Paris, Chiron, 1920 ; articles de Augé Laribé, Berthod, Bouglé, Guy Grand, Pirou.
- PROLO Jacques : Les anarchistes. Paris Rivière.
- PRZITCH J. : Država i pravo u delu L. Duguit. Novi sad. Letopis, novembre 1929.
- PAWLOWSKI Auguste : Les syndicats jaunes. Paris Alcan, 1915.
- REGLADE Marc : Le doyen Duguit et l'étude du D. I. P. Revue générale de droit international public. p. 381.
- La République et la décentralisation par P. Boncour et Charles Maurras. Sté provinciale d'édition, 1904.
- RENARD Georges : Le droit, la logique et le bon sens. Paris, Sirey, 1925.
- ROCCO Alfred : La réforme constitutionnelle en Italie. Revue politique et parlementaire, 1926, t. 1, 10 mars 1926.
- ROLLIN Henri : Le parti bolcheviste.
- ROUSSEAU Waldeck : Conférence par les syndicats professionnels faite à Roubaix, Paris 1898.
- SAINT-SIMON Henri de : Textes choisis. Paris, Alcan 1925.
- SALVEMINI GAETANO : L'Etat corporatif dans l'Italie fasciste. Année politique française et étrangère. novembre 1928.
- SANGNIER Marc : Discours à la Chambre des Députés du 22 mai 1920. Journal officiel du 22 mai 1920, p. 1601-5.
- SCELLE Georges : Le conseil national économique. Revue politique et parlementaire. octobre 1924. — Le conseil national économique. Revue d'études corporatives. janvier 1925. n° 14. — Précis élémentaire de Législation industrielle. Paris, Sirey, 1927. — Précis de droit des gens — Sirey, 1932.
- SERRE Philippe : Les atteintes à la notion moderne de l'Etat en France au début du XX^e siècle. Thèse, Paris, 1925.
- SEVERAC J-B : Le mouvement syndical, Paris, 1913.
- SOREL Georges : L'avenir socialiste des syndicats. Paris, 1901.
- Le Syndicalisme moderne, édition de la Faculté de droit de Toulouse, Paris, Sirey, 1932.
- TANON : L'évolution du droit et la conscience sociale, Paris, Alcan, 1900.
- TASSITCH : Le réalisme et normativisme dans la science politique,

Revue de droit, Brno, n° 1, année II.

THOMAS Albert : Le syndicalisme allemand. Paris. Sté. Nouvelle de Librairie et d'édition, 1904.

TURMAN Max : Le syndicalisme chrétien en France. Paris, Valois, 1929.

ULLMANN Henri Lévy : La définition du droit, Paris Sirey, 1917.

VALOIS Georges : Contre le mensonge et la calomnie. — L'Etat syndical et la représentation corporative. Paris, éd. Valois, 1927. — Le nouvel âge de l'humanité. Paris, Valois, 1929.

VERMEIL Edmond : Le conseil économique du Reich. Revue d'études corporatives. Paris, 1924, n° 12 et 13, septembre et octobre, p. 387 et suiv. — La constitution de Weimar et le principe de la démocratie allemande. Strasbourg. Librairie Istra, 1923.

VILLAT Louis : L'Italie de 1926 et 1928 — Année politique française et étrangère. juillet 1929.

VILLEY : Les nouvelles forces sociales : le syndicalisme. Revue d'économie politique. t. 21, p. 1721.

VILLEY Etienne : L'organisation professionnelle des employeurs dans l'industrie française. Paris, 1923.

WALINE Marcel : Les idées maîtresses de deux grands publicistes Français : Léon Duguit et Maurice Hauriou, l'année politique 1929-30.

WU-Wu SCHENG : Le conflit des tendances dans le syndicalisme français contemporain. Paris 1932.

ZEVAES Alexandre : Le parti socialiste de 1904 et 1923. Paris. Rivière. b) Cours.

GIDEL Gilbert : Cours professés à la Faculté de droit de Paris en 1928-29 et 1930-31.

LAPRADELLE : Cours professés à la Faculté de droit de Paris en 1930-31.

c) Textes.

DARESTE : Les constitutions modernes, t. I, II — 3^{me} éd. 1910 et 2^{me} 1891.

MIRKINE GUETZEVITCH : Les constitutions de l'Europe nouvelle. Paris, Delagrave, 1928, 2^{me} éd.

Journal Officiel : L'Europe nouvelle, du 9 juin 1928.

Table des matières

INTRODUCTION

I. — La doctrine de Duguit en général

Les gouvernants et les gouvernés. — La règle du droit et le problème de droit. — L'opposition de Duguit aux doctrines de Rousseau, Kant, Hegel, aussi bien qu'aux théories allemandes et bolchevistes. Duguit, en raison de ses conceptions objectivistes de droit nie les droits subjectifs de la collectivité, la souveraineté nationale et les droits subjectifs des individus — Sa négation du système régalien l'a conduit à présenter un système de droit objectif. — Son système : l'Etat, fédération des services publics et soumis à la règle du droit. — La loi, le règlement et le contentieux administratif ne sont plus les mêmes; la responsabilité est admise. — Sa doctrine objective du droit public conditionne enfin sa conception solidariste du droit international public ainsi que sa doctrine sociale p. 1

II. — Le syndicalisme de Duguit.

a) La doctrine associationniste de Duguit et le mouvement associationniste; b) La doctrine proprement syndicaliste de Duguit; 1° Le syndicalisme en général; 2° Le syndicalisme des fonctionnaires; 3° la question de la grève p. 25

III. — La doctrine de la représentation professionnelle de Duguit. 1° Sa représentation professionnelle est le parlementariste; 2° sa doctrine sur la représentation professionnelle est évolutionniste; et 3° Sa doctrine sur la représentation professionnelle est syndicaliste; 4° La théorie de la représentation professionnelle n'est pas contraire au

principe de la souveraineté nationale; 5° Seule, la représentation professionnelle assure l'équilibre des pouvoirs; 6° Le Sénat français de 1875 n'est pas une réalisation de la représentation professionnelle; 7° L'organisation pratique de la représentation professionnelle de Duguit, son contenu, ses lacunes p. 59

IV. — Le syndicalisme tel qu'il est dans la doctrine et dans les faits.
1° Le syndicalisme révolutionnaire; 2° Le réformisme révolutionnaire; 3° Sorel; 4° Le syndicalisme antirévolutionnaire; le syndicalisme des jaunes; le syndicalisme de collaboration des classes d'après-guerre; le syndicalisme chrétien; 5° Le syndicalisme agricole; 6° Le syndicalisme patronal p. 83

V. — La représentation professionnelle telle qu'elle est envisagée par les publicistes et pratiquement réalisée.

a) Les théories de la représentation professionnelle formulées par les publicistes : 1° Albert Fritot; 2° Saint-Simon; 3° Fourier; 4° Proudhon; 5° Ahrens; 6° De la Grasserie; 7° Larnaudé, Emile Faguet; 8° Prins; 9° Charles Benoist; 10° Fournière; 11° Durkheim; 12° Paul Boncour; 13° Hennessy, Joseph Caillaux, Henri de Jouvenel; 14° Marc Sangnier; 15° Georges Valois; 16° Bernard Lavergne.

b) La représentation professionnelle réalisée en pratique : 1° La forme archaïque de la représentation professionnelle : Bade, Bavière, Saxe, Wurtemberg, Autriche, Roumanie; les villes hanzétiques, Pays-Bas, Suède, etc... .

2° La représentation professionnelle du type consultatif : Allemagne, France, Pologne, Tchécoslovaquie, Japon, Yougoslavie.

3° La représentation professionnelle du type corporatif : le fascisme, le soviétisme, le riverisme p. 107

VI. — La confrontation des idées de Duguit et des thèses des autres publicistes ou sociologues.

L'originalité de la doctrine sociale de Duguit. — Ses ressemblances et ses dissemblances. — Les applications des théories sociales du doyen de Bordeaux p. 157

VII. — La critique de la doctrine sociale de Duguit par les autres publicistes ou sociologues. . .

1° Joseph Caillaux; 2° Antonelli; 3° Gaetan Pirou; 4° Esmein; 5° Hauriou; 6° Joseph Barthélemy; 7° M. Leroy p. 179

VIII. — Notre critique de la doctrine sociale de Duguit p. 197

a) Sa doctrine syndicale : 1° Caractère professionnel du syndicalisme duiguiste. — Un syndicalisme, s'il veut être un vrai syndicalisme ne peut être que professionnel. — Tout syndicalisme ne peut être qu'un groupement professionnel par suite de sa source, de sa forme, de ses objectifs, aussi bien que par suite des raisons d'ordre historique et pratique. — Le fait associationniste, son vrai caractère — Le double caractère du syndicalisme : particulariste et général — L'utilité du syndicalisme; 2° Suites nécessaires et logiques d'une pareille conception du syndicalisme : a) La loi de la profession. — La charte du travail, résumé syndicalisme professionnel. — Ses avantages pour les particuliers et pour la collectivité. — La forme du syndicalisme professionnel : le syndicat mixte. — La liberté syndicale doit en tout cas être garantie. — Le système de la loi de 1884 est admissible seulement à titre provisoire. b) Le syndicalisme professionnel exclut des syndicats tous les gens étrangers à la profession; c) Le syndicalisme professionnel supprime le régime de tête-à-tête forcé, aussi bien que les effets désastreux de la concurrence; d) Le syndicalisme professionnel étant en dehors de la politique, se suffira à lui-même; e) Le syndicalisme professionnel possède ses propres méthodes d'action et de son organisation. 3° Conséquences pratiques que le syndicalisme professionnel conditionne : a) L'opposition du syndicalisme et de l'Etat n'existe pas; b) Le syndicalisme ne serait nullement un Etat dans l'Etat; c) Le syndicalisme duiguiste résout et seul met en lumière le problème des classes; d) Le syndicalisme professionnel conduit à la vraie notion du producteur. 4° La nécessité de la démocratisation du syndicalisme. — Pour la démocratie syndicale, contre le syndicat obligatoire, donc pour la profession organisée dans le syndicat libre. 5° Faut-il admettre ou non le syndicalisme. Ses bases, ses tendances et ses caractères au point de vue théorique, l'activité pratique des différentes branches du mouvement syndical conduisent-elles à la reconnaissance de la nécessité du syndicalisme. 6° Le syndicalisme de Duguit est juridique et professionnel. Il n'est ni socialiste, ni exclusivement économique. — Réel, en se transplantant sur le terrain des faits, il sera consacré par ces derniers et englobera incontestablement la totalité du syndicalisme actuel et futur. 7° Notre critique proprement dite du syn-

dicalisme duguiste; 8° Conclusion pour le syndicalisme duguiste.. p. 198

b) Sa représentation professionnelle : caractères propres de la représentation professionnelle du doyen Duguit. Son inadmissibilité. 1° La représentation professionnelle est un principe, voire un système politique faux en soi. Elle est inacceptable en théorie par suite de sa base et de son fondement. La représentation professionnelle est insoutenable en raison de ses contradictions intimes et de ses vices propres. — Elle est impossible par suite des difficultés propres de son organisation. — La représentation professionnelle a donné des résultats négatifs partout où elle a été organisée. Elle n'a aucune raison d'être parce que la représentation professionnelle est une répétition inutile, étant donné que le suffrage universel réalise aujourd'hui ce que cette représentation veut faire et ce qu'elle n'arrive pas en réalité à faire. 2° Notre critique proprement dite de la doctrine duguiste sur la représentation professionnelle. — Les comités d'études techniques p. 221

IX. — CONCLUSION. .

1° L'homme est tout et est partout; 2° La nécessité d'une organisation collective. — Les systèmes. — Un système doit correspondre à la vie. Il est également sa partie constitutive — la politique — la politique et les systèmes; 3° Formes différentes des systèmes; 4° La démocratie, le parlementarisme, la représentation, le vote; 5° La valeur supérieure de la démocratie en tant qu'elle est un système d'organisation politique supérieur par rapport aux autres modes de cette organisation.

e) La démocratie seule assure nettement la pleine expression de la loi vitale de toute société qu'est la loi de réaction; b) Par elle, le tout dans l'homme, tous les éléments constitutifs de sa personnalité sont représentés; c) C'est par la démocratie que tous les hommes sont invités à participer à la direction de la puissance publique, donc des vies collectives et individuelles; d) L'intérêt général d'une collectivité, la solidarité sociale et la loi de la division du travail trouvent ensuite leur complète représentation dans la démocratie; e) La démocratie prévoit et conditionne la norme sociale et l'existence du droit et correspond seule à elles; f) La démocratie et le parlementarisme

résolvent très régulièrement les questions des partis politiques et des groupements intermédiaires entre l'Etat et les individus p. 251

X. — BIBLIOGRAPHIE p. 279

XI. — TABLE DES MATIERES p. 289
